

M. Kohl attend M. Honecker

La question est à Bonn sur toutes les lèvres : quand ? Avant ou après Noël ? Le principe d'une prochaine visite en RFA du numéro un est-allemand, M. Erich Honecker, est acquis. On en discute les derniers détails entre la chancellerie et l'émis-saire du bureau politique du Parti communiste de RDA (SED), M. Werner Feife, actuellement à Bonn.

De part et d'autre de l'Elbe, on est fermement décidé, cette fois, à ce que les choses aboutissent. Le rendez-vous manqué de l'automne dernier - M. Honecker avait dû annuler la visite prévue sous la pression de Moscou - n'avait en rien entamé la volonté réciproque de profiter de la moindre éclaircie dans les rapports Est-Ouest pour s'engouffrer dans la brèche.

Le sommet de Genève était suivi, on peut l'imaginer, avec une passion inquiète par les dirigeants et les opinions publiques des deux Etats allemands. C'était un peu comme si cette rencontre n'était que le prélude à une autre, beaucoup plus importante à leurs yeux. On ne craignait rien tant qu'un échec des conversations entre M. Reagan et M. Gorbatchev qui aurait réduit à néant tous les efforts déployés en coulisse depuis quelques mois pour faire de ce prochain sommet germano-allemand un succès historique.

Les deux parties ont peaufiné un accord culturel prêt à être signé, et les petits gestes, de part et d'autre, se sont multipliés. Chacun s'est démarqué des « durs » de son propre camp. Le vice-président du groupe chrétien-démocrate au Bundestag, M. Volker Rübe, vient d'aller réaffirmer à Cracovie l'attachement de son parti à l'accord germano-polonais de 1971, qui met un terme aux revendications allemandes sur les territoires de l'Est perdus en 1945. Une mise au point utile lorsque l'on considère les nombreux dérapages de certaines personnalités de la coalition au pouvoir sensibles aux pressions du lobby des réfugiés de Sibirie ou de Prusse-Orientale.

De son côté, M. Honecker veut de faire un geste spectaculaire et inattendu en limogeant le bureau politique du SED M. Konrad Naumann, secrétaire du parti pour la région de Berlin, connu pour son comportement brutal envers les intellectuels et les ecclésiastiques, qui osaient de timides critiques contre le régime. Les nouvelles qui parviennent chaque jour de Berlin-Est vont toutes dans le même sens : libération d'objecteurs de conscience, rumeurs sur une prochaine suppression de l'ordre de tir sur les fugitifs qui tentent de franchir le mur.

On prête à M. Honecker un désir irrépressible de revoir la Sarre, qui l'a vu naître il y a soixante-quatorze ans. Au-delà de ce voyage sentimental, c'est sa place dans l'histoire de l'Allemagne tout entière et non seulement dans celle de l'« Etat ouvrier-paysan » qui préoccupe le successeur de Walter Ulbricht.

M. Kohl, de son côté, a des soucis plus terre à terre. Il sait que toute amélioration des rapports entre les deux Etats allemands, se traduisant notamment par une « humanisation » de la frontière, sera mise à son crédit par une opinion publique qu'il s'emploie à reconquérir. Un succès dans ce domaine, qui viendrait s'ajouter à d'innombrables réussites en matière économique, pourrait lui assurer une facile reconduction lors des élections législatives de 1987. Il devra néanmoins compter avec l'attention vigilante de ses amis chrétiens-démocrates, qui sauront, le moment venu, lui faire sentir jusqu'où il ne faut pas aller trop loin.

Cumul des mandats : le « oui » de l'UDF n'est pas l'ébauche de la cohabitation

Les députés UDF et les députés communistes se sont associés, dans la nuit du mercredi 27 au jeudi 28 novembre, à ceux du PS pour approuver les deux projets de loi limitant à deux le nombre des mandats que les élus peuvent détenir.

Ces votes ne sont ni l'amorce d'une cohabitation ni le prélude à la constitution d'une troisième force. RPR et UDF ont clairement fait comprendre que si le pouvoir tentait de profiter de cette circonstance, grâce, par exemple, à un référendum redouté par certains néogaullistes, l'union de l'opposition se reconstituerait sans faille.

Le gouvernement a quand même marqué un premier point : la division de la droite s'est manifestée sur un dossier non dénué d'intérêt. De plus, les difficultés de l'UDF sont apparues clairement : mardi, elle mettait l'accent sur la critique des modalités, aux dépens de son accord sur le principe ; le lendemain, elle prenait la position inverse. M. Valéry Giscard d'Estaing a su tirer le bénéfice médiatique de ce revirement.

Il ne faut pas y voir pour autant une victoire des giscardiens sur les barristes. Certes, M. Raymond Barre s'était, le mardi, imprudemment engagé en faveur d'un refus de vote, pour préserver l'unité du groupe ; le lendemain, plusieurs de ses proches ont aidé l'ancien président de la République à retourner la situation. L'affaire s'est plutôt jouée entre les anciens et les modernes. Ce vote favorable des députés UDF va faciliter la tâche du gouvernement au palais du Luxembourg ; c'est là que tout va se jouer, puis-que le Sénat dispose d'un droit de veto sur le cumul des mandats des parlementaires. Ceux des sénateurs giscard-barristes qui étaient déjà tentés de ne pas rejeter le texte gouvernemental se voient renforcés par la prise de

position, à l'Assemblée nationale, des responsables des trois partis (PR, CDS et radical) de la confédération.

Ainsi, malgré l'opposition du RPR, la limitation du cumul des mandats pourrait être approuvée par le Sénat, et donc par le Parlement. Quel que soit le cas de figure, le gouvernement n'est pas mal placé : un refus lui aurait permis d'accuser la droite de repousser un outil de la modernisation et de la moralisation de la vie politique ; une approbation lui permettrait de montrer que, sur certains dossiers sensibles, il propose des solutions de consensus allant au-delà de ses appuis traditionnels, et réussit là où ses prédécesseurs ont échoué.

THIERRY BRÉHER.

(Lire nos informations page 5.)

LE RENFORCEMENT DE LA RÉPRESSION EN AFRIQUE DU SUD

« Ne tirez pas ! Marche pacifique »

L'Afrique du Sud a menacé, mercredi 27 novembre, de lancer des opérations militaires au Zimbabwe pour poursuivre les maquisards nationalistes noirs si Harare ne met pas un terme aux activités de ces derniers le long de la frontière. Cette mise en garde fait suite à l'explo-

sion d'une mine qui a blessé quatre militaires sud-africains mercredi non loin de la frontière zimbabwéenne. Alors que le gouvernement s'inquiète d'un renforcement des moyens des maquisards, l'armée et la police interviennent de plus en plus brutalement dans les cités noires.

De notre correspondant

Johannesburg. - Le 10 septembre, une fillette de quatre ans, Mitah Ngoben, a été tuée par une balle en caoutchouc dans la cour de sa maison à Soweto, township noir des environs de Pretoria. Elle était en train de jouer quand un policier, Albert Fourie, tira, non pas sur elle, mais sur un groupe de jeunes qui lançaient des pierres. La fillette, il ne l'a pas vue : « Je n'avais pas d'autre choix que de tirer. » Une enquête a été ouverte. Un collègue du policier a confirmé que « les pierres volaient » au-dessus

du véhicule des forces de l'ordre. Un témoin noir, un adolescent, a prétendu le contraire. Le magistrat, M. Potgieter, a tranché mardi 26 novembre : personne ne peut être tenu pour responsable de la mort de cet enfant unique. Aucune motivation n'a été fournie. On ne saura pas pourquoi une fillette de quatre ans est morte simplement parce qu'elle s'est trouvée au mauvais endroit au mauvais moment.

On ne sait toujours pas non plus pourquoi, jeudi 21 novembre, quinze personnes ont été tuées par la police dans la cité de Mamelodi, également à proximité de

Pretoria. Une semaine après les faits, la vérité s'ébauche à tout petits pas. La presse n'a pas pu se rendre sur les lieux. Les témoignages recueillis contredisent les déclarations de la police.

Celle-ci prétend qu'elle a été obligée d'ouvrir le feu sur « une foule violente qui lançait des pierres et des cocktails Molotov ». Le brigadier Hertzog Lern ajoute qu'un ordre de dispersion dans les quarante minutes a été donné et que les forces de l'ordre ont tiré à balles réelles quand « la vie des hommes a été mise en danger ».

MICHEL BOLE-RICHARD.

(Lire la suite page 4.)

L'Etat lance un emprunt de 20 milliards de francs

Cette émission portera à 95 milliards de francs le montant des capitaux levés par l'Etat en 1985.

PAGE 36

Nouvelles négociations en 1986 sur le commerce international

De nouvelles négociations commerciales multilatérales commenceront au GATT en septembre 1986.

PAGE 36

Mort de l'historien Fernand Braudel

Fernand Braudel, membre de l'Académie française, un des fondateurs de la « nouvelle histoire », est décédé.

PAGE 36

CGT : les réponses de M. Krasucki



Répondant, ce jeudi 28 novembre, aux interventions des délégués au quarante-deuxième congrès de la centrale, le secrétaire général de la CGT a appelé au respect des différences. Il a aussi souligné l'accélération des infléchissements de la politique gouvernementale.

PAGE 34

Enfin un gouvernement en Belgique

Le sixième cabinet Martens, constitué six semaines après les élections, ressemble comme un frère au précédent.

PAGE 36

L'engouement des bacheliers pour les écoles de gestion

PAGES 27 A 30

Étranger (2 à 4) • Politique (5 à 8) • Société (14 et 25) • Culture (10) • Communication (13) • Économie (32 à 35)

Programmes des spectacles (11 et 12) • Radio-télévision (12) • Informations Services : Météorologie, Mots croisés, Loterie nationale, Loto (26) • Carnet (25) • Annonces classées (26)

DE « 68 » A VOLTAIRE ET BERL

L'Homme (fin et suite)

Dieu, le Sujet, l'Ame, le Roman, l'Auteur, l'Homme : on a tiré sur beaucoup de majuscules, depuis vingt ans. Quels concepts ont réébauché de la battue ? L'Homme reprend du poil de la bête.

Car nos penseurs y sont allés fort, vers 68. Avec le recul, on dirait qu'ils se donnaient le mot. A en croire Bourdieu, Derrida, Foucault et Lacan, nous n'étions plus des êtres autonomes face à une vérité accessible : rien que des produits de l'air du temps, de l'inconscient des structures. Les mêmes qui ne croyaient plus en l'Homme n'allaient plus jurer que par ses Droits !

De quoi émoustiller deux pamphlétaires agiles : Luc Ferry et Alain Renaut, auteurs de la Pensée 68. Les livres « contre » n'ont jamais eu d'importance, dit Deleuze. Soit, mais ils nettoient.

De tous les humanistes nettoyeurs, Voltaire reste le plus décapant. Ancêtre de l'intellectuel sartrien, il joignait le geste à sa parole d'espoir et de tolérance. D'où une vie inépuisable. Roger Peyrefitte la raconte en roman-cier, c'est-à-dire à l'affût de petits faits d'autant plus croustillants qu'arrangés, sans doute.

Tel oncle, telle nièce ? Laurence Jyl le ferait croire, pour un peu, avec son portrait de la joviale Marie-Louise Denis. René Pomeau, lui, s'en tient à l'ancêtre Aron, avec tout le sérieux universitaire. A chaque lecteur de choisir selon son attente.

Berl (1892-1976), dont Juliard réunit des articles épars, tenait de Voltaire. Au physique, mêmes angles osseux, même sou-

rire, en plus débonnaire. Même l'impudicité, la plume à la main : élargi impérieuse, impériale. Qu'il parle de Proust, de Munich ou des hippies, il refuse la pensée par alternatives et exclusives, cet ultimatum des faibles et des terroristes.

C'est assez dire qu'il nous man-

que. B. POIROT-DELPECH. (Lire « Le Monde des livres », pages 15 et 24.)

Le Monde DES LIVRES

- Romans : Franck Venaille, Serge Lentz et James Gressier.
- Lettres étrangères : Frank Moorhouse, Colleen McCullough et Doris Lessing.
- Religion : des livres pour mieux comprendre les enjeux du synode.
- Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « Essais », d'Emmanuel Berl.

Pages 15 à 24

PRIX GONCOURT

Yann QUEFFÉLEC



Les noces barbares

GALLIMARD nrf

étranger

EUROPE

Grande-Bretagne

Les trotskistes de Liverpool menacés d'être exclus du Labour

De notre correspondant

Londres. - Avec une autorité inconnue à la direction travailliste depuis des années - et une fermeté que l'on serait presque tenté de comparer à celle de la « dame de fer », M. Neil Kinnock poursuit résolument son entreprise de remise en ordre du Labour.

Il a obtenu, le 27 novembre, l'approbation de l'état-major travailliste (l'exécutif national) pour la constitution d'une commission d'enquête sur les agissements du groupe trotskiste Militant, qui, à Liverpool, contrôle à la fois la section locale du parti et la municipalité.

En attendant le résultat de cette investigation, la section est frappée d'une mesure de « suspension », c'est-à-dire que toutes réunions et décisions lui sont interdites à moins de se mettre hors de la loi du parti.

M. Kinnock met ainsi en pratique la sévère condamnation qu'il avait prononcée début octobre contre l'extrême gauche du mouvement, qu'il s'agisse du syndicat des mineurs et de son patron, M. Scargill, ou des élus trotskistes de Liverpool, qui, dans les deux cas, avait acquis une influence parfois décisive dans le parti au détriment de la popularité de celui-ci.

Les sondages d'opinion ont montré depuis que la contre-offensive de M. Kinnock était généralement bien considérée dans le public.

Lorsque, la semaine dernière, les « dissidents » de Liverpool ont fait marche arrière et renoncé à leur idée d'aller jusqu'à la banqueroute et au licenciement de trente mille fonctionnaires de la ville, M. Kinnock a su qu'il pouvait profiter de l'évolution des mentalités (le Monde daté des 17-18 novembre).

Recentrage

Pour le leader travailliste, la décision prise mercredi par l'exécutif du parti signifie que les jours de la tendance « militante » sont définitivement comptés. Il a déjà déclaré, mercredi soir, que l'avenir de ce « parti dans le parti » lui paraissait « très sombre, et très limité dans le temps ».

M. Kinnock souligne que l'on est en train d'assister à « l'affirmation d'un socialisme démocratique prêt à s'opposer avec courage » à ce qu'il considère comme une inadmissible déviation.

Les tenants du « recentrage » du Parti travailliste en vue des prochaines élections viennent donc de remporter une victoire décisive. L'issue de cette guerre d'usure livrée contre l'extrême gauche est encore loin d'être certaine. D'un point de vue formel, les dirigeants du groupe Militant peuvent faire valoir qu'ils n'ont pas formé une organisation indépendante au sein du parti et qu'ils ne représentent qu'un collectif d'édition du journal Militant. Ils se prévalent d'autre part du soutien de « sympathisants » dont le nombre a plus que doublé en deux ans dans la

région de Liverpool, les lecteurs de cette publication étant moins de 3000 en 1983, au moment de l'écrasante défaite des travaillistes face au Parti conservateur, et plus de 7000 cette année.

Reste également à savoir si la commission d'enquête pourra établir le bien-fondé des plaintes déposées par beaucoup de membres du parti contre cette tendance, dénonçant en particulier un « noyautage » systématique des institutions locales dans la région de Liverpool, et une « discrimination flagrante » envers des personnes soupçonnées de modération.

FRANCIS CORNU.

CORRESPONDANCE

Amnesty International et les violations des droits de l'homme en Turquie

A propos d'un article de notre correspondant à Ankara, paru le 2 novembre, dans lequel il était dit que « certains rapports d'Amnesty International ne sont guère soucieux d'actualité et de réputation ».

« Amnesty International continue de recevoir des informations sur des cas de torture et de mener des actions pour les dénoncer. Le dernier exemple est un appel urgent que nous avons lancé le 15 octobre en faveur de onze prisonniers qui auraient été gravement brutalisés à la prison Sigmancilar à Istanbul.

Le 23 juillet dernier, nous avons publié un rapport sur la Turquie qui reprenait des témoignages récents de victimes de torture. Bien entendu, l'établissement d'un tel document demande du temps car, dans la plupart des cas, les témoignages ne peuvent être recueillis que lorsque les anciens détenus ont pu quitter leur pays et ne craignent plus de représailles pour eux ou pour leur famille.

De plus, chaque année, Amnesty International, lors de la parution de son rapport annuel, met à jour les informations dont elle dispose sur la Turquie, comme elle le fait pour les autres pays.

Nos informations sur la Turquie sont donc récentes et continuent malheureusement à être des plus préoccupantes.

[Le rapport publié en juillet dernier par Amnesty, pour les raisons qu'explique ci-dessus l'organisation, porte sur des faits antérieurs à janvier 1984. Ce décalage, même s'il a sa justification, sert d'argument à ceux qui affirment qu'une amélioration est intervenue, en ce qui concerne notamment le traitement des prisonniers, depuis les premières années de la régime militaire.]

DIPLOMATIE

La visite du roi Hassan II en France

M. Mitterrand « accorde une attention particulière à l'approfondissement des relations » bilatérales

Reçu à l'Hôtel de Ville par M. Jacques Chirac, en sa qualité de maire de Paris, dans la matinée du jeudi 28 novembre, le roi Hassan II, après avoir consacré son après-midi à des audiences, devait être l'hôte à dîner de M. Laurent Fabius.

Arrivé mercredi après-midi à Paris, le souverain marocain s'achèvera vendredi soir, avant un immédiat entretien en tête à tête avec le président Mitterrand avant un dîner à l'Élysée.

A l'issue de cet entretien, M. Michel Vauzelle, porte-parole de

l'Élysée, a mis l'accent sur « l'attention particulière que le président François Mitterrand accorde à l'approfondissement des relations » entre la France et le Maroc.

L'entretien a porté sur les sujets de politique internationale, le Proche-Orient, l'Afrique, notamment le Tchad et le Sahara Occidental, ainsi que sur les relations entre la CEE et le Maghreb, dans la perspective de l'élargissement du Marché commun à l'Espagne et au Portugal.

A propos du Sahara, M. Vauzelle a rappelé que « la France est favorable au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Elle est donc pour le référendum sous contrôle international, mais ce n'est pas à elle de définir les modalités de cette consultation, mais aux parties concernées », a-t-il dit.

En ce qui concerne les rapports CEE-Maghreb, M. Vauzelle a indiqué que « la France est le premier avocat des relations particulières » entre l'ensemble européen et le Maghreb. Elle a toujours veillé, au sein de la CEE, à ce que les inté-

rets du Maghreb et du Maroc soient sauvegardés.

Sur le Proche-Orient, M. Vauzelle a rappelé que « la France est disponible pour toute démarche qui entamerait le processus de paix, notamment dans le cadre d'un forum ou d'une conférence internationale ».

Le roi, de son côté, s'est abstenu de toute déclaration, renvoyant à la conférence de presse qu'il tiendra vendredi après-midi au palais Marigny, sa résidence officielle durant son séjour.

« Votre esprit est habité par de grandes conceptions »

La chaleur exceptionnelle de l'accueil réservé au roi Hassan II du Maroc ne relevait pas, mercredi 27 novembre, que du seul feu qui crépitait dans les cheminées de l'Élysée. Les quelques deux cents invités qui se pressaient pour saluer le souverain marocain ont remarqué l'exceptionnel hommage rendu par le chef de l'Etat au roi Hassan II, « exemple d'un haut responsable parmi ceux qui peuvent parler au nom d'une immense multitude ». « Votre esprit est habité par de grandes conceptions, je souhaite que cela soit compris un peu partout », a déclaré M. Mitterrand avant de saluer le « courage et la fidélité dans l'épreuve, le sens du devoir et de la responsabilité » du roi, légataire des « éminentes qualités de Mohammed VI père du roi, souverain exemplaire ».

Saluant la « vocation marocaine de comprendre sans contrainte » illustrée par la visite à Casablanca

du pape Jean-Paul II, M. Mitterrand a réaffirmé la position traditionnelle de Paris sur le conflit israélo-arabe - droit du peuple palestinien à une patrie, droit d'Israël à vivre dans des frontières sûres et reconnues - avant d'ajouter que la « France restait disponible pour faciliter un éventuel règlement ». Après avoir déclaré que Paris demeurerait l'avocat de la cause du Maroc dans les négociations de Bruxelles sur l'élargissement de la communauté à l'Espagne et au Portugal, le chef de l'Etat s'est déclaré « favorable [à propos du Sahara] à l'organisation d'un référendum sous contrôle international », souhaitant, « au nom de l'amitié que nous portons aux deux grands pays qui sont le Maroc et l'Algérie, un règlement de ce conflit ».

M. Mitterrand a enfin adressé ses « vœux d'amitié et de prospérité au peuple marocain, ami de la France qui lui doit beaucoup ».

Touché par tant d'éloges, le souverain a salué « l'intelligence fidèle aux amitiés ». Rendant hommage aux prises de position françaises dans les conflits du monde, « volonté d'appuyer la paix et de la soutenir au-delà de toutes forces », la roi a toutefois regretté que celles-ci « arrivent un peu à retardement ».

Evocant le conflit du Proche-Orient, qui « divise les fils d'Abraham, juifs, musulmans et chrétiens », la roi a déclaré : « La violence ne règle jamais rien, tout avenir ne peut être que le fruit du dialogue. Nous avons perdu trop de temps à ne pas ouvrir celui-ci. » Hassan II a estimé que « la France était la seule puissance qui pouvait déclencher le dialogue ». Exaltant le « courage de M. Mitterrand, qui a parlé des droits arabes en terre israélienne et des droits israéliens en terre arabe », le roi a conclu sur

ce sujet : « Nous comptons beaucoup sur vous et sur la France. »

Rappelant enfin le conseil de son père, « cultiver la gratitude, ne pardonner jamais à l'ingratitude », le roi Hassan II a tenu à affirmer : « La passé, nous l'avons fait ensemble ; la gratitude, nous vous la devons, M. le président, depuis le 20 août 1953. » (M. Mitterrand avait alors quitté le gouvernement Laniel pour protester contre la déposition du sultan Mohammed V.)

Plus que jamais, l'amitié franco-marocaine était, mercredi soir, à l'honneur et, s'attardant dans les salons à l'issue du dîner, les deux chefs d'Etat évoquaient tour à tour avec leurs invités souvenirs et rencontres passées, quelquefois dans des circonstances difficiles de l'histoire.

F. C.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE DU ROYAUME

Cure d'austérité sous perfusion financière internationale

Pour le roi Hassan II, l'ère des grands contrats paraît loin d'être révolue. L'achat de vingt-cinq Mirage-2000, ouvertement envisagé par le souverain marocain pour le départ pour Paris, ou des dossiers aussi épineux que la création d'une ligne de chemin de fer reliant Marrakech à El-Ayoun, ou encore la rénovation et l'extension de l'équipement téléphonique du Maroc en sont, à des titres divers, autant d'exemples. L'humour reste pourtant beaucoup plus prudent chez les partenaires et créanciers d'un pays contraint depuis deux ans à suivre une cure draconienne d'austérité, seul garant d'un soutien financier international de taille. La France est bien placée pour le savoir qui, parmi les alliés industrialisés du Maroc, rafle tous les premiers rôles économiques.

Premiers clients et premiers fournisseurs du Maroc, les Français bénéficient d'un excédent commercial qui atteignait 1,77 milliard de francs l'an dernier et 1,8 milliard au cours des huit premiers mois de 1985. Un excédent un temps gonflé par des besoins en céréales rendus inhabituels par quatre années de sécheresse, dont le Maroc sort, enfin, avec soulagement. Mais qui ne peut faire oublier que Rabat dispose d'une balance des paiements toujours en déficit avec Paris, grâce au tourisme et aux transferts d'une forte communauté d'émigrés.

Même prééminence sur le front des investissements étrangers, les Français se taillent la part du lion avec 25 % du total - 30 % même si l'on exclut l'immobilier - ou sur celui de l'aide étrangère. Outre 500 millions de francs au titre de la coopération culturelle et technique et des protocoles financiers qui ont totalisé 1,5 milliard de francs en 1984 - dont 1 milliard destiné au financement de projets - et un peu plus de 1 milliard en 1985 - dont 400 millions d'aide à la balance des paiements - la France intervient bon an mal an à hauteur de 2 milliards dans les réajustements de dette auxquels le Maroc a dû procéder.

Un poids économique qui, au-delà des liens traditionnels ou de l'enjeu stratégique du Maroc, explique l'attention portée par Paris lorsque les intérêts marocains semblent

remis en cause. Cela a été le cas lors des négociations, souvent houleuses, qui se sont déroulées pour décider du sort des pays méditerranéens dans la perspective de l'adhésion du Portugal et surtout de l'Espagne au Marché commun. Les Dix ont finalement tombés d'accord pour assurer aux produits « sensibles » - agrumes, tomates, raisin - exportés par le Maroc, la Tunisie, Israël et Chypre des règles de concurrence égales à celles dont bénéficieraient notamment les Espagnols durant la période transitoire allant en ce domaine de 1990 à 1995. Des négociations vont désormais s'ouvrir avec la commission (le Monde du 27 novembre). Mais l'assurance de règles du jeu loyales pour un pays qui, comme le Maroc, exporte vers la CEE 340 000 tonnes d'agrumes et 77 000 tonnes de tomates chaque année constitue de toute évidence un élément de détente dont les dirigeants français peuvent mesurer l'importance durant la visite du roi Hassan II.

Un scénario tristement classique

Le soutien français n'a pas manqué non plus tout au long du difficile processus engagé en 1983 par Rabat pour éviter la catastrophe financière qui menaçait après des années de gestion économique laxiste dans la fondée de la courte flamme des cours du phosphate. Un scénario désormais tristement classique s'est déroulé depuis lors. Prêt conditionnel du Fonds monétaire international en 1983 de 300 millions de dollars de tirages, spéciaux (DTS), suivi d'un premier round d'étalement des dettes garanties au sein du Club de Paris et d'un plan d'aides bilatérales et multilatérales. Entre-temps, le Maroc voyait s'inverser nombre de facteurs défavorables qui l'avaient empêché de tenir tous ses engagements auprès du FMI et l'avaient amené à accumuler des arriérés.

La fin de la sécheresse, la baisse du pétrole, du dollar et des taux d'intérêt, autant de ballons d'opysène qui ont permis aux Marocains de reprendre le fil des négociations dans de meilleures conditions. Nouveau prêt FMI de 315 millions de DTS en septembre dernier, nouveau accord de réajustement avec le Club de Paris sur une période postant cette fois-ci sur 1985 et 1986, accord enfin avec les banques, il y a quelques mois. Un nouveau cycle et, désormais bouclé. Il ne reste, sans doute pas de couvrir tous les besoins en financement extérieurs du pays, évalués à quelque 3 milliards de dollars par an jusqu'en 1988. Les banquiers en sont conscients qui s'attendent à une demande d'argent frais pour couvrir


un « tron » estimé à quelque 400 millions de dollars pour 1986.

Mais, si le Maroc peut ainsi espérer retrouver une crédibilité financière perdue, le chemin qui reste à parcourir pour retrouver les grands équilibres économiques s'annonce toujours long, ardu et, en termes sociaux, périlleux. Compte tenu des réajustements, le service de la dette absorbera encore l'an prochain plus de 45 % des recettes à l'exportation. Un butoir qui exclut toute faiblesse budgétaire et oblige le gouvernement marocain à poursuivre sa politique de ralentissement des importations et de promotion des exportations.

La croissance restera faible, guère plus des 2,2 % enregistrés en 1984,

en dépit d'une meilleure récolte céréalière. Le Maroc peut-il, dans ces conditions, envisager de nouveaux investissements lourds ? Hormis le programme de télécommunications, pour lequel CIT-Alcatel est fort bien placé en France, les créanciers de tous pays comme les experts d'organismes internationaux se montrent réticents. Plus que jamais, la décision politique fera la différence. Le fait même que le Maroc figure parmi les quinze pays surendettés que le secrétaire américain au Trésor, James Baker, appelle les banques à soutenir plus activement n'en est qu'une illustration.

FRANÇOISE CROUGNEAU.



Général Jean DELAUNAY

ancien chef d'état-major de l'armée de terre
démissionnaire en mars 1983

Pour le réveil des valeurs fondamentales

LA FOUDRE ET LE CANCER

Régime à l'atome et à la subversion
la terre se gagne en temps de paix

PYGMALION
GERARD HATELET

252 pages

La contre-attaque idéologique du monde libre, condition primordiale de notre survie

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75421 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-46-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Bonville-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Lemaire (1982-1985)

Dirige de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 500 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Bonville-Méry, fondateur.
Administrateur : Bernard Wozniak
Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Correspondant en chef : Claude Salas

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messagerie)	L	-	-	-
BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
IL - SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Argentine, 3 DA ; Brésil, 4,20 dr ; Tunisie, 400 p. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,50 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 0,25 pes. ; États-Unis, 1,20 \$; Grèce, 95 p. ; Israël, 80 dr. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 10 DL ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 3 kr. ; Pays-Bas, 2,8 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Singapour, 3 CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,60 f. ; Yémen, 110 nd.

DIPLOMATIE

« L'URSS trouvera la « riposte adéquate » à la « guerre des étoiles » du président Reagan déclare M. Gorbatchev devant le Soviet suprême

De notre correspondant

Moscou. — M. Gorbatchev a présenté le mercredi 27 novembre devant le Soviet suprême un bilan positif et détaillé de sa rencontre avec le président Reagan à Genève. Le discours d'une heure du secrétaire général était un événement inhabituel, les députés soviétiques, réunis depuis la veille pour adopter le plan et le budget 1986, n'ayant guère l'occasion d'être aussi longtemps entretenus de politique étrangère par le numéro un.

M. Gorbatchev a d'ailleurs voulu lier les deux sujets. « Le plan de développement économique et social pour 1986 montre de façon probante le caractère pacifique de nos préoccupations », a-t-il déclaré. Le secrétaire général a insisté, non sans emphase, sur l'« importance » du sommet de Genève et sur les « responsabilités » qui incombent aux dirigeants des deux plus grands pays présents pratiquement comme les seuls qui comptent dans le monde contemporain. L'expression de condominium, jadis chère à M. Michel Jibert, s'appliquait parfaitement à ce propos.

M. Gorbatchev a apprécié le contact personnel établi avec le président des Etats-Unis (...) qui constitue, dans la conjoncture actuelle compliquée, un facteur de

stabilisation ». Il se « prépare déjà » à un nouveau sommet et invite M. Reagan à faire preuve, comme lui, de retenue en attendant cette échéance.

Dans ce qui est apparu comme un plaidoyer à usage interne en faveur de l'amélioration des relations avec Washington, M. Gorbatchev a indiqué que le « comportement international des Etats-Unis » avait « commencé à changer ». Ceux-ci font désormais preuve, selon lui, d'un « certain degré de réalisme ».

Le secrétaire général a cependant répété, comme il l'avait fait à Genève, qu'il n'avait pas été possible de « trouver des solutions aux problèmes extrêmement importants liés à la cessation de la course aux armements ». Le refus du président Reagan d'abandonner le programme de la « guerre des étoiles » constitue l'« obstacle principal », même si M. Gorbatchev espère que « la partie américaine n'a pas dit son dernier mot ».

La menace d'un accroissement de la puissance nucléaire soviétique en cas de poursuite du projet américain a été de nouveau brandie. « L'Union soviétique sera contrainte d'améliorer l'efficacité, la précision et la puissance de ses armements pour neutraliser, si nécessaire, la machine électronique spatiale de la « guerre des étoiles », a affirmé

M. Gorbatchev. L'URSS trouvera donc selon lui, s'il le faut, la « riposte adéquate, efficace, suffisamment puissante et (...) sans doute moins coûteuse que le programme américain ».

L'approbation de l'armée

A propos des « crises régionales », le secrétaire général juge « anachronique » l'interprétation américaine selon laquelle celles-ci sont un reflet de la « rivalité Est-Ouest ». M. Gorbatchev regrette d'autre part l'omission, dans la liste américaine, de la situation en Afrique du Sud, en Amérique centrale, en Asie du Sud-Est et au Proche-Orient. Le dirigeant soviétique a enfin noté que le président Reagan avait soulevé la question de l'Afghanistan. L'URSS reste, selon M. Gorbatchev, favorable à un « règlement politique » pour ce « pays voisin et ami » qui doit être protégé contre les « ingérences extérieures » en tant qu'« Etat non aligné et indépendant ». Si cette « non-ingérence » était garantie, on pourrait résoudre le « problème de l'évacuation des troupes soviétiques », a affirmé le secrétaire général.

M. Gorbatchev a passé en revue une fois de plus l'ensemble des propositions soviétiques en matière de désarmement. A propos des forces

nucléaires françaises et britanniques, il a, comme il l'avait fait à Paris, proposé l'ouverture d'un « échange direct d'opinion avec ces pays ». On sait que la France et la Grande-Bretagne ont déjà poliment décliné cette invitation.

Les autres orateurs qui se sont exprimés mercredi n'ont fait que paraphraser, selon la tradition soviétique, les propos du numéro un. On retiendra cependant l'intervention du maréchal Akhromeyev, chef d'état-major général et premier vice-ministre de la défense. Le maréchal Akhromeyev a « entièrement approuvé » au nom de l'armée l'attitude « ferme et constructive » de M. Gorbatchev à Genève mais il a également affirmé : « Il existe aux Etats-Unis et dans d'autres pays de l'OTAN des forces influentes qui veulent ignorer les réalités objectives et cherchent à réaliser une politique menant à l'accroissement de la menace de guerre. Nous en tenons compte en surveillant les préparatifs militaires de l'impérialisme et en perfectionnant de façon persévérante la combativité de l'armée et de la marine. Il est difficile de savoir si les propos tenus devant le Soviet suprême par le maréchal Akhromeyev marquent une « réserve » ou s'il s'agit simplement de la répétition d'une rhétorique bien connue.

DOMINIQUE DHOMBRES.

LE CONFLIT DES MALOUINES DEVANT LES NATIONS UNIES

La Grande-Bretagne n'a pu faire reconnaître le droit des habitants de l'archipel à l'autodétermination

New-York (Nations unies) (AFP). — La Grande-Bretagne a essuyé, mercredi 27 novembre, un double échec diplomatique dans son différend avec l'Argentine sur les Malouines devant l'Assemblée générale des Nations unies. Celle-ci s'est prononcée à une large majorité — 107 voix contre 4 (Belize, Oman, Salomon, Grande-Bretagne), avec 41 abstentions — en faveur d'une résolution (pro-argentine) appelant à l'ouverture de négociations entre Londres et Buenos-Aires pour régler ce conflit, et contre deux amendements britanniques voulant faire admettre le droit à l'autodétermination pour les habitants des Malouines, les Kelpers.

La Grande-Bretagne refuse d'entamer des pourparlers avec l'Argentine tant que celle-ci insistera pour discuter de la souveraineté sur les îles. Le ministre des affaires étrangères argentin, M. Dante Caputo, avait souligné avant le vote que, pour Buenos-Aires, « tout était discutable à la table de négociations, aucun sujet ne pouvant en être exclu ». Les amendements britanniques n'ont recueilli que 38 voix

contre 60, puis 36 contre 57, avec de nombreuses abstentions.

Cette déconvenue sera sans doute d'autant plus amère pour Londres que de nombreux pays du Common wealth ont voté contre ou, comme le Canada, se sont abstenus sur les deux amendements, et que certains partenaires européens de la Grande-Bretagne lui ont fait défaut. L'Italie la Grèce, la France, les Pays-Bas se sont abstenus sur les amendements. En outre, la France, la Grèce et l'Italie se sont ralliés au texte de résolution non amendé, les autres pays de la CEE s'abstenant. Le Canada a également voté pour.

Dans son explication après le vote, le représentant permanent de Paris, M. Claude de Kéroul, a néanmoins tenu à rappeler « l'attachement constant de la France au droit d'autodétermination » inscrit dans la charte des Nations unies. Mais « évoquer expressément le droit à l'autodétermination en la circonstance, a poursuivi l'ambassadeur, nous a semblé conduire à engager dans cette enceinte un débat au fond, et introduire dans un texte qui nous semblait susceptible de recueillir un large soutien un élément de déséquilibre ».

AMÉRIQUES

Canada

LES ÉLECTIONS DU 2 DÉCEMBRE AU QUÉBEC

Les libéraux ont le vent en poupe malgré la popularité du premier ministre, M. Johnson

De notre correspondant

Montréal. — Confirmant la tendance existant depuis plusieurs mois, le dernier sondage rendu public le 21 novembre indiquait que, à quelques jours des élections législatives du 2 décembre, le Parti libéral de M. Bourassa, avec 48 % des intentions de vote, maintenait son avance sur le Parti québécois de M. Pierre-Marc Johnson, crédité de 42 % des suffrages.

Avec respectivement 5 % et 3 %, le Nouveau Parti démocratique et les conservateurs restent des formations marginales, tandis que les sept autres petits partis en lice se partagent à peine 2 % des intentions de vote. Les socialistes-chrétiens (voir ci-contre) n'étaient pas connus du public au moment du sondage.

Les libéraux ont le vent en poupe, depuis le début de la campagne, malgré l'activisme du premier ministre, M. Johnson, qui semble être partout à la fois. Le matin, dans une maison de retraite à Québec ; à midi, à un déjeuner avec des hommes d'affaires à Montréal ; le soir, dans une lointaine ville de province.

Si M. Johnson est amené à beaucoup se répéter dans ses discours, ce qui compte, c'est son image. Fils d'un ancien premier ministre qui a laissé de bons souvenirs, le chef du gouvernement est populaire. Mais son parti ne l'est pas. Les Québécois préfèrent sans doute cet homme jeune (trente-neuf ans) et brillant — il est médecin et avocat, — à l'économiste terne qu'est, aux yeux de ses compatriotes, M. Bourassa.

Dans un système présidentiel, M. Johnson l'emporterait sans doute. Mais, dans le système parlementaire de type britannique en vigueur au Québec, c'est le chef du parti majoritaire qui forme le gouvernement.

Un discours flou

Le premier ministre a un autre handicap par rapport à son adversaire : il est à la tête d'un parti qui ne sait plus très bien s'il est favorable ou non à l'indépendance du Québec, depuis qu'un congrès a décidé, en janvier dernier, de « mettre la souveraineté entre parenthèses ». M. Johnson s'empêche donc régulièrement dans de subtiles nuances, qui n'ont pas le mérite de la clarté. On retrouve le même flou dans d'autres domaines. En particulier, lorsque le premier ministre parle de « concertation », d'« équipe sociale », d'« excellence », ou de réduction du rôle de l'Etat, sans pour autant s'engager sur la venue de certaines sociétés nationales. A l'exception d'un incident autour d'une promesse de réduction de 10 % des impôts — il s'agissait en fait de 1 % — M. Bourassa a pris le parti, en revanche, de parler clair et d'être concret. Il s'est engagé à éliminer

la vente au secteur privé d'au moins huit sociétés d'Etat (sur quatre-vingt-dix), dont la compagnie aérienne Québécoise, la Société d'initiative pétrolière (SOQUIP), et la Société nationale de l'amante. Il a annoncé qu'il ommencerait, comme cela existe déjà au Brésil, un ministre de la « déreglementation », dont la tâche sera d'éliminer le poids de l'Etat dans le fonctionnement des institutions.

En rationalisant le fonctionnement de l'Etat, les libéraux espèrent rendre disponibles environ 500 millions de dollars, qu'ils veulent utiliser pour améliorer la situation dans les hôpitaux, créer des emplois en faveur des jeunes et augmenter les prestations des assistés sociaux. L'annonce de ces mesures a fait bondir M. Johnson, qui a accusé son adversaire de « menacer la paix sociale, en promettant des millions que nous n'avons pas ».

Dans un message publicitaire adressé aux jeunes, le Parti québécois s'indigne de voir les libéraux « promettre la lune ». Les jeunes ne sont sans doute pas dupes devant l'avalanche de promesses du Parti libéral. Mais ils n'en ont pas moins assisté très nombreux (quatre mille) à une réunion présidée récemment par M. Bourassa. Un record pour cette campagne, qui n'attire pas les foules !

Tous au centre

Le 2 décembre, les Québécois n'auront pas, comme en 1976 et en 1981, à faire un choix idéologique entre un parti indépendantiste et social-démocrate, d'une part, et un parti fédéraliste et conservateur, d'autre part. Les deux partis se retrouvent aujourd'hui au centre, avec des programmes presque identiques, en point qu'ils s'accusent

mutuellement de « hold-up idéologique ».

Les deux formations sont favorables à une réduction du rôle de l'Etat, à une plus grande liberté du secteur privé pour lui permettre de redevenir le moteur de l'économie et à l'ouverture de négociations sur le libre-échange avec les Etats-Unis. Le débat sur le caractère francophone du Québec n'est même plus à l'ordre du jour. MM. Bourassa et Johnson étant d'accord sur l'irréversibilité de la loi 101 qui fait du français la seule langue officielle de la province. Les libéraux, qui drainent massivement le vote anglophone (15 % de la population), envisagent cependant d'introduire des modifications sur l'affichage, qui pourrait redevenir bilingue dans certaines municipalités.

Rejeté par les syndicats qui lui reprochent d'avoir diminué d'autorité les salaires des fonctionnaires en 1982, abandonné par les indépendantistes « purs et durs », le Parti québécois tente de récupérer la clientèle conservatrice de l'ancienne Union nationale, qui est quelques décennies de gloire jusqu'à sa disparition, après la mort en 1968 de Daniel Johnson, père de l'actuel premier ministre. Il est probable que certains de ces électeurs, en particulier dans les zones rurales, voteront pour le Parti québécois, pensant retrouvé chez les fils les qualités du père.

Alliance

avec les conservateurs

Des membres du Parti conservateur fédéral (au pouvoir à Ottawa depuis un an), qui est dans la mouvance de l'Union nationale, appuient ouvertement la formation de M. Johnson, même si le chef du gouvernement fédéral, M. Mulroney, se garde bien de prendre position. Le scénario inverse s'était produit l'an dernier, lors des élections fédérales : les militants du Parti québécois avaient travaillé en soutenant pour les candidats conservateurs, ce qui avait permis à M. Mulroney de remporter une victoire éclatante au Québec.

Depuis le début de la campagne, M. Mulroney a commencé à rembourser sa dette à l'égard du Parti québécois, en déboulonnant deux gros dossiers, dont M. Johnson espère tirer profit, le jour du scrutin : la participation du Québec au prochain sommet francophone, et la construction d'une usine automobile par le fabricant sud-coréen Hyundai. A défaut de lui donner un coup de pouce nécessaire pour gagner les élections, ces deux décisions pourraient au moins permettre au parti québécois de tirer suffisamment bien son épingle du jeu pour constituer une opposition forte à l'Assemblée nationale.

BERTRAND DE LA GRANGE.

La croisade sauvage de Jacob Easter

De notre correspondant

Montréal. — Grand Guignol est arrivé en même temps que le bouillottes nouveau, au Québec, pour sauver la campagne électorale du libéralisme dans laquelle elle était plongée depuis un mois. Grand Guignol, ce sont M. Jacques Paquette et son Parti des socialistes-chrétiens (PSC), qui était totalement inconnu jusqu'à la date de clôture des inscriptions pour la consultation du 2 décembre.

Avec une barbe et des cheveux qui lui donnent des allures de Christ (il a trente-sept ans), M. Paquette se fait appeler Jacob Easter (« Easter » veut dire « Pâques » en anglais), ce qui est déjà tout un programme. Son discours est simple et direct. « Il faut, dit-il, qu'il y ait des morts pour que les lois changent ». Le chef du PSC a créé, depuis 1972, différents mouvements charismatiques : les Disciples du Seigneur, les Jeunes catholiques à l'œuvre, Nouvel Horizon qui s'occupent de jeunes en difficulté (anciens détenus, drogués, etc.), qu'il reçoit dans une dizaine de maisons où la discipline est stricte, et qu'il finance avec les substantiels droits d'auteur qu'il reçoit pour ses ouvrages prophétiques.

Où la dictature

Il a été lui-même hérodienisme et a connu la prison. En attendant le retour du Christ, qu'il prévoit pour l'an 2000, il veut débarrasser le Québec des pécheurs en tout genre. Qu'il s'agisse de proxénètes qui exploitent « nos filles », ou des

trafiquants de drogue qui conduisent tant de jeunes à la déchéance. Il est cependant favorable à la légalisation de la marijuana.

Comment entend-il procéder ? « Il va falloir, dit-il, sortir les M-1 pour nettoyer le Québec. Il va falloir une dictature, un peu de violence et un peu de sang. Il faut éliminer, tuer ceux qui jouent avec l'héroïne... »


Comment Jacob Easter a-t-il réussi à s'introduire dans le jeu politique, sans que personne le voie venir ? Tout simplement en recueillant soixante signatures pour chaque candidat, comme l'exige la loi électorale. Ce qui est à portée de n'importe quel groupe implanté à l'échelle du Québec. Surtout lorsqu'il s'occupe, avec un certain succès, de nombreux jeunes à la dérive, dans une société où ce problème prend une dimension de plus en plus dramatique.

L'indifférence des partis traditionnels à l'égard des jeunes chômeurs et des quelques cent vingt mille assistés sociaux de moins de trente ans, qui survivent avec des prestations mensuelles de 150 dollars (800 F), est à l'origine du cri de révolte et de détresse lancé par M. Paquette. S'il est, bien sûr, exclu que les socialistes-chrétiens remportent un seul siège aux élections — ils présentent des candidats dans cent neuf des cent vingt-deux circonscriptions, — il reste que leur intervention a créé une malaise dans une campagne électorale jusqu'à présent apaisée et réduite à un duel entre les dirigeants des deux grandes formations politiques.

B. de La G.

PRIX MÉDICIS

Michel Braudeau



MICHEL BRAUDEAU

Naissance d'une passion

ROMAN

Prix Médicis 1985

99 F

S E U I L

BERTRAND DE LA GRANGE.

PROCHE-ORIENT

A L'ISSUE DE SES TRAVAUX A BAGDAD

Le conseil central de l'OLP lance un appel à la réconciliation des différentes factions palestiniennes

Bagdad (AFP). - Le conseil central de l'OLP, instance intermédiaire entre le Conseil national palestinien (Parlement en exil) et le comité exécutif de l'OLP, a défini, mardi 26 novembre, à Bagdad, les grandes lignes de la politique future de la centrale palestinienne, dans une importante déclaration publiée à l'issue de plusieurs jours de réflexion.

Cette politique s'articule sur quatre points essentiels : réconciliation des différentes factions palestiniennes, condamnation du terrorisme, intensification de la lutte armée dans les territoires arabes occupés par Israël, et, parallèlement, poursuite de l'action politique pour la tenue d'une conférence internationale.

Sur le premier point, le conseil central, qu'a présidé M. Yasser Arafat, a appelé les mouvements palestiniens hostiles au chef de l'OLP et soutenus par la Syrie à rejoindre les rangs palestiniens.

Une réunion « sans conditions préalables »

Il propose la réunion « sans conditions préalables » de toutes les factions palestiniennes avec un « ordre du jour ouvert à toutes les suggestions » et des débats « démocratiques ». Le conseil a invité l'OLP à entreprendre les contacts nécessaires pour déterminer rapidement le lieu et la date de cette réunion.

Le conseil central a soutenu, d'autre part, à la « déclaration du Caire » dans laquelle M. Arafat a solennellement condamné « toutes

les formes de terrorisme - d'Etat, de groupe ou d'individu - contre des innocents et des personnes sans défense partout dans le monde ». Le communiqué, qui mentionne la déclaration du Caire, rappelle, comme l'a fait M. Arafat, « le droit du peuple palestinien à résister par tous les moyens sur l'ensemble de la terre nationale palestinienne ».

Le conseil a précisé que l'action politique de l'OLP continuera à se fonder sur la « légitimité internationale » qu'ont conférée à la cause palestinienne les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité de l'ONU.

Commentant ce point, M. Nabil Amrou, conseiller personnel de M. Arafat, a confirmé que l'OLP maintenait son rejet des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité.

Le conseil central a estimé, par ailleurs, qu'une conférence internationale avec la participation de toutes les parties concernées, y compris l'OLP, doit examiner « le retrait israélien des territoires arabes et la solution du problème palestinien sur la base des droits nationaux du peuple palestinien dont son droit au retour à l'autodétermination, à l'établissement d'un Etat palestinien avec Jérusalem pour capitale et la constitution d'une confédération entre cet Etat et la Jordanie ».

Le conseil a, enfin, approuvé l'accord jordanien-palestinien du 11 février dernier pour une formule d'action commune et invité les pays arabes à verser très rapidement leurs quotas-partis au Fonds national palestinien.

AFRIQUE

Afrique du Sud

Le renforcement de la répression

(Suite de la première page.)

La version des résidents est diamétralement opposée. Il s'agit d'une manifestation pacifique organisée par une association de parents protestant contre l'augmentation des loyers, les restrictions au déroulement des obsèques, la présence de l'armée et de la police dans les townships. En tête du cortège occupé essentiellement d'adultes et notamment de femmes, un pancarte proclamait : « Ne tirez pas ! Marche pacifique ». Les forces de l'ordre ont tiré, d'abord avec des gaz lacrymogènes puis à balles.

La presque totalité des victimes ont été touchées dans le dos. Un bébé de trois mois est également mort inopinément par des gaz lacrymogènes. Pour réprimer la manifestation, un hélicoptère a été utilisé et certains témoins affirment que des coups de feu ont été tirés de l'appareil, ce que la police dément. L'un d'eux raconte

qu'il a vu une personne se dissimulant derrière une poubelle touchée en pleine tête par une balle tirée de l'hélicoptère.

Le conseil des Eglises de Pretoria va mettre sur pied une commission d'enquête, mais les autorités ne sont pas disposées à accepter une enquête judiciaire malgré les demandes répétées, notamment de M. Peter Soal, député de l'opposition progressiste, qui constate que « la police n'a rien appris de ce qui s'est passé à Langa ». Langa, où, en mars, vingt personnes ont été tuées dans des circonstances sensiblement identiques. Cette tuerie avait soulevé l'indignation du monde entier alors que la fusillade de Mamelodi n'a eu que peu d'écho en raison des restrictions imposées à la presse. Il aura fallu deux jours pour connaître le bilan exact, et celui-ci n'est encore que provisoire, certains habitants étant portés disparus. Le secrétaire général de la

conférence des évêques catholiques sud-africains, le Père Smangaliso Mkhahlela, s'est étonné du silence de la communauté internationale.

La section de Pretoria du Front démocratique uni (UDF) estime que, bien que le secteur de la capitale ne soit pas placé sous le régime de l'état d'urgence, quarante-quatre personnes ont été tuées dont trente-quatre à Mamelodi, depuis sa mise en vigueur le 21 juillet. En fait, depuis l'interdiction faite à la presse, le 2 novembre, de pénétrer dans les townships où règne une agitation, il est impossible de savoir ce qui s'y passe véritablement. Soixante-dix personnes ont péri, dont cinquante et une la seule semaine dernière, depuis cette date, alors que les autorités prétendaient que la présence des journalistes « était un catalyseur de la violence ».

La violence continue, même si elle ne fait plus les gros titres des journaux. Les townships ne sont toujours le champ clos, même si leurs noms changent. Les revendications se répètent toujours : « au fusil », comme le fait remarquer M. Murphy Morobe, porte-parole du UDF. Les maisons des policiers et des conseillers municipaux noirs continuent d'être incendiées, les « collaborateurs » du régime traqués et les informateurs supposés de la police « exécutés », puis brûlés. Le fameux « collier », un peu arrosé d'essence placé autour du cou de la victime puis mis à feu, a fait des adeptes. Les « traîtres » sont quelquefois traduits devant des « tribunaux populaires », les « kangaroo courts », improvisés par ceux que l'on nomme les « radicaux ».

Les résidents qui refusent de se soumettre au boycott des magasins blancs sont contraints de détruire la marchandise volée. Des clients ont été obligés d'avaloir le contenu d'une bouteille d'huile ou d'un pot de mayonnaise. A Soweto, les camions de livraison sont quotidiennement dévalisés et incendiés. La polarisation de la révolte s'est accentuée et le ressentiment s'est aggravé.

L'Afrique du Sud blanche se prépare à prendre des vacances d'été comme si de rien n'était. Les hôtels de la côte affichent complet. Aucune décision politique n'est prise. On attend la prochaine rentrée parlementaire à la fin du mois de janvier. Le pouvoir cherche toujours des solutions à la crise.

MICHEL BOLE-RICHARD.

LE DÉTOURNEMENT DU BOEING D'EGYPT AIR

Accusations et contre-accusations

La Libye a accusé, mercredi, l'Egypte d'avoir monté le détournement du Boeing d'Egypt Air comme « prétexte à une opération contre le peuple libyen » et a rejeté catégoriquement les accusations formulées par Le Caire à l'encontre de Tripoli.

Soulignant que les accusations égyptiennes sont « sans aucun fondement », l'agence libyenne Jana cite le comité populaire du Bureau populaire des liaisons extérieures (ministère des affaires étrangères) qui met l'Egypte au défi de fournir « une quelconque preuve matérielle sur la véracité de ces accusations ».

Le comité met également « en garde le régime égyptien contre toute agression contre la Libye, en application des ordres de ses ministres sionistes et américains ». « Au

cas où le régime égyptien commettrait une telle folie, le peuple libyen lui fera porter un coup fatal et la guerre ne s'arrêtera que par sa chute », ajoute le comité.

« Nous ne sommes pas parvenus à des conclusions fermes, mais certaines indications signalent une implication possible de la Libye », a déclaré pour sa part M. Charles Redman, porte-parole du département d'Etat américain, en mettant pour la première fois en cause Tripoli dans le détournement.

M. Redman a pris note des accusations portées dans ce sens par le président égyptien Hosni Moubarak lors de sa conférence de presse de mardi au Caire et a relevé que la Libye « a été impliquée dans le passé

dans des actes terroristes ». Le porte-parole s'est, d'autre part, refusé à tout commentaire sur la responsabilité des tensions à la frontière égypto-libyenne et sur les mesures pouvant être prises par les Etats-Unis dans ce contexte.

Le gouvernement égyptien a demandé à Malte l'extradition en Egypte, pour y être jugé selon le droit égyptien, du seul pirate qui a survécu à l'assaut donné par les commandos d'élite égyptiens au Boeing d'Egypt Air détourné sur Malte. Ce pirate blessé, qui détient un passeport tunisien au nom d'Omar Marzuki, vingt ans, se trouve actuellement en rééducation dans un hôpital de La Valette, et son état serait « satisfaisant », selon le porte-parole du gouvernement maltais, M. Paul Miffrud. Il a été présenté comme étant « le chef du groupe terroriste » par les autorités de Malte.

La thèse égyptienne sur une éventuelle implication de la Libye dans le détournement a été renforcée par Abou El Hoi, chef de la sécurité de l'Etat libyenne, qui a déclaré, au nom de l'OLP, qu'il a affirmé avoir la « certitude » que les services secrets libyens étaient derrière l'opération.

A La Valette, on affirmait jeudi de source médicale que les causes du décès des otages du détournement du Boeing d'Egypt Air, qui a fait cinquante-neuf morts, sont principalement dues à l'asphyxie par la fumée. Plusieurs témoignages avaient mis en cause les commandos égyptiens, les accusant d'avoir tiré sans discernement sur les passagers et les pirates de l'air. - (AFP.)

« Les morts d'Entebbe ». Des lectures se sont étonnées que, dans le « Bulletin de l'étranger », consacré à l'épilogue sanglant du détournement du Boeing d'Egypt Air (le Monde du 26 novembre), nous ayons rappelé que lors du raid israélien sur l'aéroport d'Entebbe, en 1976, la vie d'une centaine d'otages avait été sauvée au prix de celle d'une trentaine de personnes. Tel fut pourtant le cas, puisque plus de vingt soldats israéliens, trois otages, un officier israélien, et, également, sept pilotes furent tués au cours de l'assaut (le Monde du 6 juillet 1976). Précisons également pour éviter toute confusion que les soldats israéliens collaboraient avec les terroristes dans leur entreprise.

Libye

La mort du colonel Iskhali

Le gouvernement libyen a fait entendre discrètement, mardi 26 novembre, le colonel Hassan Iskhali, « libéré » de six balles tirées à bout portant par « des hommes » du colonel Moukharraf Kadhafi, dont il fut un temps l'un des proches collaborateurs, a affirmé, mercredi à Londres, le Front national pour le salut de la Libye (FNSL). Le porte-parole du mouvement dans la capitale britannique, Abou Abdullah, a précisé que l'« exécution du colonel », dimanche dernier, avait été passée totalement sous silence par les autorités, soulignant de ce fait l'absence de dissensions internes. A Tripoli, on affirme que le colonel Iskhali est décédé d'un accident de voiture dimanche.

« Depuis quelques années, le colonel Iskhali, beau-frère du président Kadhafi, était opposé à la présence libyenne au Tchad et, au contraire, avait, selon ses propres termes, pour « la solidarité entre les deux pays ». Il avait reçu à deux reprises, en août puis en octobre derniers, une délégation tchadienne conduite par l'ambassadeur de N'Djamena à Paris, M. Abou-Mi. En octobre, il avait en vain tenté d'organiser une rencontre entre cette délégation et le colonel Kadhafi. Nul doute que cette attitude lui valait des ennemis à Tripoli, où les « fanons » sont nombreux. Le colonel Iskhali s'opposait notamment sur l'affaire tchadienne au colonel Moukharraf, commandant les opérations libyennes au nord du Tchad.

M. Abou-Mi nous a déclaré qu'il « déplorait et regrettait cette disposition qui constitue une grande perte pour la cause de la paix et de la réconciliation tchado-libyenne ».

Liban

DÉTENTE ENTRE LES MILICES « ALLIÉS-ENNEMIS » DE BEYROUTH-OUEST

(De notre correspondant)

Beyrouth. - M. Walid Joumblatt est assurément un homme dévoué pour ses compatriotes. D'instinct, mais audacieux et courageux. Il est allé chez ses ennemis d'hier (et « allié » de tous jours, d'un autre côté) libyenne, sorte de centre socio-religieux pour s'adresser aux miliciens d'Amal et pour leur dire, réitérant et amplifiant une précédente déclaration (le Monde du 26 novembre) : « J'ai commis une erreur d'appréciation et d'évaluation et j'en assume seul l'entière responsabilité (...). Ce ceux qui ont perdu un proche parent en demandant à être compris à Walid Joumblatt et à lui seul (...). Soyons clairs et francs : parlons d'armes et de châtiments dans ce Beyrouth où les éléments armés sont légion (...). Des conflits d'intérêts peuvent surgir, nous autres, au PSP, sommes en passe de reconsidérer le principe de notre présence politique et militaire à Beyrouth afin d'éviter toute friction dans notre alliance avec Amal. Nos ennemis ont unifié leurs rangs, les forces libanaises ayant achevé d'absorber les phalanges et disposent de trois ou quatre brigades de l'armée ».

Au lieu d'occulter ou de minimiser la « gaffe », qu'il d'ailleurs pris lui-même l'initiative d'évoquer, il en a parlé bien haut. Cela ne suffit pas à éliminer les séquelles des cinq journées traquées vécues par Beyrouth-Ouest, la semaine dernière, mais l'atmosphère est quelque peu rassérénée. Néanmoins, druzes et chiites demeurent sur leur garde, et nombre d'entre eux ne circulent toujours pas à Beyrouth-Ouest hors de leur quartier. Il en est ainsi en particulier des chiites de la banlieue Sud. La plupart des personnes enlevées des deux communautés ont été échangées par Amal et le PSP, mais on reste sans nouvelles de certains otages.

Les sumites, qui se considèrent les principales victimes de l'aberrante « guerre des alliés », essaient de recouvrer un minimum de pouvoir par le biais de l'Etat, exigeant une « force de frappe légale » au lieu de celle constituée par les milices belligères de Beyrouth-Ouest et sollicitant à cet effet une intervention militaire syrienne.

Damas fait la sourde oreille et se contente d'augmenter le nombre de ses observateurs et de les doter de gardes du corps, 80 à 90 hommes des unités spéciales syriennes sont dans le secteur musulman de Beyrouth au cours des dernières vingt-quatre heures.

L. G.

A TRAVERS LE MONDE

CHILI

Libération du dirigeant syndical Rodolfo Seguel

Santiago du Chili. - MM. Rodolfo Seguel, président du Commandement national des travailleurs (CNT), Arturo Martínez, représentant des ouvriers du Livre, et Eduardo Valencia, dirigeant de la Coordination météorologique des habitants des quartiers pauvres, ont été libérés, le mercredi 27 novembre, sur décision de la cour d'appel de la capitale après deux mois de détention. Le paiement d'une caution de 10 000 pesos (environ 400 F) leur a été imposé. Toutefois sur les dix syndicalistes arrêtés le 25 septembre dernier pour avoir « selon le gouvernement » favorisé la « subversion », trois demeurent en prison. « Nous avons les mains propres, comme quand nous sommes entrés ici », a déclaré M. Seguel à sa sortie de prison en ajoutant : « La tête haute, nous allons continuer à remplir notre mission et à répéter que notre pays doit être une démocratie. Il faut obtenir ce que l'Eglise a tant de fois demandé : la paix ». L'arrestation de M. Seguel et de cinq autres syndicalistes avait provoqué une série de manifestations dans tout le pays. La plus récente, le 21 novembre dernier, avait réuni plusieurs centaines de milliers de personnes dans un parc de la capitale. - (AFP.)

INDE

Un don d'Union Carbide à la Croix-Rouge

Danbury (Etat-Unis). - La société américaine de produits chimiques Union Carbide a indiqué, le mardi 26 novembre, qu'elle allait remettre 5 millions de dollars à la Croix-Rouge indienne en faveur des victimes de l'accident survenu le 3 décembre 1984, à Bhopal (Inde). Un juge de New-York, M. John Keenan, a demandé que des rapports réguliers lui soient fournis sur la remise de cette aide aux quelque 300 000 personnes intoxiquées par la fuite d'isocyanate de méthyle dans une filière d'Union Carbide : 1 700 personnes avaient trouvé la mort. L'un des avocats représentant les victimes de Bhopal, M. Stanley Chesley, a été félicité de ce projet. Le gouvernement indien avait, les avocats des victimes avaient précédemment refusé 5 millions de dollars d'aide directe proposés par Union Carbide. - (AFP.)

PAYS-BAS

Le vote des étrangers favorise le Parti socialiste

La Haye. - Les étrangers résidant aux Pays-Bas depuis plus de cinq ans ont voté pour la première fois, mercredi 27 novembre, aux élections municipales dans les régions d'Alblasserwaard et Vrielanden. Les résultats font apparaître un progrès sensible du Parti socialiste néerlandais (PVD) par rapport aux municipales de 1982. Cette progression est particulièrement nette dans les communes de Leerdam (+12,6%) et de Vianen (+11,3%), qui connaissent une forte concentration d'étrangers. A Leerdam, des réunions d'information sur les programmes des principaux partis avaient été organisées avant les élections à l'initiative de la population immigrée. Dans l'ensemble, les démocrates chrétiens ont maintenu leurs positions, tandis que les libéraux ont reculé. - (AFP.)

INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES
Depuis 1953

POUR VOUS AIDER À RÉUSSIR À :

HEC-ESCP 2^e Année

ENTRETIENS INDIVIDUELS D'ADMISSION
ENSEIGNEMENTS COMPLETS : NOV. à MAI ou JANVIER à MAI
PRÉPARATION INTENSIVE EN AOUT

SUCCÈS IMPORTANTS CONFIRMÉS

TOLMAG : 83 av. d'Ile 75018 Paris
Tél : 45.85.59.35+

AUTEM : 6 av. Léon-Henry 75016 Paris
Tél : 42.24.70.72+

politique

L'ASSEMBLÉE NATIONALE LIMITE LE CUMUL DES MANDATS

Les mille et un tourments de M. Clément

Pauvre Pascal Clément ! Être le porte-parole du groupe UDF de l'Assemblée nationale sur les projets de loi limitant le cumul des mandats électifs oblige à remettre constamment son ouvrage sur le métier. Il a dû affronter mille et un tourments.

Le député de la Loire a honnêtement reconnu, mercredi 27 novembre en séance publique, que la position de l'UDF avait évolué au fil des jours pour aboutir à un vote favorable au gouvernement. Les multiples conciliabules des députés giscardiens, jusque dans l'hémicycle, ont montré qu'il ne leur avait pas été facile d'adopter une attitude commune. La traditionnelle liberté de vote au sein de l'UDF devait permettre aux francs-tireurs d'exprimer leur singularité.

Dès l'annonce du projet gouvernemental, la difficulté était apparue : à côté des approbations sans grande réserve de M. Valéry Giscard d'Estaing ou de M. François Léotard, la grogne très critique de M. Jean-Claude Gaudin comme l'opposition plus discrète de M. Raymond Marcellin avaient frappé.

A l'approche du débat en séance publique il fallait bien trancher. Une première réunion du groupe, mardi, avait surtout permis aux plus critiques de se faire entendre. Pour les uns, il était impossible de s'associer à ce qui ne pouvait être qu'une « magouille politicienne » des socialistes. Pour d'autres, dont M. Clément, il fallait être ferme en première lecture à l'Assemblée afin que les sénateurs soient en position de force pour négocier. Pour maintenir la cohésion du groupe, M. Barre proposait alors de se réfugier dans le refus de participer au vote.

Les chefs des partis de la confédération UDF n'étaient pas présents. Mercredi matin, M. Gaudin avait la confirmation que tous, par fidélité à leurs engagements passés sur ce dossier, voulaient personnellement adopter les textes gouvernementaux. Pour tenter d'éviter la dispersion, une nouvelle réunion du groupe était convoquée mercredi après-midi. M. Léotard faisait savoir qu'il ne pourrait que voter pour, et M. Giscard d'Estaing intervenait fermement dans le même sens. Ce n'était pas pour autant une nouvelle manifestation de l'opposition entre giscardiens et barristes. Non seulement M. André Rossinot (président du Parti radical) et M. Pierre Méhaignerie (président du CDS) intervenaient dans le même sens, mais aussi M. Charles Millon, un des plus proches de M. Barre, lequel ne s'opposait en rien à la nouvelle tournure des événements. La décision était prise : la majorité du groupe voterait pour. M. Clément n'avait plus qu'à réécrire son discours.

Restait à en avertir les médias. L'ancien président de la République dansait M. Gaudin, et, devant micros et caméras, déclarait : le texte du gouvernement « n'est pas parfait », il vient « trop tard », mais « l'UDF, depuis l'origine a été favorable à une limitation raisonnable du nombre de mandats électifs pour que chacun puisse se consacrer suffisamment à l'exercice de son mandat et pour qu'il y ait un large renouvellement des responsables politiques ».

A la tribune, M. Clément développait l'analyse de M. Giscard d'Estaing : il ne faut pas croire qu'un consensus se dessinerait entre le PS et l'UDF, ou qu'il y aurait « un sérieux grain de sable entre le RPR et l'UDF ». Ceux qui « spéculeraient sur une quelconque troisième force en seraient pour leurs frais ». C'est d'ailleurs parce que « la plupart » des députés de l'UDF sont des « adversaires résolus de la cohabitation » qu'ils peuvent approuver ces projets. Pour bien expliquer cet état d'esprit, il a longuement insisté sur les modalités d'application « tendancieuses » de principes qu'ils approuvent. Pour lui, la majorité veut, avec l'introduction de la proportionnelle et la limitation des cumuls, « troubler le jeu électoral à quelques mois d'échéances décisives dont elle sait à l'avance qu'elles lui seront défavorables ».

Ne voulant pas profiter des divisions internes aux groupes de droite — visualisées par le nombre de petits papiers placés sur les pupitres par ceux qui ne voulaient pas voter comme leurs amis — les socialistes n'ont pas demandé de scrutin public. C'est donc à main levée qu'ont été adoptés le projet de loi organique et le projet de loi simple. A l'unanimité même, puisque M. Yves Lencan, député de Paris, favorable à la limitation des cumuls, était seul présent pour le RPR au moment du vote.

Th. B.

M. Mitterrand lui-même

Apparemment la tâche de M. Philippe Séguin, porte-parole du RPR, était plus facile, même si quelques-uns des membres de son groupe n'étaient pas décidés à voter contre les projets du gouvernement. Il ne voit dans l'initiative gouvernementale qu'un « coup politique » pour « embarrasser les mouvements de l'opposition républicaine dans la constitution de leurs listes ». Il ne peut croire à la pureté des mobiles, « le pouvoir », affirme M. Mitterrand lui-même, en son temps un cumard, ce qui lui vaut une réplique sèche de M. Pierre Joxe : Châteaubleu — dont M. Mitterrand fut

maire — a moins de neuf mille habitants, donc l'actuel président de la République rentrerait par avance « dans l'ure des projets gouvernementaux ». M. Séguin estime qu'il faut laisser l'électeur entièrement libre de son choix, libre d'empêcher les cumuls s'il le juge utile. Il ajoute que le RPR préfère rester fidèle à ses « principes » malgré de possibles « incompréhensions ».

Sur les principes, le ministre de l'intérieur se charge de la réplique : en 1973 M. Pierre Messmer et en 1975 M. Alain Peyrefitte s'étaient déclarés favorables à la limitation des cumuls. Sur le reste, M. Clément répond qu'il est « spécieux » de laisser à l'électeur le soin d'intervenir : « Quel est l'administré qui sanctionnerait froidement son maire parce qu'il se présenterait aux élections cantonales, sous prétexte qu'il veut le garder comme maire seulement ? Son vote aurait la conséquence inverse. » Socialistes et communistes n'avaient plus qu'à soutenir, eux aussi, le gouvernement, tout en regrettant que le statut des élus ne soit pas réglé. « Il faudra aborder cette question rapidement », explique M. Jean-Pierre Worms (PS, Seine-et-Marne), rapporteur de la commission des lois. M. Daniel Lemoine (PC, Aisne) estime qu'il y va d'une réelle démocratisation de la vie politique puisqu'il s'agit de permettre « aux travailleurs » d'y participer, à égalité avec les autres couches sociales.

Th. B.

L'AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL

Les communistes freinent la discussion

Après avoir reçu le soutien, la veille, d'une manifestation de la CGT aux abords du Palais-Bourbon, les députés communistes ont, le mercredi 27 novembre, utilisé, lors de la discussion du projet gouvernemental d'aménagement de la législation du temps de travail en commission des affaires culturelles, des procédés de retardement que la droite avait rodés avec les projets sur l'enseignement supérieur ou la presse. Exigence d'un droit de ministre du travail et des organisations syndicales que le président de la commission, M. Claude Evin (PS, Loire-Atlantique) a refusé étant donné l'emploi du temps chargé de celle-ci, alors que le texte doit être débattu en séance publique le mercredi 4 décembre.

Député d'au moins une centaine d'amendements, dont certains ne font que rendre le projet inapplicable aux branches industrielles, citées les uns après les autres. Soutien d'une longue question préalable pour signifier leur rejet du texte. Demandes répétées de suspension de séances publiques de l'Assemblée nationale.

Mercredi soir, à Rouen, devant mille cinq cents personnes, M. Georges Marchais a dénoncé, une nouvelle fois, le projet du gouvernement. « Devant un tel mépris, les patrons se sentent un appétit d'agresser », a-t-il dit, avant d'ajouter que « c'est un gouvernement socialiste, qui promettrait hier de changer la vie, qui veut imposer une telle régression sociale contre l'avis de la CGT et même de FO ».

Le maire communiste de Saint-Denis condamne une manifestation organisée par le PCF contre M. Mitterrand

Le maire de Saint-Denis, M. Marcelin Berthelot (PCF), a vivement réagi aux manifestations qui avaient accompagné, le 22 novembre, la visite de M. François Mitterrand dans cette localité. Au cours de l'inauguration des nouveaux locaux d'enseignement de la Maison de la Légion d'honneur, des heurts bruts mais vifs avaient opposé une quinzaine de manifestants aux forces de l'ordre ; une vingtaine de policiers avaient été légèrement blessés (Le Monde daté 24-25 novembre).

Dans un communiqué, M. Berthelot condamne « les troubles sur la voie publique ». C'est à l'appel de l'union départementale CGT et des syndicats SNI et SNES que cinq cents personnes s'étaient rassemblées devant l'hôtel de ville pour protester contre « la politique du gouvernement » et « les crédits insuffisants attribués à l'enseignement ».

Plusieurs militants communistes s'étaient joints à la manifestation. Parmi eux, M. Pierre Zarka, député, et le premier secrétaire de la fédération communiste de la Seine-Saint-Denis, M. Jean-Louis Mons, tous

deux entrés au comité central du PCF lors du vingt-cinquième congrès.

Le maire de Saint-Denis, qui voit dans ces manifestations « une tentative de déstabilisation », à laquelle il refuse d'être mêlé, « distingue nettement ceux qui, avec la FEN et les parents d'élèves, ont voulu exprimer, dans le calme et avec responsabilité, leurs préoccupations face à la situation scolaire de la ville, et le petit groupe qui a prémédité une véritable provocation ». Il ajoute que « ce groupe était composé, pour l'essentiel, de personnes extérieures à Saint-Denis, ayant des facilités à se libérer dans la journée et qui, fait regrettable, occupent, pour certaines, des responsabilités départementales et, même, nationales ».

Ce n'est pas la première fois que M. Marcelin Berthelot affirme son esprit d'indépendance. Le maire de Saint-Denis figurait parmi les abstentionnistes lors du vote du texte préparant au vingt-cinquième congrès du PCF.

RÉMY HIVROZ.

Propos et débats

M. Léotard (UDF) : Monsieur le président, partez !

M. François Léotard, secrétaire général du PR, s'exprimant mercredi soir 27 novembre à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine), a souhaité qu'il y ait après la victoire de l'opposition en mars 1986 « un immense mouvement d'opinion qui dise courtoisement mais avec beaucoup d'exigence : Monsieur le président, partez ! » Il a estimé que « c'est M. Mitterrand qui est porteur d'une crise d'identité » et que c'est celui qui prendra la responsabilité d'une crise portera devant les Français et devant sa conscience une grave responsabilité.

« Il n'est pas question, a-t-il ajouté, qu'il y ait [dans l'opposition] le moindre contrat ni le moindre compromis avec M. Mitterrand. » — (Corresp.).

M. Lecanuet (UDF) : qu'il s'en aille !

M. Jean Lecanuet, président de l'UDF, dans un entretien à Paris-Match (daté du 6 novembre) ne « trouve pas satisfaisante l'attitude qui consiste à annoncer avant l'élection qu'on est prêt à cohabiter ». Selon lui, « M. Barre, de là où il se situe, hors du jeu, a raison d'exercer une pression pour que M. Mitterrand s'en aille. » « Il serait souhaitable, ajoute-t-il, que d'ores et déjà, mais ils ne le font pas, tous les leaders se mettent d'accord pour orchestrer ce vote en cas de victoire. »

M. Gollnish (FN) : gardons M. Fabius !

M. Bruno Gollnish, secrétaire fédéral du Rhône du Front national, s'est déclaré, mercredi 27 novembre, à Dijon, « très étonné » des prises de position de M. Barre sur l'immigration, sur la réforme Renault et sur la réforme de la fiscalité, ajoutant : « Si c'est pour que rien ne change, gardons M. Fabius ! »

Mme Pelletier : machisme

Mme Monique Pelletier, ancien ministre de la condition féminine sous le précédent septennat, a dénoncé mardi 26 novembre, à Dunkerque (Nord), le « machisme » qui règne à l'intérieur des partis de l'opposition : « Je ne dirai pas à qui je donnerai la palme, mais ils peuvent se la partager. » La présidente de l'association Dialogue a noté que la Parti communiste est, lui, une exception. « Les communistes, a-t-elle déclaré, peuvent présenter un homme, une femme, un balai ou un chien, peu importe la candidate, on vote pour un parti, pour une étiquette. »

M. Noir : dénationaliser Renault... plus tard

M. Michel Noir, député RPR du Rhône, rappelle dans un communiqué, le 27 novembre, que « la régie Renault, exerçant son activité sur un marché concurrentiel, a vocation à redevenir une entreprise comme les autres, rien socialement ni politiquement ne pouvant justifier le contraire. Renault, n'étant ni un service public ni un monopole, n'a pas de raison de demeurer dans la service public ». M. Noir a ajouté : « Toutefois aucune dénationalisation ne sera possible tant que la situation ne sera pas redressée. C'est pourquoi la RPR n'a pas inscrit cette entreprise dans la liste de celles qui seront dénationalisées au cours de la prochaine législature. »

M. Jean-Paul Gicquel (PC), nouveau maire de Plérin (Côte-d'Or)

M. Jean-Paul Gicquel (PC) a été élu, mardi 26 novembre, maire de Plérin (Côte-d'Or). M. Gicquel, qui est âgé de trente-huit ans, succède à M. Roger Olivier, également communiste, conseiller municipal depuis 1971, maire de cette commune depuis 1977, et démissionnaire pour raison de santé. L'élection de M. Gicquel à la tête de la municipalité a été acquise au premier tour de scrutin par 17 voix contre 7 au candidat socialiste, M. Dupard, 8 au candidat de l'opposition, M. Pascal, et 1 bulletin blanc.

M. Jean-Noël Fondère (PS), nouveau maire de Foix (Ariège)

M. Jean-Noël Fondère (PS) a été élu, mercredi 27 novembre, maire de Foix (Ariège) par dix-neuf voix contre quatre au candidat de l'opposition, M. Sarrac, un conseiller à vote blanc, cinq se sont abstenus. Médecin, président du conseil d'administration de l'hôpital de Foix, M. Fondère est âgé de trente-huit ans. Il milite au PS depuis 1974 et siège au conseil municipal depuis 1977. M. Fondère succède à Olivier Carol (PS), qui dirigeait la municipalité depuis 1965 et siégeait au conseil général, comme élu du canton de Foix, depuis 1966. L'élection cantonale partielle destinée à pourvoir au remplacement d'Olivier Carol aura lieu les 15 et 22 décembre.

L'EVENEMENT

AU SOMMAIRE
CETTE SEMAINE

PROVOCATION :

En cas de cohabitation impossible
**ET SI ON ESSAYAIT
AVEC UN ROI ?**

POLEMIQUE :

Du naufrage de l'idéologie socialiste
au naufrage de l'idéologie libérale

A CONTRE COURANT :

Vive la 5^e chaîne, mais...

ENQUETE :

Cet homme est-il dangereux ou...
**LES SECRETS
DE CHARLES PASQUA**

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-DEUXIÈME

12695 - 4,50

Fondateur : H.

Bauve-Méry

Direct

Ar. Fontaine

VENDREDI 29

EMER

sur la Colombie

DU SOMMET DE GENÈVE ET L'ALCOUE VIÉTO-MÉRICAIN

Reag et Gorbatchev d'ent

Ce mois de novembre 1985 restera en Colombie un mois de deuil. Le 7, le mouvement de guérilla M-19 déclenche une opération de combat au palais de justice qui entraîne, après de violents affrontements, la mort de cent personnes. Deux semaines plus tard, un terrible de boue submerge la ville d'Armero, et plus de vingt mille habitants périssent. Au moment même où les secours s'organisent, la guérilla ravale une ville voisine. Les combats provoquent la encore des victimes.

Certes ces malheurs sont de nature totalement différente et la violence d'un séisme n'a rien de commun avec la frénésie de guérilleros. Mais la coïncidence de ces épreuves accroît les difficultés d'un chef d'Etat qui ne méritait en rien cette exceptionnelle malchance. En effet, M. Betancur, au pouvoir depuis 1982, a choisi le parti délicat de tenter, contre le gré de certains militaires, une expérience de pacification intérieure. De même, il a joué un rôle modérateur dans les conflits qui déchirent l'Amérique latine.

Le double coup qui la frappe ne le laisse pas sans arguments pour justifier son attitude. Dans l'affaire du palais de justice, d'aucuns lui reprochent d'avoir ordonné l'assaut sans avoir qu'il s'agisse d'un acte de terrorisme, d'avoir « cédé » à la peur. Pour ce qui est de la catastrophe d'Armero, il est reproché de « négligence » et de « culpabilité » qu'on reproche à un gouvernement.

Il est donc de déplorer le coup de la ville. Plus ou moins, l'Etat est en proie à une situation critique. A un moment où la situation est délicate, le président Betancur est confronté avec la catastrophe d'Armero et la guérilla M-19.

Certains jugent que le président Betancur a fait preuve de courage et de fermeté. Ils estiment que le mouvement de guérilla M-19 a été provoqué par le gouvernement. Ils estiment que le mouvement de guérilla M-19 a été provoqué par le gouvernement.

Reag et Gorbatchev d'ent

La réunion commune des deux chefs d'Etat a été l'occasion de contacts que les deux chefs d'Etat ont eus. Les deux chefs d'Etat ont eus des contacts que les deux chefs d'Etat ont eus.

Genève. Le sommet entre M. Gorbatchev et M. Reagan a été l'occasion de contacts que les deux chefs d'Etat ont eus. Les deux chefs d'Etat ont eus des contacts que les deux chefs d'Etat ont eus.

LA CON

Le double coup qui la frappe ne le laisse pas sans arguments pour justifier son attitude. Dans l'affaire du palais de justice, d'aucuns lui reprochent d'avoir ordonné l'assaut sans avoir qu'il s'agisse d'un acte de terrorisme, d'avoir « cédé » à la peur. Pour ce qui est de la catastrophe d'Armero, il est reproché de « négligence » et de « culpabilité » qu'on reproche à un gouvernement.

Il est donc de déplorer le coup de la ville. Plus ou moins, l'Etat est en proie à une situation critique. A un moment où la situation est délicate, le président Betancur est confronté avec la catastrophe d'Armero et la guérilla M-19.

Certains jugent que le président Betancur a fait preuve de courage et de fermeté. Ils estiment que le mouvement de guérilla M-19 a été provoqué par le gouvernement. Ils estiment que le mouvement de guérilla M-19 a été provoqué par le gouvernement.

propriété de la ville. Plus ou moins, l'Etat est en proie à une situation critique. A un moment où la situation est délicate, le président Betancur est confronté avec la catastrophe d'Armero et la guérilla M-19.

Ce n'est pas tout. Le mouvement de guérilla M-19 a été provoqué par le gouvernement. Ils estiment que le mouvement de guérilla M-19 a été provoqué par le gouvernement.

Le double coup qui la frappe ne le laisse pas sans arguments pour justifier son attitude. Dans l'affaire du palais de justice, d'aucuns lui reprochent d'avoir ordonné l'assaut sans avoir qu'il s'agisse d'un acte de terrorisme, d'avoir « cédé » à la peur. Pour ce qui est de la catastrophe d'Armero, il est reproché de « négligence » et de « culpabilité » qu'on reproche à un gouvernement.

Reag et Gorbatchev d'ent

La réunion commune des deux chefs d'Etat a été l'occasion de contacts que les deux chefs d'Etat ont eus. Les deux chefs d'Etat ont eus des contacts que les deux chefs d'Etat ont eus.

Genève. Le sommet entre M. Gorbatchev et M. Reagan a été l'occasion de contacts que les deux chefs d'Etat ont eus. Les deux chefs d'Etat ont eus des contacts que les deux chefs d'Etat ont eus.

LA CON

Le double coup qui la frappe ne le laisse pas sans arguments pour justifier son attitude. Dans l'affaire du palais de justice, d'aucuns lui reprochent d'avoir ordonné l'assaut sans avoir qu'il s'agisse d'un acte de terrorisme, d'avoir « cédé » à la peur. Pour ce qui est de la catastrophe d'Armero, il est reproché de « négligence » et de « culpabilité » qu'on reproche à un gouvernement.

Il est donc de déplorer le coup de la ville. Plus ou moins, l'Etat est en proie à une situation critique. A un moment où la situation est délicate, le président Betancur est confronté avec la catastrophe d'Armero et la guérilla M-19.

Certains jugent que le président Betancur a fait preuve de courage et de fermeté. Ils estiment que le mouvement de guérilla M-19 a été provoqué par le gouvernement. Ils estiment que le mouvement de guérilla M-19 a été provoqué par le gouvernement.

propriété de la ville. Plus ou moins, l'Etat est en proie à une situation critique. A un moment où la situation est délicate, le président Betancur est confronté avec la catastrophe d'Armero et la guérilla M-19.

Ce n'est pas tout. Le mouvement de guérilla M-19 a été provoqué par le gouvernement. Ils estiment que le mouvement de guérilla M-19 a été provoqué par le gouvernement.

Le double coup qui la frappe ne le laisse pas sans arguments pour justifier son attitude. Dans l'affaire du palais de justice, d'aucuns lui reprochent d'avoir ordonné l'assaut sans avoir qu'il s'agisse d'un acte de terrorisme, d'avoir « cédé » à la peur. Pour ce qui est de la catastrophe d'Armero, il est reproché de « négligence » et de « culpabilité » qu'on reproche à un gouvernement.

empêcher la 5^e ch

de la 5^e ch

Un entret

M. Bar

à la Ré

l'ancien premi

retourne son il

PAGE

PAGE

PAGE

PAGE

PAGE

PAGE

PAGE



**SAMEDI
LE MONDE
S'OUVRE A VOUS**

JOURNÉE « PORTES OUVERTES » AU MONDE

Venez nous rendre visite samedi 30 novembre de 10 heures à 17 heures

7, rue des Italiens, Paris-9^e (métro : Opéra, Chaussée-d'Antin, Richelieu-Drouot)

POLITIQUE

MM. Jospin et Fabius lancent la campagne du PS

La campagne électorale socialiste s'ouvre vendredi 29 novembre, par un meeting à l'hôtel de Paris, avec le premier ministre, M. Laurent Fabius, et le premier secrétaire du PS, M. Lionel Jospin, sous un chapiteau de dix mille places. Selon M. André Laignel, directeur de la campagne du PS, des dizaines de milliers de tracts ont été distribués en région parisienne. M. Laignel a lui-même souligné, mercredi, qu'il est « dur, en novembre », de rassembler dix mille personnes.

Ouverte par le tandem Fabius-Jospin - réunis après la polémique qui les a opposés en juin dernier - la campagne s'achèvera par un

meeting commun des deux hommes. Entre-temps, de douze à quinze réunions publiques régionales auront eu lieu, ainsi qu'une centaine de meetings départementaux. M. Fabius tiendra seul la vedette de certaines d'entre elles. M. Jospin en fera d'autres en compagnie de personnalités socialistes. Il tiendra ainsi au moins un meeting avec M. Michel Rocard, qui sera absent vendredi de Paris.

M. Laignel a encore précisé que les affiches socialistes qui affirment « An secours ! La droite revient » (le Monde du 27 novembre) constituent une première vague d'affichage. Il y en aura deux autres, au début de 1986, puis

avant les élections. Selon M. Laignel, la deuxième vague « saura aussi avoir de l'humour, mais dans un tout autre style ». « Il n'est pas nécessaire, a-t-il souligné, de se prendre au sérieux pour l'être. »

La campagne du PS est d'abord tournée vers les abstentionnistes de gauche, à qui il s'agit de dire : « Si vous ne bougez pas, c'est ce qui vous arrivera. » En direction des hésitants, le message est : « Mieux vaut nous garder que voir revenir les autres. »

Une réunion consacrée à la campagne électorale, à laquelle participait M. Fabius et plusieurs membres du gouvernement, a eu lieu, jeudi matin 28 novembre, au palais de l'Élysée.

Faire bouger le « peuple de gauche »

« Je vous promets d'être offensif », avait lancé M. Laurent Fabius en conclusion de son discours au congrès socialiste de Toulouse il y a un mois et demi. Au moment de tenir cette promesse, le premier ministre, ses collaborateurs et les socialistes, subissent les conséquences d'un échec - celui de M. Fabius face à M. Jacques Chirac à la télévision le 27 octobre - dont le poids se fait encore sentir, et d'une décision - l'attribution de la 5^e chaîne de télévision à MM. Seydoux et Berlusconi - qui a jeté le trouble dans les rangs de la majorité. La conférence de presse de M. Mitterrand le 21 novembre, destinée à effacer l'échec et à apaiser le trouble n'a sans doute indiqué la voie à suivre pour surmonter cette situation, mais le travail reste à faire.

S'agissant de la 5^e chaîne de télévision, le premier ministre doit assumer une décision dont il n'est pas l'auteur, mais qu'il a lui-même défendue, à l'Assemblée, avant que le président de la République ne justifie son choix. Il reste que l'un des ministres les plus proches de M. Fabius, M. Jack Lang, ne dément pas le mécontentement que suggère son embarras - peut-être ce mécontentement est-il dû au fait que le ministre de la culture n'a rien eu à négocier face aux professionnels dont il est l'interlocuteur et qui se sont dressés contre la décision présidentielle - et que M. Lionel Jospin ne s'est pas laissé convaincre aisément, notamment par le premier ministre, que ce choix était le bon.

Les initiatives récentes de

Pendant que le premier ministre défendra son bilan, le premier secrétaire du PS cherchera à mobiliser les socialistes... et les autres

M. Laurent Fabius lui-même dans d'autres domaines connaissent des résultats plus positifs, qu'il s'agisse des mesures destinées à réduire le nombre des accidents de la route ou du projet de loi sur le cumul des mandats. Les uns sont censés illustrer l'attention et la rapidité de décision du chef du gouvernement sur des questions touchant la vie quotidienne des Français. L'autre concrétise, sur le plan de la vie politique, la volonté de « modernisation » affirmée par M. Fabius. Elle démontre en outre - maintenant que l'opposition s'est divisée sur ce projet - l'habileté politique du premier ministre. C'était, depuis un mois, devenu opportun.

A ce valet politique de la « modernisation » s'est ajouté un valet social, l'aménagement du temps de travail, qui permet au gouvernement de considérer que sa part de travail législatif est virtuellement achevée et à son chef d'aborder la campagne électorale proprement dite « en passant à une vitesse supérieure » dans le combat contre l'opposition. Le meeting de vendredi soir, au cours duquel M. Fabius prendra la parole, avant M. Jospin, à l'heure des journaux télévisés, sera le premier acte de cette campagne puisque le meeting que le premier ministre avait organisé à Marseille au printemps der-

nier, détonateur du conflit entre les deux hommes, n'avait pas eu de suite. Le premier ministre devrait ensuite s'exprimer sur différents médias qui lui en ont fait la proposition - la Haute Autorité étant appelée à fixer les règles du jeu pour les médias du service public - puis prendre la parole à partir du début janvier dans cinq ou six meetings à travers le pays.

Une traduction fidèle

Le premier thème de campagne retenu par le chef du gouvernement est celui du bilan de la législature, comparé à celui de la droite lorsqu'elle était au pouvoir et considéré comme la traduction fidèle des espoirs de la majorité de 1981. Il s'agit de convaincre les électeurs que le choix est entre la continuité dans le progrès ou le retour en arrière. Viennent ensuite les perspectives que M. Fabius avait esquissées au congrès de Toulouse : l'emploi que la gauche défend, alors que la droite « laisse filer » le chômage ; l'Europe qu'il faut faire progresser sur les plans économique, monétaire et politique ; le désarmement et l'aide au développement qui vont de pair ; la formation, condition du progrès économique et de celui de la démocratie et des libertés.

Le premier ministre devrait se maintenir dans la tonalité à la fois « ferme » et « souriante » recommandée et adoptée par le président de la République lors de sa conférence de presse. Il lui revient, ainsi qu'au gouvernement, de parler au-delà du « peuple de gauche », la mobilisation de celui-ci relevant plutôt du PS. La campagne d'affiches du Parti socialiste - « Au secours, la droite revient ! » - illustre cette répartition des tâches puisqu'elle s'adresse prioritairement à l'électorat de gauche.

Réalisme

Le premier ministre et le gouvernement d'une part, le Parti socialiste de l'autre, semblent donc s'engager dans des campagnes parallèles mais distinctes. MM. Jospin et Fabius devraient échanger sur deux terrains différents, ce qui limitera les risques de télescopage entre les deux hommes. Encore faut-il que l'un ne dise pas le contraire de l'autre. S'il n'existe effectivement pas de « coordination exécutive » entre leurs deux campagnes, les collaborateurs de M. Jospin affirment que toutes dispositions ont été prises pour éviter une telle distorsion.

Pour le premier secrétaire du PS, la conjonction n'est pas défavorable, bien que parsemée de quelques handicaps. Le plus évident ? Avoir à conduire la cam-

pagne d'un parti qui, sans retournement radical de l'opinion, sera probablement battu.

L'exercice suppose des capacités éphémères qui ne cadrent pas avec la personnalité réservée de M. Jospin. Celui-ci s'en est d'ailleurs expliqué en soulignant, quelques jours avant le congrès de Toulouse : « Le langage doit être offensif, à condition que l'offensive ne se traduise pas complètement des faits. (...) Je ne crois pas qu'on fait l'économie des problèmes avec des mots. » Ainsi la première campagne d'affichage du PS joue sur l'humour et évite des slogans volontaristes, et peu crédibles du style : « Avec le PS, pour la victoire 1986. » Cette conception réaliste, très raisonnée de la combativité, ne fait pas l'unanimité au PS, ni à l'Élysée, d'autant que certains socialistes bougonnent et déplorent le retard avec lequel se ferait la mise en place du dispositif de campagne.

Le premier secrétaire du PS devra, aussi, s'employer à « vendre » les propositions de son parti, tout en s'accommodant du jeu d'un président de la République qui veut d'abord défendre son bilan. Le PS entend marquer la différence, pour l'avenir. Son programme en est l'expression. L'accueil plus que prudent réservé par M. Mitterrand, lors de sa conférence de presse, aux deux principales propositions du PS sur la protection sociale (1) témoigne de cette distance.

Les atouts de M. Jospin, dans cette campagne, ne sont cependant pas négligeables. Les campagnes électorales (celle des européennes de 1984, puis celle des européennes de 1985) lui réussissent. En outre, il n'aura pas à se forcer pour présenter les projets du la droite comme un véritable repoussoir : il développe ce thème avec une passion qui ne se dément pas.

M. Jospin, qui vient de renforcer l'équipe de ses collaborateurs directs (2), est en phase ascendante dans son parti. Artisan de la réussite du congrès de Toulouse, il en a très logiquement bénéficié. Puis l'échec de M. Fabius face à M. Chirac, les difficultés du premier ministre pour se remettre en selle, ont au contraire renforcé l'image d'un premier secrétaire dont les convictions semblent aux socialistes plus affirmées que celles du chef du gouvernement. Dès maintenant, certains qui n'ont pas peur d'aller un peu vite en besogne, affirment : « Jospin candidat à la présidence pour l'élection présidentielle ? Pourquoi pas ? »

JEAN-LOUIS ANDRÉANI et PATRICK JARREAU.

(1) Il s'agit de l'instauration d'un revenu minimum garanti et de la mutualisation des cotés de la mutation industrielle.

(2) M. Jospin vient de se doter d'un délégué général à l'organisation. Ce secteur relevait jusqu'à maintenant du secrétariat national aux fédérations. C'est M. Pierre Stupin (l'un des collaborateurs de M. Delanoë quand celui-ci était secrétaire aux fédérations), qui assumera cette fonction.

BIBLIOGRAPHIE

Tout sur la Constitution...

La Constitution a vingt-sept ans. Jeune, vieille, pleine d'avenir, menacée de mort prochaine ? On sait que les débats vont bon train sur ce sujet. Et ce n'est qu'un début.

Mais que dit-elle au juste, cette Constitution, quel(s) usage(s) en a-t-il été fait jusqu'à maintenant ? Pour s'y retrouver, rien ne vaut le recours aux textes, aux décisions, aux chiffres, lorsque des évolutions doivent être constatées. La Documentation française réédite opportunément, mis à jour au 1^{er} septembre de cette année, les *Grands textes de la pratique institutionnelle de la V^e République*, rassemblés par M. Didier Maus.

Spécialistes, étudiants et amateurs de la chose publique y trouveront tout sur le sujet. Presque tout, puisqu'il s'agit en fait de l'abrégé plus maniable, en 270 pages, d'un

énorme recueil (près de 700 pages) publié aussi par les soins de la Documentation française, qui rassemble « les événements et controverses survenus entre le 5 octobre 1958 et le 15 juin 1982 » en matière constitutionnelle.

Plus léger, plus « frais », le volume qui reparait apportera tous les éléments d'appréciation à ceux qui chercheront dans les mois à venir à comprendre qui a (le plus) raison dans les débats institutionnels parfois byzantins dont la prochaine saison nous promet une ample moisson.

M. K.

* Les Grands textes de la pratique institutionnelle de la V^e République. Notes et études documentaires n° 4786. La Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07, 270 pages, 47 francs.

● Destitution d'un maire dans la Var. - M. Félix Levasseur, maire de La Roque-Escaplon et conseiller général du canton de Compe-sur-Artuby (Var), a été destitué de ses fonctions d'élu, en application d'un jugement rendu par le tribunal de commerce de Draguignan, statuant sur la mise en liquidation judiciaire d'une société qu'il gérait avec ses enfants.

M. Levasseur était maire de La Roque-Escaplon depuis une trentaine d'années.

Au sein de l'Assemblée départementale, il siégeait au groupe des non-inscrits, après avoir appartenu au groupe socialiste, puis en 1976 au groupe de M. Maurice Arreola (UDF-PR), qu'il avait quitté en mars de cette année.

TOUS LES BÂTIMENTS DE GUERRE DU MONDE

TOUTES LES PUISSANCES MARITIMES EN PRÉSENCE



La seule annuaire qui donne les caractéristiques de tous les bâtiments de guerre du monde (6500 répertoriés) ainsi que celles des armes et équipements embarqués.

fonds de commerce
Tous les lundis, dans le journal
spécialisé depuis 40 ans
En vente partout, 4 F et 36, c. Metro, 75011 PARIS, Tél. : 48-05-30-30

L'actualité croquée avec tendresse et férocité



59F

Plantu plébiscité sur FR 3 !

par

François Mitterrand

Raymond Barre

Pierre Mauroy

Une co-édition

La Découverte / Le Monde

A l'occasion de la visite de

Le Roi Hassan II du Maroc

Radio Orient - Paris & La Radiodiffusion Marocaine

présentent

RADIO ORIENT-MAROC à PARIS

Programmes communs occasionnels par satellite les 27 - 28 - 29 et 30 Novembre 1985

liaison assurée par le Centre de Modulation

SULTAN bin SALMAN

FM 104.30 MHz Paris, IDF

La Fréquence de la Communauté Musulmane de Paris

AM 366 KHz, 287 KHz, 427 KHz

Les Fréquences du Royaume Marocain

JEAN-PIERRE MOULIN

ENQUÊTE SUR LA FRANCE MULTI-RACIALE

«Exemplaire dans la rigueur et la richesse des observations. Je m'empresse de conseiller ce livre.»

Jean Daniel
Le Nouvel Observateur

«Enfin un ouvrage informatif sur l'immigration. Démon de passion et d'apriorisme.»

Michel Dufrenoy
Rue du Monde

«Voilà un livre qui tombe à pic : il éclaire et il reconforte.»

Gabriel Mucel
Le Courrier du Livre

Almann-Lévy

(Publicité)

Le 29 novembre 1947, l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations-Unies recommandait l'établissement, sur le territoire de la Palestine mandataire, de deux Etats — l'un juif et l'autre arabe. Trente-neuf ans plus tard, seul l'un des deux Etats — Israël — a été établi : en annexant, en 1948-1949, la moitié du territoire alloué par l'O.N.U. à l'Etat arabe de Palestine, en occupant, depuis 1967, la Cisjordanie et la bande de Gaza, il domine aujourd'hui la totalité du territoire palestinien.

C'est dû par la conscience de cette responsabilité particulière de l'O.N.U. dans la tragédie qui ensanglante le Moyen-Orient depuis plusieurs décennies que l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations-Unies décidait, le 2 décembre 1977, de faire du 29 novembre la Journée Internationale de Solidarité avec le Peuple Palestinien.

C'est dû par la volonté de faire triompher dans cette région du monde une justice sans laquelle la paix est un mirage que diverses organisations non-gouvernementales françaises signataires de l'appel des O.N.G. pour une conférence internationale de la paix sur la question de la Palestine (novembre 1983) organisent, le 30 novembre 1985 à Paris, un après-midi d'information sur le thème

« QUEL AVENIR POUR LA JEUNESSE PALESTINIENNE ? »

La jeunesse palestinienne, c'est le peuple palestinien de demain : aujourd'hui déchiré entre l'occupation et l'exil, massacré ici, traqué là. Ce sont les enfants des territoires occupés depuis 1967 : ceux de Jérusalem et de Hébron, de Ramallah et de Gaza ; privés des droits les plus élémentaires, soumis à l'arbitraire, aux « châtiments collectifs » et aux expulsions, exposés à la répression militaire ou au terrorisme des colons. Ceux dont les terres sont confisquées, dont les maisons sont dynamitées, dont les parents sont torturés. Ceux qui sont eux-mêmes torturés, emprisonnés, harcelés, intimidés. Ce sont les étudiants dont les universités sont fermées, dont les professeurs sont expulsés. Ce sont ces écoliers et ces écolières qui affrontent une armée avec des cailloux et qui crient au monde entier que le peuple palestinien veut vivre libre et souverain dans sa patrie et que l'O.L.P. est leur seul représentant.

La jeunesse palestinienne, ce sont aussi les enfants de l'exil, proche ou lointain : ceux qui vivent dans les camps de réfugiés du Liban, de Jordanie, de Syrie. Ceux de Sabra et de Chatila, d'Ein El Helweh et de Badawi. Hors d'une paix durable parce que juste au Proche-Orient, c'est-à-dire une paix fondée sur le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, ont-ils un quelconque avenir ?

NOUS SOMMES TOUS CONCERNES !

Le Samedi 30 novembre 1985, de 15 à 20 heures
Maison de l'UNESCO, 7 place Fontenay, Paris, salle XII

Exposés et débats avec la participation de personnalités françaises et palestiniennes. Films, exposition et artisanat.

Liste des organisations non-gouvernementales françaises organisatrices de la journée du 30 novembre 1985

● AFRIAN-SAUREL ● Appel des Juifs contre la Guerre au Liban ● Association France-Palestine ● Association Médicale Franco-Palestinienne ● Association Parlementaire pour la Coopération Euro-Arabe ● Association de Solidarité Franco-Arabe ● Coderin ● Centre International d'Information sur les Prisonniers déportés et disparus Palestiniens et Libanais ● CIMADE ● Comité Français pour le Patrimoine Culturel Palestinien ● Comité France-Jérusalem Al Quds ● Conférence Mondiale des Chrétiens pour la Palestine ● International Committee for Palestinian Human Rights ● M.R.A.P. ● Palestine et Israël Vivront ● Perspectives Juéo-Arabe ● Terre des Hommes/France ●

Invitations à retirer 14, rue de Nanteuil de 10 à 16 heures.

LIONEL LAURENT
FABRUS JOSPIN

VENDREDI 29 NOVEMBRE

**Héliport de PARIS
19 heures**

SPECTACLE - BAR - ANIMATION

MÉTRO BALARD



SOUS CHAPITEAU

POLITIQUE

« LA VIE QUOTIDIENNE A MATIGNON AU TEMPS DE L'UNION DE LA GAUCHE », de Thierry Pfister

Gardez-moi de mes amis...

Un personnage anonyme traverse les pages du livre de Thierry Pfister *La Vie quotidienne à Matignon au temps de l'union de la gauche*. Ce personnage, c'est le « chargé de mission auprès du premier ministre », dont l'originalité du titre — il est le seul de son espèce — fait, nous dit-on, « tout le prix politique » et dont la présence aux moments décisifs souligne l'importance.

Son nom n'est jamais mentionné, mais nous le connaissons : il s'agit de Thierry Pfister lui-même qui, chargé au cabinet de Pierre Mauroy de superviser la communication, a vécu cette période, de mai 1981 à juillet 1984, à un poste d'observation privilégié.

« Visiteurs du soir »

Du passionnant récit que lui ont inspiré les événements auxquels il s'est trouvé mêlé pendant plus de trois ans, on retient d'abord, bien sûr, les nombreuses révélations sur des épisodes encore mal connus, ainsi que les portraits au vitriol de quelques-uns des hauts dignitaires du régime.

Au chapitre des révélations, notons, pour l'anecdote, que, selon Thierry Pfister, Michel Rocard n'a jamais proposé, en mai 1981, de dévaluer le franc et que Jean-Pierre Chevènement n'a pas démissionné en mars 1983 parce qu'il était en désaccord avec la politique économique du gouvernement, mais parce qu'il n'acceptait pas de changer de portefeuille.

Au-delà de la « petite histoire », Thierry Pfister apporte surtout des éclairages inédits sur plusieurs moments-clés de cette période, et tout particulièrement sur la semaine capitale au cours de laquelle, au lendemain des municipales de mars 1983, Pierre Mauroy, contesté par quelques fidèles du chef de l'Etat, perdait sa place, avant que François Mitterrand ne le confirme dans sa fonction. Ainsi voit-on ceux que Thierry Pfister appelle les « visiteurs du soir », conduits par Pierre Bérégovoy, tenter d'imposer un changement de course à ce que Laurent Fabius d'abord, et modifiant sa position, Jacques Delors ensuite, en formulant des exigences inacceptables, rendent celui-ci impossible.

A travers ces péripéties, ce que fait apparaître l'auteur, tout au long de sa chronique, c'est le conflit qui n'a cessé d'opposer, depuis la prise du pouvoir par Pierre Mauroy jusqu'à sa démission, l'équipe de Matignon à celle de l'Elysée. Entre les deux cabinets s'engage d'ailleurs une « frénétique course aux dossiers », qui donne lieu bientôt à de sinistres lattes de pouvoir (Thierry Pfister raconte plaisamment comment, dans les réunions interministérielles, les conseillers de chacune des deux « maisons » bluffent avec plus ou moins d'habileté pour faire prévaloir leurs vues face aux diverses administrations) et qui, en fin du compte, aboutit à un « divorce » flagrant à partir de 1984.

Les relations entre Pierre Mauroy et François Mitterrand sont finement analysées, de la « complaisance » du début aux « décalages psychologiques » qui séparent ensuite les deux hommes sur la politique de rigueur et au désaveu final sur la loi Savary.

Têtes de Turcs

Les proches du chef de l'Etat ne sont pas épargnés par la plume alerte et volontiers vicienne de Thierry Pfister, qui voit dans Laurent Fabius « une illustration classique du cynisme en politique » et ne manque pas d'épingler les « erreurs » de Pierre Bérégovoy, alors secrétaire général de l'Elysée et à ce titre concurrent direct de Matignon. Ces deux rivaux du premier ministre sont les têtes de Turcs préférées de l'auteur, qui réserve aussi de solides coups de patte à Jacques Attali, Jacques Delors et plusieurs éminences de moindre grandeur. Menée avec brio, la polémique n'est pas seulement une façon de régler quelques comptes : elle est aussi un bon révélateur du fonctionnement réel de la machine gouvernementale, au moins tel que l'a vécu un de ses acteurs.

Pourtant, ce qui semble avoir, plus que tout, marqué Thierry Pfister, ancien journaliste (au *Monde* et au *Nouvel Observateur*) et, on l'a dit, chargé auprès de Pierre Mauroy des questions d'information, ce sont les difficultés de la communication entre le pouvoir et l'opinion, à travers le miroir déformant des médias.

L'auteur montre ainsi que le style de Pierre Mauroy « se prête mal aux formes de la communication audiovisuelle contemporaine » et épouse malaisément « l'air du temps », ce à quoi excellent au contraire les « surfeurs » de la politique, pour qui « le contenu du message importe moins que l'apparence offerte » : on devine que Michel Rocard et Laurent Fabius sont directement visés !

La logique des médias

Thierry Pfister souligne aussi les effets de « distorsion » que peut produire la presse, soit qu'elle grossisse un incident mineur (comme l'affaire du Tupolev accusé d'espionnage au-dessus de Toulon en avril 1984) ou une formule banale (comme celle d'« économie mixte » accueillie par *Libération* et, à sa suite, par les autres médias comme révélation), soit, à l'inverse, qu'elle passe sous silence des gestes ou des propos tenus pour importants par l'auteur. On peut, bien entendu, discuter les exemples choisis par Thierry Pfister, lui donner tort sur l'un ou l'autre sur un autre, mais ce qui compte ici est que sa connaissance de la presse lui permet de décrire avec une précision quasisociologique l'irréductible opposition entre la logique des médias et celle de l'action politique, et la façon dont la première tend à peser de plus en plus sur la seconde.

On comprend, au terme de ce livre aussi agréable à lire qu'utile à méditer, que Thierry Pfister défend, notamment contre les hommes de marketing et de publicité, mais aussi — car ce sont souvent les mêmes — contre les chantres du « recentrage », une idée de la politique plus ambitieuse et sans doute plus familière à la gauche. Pierre Mauroy lui paraît mieux qu'un autre incarner cette conception. Il croit à son avenir, mais se prépare à « une longue patience ». On ne saurait, certes, considérer Thierry Pfister comme le porte-parole de l'ancien premier ministre, mais il n'est pas interdit de penser que, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, ils ne sont pas en désaccord.

THOMAS FERENCZI

* *La Vie quotidienne à Matignon au temps de l'union de la gauche*, de Thierry Pfister, Hachette, 365 pages, 84 F.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 27 novembre, au palais de l'Elysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des travaux, un communiqué a été diffusé. En voici les principaux extraits :

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1985

Le ministre de l'économie, des finances et du budget et le secrétaire d'Etat chargé du budget et de la consommation ont présenté au conseil des ministres un projet de loi de finances rectificative pour 1985. (*Le Monde* du 28 novembre).

CONVENTION INTERNATIONALE

Approbation de l'accord de siège entre la France et EUTELSAT : le ministre des relations extérieures a présenté au conseil des ministres un projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de siège signé le 15 novembre dernier par la France avec l'Organisation européenne de télécommunications par satellite.

Cet accord reconnaît à EUTELSAT les garanties habituellement réservées aux organisations internationales et à leur personnel et nécessaires au bon exercice de sa mission.

MODIFICATION DU CODE DE LA ROUTE

Le ministre de l'urbanisme, du logement et de la construction a présenté au conseil des ministres un projet introduisant un article supplémentaire dans le projet de loi portant amendements et simplifications relatifs à la protection sociale. (*Le Monde* du 26 novembre).

CONSEIL D'ETAT

Le garde des sceaux, ministre de la justice, a présenté au conseil des ministres deux décrets relatifs au Conseil d'Etat.

Le premier modifie le décret du 30 juillet 1963 relatif au statut des membres du Conseil d'Etat afin d'abaisser de seize ans à treize ans, dans le but de permettre une gestion plus souple de la carrière des membres du Conseil d'Etat, la durée des services dans son grade doit justifier un maître des requêtes pour être nommé conseiller d'Etat.

Le second modifie un décret du 30 septembre 1953 dans le but de

permettre un élargissement de l'accès des membres du corps des tribunaux administratifs au Conseil d'Etat. Il prévoit qu'une nomination sur six prononcée au tour de l'extérieur dans le grade de conseiller d'Etat et une sur quatre dans le grade de maître des requêtes seront réservées aux membres des tribunaux administratifs.

L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Un effort considérable est en cours dans les régions qui doivent faire face aux restructurations industrielles. — Le ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire a présenté au conseil des ministres une communication sur l'action menée dans les régions de conversion industrielle, qui est l'un des points forts de la nouvelle politique d'aménagement du territoire. (*Le Monde* du 28 novembre).

L'INVESTISSEMENT INDUSTRIEL

Instrument essentiel de la reprise de l'investissement industriel, le Fonds industriel de modernisation sera doté de 9 milliards de francs en 1986. — M^{me} Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, a présenté une communication sur l'investissement industriel et le Fonds industriel de modernisation (FIM).

En 1986, le Fonds industriel de modernisation poursuivra sa mission et contribuera, aux priorités nouvelles de la politique de développement industriel et technologique, tels que le projet EUREKA et le nécessaire accompagnement des efforts entrepris dans le domaine industriel. A cette fin, le gouvernement a décidé de lui affecter une enveloppe de 9 milliards de francs pour l'an prochain. (*Le Monde* du 28 novembre).

LA RENTRÉE UNIVERSITAIRE

Le secrétaire d'Etat chargé des universités a présenté une communication sur la rentrée universitaire. Cette rentrée a concerné 985 800 étudiants, contre 875 300 en 1980-1981, et marque les progrès accomplis vers la réalisation de trois grands objectifs :

1) La rénovation des enseignements supérieurs :

— La réforme du premier cycle, qui vise à mieux orienter les étudiants et à élever leur taux de succès, s'applique dès cette rentrée à 107 000 étudiants ;

— Les enseignements technologiques supérieurs continuent à se développer : 1 400 étudiants supplémentaires sont accueillis dans les formations d'ingénieur ; 8 nouveaux départements d'UTUT ont été ouverts, portant à 24 le nombre de ceux créés entre 1982 et 1985 ;

— Entre 1981 et 1985, le nombre des boursiers aura augmenté de 32 % et le taux moyen des bourses de 56 %.

2) L'ouverture accrue de l'Université sur le monde économique et social :

— Le développement des formations à finalité professionnelle se poursuit : dans le premier cycle, 56 diplômes d'études universitaires scientifiques et techniques (DEUST) préparent en deux ans à l'entrée dans la vie active ; dans le deuxième cycle, le nombre des maîtrises de sciences et techniques est passé de 96 en 1981 à 147 en 1985 ; dans le troisième cycle, le nombre des diplômes d'études supérieures spécialisées a augmenté de 15 % par rapport à 1984 ;

— Les relations universités-entreprises s'intensifient : développement des contrats de recherche avec l'industrie publique ou privée ; mise en place de nouvelles structures de coopération (groupements d'intérêt public, filiales, prises de participation) ;

3) Le renforcement de la qualité des enseignements supérieurs :

— La création des magistrats encourage le développement des universités les plus réputées dans certaines disciplines ;

— La mise en place du comité national d'évaluation permettra d'apprécier les activités exercées par les universités.

Le projet de budget de 1986 favorisera la mise en œuvre de ces orientations. Il prévoit notamment la création de 1 000 nouveaux emplois d'enseignement.

Le gouvernement a rendu hommage à la compétence et au dévouement des personnels enseignants et non enseignants de l'enseignement supérieur.

55. امن النحل

France Manche. qu'il pleuve, qu'il vente, toutes les 150 secondes une navette relie la France à la terre d'Angleterre.

LA MANCHE EN MOINS DE 30 MINUTES

Moins de 30 minutes pour relier Calais à Folkestone, sans réservation, quelles que soient l'intensité du trafic ou les conditions météorologiques (vent, pluie, brouillard, verglas), c'est la performance garantie par France-Manche.

160 KM/H LES YEUX FERMÉS

Toutes les 2,5 minutes, une navette pourra partir du terminal soit avec 288 véhicules de tourisme, soit avec 25 poids lourds.

Sa vitesse de pointe sera de 160 km/h. Les usagers pourront rester dans leur voiture, ou se détendre à l'intérieur de la navette climatisée et insonorisée.

Rafraîchissements et réseau d'informations vidéo seront à leur disposition.

ENVIRONNEMENT INTACT

Pour France-Manche, une règle impérative : ne pas toucher à l'environnement.

Le tunnel n'aura aucune incidence, ni sur le littoral, ni sur le milieu marin, ni sur les conditions de sécurité de la navigation.

UNE TECHNOLOGIE POUR TOUS LES VEHICULES TERRESTRES

□ Une même infrastructure pour les véhicules routiers (répartis selon leur nature à l'entrée du terminal) pour les TGV et les trains classiques.

□ Des formalités de douane regroupées au départ.

□ Une capacité de transport tout à fait exceptionnelle : l'addition du trafic d'une autoroute à deux fois deux voies et d'une liaison ferroviaire voyageurs et marchandises.

DE NOUVEAUX PARTENAIRES

Compagnie Financière de Suez,
Société Générale de Belgique,
Société Nationale d'Investissement,
Crédit Agricole, Groupe AXA,
Lyonnaise des Eaux.

LES VEHICULES TERRESTRES GAGNENT UN NOUVEL ESPACE.

BOUYGUES · DUMEZ · SAE · SCE · SPIE · BATIGNOLLES · CREDIT LYONNAIS · BNP · BANQUE INDOSUEZ

culture

CINÉMA

« COCOON » : les vieillards refont surface

Rencontre du troisième âge (les septuagénaires des deux sexes d'une maison de retraite) et d'extra-terrestres venus de la planète Antar pour récupérer, au fond d'une baie de Floride, les cocons de pierre où reposent certains des leurs enfouis il y a des siècles, l'Atlantide. Des vieillards farouches vont se baigner dans la piscine d'une villa déserte, où les cocons ont été, provisoirement, déposés et se trouvent revitalisés par leur fluide. Au contraire de *Life Forces*, de Tobe Hooper, ce qui vient de l'espace n'est pas un mal, un danger. Sous leur apparence humaine d'extraterrestres, les Antariens sont bons et généreux. Ils doivent, ainsi que leur soucoupe volante, quelque chose à Spielberg. Ron Howard a traité en comédie une réflexion très actuelle sur la crainte du vieillissement et de la mort, l'espérance, non pas au rajeunissement physique, mais à une énergie qui resterait éternelle. Pas en ce monde ; quelque part dans le galaxie. Tel Don Amiche, qui refait surface, les comédiens âgés se dépassent sans compter — à la limite du cathartisme — pour créer le bon humour, l'optimisme et l'émotion. Les gags sont à l'avenant. La dernière demi-heure du film trône, parce que le réalisateur n'a pas pu établir l'équilibre nécessaire entre le divertissement et la « morale » (fort discutable) de l'histoire.

★ Voir les films nouveaux.

J. S.

GALERIE

BURAGLIO : l'important, c'est trois fois rien

Rien n'a vraiment changé chez Pierre Buraglio. Cela procède toujours de l'essence de monnaie de papier, de certaines griffures d'enveloppes dépliées, de bois cloués, de verres découpés — verre vert pré et bleu mûr — de fenêtres brisées, de chaises, de croisées, d'un chassé-croisé entre le plus matériel et le plus immatériel, entre la transparence et l'opacité, l'occulté et le dévoilé, le coule et découle, le trait et la forme. Une histoire de peinture, et de tableau. Une esthétique du fragment. Rien non plus n'est jamais tout à fait pareil. Pas de système. Cela dépend du matériel trouvé, retenu, de son usage, de ses vertus — récemment celles des plaques de miroir défilées, qui font penser, dit l'artiste, aux Dells Robbin. Cela dépend du temps qu'il fait dehors, du milieu ambiant. Ce n'est pas grand-chose, et c'est beaucoup, trois fois rien. La modestie, l'esprit de rigueur et de finesse sont devenus des données si rares.

★ Galerie Jean Fournier, 44 rue Quincampoix, jusqu'au 21 décembre.

G. B.

MUSIQUE

ELISSO VIRSSA LADZE, hélas irréprochable

Il faut toujours se méfier de la rumeur publique. Ainsi, la pianiste géorgienne Elisso Virssaladze, au masque de divinité arménienne sur un corps fluide ganté de noir, qui vient de donner son premier récital à Paris, salle Gaveau, est un très bon produit du conservatoire de Moscou (3^e prix du concours Tchaïkovski en 1982) au style irréprochable, comme il y en a beaucoup, mais nullement l'interprète d'exception qu'on nous avait dépeints de divers côtés.

Passé encore, pour les vingt-quatre *Préludes*, couvés 1933, de Chostakovitch, d'un néoclassicisme insipide qui ne relève rien de la grandeur du maître, mais les *Deuxième* de Schumann étaient traités avec une clarté du même tonneau : un jeu sobre, bien équilibré, mais des doigts de fer, nerveux, électriques, un toucher qui, même dans la douceur, semble frapper sur de la pierre, incapable de capter ce qui se passe entre les notes.

J. L.

JAZZ

L'ouragan chez Moustache

Moustache, qui veille à la destinée du club du Méridien à Paris — l'un des plus échevillés avec le New Morning et le Petit Journal — vient de fêter ses quarante ans d'appartenance au monde du spectacle et de la nuit. A la réunion d'anniversaire, on avait distribué aux convives des deux sexes de fausses brochures. Dès cet instant, par effet de proximité, tous ceux qui en arboraient de vraies parurent comme de curieux, déguisés, perpétrés. L'idée revenait que nul n'échappe, quel qu'il fasse, à l'effluve.

Dans la salle les nœuds papillotes volaient avec les notes, et les smokeings avec les tasses d'alcool. Sur la scène, les huit membres du Dirty Dozen Brass Band avaient eux-mêmes choisi de jouer costumés, très habillés, dans la tradition du théâtre noir. Les Dirty Dozen sont une récente et grande révolution. De jeunes musiciens de La Nouvelle-Orléans reprennent à leur compte tout le répertoire afro-américain, du spiritual au calypso, du blues ancien au pop, propulsant des thèmes célèbres d'Ellington, de Parker, de Monk, dans un souffle d'ouragan que n'aurait pas désemparé Charles Mingus. On peut les entendre chaque soir, jusqu'au 30 novembre.

★ A 22 heures, club Méridien, 81, boulevard Gouvion-Saint-Cyr. Métro Porte-Maillot.

L. M.

DAUNIK LAZRO, saxo fidèle

Avec Jean-François Pœuvres et Roger Turner (le guitariste et les percussions), Daunik Lazro est à Dunois les 29 et 30 novembre. Cavalier seul du saxophone, fidèle à son amour de la musique, au tempo philosophique des rapentis, il est agréable qu'un homme persiste et signe, sans pour les enfants d'art on sait qu'ils n'ont jamais l'oreille très aventureuse au nouveau Petit Journal de Montparnasse : le Golden Gate Quartet y chante pour sa cinquante et unième année de carrière.

F. M.

THÉÂTRE

« AU BUT », de Thomas Bernhard

L'enchantement d'un désastre

« Les femmes débarquent et elles se crampent à vous et elles vous détruisent. Depuis des siècles, les maris trompés et barbares et mystifiés s'enfuient en Amérique du Sud pour s'en plus revivre. »

C'est du moins ce que dit l'écrivain autrichien Thomas Bernhard dans son dernier roman, *Béton* (la traduction française vient de paraître chez Gallimard), livre immense, l'un des plus beaux de Bernhard. La phrase idiote sur les femmes ci-dessus n'est qu'une saute d'humeur en passant, mais il est curieux de noter l'aspect « bon à tout faire » de l'Amérique du Sud, aux yeux d'un personnage de roman allemand. L'Amérique du Sud, ce nouveau « Pérou », refuge des criminels de guerre nazis. Comme si tout « mari trompé », toute victime de quoi que ce soit, étaient des fustifs, bons pour l'exil dans les pampas, dans les forêts de l'Amazonie.

Quelles fantômes commettent-ils, ces maris ? Par exemple, ils supportent très mal d'entendre leur femme, ou une femme, leur dire l'inévitable formule : « Je t'aime ». L'annonce éblouissante de l'incarnation. « A son mari, elle a dit « je t'aime », jusqu'au moment où il ne l'a plus supporté et a disparu », écrit Thomas Bernhard dans *Béton*.

« A disparu », c'est-à-dire « est mort », ou a filé en Bolivie.

Plus retournés dans les femmes, qui vivent seules, l'une en l'autre, la mère et la fille dans la pièce de Thomas Bernhard, *Au but*, qui présente aujourd'hui le Théâtre de Boulogne-Billancourt. Le mari « a disparu », il est mort.

Sa veuve n'a que des horreurs à nous dire, sur ce mari, mais plus elle le démolit, à nos yeux, plus elle le décrit comme un homme fascinant, attirant, habité, mystérieux. Ce mari disparu a-t-il touché « au but », en cessant de vivre ? Sa femme s'en est touchée « au but », le jour où, enfin, elle a eu ce qu'elle nous voudrions bien le savoir. Comme Thomas Bernhard est un écrivain de génie, nous sommes très vite suspendus aux lèvres, aux yeux, de ces deux femmes survivantes. Mais la mère brouille les pistes, elle ne cesse pas de parler, de parler, de parler, et de parler, avec la « toile, plate », l'âme d'une non-âme et de choses bouleversantes.

Le génie bizarre de Thomas Bernhard, les maris trompés réfugiés au Pérou, une femme sublime à Billancourt : « Au but », ou l'art de mettre à côté de la plaque.

bord de la plage. Et les deux grands comédiens qui jouent la fille et l'auteur, Michèle Simonnet et Alain Libolt, sont parfaits, c'est étonnant de les retrouver ensemble puisqu'ils ont joué l'un avec l'autre, il y a un peu de mois, une autre très grande pièce, *Eté* d'Edward Bond.

Reste un « détail », très inattendu, très étrange : c'est que l'actrice Eléonore Hirt, qui interprète la mère, qui donc « tient le crachoir » pendant toute la pièce, est mauvaise comme il n'est pas permis. Troquée, maniérée, fausse, caricaturale, en contradiction entière avec le texte, avec le rôle.

La beauté des actes manqués

La mère et la fille, il y a quelques jours, sont allées au théâtre. A la fin de la pièce, qui a fait un triomphe, elles ont osé aborder l'auteur, qui ressemble comme deux gouttes d'eau à Thomas Bernhard, et elles l'ont invité à venir passer deux jours dans leur villa, au bord de la mer.

On dirait qu'il s'agit avant tout pour la mère d'organiser une situation fautive entre cet homme et sa fille. Elle aimerait bien aussi prouver à cet auteur dramatique, jeune encore, qu'il n'a pas du tout touché « au but », en écrivant une pièce si belle. Mais c'est raté : elle pêche un converti.

Cette pièce est une très grande chose. Un chef-d'œuvre. La mise en scène de Paul-Emile Deiber est admirable, à ce point d'être une vraie surprise parce que Deiber, jusqu'ici, n'avait pas atteint cette beauté, cette émotion : entre les trois personnages il se passe sans cesse des riens, des actes manqués ou ébauchés, des dans d'instinct, qui saisissent, qui font « éclater le miroir ». Le décor de Claude Lemaire est magnifique aussi, mais ça c'est moins étonnant, Claude Lemaire sait signer, avec la « toile, plate », l'âme d'une demeure, que ce soit en ville ou au

DEUX DISPARITIONS

André Hunebelle

L'inventeur du western français

Le réalisateur André Hunebelle est mort à Nice le mercredi 27 novembre. Auteur du *Bossu*, du *Miracle des loups*, de *Fantomas*, il était âgé de quatre-vingt-neuf ans.

André Hunebelle était écolier. Il commença par être maître-verrier, il finit par l'économie politique : un nouveau de disparition, il vint d'achever un ouvrage sur l'économie de chômage. Sa carrière dans le cinéma ne fut, elle, pas précisément remplie de têtes mortes mais, entre 1948 et 1977, il ne réalisa pas moins de trente-huit films.

André Hunebelle (il était né en 1896 à Meudon) s'était tourné vers le septième art dès 1941 à la fois par hasard et grâce à Marcel Achard. Mais c'était alors comme producteur : *Fes* sortit, avec *Vincent* et *Romance*, on l'inévitable *M. Dubois*. Son premier film à lui : *Métier de fou* (1948) qui devait suivre trente années de succès populaires. Un succès dû à une inspiration variée, de cape et d'épée, policière, d'espionnage ou comique. La recette, en général, était simple : prendre un roman assez peu connu et aimé du public, n'en garder que l'action, les rebondissements et (facultatif) un zeste de sentimentalisme, confier le mélange à des vedettes à l'universelle sympathie (Marin, Bourvil, de Funès, Rouleau), plaquer enfin aux adolescents, aux grands enfants français, et quelques fois dans le monde entier, comme pour la série des *Fantomas*.

Les films de ses huit premiers ans commencent tous par un « M... ». Jusqu'en 1952 chaque semestre apportait ainsi son nouvel « M... ». On se souvient de *M. Tizi*, avec Michel Simon (1952), de *Milhomme d'un jour* (1949), de *Méfiez-vous des blondes* (1950). Et puis, sans transition, il passe à la lettre T : les *Trois mousquetaires*.

(1953), premier film de cape et d'épée, genre où il s'illustra à nouveau dans le *Bossu*, le *Capitaine*, le *Miracle des loups*. Chez les marchands de jouets, les paquebots d'André Hunebelle, comme ils suivent aujourd'hui celle de Spielberg. Après la série des *Fantomas* (entre 1964 et 1966), la caméra d'André Hunebelle se fit moins prolifique. A soixante-dix-sept ans, il tira encore profit des *Charlots* et d'Alexandre Dumas : les *Quatre Charlots mousquetaires* (1973). Et, à nouveau, à quatre-vingt-deux ans : *C'est fait tait* (1977).

F. E.

HENRI MARTINET LE GRAND-PAPA DU PÈRE NOËL

Henri Martinet, le compositeur du titre fétiche de Tino Rossi, *Petit papa Noël*, est mort dans la nuit de mardi à mercredi, à Marseille. Il était âgé de soixante-seize ans.

Né à Marseille en 1909, Henri Martinet avait fait ses études au Conservatoire où il remporta les premiers prix de piano et de solfège. Compositeur à succès, auteur de plusieurs opérettes, il accompagna pendant deux années Tino Rossi dans ses tournées. *Petit papa Noël*, dont il composa la musique sur des paroles de Raymond Vincy, était d'abord destiné à un film de Richard Feltner, *Destins*, dans lequel jouait Rossi. Mais depuis, la chanson a fait cavalier seul, se vendant chaque année à quelque cent mille exemplaires : trente millions de disques depuis sa création, dont une dizaine de millions à l'étranger. Seul, *White Christmas*, créé par Bing Crosby, a dans le genre, dépassé *Petit papa Noël*.

LES PETITS MATHURINS LOC. 42.65.90.00

« ON NE SAIT COMMENT » • PIRANDELLO

avec l'autorisation de MARTA ARBA

C. JEAN BOLLERY

«...pièce, très belle... la mise en scène de Jean Bollery est simple et super-active, et lui-même joue avec une fièvre contagieuse... M. Cournot, LE MONDE, « Cheque frémissement nous est visible... la simplicité et l'implication deviennent presque palpables... J.P. Lécroix, L'HUMANITÉ. "Une force douloureuse, insistante, qui finit par nous étonner." Pirandello toujours, et à jamais, nous surprend." P. Mazzuca, LE FIGARO.

DANSE

« ROMANCE EN STUC » de Daniel Larrieu

Romantisme pas mort

Brange cette *Romance en stuc* présentée au Théâtre Gérard-Philipe. Tous ceux qui avaient découvert Daniel Larrieu dans le sillage de Régine Chopinot n'en sont pas revenus. Après *Chiquemaude* et quelques autres *Volte-Face* ils l'avaient catalogué comme un chorégraphe poudré ; et même avec la *Peau et les Os*, où il élargissait son vocabulaire, il restait fidèle à son style méchant, façon Tex Avery.

Mais lorsque Alain Crombecque lui donne carte blanche pour Avignon il obéit, il joue carrément l'émotion et se laisse rattraper par le bon vieux romantisme.

Tout est venu d'une lecture de *Spirit*, un texte inspiré à Théophile Gautier par la danseuse Carlotta Grisi. C'est l'histoire d'un amour impossible entre un garçon et une jeune morte, que Gautier réutilisa dans le ballet de *Giselle*.

Et Larrieu se met à gambberger sur la sujet. Ce qui l'intéresse c'est de montrer le monde invisible dissimulé derrière le voile du réel. Les lumières de François Michel balayant le plateau nous donnent à voir — fragmenté — cet univers parallèle, peuplé de créatures surnaturelles. Daniel Larrieu leur prête des formes qui les rapprochent d'un rêve de pierre de Mallarmé. Avec leurs perruques stylisées, leurs gestes saccadés, leurs poses latérales, ils semblent sortis d'une fresque d'inspiration muséonienne.

Poings serrés, regard fixe, ils vivent leur éternité dans un mouvement lent, sans cesse recomposé. Leur chose affaît autour la jeune morte voilée à une danse caressée, insidieuse, une danse d'écolière qui ne parvient pas à sortir l'être aimé de sa torpeur de vivant.

Le climat est donné par un mirage musical de Jean-Jacques Pallix qui vire de l'agressivité punk allemande à la suavité de Mozart. De ce spectacle à l'esthétique très affirmée, avec ses trompe-l'œil de stuc et ses décors de toile, émane une émotion douce et forte, peut-être parce que Daniel Larrieu y livre quelque chose d'intime et de préservé.

MARCELLE MICHEL

★ Saint-Denis, Théâtre Gérard-Philipe, 28, 29, 30 novembre, 20 h 30, 1^{er} décembre, 17 heures. Agora d'Evry, 6, 7 décembre, 20 h 30. Nouveaux Théâtres de Belfort, 20 décembre, 20 h 30.

UN NOUVEAU ADMINISTRATEUR POUR L'OPÉRA ?

Une dépêche AFP de Los Angeles annonce que M. Ernest Fleischmann, directeur exécutif de l'Orchestre philharmonique de Los Angeles, a démissionné de ce poste pour prendre, en septembre 1986, la direction de l'Opéra de Paris. Au ministère de la culture, on ne confirme ni ne dément cette information. De toute manière, la nomination de l'administrateur du Théâtre national de l'Opéra ne peut intervenir qu'en conseil des ministres.

La venue de M. Fleischmann serait, sans nul doute, une bonne nouvelle. Ce grand manager, né à Francfort en 1925, a fait une brillante carrière à Londres, puis à Los Angeles, où il fut notamment l'artisan du retour de Carlo Maria Giulini à l'Opéra avec un *Falstaff* exceptionnel. Néanmoins, il avait pour le palais Garnier une ambition nouvelle avant le déménagement à la Bastille. Il avait participé à l'élaboration du fameux rapport Villard-Béjart sur l'Opéra en 1968.

J. L.

SPORTS
JOSE CLEMENTE OROZCO
CARICATURES
15 novembre 1985-11 janvier 1986
Centre culturel du Mexique
28, boulevard Raspail, 75007 Paris
Entrée libre - 46-49-19-26

CRETEIL 48.99.94.50
Métro Créteil Préfecture

DERNIERE 11 DECEMBRE
LES NUITS ET LES MOMENTS
(Crébillon film/Les Renard)
mise en scène Charles Tordjman / Théâtre Populaire de Lorraine

Charles Tordjman opère un rapprochement lumineux entre deux temps, tandis que ses interprètes se dédoublent avec un talent fou.
Gilles Costez LE MATIN

François Clavier et Coco Felgeiroilles y font merveille.
Guy Dumur LE NOUVEL OBSERVATEUR

François Clavier et Coco Felgeiroilles sont les musiciens virtuoses de cette partition pour petite musique de nuit.

Cette mise en scène a la force d'un drame lyrique porté par le jeu absolument précis de deux comédiens Coco Felgeiroilles et François Clavier.
Brigitte Salino L'EVENEMENT DU JOUR

Charles Tordjman marie amour et érotisme.
Caroline de Bernonville LE MONDE

C'est joué à la perfection... une soirée raffinée...
Jean-Pierre Léonardini L'HUMANITÉ

FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS

HOTEL SCIPION
13, rue SCIPION 75006 PARIS
jusqu'au 8 DECEMBRE

DANIEL ZERKI
LES TABLETTES DE BUIS
DE PASCAL QUIGNARD

LOCATION THEATRE ET CENTRE GEORGES POMPIDOU
42 78 98 20

THEATRE DU BOND-POINT
LUNDI 2 DECEMBRE

IANNIS XENAKIS
18 H 30

ST 4. ENSEMBLE. CHARISMA. KHOOR. MIKKA. MIKKA S. KHOOR. ALPHA. TETRAS
QUATOUR ARBITRAIRE
GUY DEPLUX, CLARINETTE
20 H 30

NAAMA. PSAPPA. KHOAL. KOMBOL
ELISABETH CHOMACKA, CLAVECIN
SILVIO GUALDA, PERCUSSION

COMMUNICATION

Le débat sur la cinquième chaîne

C'est lundi prochain 2 décembre que seront rendus publics les documents relatifs à la cinquième chaîne et que sera notamment connu le cahier des charges qui fait l'objet de tant de controverses. A l'Assemblée nationale, « des clauses abusives ou des avantages inavouables » qui y seraient insérés, M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, a promis la publicité totale des documents, affirmant que « le gouvernement n'a pas l'intention de dissimuler quoi que ce soit ». En attendant, la « Cinq », qui suscite les foudres des milieux du cinéma, des artistes et des professionnels de l'audiovisuel, risque bien de faire encore l'objet de débats agités au Parlement, puisque tour à tour, le Sénat (ce

jeudi 28 novembre) et l'Assemblée nationale doivent examiner le texte de la loi sur les télévisions privées.

Dans le concert de protestations, quelques voix cependant ont commencé à s'élever, faisant part d'un intérêt pour le projet Seydoux-Berlusconi. Aux côtés de Radio-Monte-Carlo et d'Europe 1 en pourparlers avec le groupe (le Monde du 28 novembre 1985), plusieurs industriels également en négociation pourraient entrer dans le capital de la cinquième chaîne. De son côté, la presse semble se montrer plus encline au dialogue : et si le Comité de développement télévisuel interressé exprime ses « graves inquiétudes », il réaffirme dans le même temps la vocation de la presse écrite à

jouer « un rôle au sein d'une chaîne de télévision privée et ce, sans exclusive aucune ». L'hebdomadaire l'Evénement du jeudi se dit prêt à rejoindre les actionnaires de la chaîne, tandis que d'autres journaux français, dont Libération, s'intéresseraient aussi de très près à l'entreprise.

Enfin, alors que la Haute Autorité exprime une position mitigée et prudente sur le projet, M. Jérôme Seydoux a fait, mercredi 27 novembre, une ouverture aux professionnels du cinéma réunis dans le BLC (Bureau de liaison des industries cinématographiques). Il souhaite des négociations et se dit « convaincu qu'un accord équitable peut être trouvé ».

La Haute Autorité demande un droit de regard

La Haute Autorité de la communication audiovisuelle a rendu public, mercredi 27 novembre, une « déclaration » concernant le projet de cinquième chaîne de télévision.

Elle écrit notamment : « L'autorisation d'une télévision nationale privée avant la promulgation de la loi sur les télévisions privées et la mise en place de la procédure publique de détermination des fréquences disponibles risque d'entraîner l'attribution prioritaire des meilleures fréquences à la première aux dépens des futures télévisions, en particulier locales, et de dévaloriser ces dernières. La Haute Autorité rappelle qu'elle a reçu pour sa part près de quatre cent cinquante demandes d'autorisation de télévisions locales privées ».

Les « neuf sages », qui s'inquiètent d'une possible déstabilisation du marché publicitaire, poursuivent :

« La Haute Autorité considère comme essentiel que, dans le paysage audiovisuel qui se dessine, le service public bénéficie d'une égalité de chances. Bien que le cahier des charges de la nouvelle concession de service public ne lui ait pas été communiqué, elle redoute l'absence de garanties et d'obligations suffisantes. Il n'est certes pas dans son intention de formuler à l'égard du secteur privé des contraintes identiques à celles du service public. Pourtant, la Haute Autorité croit nécessaire d'éviter des avantages et des dérogations de longue durée et de maintenir des exigences élevées, notamment en matière de production propre, de

qualité des programmes, et de diffusion des œuvres cinématographiques ».

« Considérant enfin qu'elle a été chargée, lors de son installation par le président de la République, d'intervenir dans la régulation des nouveaux espaces de liberté prévus par le législateur », la Haute Autorité entend exercer pleinement sa mission de contrôle du respect des cahiers des charges par les chaînes du service public, par les télévisions locales et par les réseaux locaux de câble, et éviter une dégradation préjudiciable à l'intérêt général ; elle estime nécessaire à cet effet de disposer d'un droit de regard sur les télévisions privées multivilles et nationales ».

[La Haute Autorité - qui a approuvé la création de télévisions privées - a été tenue à l'écart des projets

de réseaux multivilles par vote hertzien : ceux-ci sont, en effet, selon la loi du 29 juillet 1982, de ressort exclusif du gouvernement. Elle estime toutefois que sa compétence en matière d'autorisations de télévisions locales lui donne un « droit de regard », les conditions dans lesquelles sont attribuées les concessions de service public pour des réseaux nationaux ayant des répercussions sur l'économie des stations locales. Elle plaide donc à nouveau pour une unité de régime des deux mécanismes d'attribution et pour leur « transparence ».

Sa déclaration prudente - le texte résulte d'une discussion entre neuf membres de diverses tendances - prend toutefois en compte les inquiétudes manifestées sur l'avenir de la production française, ainsi que les craintes de voir le service public de l'audiovisuel livré à une concurrence « à l'italienne », qui risque à terme de porter atteinte à la qualité de l'ensemble des chaînes. - Y. A.]

A VOIR

M^{me} MICHÈLE COTTA AU « JEU DE LA VÉRITÉ »

En prise directe

M^{me} Michèle Cotta, au « Jeu de la vérité » ! Que vient faire la présidente de la Haute Autorité dans l'émission de Patrick Sabatier ? Le petit monde de la communication attend avec gourmandise. Les huit autres « sages » tremblent. L'émission, où l'on est passé des larmes d'Enrico Macias aux questions délicates à Sophie Marceau et aux grossièretés de Coluche, n'est pas sans risque. « Je sais qu'il y a tout à perdre et rien à gagner mais je ne déteste pas », nous a confié M^{me} Cotta. Tout à la fois fonceuse, très équilibrée et sachant parfois être drôle, M^{me} le présidente a bien l'intention de ne pas se laisser démonter par les pièges du direct. En avant-première, elle répond pour nous à trois questions.

« Est-ce que vous ne m'avez pas un peu les genres en mettant l'institution que vous présidez à un exercice de politique-spectacle ? »

« C'est une émission qui donne la parole aux téléspectateurs, et ce n'est pas si fréquent de pouvoir être en prise directe avec eux : les téléspectateurs sont intelligents, ils comprennent la télé peut-être mieux que nous. Mais je ne suis pas une vedette, je suis sûre qu'ils font la différence entre le président de la Haute Autorité et une vedette, comme ils l'ont fait avec Bernard Tapie. C'est un acte de foi envers le téléspectateur. Il est vrai aussi que la télévision est une entreprise de spectacle et qu'il faut de temps en temps se soumettre aux lois du genre. Mais je n'ai pas de politique à faire et encore moins de spectacle ».

« L'opposition a annoncé son intention de privatiser largement le service public de l'audiovisuel si elle gagne les élections, et de supprimer la Haute Autorité. Qu'en pensez-vous ? »

« Il serait indécent de regarder à la loupe les déclarations des uns et des autres. On verra bien ce qu'ils feront. Dans le cadre de la loi de 1982, la Haute Autorité fait un travail précis, pour lequel tous les partis politiques ont besoin de nous dans les trois mois qui viennent. Je n'entends pas changer ma conduite ou vu de telle ou telle déclaration ».

« Aucun Etat n'a intérêt à supprimer une Haute Autorité, et la plupart des pays ont des organismes similaires. Il est nécessaire d'avoir une instance de conciliation, d'harmonisation, de distribution des autorisations, de distinction entre l'Etat et l'audiovisuel. On ne peut remettre en question un organe de ce type ni réaffirmer la mainmise gouvernementale sur une ou deux chaînes du service public ».

« Ce service public se livre à une course à l'audience contre laquelle vous l'avez mis en garde. Elle risque de s'accroître avec la création de chaînes privées... »

« C'est la question essentielle. Il faut que le service public dans son ensemble propose un programme qui ne soit ni le comble de la télévision « grand public » ni le comble de l'ennui. C'est l'ensemble des chaînes qui doit affronter la concurrence et non chacune séparément. S'il y a complémentation entre elles - un créneau grand public, un créneau plus ambitieux, un créneau régional - on peut arriver à une concurrence fructueuse. Depuis trois ans, on a rendu le service public plus compétitif : il ne faut pas aller au-delà. C'est avec une harmonisation sans faille, et non chaîne par chaîne et au coup par coup, que le service public tiendra le coup. »

Propos recueillis par YVES AGNÈS

M. Chirac : « une déréglementation sauvage »

Dans un entretien accordé au Film français, M. Jacques Chirac, président du RPR, accuse le gouvernement de se livrer à « une déréglementation sauvage de l'ensemble du système audiovisuel français », en octroyant à la cinquième chaîne de télévision des concessions « énormes » dans ses rapports avec le cinéma.

M. Chirac précise notamment : « L'industrie cinématographique française demeure aujourd'hui le seul pôle européen de taille significative et voilà qu'on prive les compagnies cinématographiques françaises de la possibilité de participer pleinement à la grande aventure de l'audiovisuel. Cela montre qu'il est urgent de promouvoir une véritable

M. FILLIOUD : « UN PLUS »

« Il est tout de même singulier que je me trouve, moi, ministre et militant socialiste, accusé de trop de libéralisme ! C'est ainsi que M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, a conclu l'émission « Face au public », mercredi 27 novembre sur France-Inter. Pour M. Fillioud, « c'est le soul du télé-spectateur qui a conduit le gouvernement à franchir ». Il était nécessaire, a-t-il déclaré, d'occuper le terrain, dans cinq ans, tout nous serait tombé du ciel, sans contrôle possible, via les satellites. Il était du devoir des responsables d'organiser ce marché. Je préfère avoir un groupe européen à majorité française, qu'un groupe international dominé par les Américains ».

Le secrétaire d'Etat a affirmé que la nouvelle chaîne ne supprimerait pas les autres, que les téléspectateurs resteraient libres de leurs choix et que cette création « ne peut être qu'un plus ». Il a précisé qu'à la mi-février « huit à dix millions de téléspectateurs potentiels » pourraient recevoir la « 5 », « vingt-huit à trente millions » fin 1986. Mais « un cinquième environ des usagers » devront modifier leurs antennes de réception, en fonction des sites de réémission.

« Orangina va se retirer de « Cocorocoboy ». - Orangina, qui coproduit avec TF1 l'émission quotidienne de Stéphane Cellarum « Cocorocoboy », envisage de se retirer à fin décembre, au terme du contrat qui la lie pour trois mois (renouvelables) avec la chaîne. L'opération de parrainage a profité à la marque de boissons, mais celle-ci estime qu'elle n'a plus de bénéfices à en attendre dans l'immédiat. Des difficultés sont d'autre part apparues avec TF1, notamment la mise en œuvre d'une tournée de palas, prévue par le contrat et annulée. La direction de la chaîne, tout comme le « parrain » attendent en outre que la Haute Autorité de la communication audiovisuelle fasse connaître la réglementation en préparation pour le mécénat et le parrainage ».

PUBLICATION JUDICIAIRE

CONTREFAÇON DE LA MARQUE

DE LA SOCIÉTÉ CHANEL

Par son jugement du 9 novembre 1982 la Tribunal de Grande Instance de PARIS :

« a dit que l'utilisation sur des sacs de la marque de la Société CHANEL, constituée du double C croisé en sens contraire, déposée le 28 janvier 1976 et enregistrée sous le numéro 828 201 en renouvellement de dépôts antérieurs par :
- Simon et Suzanne JANGOU, exploitant le commerce à l'enseigne « La Voyagère », 1, rue Scordian, 75019 PARIS,
- la Société JABES & Cie,
- la Société SUNWAY,
- CICCERI ROMANO,
constitue la contrefaçon de cette marque ;

Interdit aux défendeurs de faire usage sous quelque forme que ce soit de ladite marque et ce, sous astreinte de CINQ CENTS FRANCS (500) par infraction constatée passé un délai de quinze jours à compter de la signification du présent jugement ;

Les condamnés les solidaires à réparer le préjudice de la Société CHANEL comme suit :

1^{er} les époux JANGOU, la Société JABES, CICCERI ROMANO, à payer à cette société la somme de TROIS MILLE FRANCS (3 000) ;

Dit que cette somme sera supportée en définitive dans la proportion du tiers par chacun des sus-nommés ;

2^{es} les époux JANGOU, la Société SUNWAY, la Société JABES, CICCERI ROMANO, à lui payer la somme de SEPT MILLE FRANCS (7 000) ;

Dit que cette somme sera supportée en définitive dans la proportion du quart par chacun des sus-nommés ;

3^e la Société JABES, CICCERI ROMANO, à lui payer la somme de TRENTE MILLE FRANCS (30 000) ;

Dit que cette somme sera supportée en définitive dans la proportion du tiers par chacun des sus-nommés ;

4^e la Société JABES, CICCERI ROMANO, à lui payer la somme de QUATRE-VINGT MILLE FRANCS (80 000) ;

Dit que cette somme sera supportée en définitive dans la proportion de 50 % par chacun d'eux ;

Ordonne la publication du présent jugement dans trois journaux ou revues du choix de la Société CHANEL et aux frais en solides des défendeurs, la coté global de ces publications étant limité à QUINZE MILLE FRANCS (15 000) ;

Condamne en solides les défendeurs à payer à la Société CHANEL la somme de CINQ MILLE FRANCS (5 000) sur le fondement de l'article 700 du nouveau code de procédure civile.

Statuant sur l'appel formé par la Société Etablissements JABES & Cie SA, la Cour d'Appel de PARIS a, par son arrêt du 18 avril 1986, confirmé en toutes ses dispositions le jugement du Tribunal de Grande Instance de PARIS du 9 novembre 1982.

Y ajoutant :
Dit que mention devra être faite lors de la publication du jugement de sa confirmation par cet arrêt ;
Condamne la Société JABES à régler à la Société CHANEL la somme de 15 000 F en application de l'article 700 du nouveau code de procédure civile. Déboute les époux JANGOU de leur demande de ce chef ;
Condamne la Société JABES aux dépens d'appel ».

ski de fond en FINLANDE

Noël et Nouvel An au Paradis de la Neige
Hôtel Ounasvaara (en Laponie)
23-28 déc.
F. 6.690
La ferme de l'éleveur de rennes (en Laponie)
20-28 déc.
F. 5.710
26 déc-2 janv.
F. 5.250
Parc d'Aulanko
28 déc-2 janv.
F. 4.625
demandez la brochure « destination Finlande Laponie » à votre agent de voyages ou ALANT'S TOURS
5, rue Danielle Casanova 75001 Paris
42.96.59.78

Les journaux télévisés au banc d'essai.

Comment une même nouvelle est-elle traitée d'un journal télévisé à l'autre ? Quel est le rôle, et la manière de travailler de chaque présentateur ? Qu'est-ce qui a changé dans la manière de concevoir un journal télévisé depuis 1979 ?

Pêle-mêle, quelques unes des questions qui ont orienté la nouvelle grande enquête que Télérama publiera dans ses numéros des 27 novembre et 4 décembre.

Mais aussi, quel est le présentateur « chou-chou » des Français ?

Quel est le journal du soir le plus regardé ? Les Français font-ils confiance à leur télé pour les informer ? Un sondage exclusif Louis Harris/Télérama apporte les réponses à ces questions.

Enfin, « comment conceviez-vous le journal de 20 h ? » : cette question, Télérama est allé la poser à Jérôme Savary, Jean-Paul Goude, Jean-Marie Rivière, Fanny Ardant, Claude Chabrol, Raymond Depardon, et quelques autres stars du show-biz...



Une grande enquête de Télérama chez votre marchand de journaux.

Télérama ca m'bouge

LES SUITES DE L'AFFAIRE GREENPEACE

Conditions de détention plus sévères pour Dominique Prieur et Alain Mafart

De notre envoyé spécial

Auckland. — Début de semaine éprouvante pour le commandant Alain Mafart et le capitaine Dominique Prieur, incarcérés depuis plus de quatre mois. Aux menaces du premier ministre, M. David Lange, de les maintenir en détention plusieurs années (*le Monde* du 26 novembre), ont répondu, mercredi 27 novembre, les propos d'un journaliste français d'une délégation du Parlement européen en visite à Wellington, M. Louis Eyraud. Celui-ci a repoussé l'éventualité de pressions économiques françaises dans le cadre des accords entre la Nouvelle-Zélande et la CEE. Malgré cela et malgré la modification de leurs conditions d'incarcération, les «Turengs» restent serres face à leur avenir.

Leur avocat français, M. Daniel Soulez-Larivière, est reparti, mercredi soir, pour la France. Au cours de sa dernière visite quotidienne à Alain Mafart, celui-ci a accepté de faire, par son intermédiaire, une déclaration aux envoyés spéciaux du *Monde* et de l'AFP à Auckland. «Je pense que la sentence qui nous a été infligée est sévère par rapport à l'infraction retenue, a-t-il dit, mais dans la nature des peines auxquelles nos avocats nous ont préparés. J'estime aussi que l'abandon des charges de meurtre par l'accusation a été déterminant dans cette affaire et que sa phase judiciaire s'est achevée dans des conditions très honorables.»

«Le mot de «terroriste» qui a été employé à mon égard m'a profondément choqué, a précisé le commandant Mafart, parce qu'il s'agissait d'une opération de neutralisation d'un navire appartenant à une organisation dont les activités sont contraires aux intérêts de notre défense nationale. Je ne jugerai pas la méthode qui a été employée, ce n'est pas mon rôle, mais tout le monde a reconnu que les décrets de M. Fernandez étaient accablants.»

Le commandant Mafart a ensuite situé clairement le cadre de cette opération, notamment face aux thèses parfois émises en France selon lesquelles les ordres initiaux auraient été dépassés par ceux qui étaient chargés de les exécuter. «Cette mission, a-t-il affirmé, s'est déroulée dans la stricte application des ordres reçus, et, pour ce qui nous concerne, elle n'a pu s'achever comme prévu que pour des motifs purement fortuits.»

«Quelle que soit la suite des événements, a conclu l'officier, j'ai personnellement toute confiance dans la façon dont l'affaire est traitée et dans les responsabilités qui en occupent. J'assume les aléas de la vie militaire avec sérénité.»

«Le plus difficile»

A l'exception des restrictions sur les communications extérieures, les conditions de détention d'Alain Mafart et Dominique Prieur sont identiques à celles qu'ils connaissent dans le Maximum Security Prison de Parameoremo, à une quarantaine de kilomètres d'Auckland, qui est le centre de détention le plus moderne en Nouvelle-Zélande.

Ce même mercredi, M. Soulez-Larivière s'est rendu à la prison de Mount Eden pour une ultime visite à Dominique Prieur. «Je m'associe entièrement aux propos d'Alain Mafart, a déclaré celui-ci à son avocat. J'espère que cette regrettable affaire n'interdira pas à la France et à la Nouvelle-Zélande de retrouver des relations sereines et amicales dans leur intérêt réciproque. Maintenant, commence pour moi le plus difficile avec des conditions de détention qui, pour des raisons légales, seront plus dures, notamment en ce qui concerne les possibilités de communiquer avec mes proches.»

Ce durcissement s'est d'ailleurs concrétisé mercredi matin, où la possibilité de parler au téléphone à son mari a été, pour la première fois, refusée à M. Prieur. Seuls, les

appels des avocats ne feront pas l'objet de restrictions draconiques. Plus sombre perspective encore pour le capitaine Prieur qui pourrait prochainement être transféré de la maison d'arrêt d'Auckland à un centre de détention de droit commun à Wellington ou à Christchurch, dans l'île du Sud, où sont incarcérées les personnes déjà condamnées.

Cela voudrait dire que l'officier français n'aurait plus la possibilité de recevoir la visite de ses avocats néo-zélandais, M. Curry et son assistant, jusqu'ici d'une grande assiduité. Pour l'instant, aucune décision n'a été prise sur le lieu de détention de M. Prieur par l'administration pénitentiaire. Cependant, ses avocats néo-zélandais ont précisé, jeudi, que son transfert dans une prison de Wellington ou de Christchurch ne devait pas intervenir avant un mois; le capitaine Prieur devrait donc passer Noël à la prison de Mount Eden, située à Auckland. Quant aux droits de communication avec sa famille, ils ont été ramené à deux appels téléphoniques par semaine.

«Oubliés, les faux «Turengs» ne le sont pas, en tout cas, dans les milieux politiques intérieurs français et néo-zélandais. Après que le premier ministre, M. David Lange, ait décidé de faire de leur sort un argument électoral en vue de la consultation de novembre 1987, il a été limité, mercredi, en Nouvelle-Zélande même, par un député socialiste français d'une délégation européenne. Membre d'une délégation arrivée dans la capitale néo-zélandaise depuis une semaine, M. Louis Eyraud — qui s'est présenté comme un proche du président de la République — a exclu, dans une interview parue mercredi dans un quotidien de Wellington, que la France puisse opposer un quelconque veto au sein de la Communauté européenne visant à contrebalancer les importations de motoneurs et de produits laitiers néo-zélandais. Dans un entretien téléphonique accordé à des journalistes français, M. Louis Eyraud a défini le cadre de sa démarche: «Je ne suis mandaté par personne pour faire des déclarations et j'agis uniquement au titre de député européen.» Le vice-président de la commission agricole du Parlement européen a précisé avoir évoqué un point de vue purement technique pour affirmer que la CEE ne romprait pas les accords commerciaux en acte et qu'il ne s'agit que de négocier au mois d'août prochain.

M. Eyraud a évoqué la menace que constituerait, selon lui, pour le commerce extérieur néo-zélandais une victoire de l'opposition aux élections législatives de mars 1986: «Si la droite reprend le pouvoir, a-t-il indiqué, elle pourrait réclamer des sanctions économiques contre la Nouvelle-Zélande (...). Le sort des prisonniers devra être réglé avant cette échéance.»

FREDERIC FILLIOUX.

AU TRIBUNAL DE PARIS

Histoire et gotha tsariste

Il ne déplaît pas à la justice de se voir sollicitée sur les énigmes de l'histoire. C'est la distraction d'un juge ordinaire et lui permet, d'une certaine manière, de concurrencer Alain Decaux. Ainsi, mercredi 27 novembre, le président de la première chambre civile, M. Jean Duvicq, et ses assesseurs se montraient tout disposés à écouter les récriminations du prince et de la princesse Dolgorouky, ainsi que celles du docteur Vladimir Romanov, contre l'auteur d'un livre publié en 1983 par les éditions Fayard, sous le titre *Moi, Alexandre, arrière-petit-fils du tsar*, dont ils demandaient le

Qui est-il d'ailleurs exactement cet Alexandre ? Le descendant des Romanov ? Un prince d'Anjou, duc de Durazzo, ou tout simplement, comme l'assurent ses adversaires, un personnage douteux qui se nommerait tout bonnement Alexis Brimeyer et aurait connu en Belgique quelques déboires judiciaires ? Autant de questions préliminaires que le tribunal entendait évidemment avoir réglées avant d'entendre le dossier.

Tout ce que l'on a appris par M. Michel, peu ou s'avent, selon son propre aveu, du dossier de ses adversaires, c'est que notre homme n'a jamais dit qu'il veut porter le nom de Romanov. En revanche, il se présente, mordicus, comme arrière-petit-fils du tsar, devenu prince d'Anjou, de Bourbon-Condé, duc de Durazzo, sa mère ayant épousé un prince d'Anjou, ses frères aînés en son nom de Brimeyer. Quant à ce nom de Brimeyer, s'il fut effectivement celui d'un précédent mari de sa mère, enlevée elle-même à dix-sept ans par ce triste sire, il refuse, lui, de le porter.

Voilà qui demeure suffisamment confus pour ne point satisfaire des juges. Ceux-ci, d'ailleurs, étaient réduits à des considérations. La première était l'absence de ce Brimeyer, qui se dit prince d'Anjou et descendant du tsar, né au Zaire et dont le tribunal entendait examiner les preuves et documents. Sous quel nom vit-il en Espagne ? Où est la déclaration d'adoption faite en sa faveur par le prince d'Anjou ? A quelle date a-t-elle été enregistrée ? etc. La seconde constatation, non moins importante, était l'absence de toute conclusion au nom de ce prétendant en réponse à l'assignation dont il est l'objet, en même temps que les éditions Fayard.

Le tribunal, qui s'est donc trouvé dans l'obligation de renvoyer en attendant que l'affaire soit en état d'être plaidée, a vraiment paru le premier navré de cette affaire.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

■ Nanterre : l'affaire de coups et blessures à la Maison des associations et coopératives de Sévres. — Inculpé de coups et blessures à agents à l'occasion de son arrestation, le lundi 7 octobre, lors de l'intervention des forces de police à la Maison des associations et coopératives de Sévres (*le Monde* du 9 octobre), M. Eddy Laurent a comparu le mardi 26 novembre devant

la 17^e chambre correctionnelle du tribunal de Nanterre. Le défendeur de M. Laurent a relevé que son client était accusé d'avoir frappé des policiers au même moment mais dans des endroits différents et a produit un document qui accablait la thèse d'une machination policière dans cette affaire.

Jugement le 3 décembre.

Les évêques du tiers-monde font entendre leur voix

De notre envoyé spécial

Cité du Vatican. — «L'Eglise ne doit pas s'enfermer dans ses problèmes internes. Elle doit écouter les cris du monde». L'homme qui martèle ces mots dans l'enceinte du synode, rompant la monotonie des interventions, est un Brésilien, Aloisio Lorscheider, archevêque de Fortaleza, se fait ici le porte-parole d'une Eglise latino-américaine qui, à la suite du concile, n'a fait l'option pour les pauvres. «L'Eglise doit venir, déclare-t-il, servir l'Église des pauvres. Elle doit se battre pour la justice et pour la libération intégrale de l'homme dans le Christ. Non pas par choix politique, mais par esprit de service.»

Le synode extraordinaire est une tribune pour les jeunes Eglises du tiers-monde. Et comment en serait-il autrement dans une assemblée où deux tiers ? Le président du CELAM (Conseil épiscopal d'Amérique latine), Mgr Quarracino, prenant mardi la parole, avait annoncé d'emblée qu'il ferait son intervention en espagnol, la langue parfaite pour la moitié de la population catholique concentrée dans le sous-continent américain.

Les délégués du tiers-monde n'en finissent pas d'égrener les bénéfices du concile, notamment l'adaptation de la liturgie aux langues et aux rites locaux, l'écoulement des vocations, l'engagement social, l'action missionnaire, la diffusion de la Bible.

L'évêque du Burundi, Mgr Ruhuna, affirme qu'il n'a pas assez de bibles dans son pays pour répondre à la demande et est obligé d'en emprunter chez les protestants. A l'autre bout du monde, l'évêque thaïlandais précise qu'il a fallu plus de cinq ans pour avoir dans son pays une traduction des documents de Vatican II, et que certains n'y sont toujours pas disponibles.

Mais c'est le thème de la justice et des droits de l'homme qui revient le plus souvent. L'évêque de Haiti, Mgr Gayot, déclare que l'Eglise est «la seule force crédible» de son pays, grâce à ses campagnes «pour la promotion intégrale de l'homme, pour la défense de ses droits, pour l'affirmation de sa dignité, dans le respect des textes du concile».

Les communautés ecclésiales de base qui, dans certains pays latino-américains, africains et asiatiques, transforment les paroisses traditionnelles en groupes de catéchèse, de prières, de célébration et de promotion sociale, ont été citées à plusieurs reprises en exemple dans l'assemblée synodale, malgré les soupçons politiques qui pèsent parfois sur elles. «C'est l'un des fruits les plus tangibles du concile», a même dit un évêque africain. «A travers ces communautés de base, n'oublions pas les représentants de l'Occident, les pauvres deviennent eux-mêmes des évangélistes.» Un voile pudique a cependant été jeté jusqu'à présent sur les actions qui ont entraîné les promoteurs de la théologie de la libération.

HENRI TINCO.

L'Eglise et les empires

Cité du Vatican. — «La constitution hiérarchique de l'Eglise apparaît comme l'empire et la promesse de l'unité du genre humain», a déclaré, dans son intervention du 27 novembre, le cardinal Lustiger, archevêque de Paris.

Il s'en est expliqué, notamment ainsi: «Jadis, le pape romain a pu être perçu comme un obstacle à la communion des Eglises, mais les deux conciles du Vatican ont ouvert de nouvelles perspectives qui ont permis sur l'avenir de l'humanité. Cela est clair désormais aux yeux de tous: l'Eglise ne coïncide pas avec les empires. L'unité qu'elle espère et œuvre est d'un tout autre ordre que politique. Aujourd'hui, le pape de Pierre peut apparaître comme garant de l'unité, qui offre, mais les particularités de l'Eglise, tandis que le collège des évêques structure cette communion catholique à travers la diversité des cultures. La constitution de l'Eglise est symbolique de la forme d'unité espérée par l'humanité: cette unité appartient tout entière à l'ordre de la personne et de la communion.»

Sept rectorats changent de titulaires

Sept rectorats changent de titulaires après les nominations intervenues au conseil des ministres du mercredi 27 novembre (nos dernières éditions du 28 novembre).

M. Jean-Claude Cabaud, conseiller technique au cabinet de M. Roland Carraz, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, est nommé à Dijon, où il remplace M. Christian Forestier, appelé à d'autres fonctions. M. Georges Rioux, recteur de l'académie de Nice, est nommé à Besançon, où il remplace M. Jean Gaillet, nommé à Amiens. Dans cette ville, M. Gaillet remplace M. Claude Meunier, nommé à Nancy-Metz, et est remplacé par M. Claude Chalin (recteur de différentes académies, dont Paris, depuis vingt ans).

M. Monique Lafon-Angé, recteur d'Orléans, est nommé à Nice. Elle est remplacée par M. Xavier Greffe, professeur à l'université de Paris-I, et chef de la mission des technologies nouvelles au ministère de l'Education nationale. Enfin, M. Claude Lambert, professeur à l'université de la Provence, est nommé recteur de l'académie de Limoges en remplacement de M. Bernard Bach, appelé à d'autres fonctions.

■ DIJON : M. JEAN-CLAUDE CABAUD. (Né le 11 mai 1940 à L'Isle-Jourdain (Vienne), M. Jean-Claude Cabaud est ingénieur diplômé de l'INSA de Lyon. Assistant de cette école à partir de 1962, il est docteur en sciences en 1967. Professeur à partir de 1974, il est direc-

teur de l'INSA de Rennes de 1977 à 1982. Spécialiste de plans civil, il a dirigé le laboratoire études et structures de l'INSA de Lyon jusqu'en 1984, date à laquelle il devient conseiller technique au cabinet de M. Roland Carraz.)

■ LIMOGES : M. CLAUDE LAMBERT. (Né le 13 mai 1939 à Digne (Haute-Alpes), M. Claude Lambert est professeur de physiologie végétale. Après avoir enseigné au lycée Kléber de Strasbourg, il est nommé en 1967 attaché de recherche dans un laboratoire du CNRS de cette ville. De 1973 à 1974, il est chargé de l'enseignement de la physiologie végétale au lycée de Digne. Nommé professeur en

1977, il enseigne à l'université de Rennes, avant d'être nommé en 1980 à l'université de Provence (Aix-Marseille-I).)

■ ORLÉANS : M. XAVIER GREFFE. (Né le 16 octobre 1944 à Clermont-Ferrand, M. Xavier Greffe est docteur en sciences économiques. Assistant à l'université de Paris-I en 1967, il est nommé à l'université de Paris-XIII en 1970 après avoir été recteur à l'agrégation de sciences économiques de gestion. Professeur à l'université de Paris-I depuis 1978, il est responsable du DESS d'économie de cet établissement. A partir de 1981, il dirige le centre de recherches «travail et société» de l'université de Dauphine.)

AMNESTY INTERNATIONAL MANIFESTE A PARIS

Harceler les tortionnaires

La torture, tout le monde s'en accorde, est contre. Et tout le monde a tendance à laisser les bras. Ce fléau peut pourtant être combattu avec efficacité — il recule même ici ou là — à condition de mobiliser l'opinion publique et de harceler les tortionnaires. C'est le sens de la grande manifestation silencieuse à laquelle Amnesty International invite les Parisiens, samedi 30 novembre à 14 heures, de la gare Saint-Lazare au Trocadéro.

Amnesty a lancé sa première campagne mondiale contre la torture en 1972. Au cours des trois années écoulées, cette plaie s'est étendue dans certains pays, mais a diminué dans d'autres. Quantifier l'évolution du phénomène ne serait pas significatif ni d'ailleurs possible. Le «silence» français d'Amnesty (1), note, en tout cas, trois évolutions positives: on est aujourd'hui mieux informé sur la torture qu'en 1972; on s'occupe davantage des victimes; et des règles juridiques plus strictes, ambiguës ou floues, ont été appliquées, du moins en France.

L'Assemblée générale des Nations unies, notamment, a adopté le 10 décembre 1984 une nouvelle convention contre la torture. Parmi ses objectifs: empêcher les tortionnaires de trouver refuge dans d'autres pays et d'échapper au guile d'exercer les ordres de leurs supérieurs. D'autre part, la commission des droits de l'homme des Nations unies vient de décider de nommer un rapporteur spécial pour les questions de torture. Détail intéressant: il sera nommé, sans se limiter aux pays signataires de la convention.

Des initiatives sont également prises au niveau national. Plusieurs Etats, comme l'Argentine ou la Grèce, ont adopté de nouvelles lois. A Washington, les deux branches du Congrès ont voté une résolution qui oblige les ambassadeurs américains à examiner les accusations de torture dans les pays où ils sont détachés.

Amnesty International a lancé, le 4 avril 1984, une nouvelle campagne mondiale pour l'abolition de ces actes de barbarie qui, souvent, ne visent pas à faire parler le prisonnier, mais au contraire à le faire taire définitivement, à le démolir, après des souffrances épouvantables. Des appels ont été lancés à tous les gouvernements. Ils ont reçu plus de réponses qu'on ne l'aurait imaginé. Exemple parmi d'autres: la Colombie a cru devoir faire savoir à Amnesty que les «abus» commis par les militaires allaient être sanctionnés.

Nos meilleurs résultats, nous les obtenons par la prévention, souligne Chantal Desormeau, membre de la section française du mouvement. C'est dans les heures où les jours qui suivent une arrestation que la torture risque d'avoir lieu. Des que nous prenons connaissance d'un cas, grâce à un réseau de télécommunications, nous multiplions les démarches auprès du gouvernement concerné. De plus en plus, les autorités politiques ont peur d'avoir à rendre des comptes à l'opinion internationale.

Beaucoup reste à faire, malheureusement. Selon Amnesty, dans certains des pays membres des Nations unies, la torture est un traitement de routine et un moyen de gouvernement. L'organisation humanitaire, qui a reçu le prix Nobel de la paix en 1977, veut pousser un maximum d'Etats à ratifier, sans réserves, la récente convention des Nations unies. Aucun ne l'a encore fait.

Un simple bout de papier? Pas forcément: «Des textes de ce genre nous servent de base juridique, explique Chantal Desormeau. Quand nous intervenons auprès d'un Etat, nous l'invoquons pas des raisons morales: nous le prenons au mot. Cela peut paraître stupide, et pourtant c'est efficace dans un certain nombre de cas. Toute la force d'Amnesty est dans cette approche: arracher une à une des victimes à leur tortionnaire, ne parler que de personnes bien précises et non de principes généraux.»

ROBERT SOLÉ.

FÊTE ANNUELLE DE LA FAMILLE FRANÇAISE

La Famille adoptive française (une des premières œuvres privées françaises d'adoption) organise sa fête annuelle: — vendredi 29 novembre 1985, de 14 h à 19 h — suivie d'un dîner — samedi 30 novembre 1985, de 10 h à 19 h — dimanche 1^{er} décembre 1985.

à l'ESPACE TOFFOLI, 12, rue du Cadran 94230 CHARENTON-LE-PORT (Métro Charenton-Ecoles)

Stands variés (antiquités, artisanat, cadeaux, lingerie, etc.) Animation pour les jeunes par Jean BARDIN. Famille adoptive française, 90, rue de Paris 92100 BOULOGNE, 48-25-64-86.

20. Lettres étrangères : Frank Moorhouse, Colleen McCullough, Doris Lessing

Le Monde DES LIVRES

Les séductions de Voltaire

Voltaire revient, à travers sa correspondance, et sous la plume de divers biographes : René Pomeau, Christiane Mervaud, Laurence Jyl. Hélas ! Roger Peyrefitte s'en est mêlé. Et Voltaire n'est pas content.

LA vie de Voltaire possède toutes les séductions susceptibles d'enflammer un biographe : elle est longue, aventureuse, brillante, riche d'ambiguïtés et de retournements, de coquetteries et d'intrigues, de petites et de grandes. Il faudrait être un bico mauvais écrivain pour tirer un livre canny d'une existence qui le fut si peu. D'autant que, pour guider et accompagner sa route, le biographe dispose du plus fabuleux des guides : vingt mille lettres environ dans lesquelles Voltaire raconte et se raconte, et de la manière la plus vivante qu'un puisse rêver.

Pourtant, depuis la grande biographie de Gustave Desnoires-terres, Voltaire et la société française au dix-huitième siècle, parue il y a plus de cent ans, personne n'avait osé écrire une vie du grand homme qui ne repose sur l'essentiel sur ce travail, certes estimable, mais qui appartient à un autre âge de la critique et de l'histoire.

Le livre de Roger Peyrefitte n'échappe pas à cette paresse. Pour ce qui est des grandes lignes, des faits au jour le jour, il démarque le vieux Desnoires-terres et ses erreurs. Mais il est vrai que le souci de Peyrefitte n'est pas de distiller une exacte chronique. Il laisse volontiers ce genre de recherches à de laborieux universitaires. Ce qui lui importe, c'est

que son Voltaire ne ressemble à aucun autre, la science et la vérité dussent-elles en souffrir. Vous ne trouverez donc dans ses 900 pages de récit ni la moindre indication de source ni le moindre début d'une preuve. Peyrefitte affirme, cela doit vous suffire. Il affirme quoi ? Qu'il a collé son œil au trou de la serrure du dix-huitième siècle et qu'il y a vu partout des homosexuels qui s'ébattaient. C'est la grande nouveauté, la sensationnelle révélation et la colonne vertébrale de tout son ouvrage : l'omniprésence pédérastique.

Tous les ragots

Et il est vrai que, pour satisfaire son obsession, Roger Peyrefitte s'est probablement surmené. Il a ramassé tous les ragots, donné crédit à toutes les diffamations, pris pour argent comptant les refrains crapuleux des ruisseaux et les quatrains de la vidange. Sa pêche est abondante, même si, co l'absence de toute indication d'origine, il est difficile de distinguer ce qui appartient en propre - si l'on ose dire - au florilège de l'époque de ce qui sort des réserves personnelles de l'auteur.

Et Voltaire dans tout cela ? On l'oublie souvent, au profit de scènes dont il pourrait avoir été le témoin ou de personnalités scandaleuses qu'il a rencontrées ou qu'il

aurait pu croiser. Quand on le retrouve, c'est encore, le plus souvent, pour nous plonger dans la description de ses caractéristiques sexuelles et de ses poisons libidineux qui suscitent davantage de commentaires que ses œuvres.

On pouvait au moins espérer que ce triste paquet soit livré sous un emballage attrayant. De fait, Peyrefitte a cherché, dans un louable souci de sympathie à l'égard de son modèle, à se faire passer pour le Voltaire de notre époque, saupoudrant çà et là sa prose de quelques archaïsmes, osant ailleurs une construction tarabiscotée dans le but de « faire dix-huitième ».

Il faut malheureusement, ces petits artifices effacés, se rendre à l'évidence : l'imitation tourne à la caricature. Quand Voltaire a de l'esprit, son biographe minaude ; quand il est rapide, l'autre est court ; quand l'auteur de *Candide* jette sur le monde un regard acéré, Roger Peyrefitte se borne à chausser son longnon à fantasmes.

Le mystère du créateur et du stratège

Après ce pavé gras, les presque quatre cents pages de René Pomeau sur le même sujet, la jeunesse de Voltaire, finit figure d'allège gambade. René Pomeau est probablement le meilleur spécialiste français de Voltaire. Il



CAGNAT

dirige une équipe importante de chercheurs qui l'ont aidé à mettre au point ce volume, le premier d'une série de cinq dont l'ambition affirmée est de servir de nouvelle base biographique aux études voltaïennes. Nous quittons avec lui les ruelles du bluff et du scandale pour nous engager sur des avenues et des routes enfin dignes de Voltaire : la recherche pas à pas, ligne à ligne, de ce qui a constitué le génie voltaïrien, le mystère créateur de ce jeune homme bien doué et le mystère social de ce stratège de la réussite qui parvint, de provocations en courtoiseries et de bastilles en exils tumultueux, à se faire porter sur le trône du royaume des lettres et à incarner aux yeux du monde civilisé la quintessence de notre culture nationale.

Sans jamais s'écarter de son récit par de pesantes considérations

théoriques ni par l'utilisation abusive de l'argot universitaire, il n'est pas un angle d'approche, pas une grille de compréhension que d'emprunte René Pomeau pour essayer d'éclaircir cette existence fantasque, et cette machinerie intellectuelle et sensible qui fonctionnent continuellement à un rythme très élevé, mais avec de fulgurantes accélérations, d'incompréhensibles pauses, d'époustouflantes libérations d'énergie et des laogeurs inattendus.

PIERRE LEPAPE.
(Lire la suite page 24.)

Les premiers froids

par JACQUES LAURENT

LY a des expressions neutres et plutôt abstraites, telles « le petit matin », « l'arrière-saison », « un temps de Toussaint », « un ciel bas », « les premiers froids », qui touchent plus vivement que des sensations ou des images précises. Pendant une lente journée, j'ai vécu les premiers froids. En lisant.

J'avais commencé ma matinée avec la biographie (1) que Laurence Jyl vient de consacrer à Marie-Louise Denis, la nièce exilée de Voltaire. Une gourmande fort peu désintéressée, « laide mais joyeuse », qui aura joué auprès du maître plus de rôles que maître Jacques puis-que, amante et administratrice, comédienne à l'occasion, parda-malade plus souvent qu'elle ne l'aurait souhaité, elle a lié sa vie à celle de l'illustre européen que toutes les cours se disputaient.

(Lire la suite page 24.)

(1) *Droïte de niche*, de Laurence Jyl, Lattès, 321 p., 89 F.

• LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Essais, d'Emmanuel Berl.

Chasse aux dilemmes

ENCORE une exhumation ! Les jeunes lecteurs doivent trouver que l'édition et la presse n'en finissent pas de ranger les portraits d'ancêtres sur la cheminée du salon. Et l'oncle Théodore ? Un peu plus, on oublierait l'ancêtre Théodore !... Cette fin de siècle ressemble au dernier acte de la *Carissia*, lorsque les châtains expropriés traînent leurs malles hors de la véranda bien-aimée, au son funèbre des volets qu'on cloue.

Mais aussi, quel empressément met-il, ce siècle, à tourner la page ! Plus il dispose de machines à se souvenir, plus il oublie. Berl, vous avez dit Berl ? Des mains tavelées, un éternel plaid sur les épaules frêles, une longue mèche d'argent à la Jankélévitch, l'œil amusé par ses doutes généreux, le mari de Mireille, mais si : Mireille, le petit chemin qui sentait la noisette... Ça ne vous dit toujours rien ? Alors recommençons : il le faut.

Emmanuel Berl est né en 1892, d'une famille juive parente des Proust et des Bergson. Condorcet, DES de lettres, un bout de Sciences-Po. Par naissance et flair, Berl fait partie des chanciers voués à croiser les contemporains capitaux. La preuve : il assiste à la première du *Sacre du printemps*, où se serrent dans une même loge, tenez-vous bien, Rodin, Renoir et Proust. Il lit ce dernier dans les tranchées. Il le rencontre en 1917, année où un autre ami, Drieu La Rochelle, épouse une de ses cousines. Avec le même Drieu, il fréquente les maisons closes, et y tombe amoureux d'une certaine Suzanne, que lui disputera... André Breton ! Si le monde des gens qui comptent n'est pas petit, qu'est-il ?

PLUS sérieux : Berl partage avec Drieu la crainte que l'Europe ne vive ses « derniers jours » - ce sera le titre d'un éphémère journal de leur invention, en 1927. A cela près que Drieu appelle de ses vœux l'écroulement, alors que Berl voudrait protéger la paix comme on retient son souffle au-dessus d'un cerge mourant.

Familier de Gide et surtout de Malraux - à qui l'a présenté... le philosophe Gabriel Marcel ! - Berl se situe à gauche. « La capitale, dit-il, est la négation de tout idéal humain. » Il participe à l'événement de Marianne, l'hebdomadaire lancé par Gaston Gellimard pour retenir ses auteurs tentés par *Candide*

ou *Gringoire*, et qui s'opposera à l'extrémisme droitier de ces derniers. Il soutient le Front populaire, mais il déconseille l'intervention en Espagne, au nom d'un pacifisme qui l'emmènera à approuver Munich, à condamner les campagnes de presse bellacistes, et à en accuser un certain Bollack...

Alors, j'eff de droite, Berl ? L'expression e eu cours. De fait, s'il se brouille avec Céline lors de la parution de *Bagatelles*, en 1938, il absoudra, en 1974, l'« inventeur d'un nouveau langage ». Un de ses titres à entrer dans la grande histoire restera sa contribution aux premiers discours de Pétain, à la demande de son ami Bouthillier. Les « mensonges qui nous ont fait tant de mal », le 25 juin 1940, c'est de lui. De même : « La terre, elle, ne ment pas » ; ce qui étonne et déçoit davantage, lorsqu'on sait ce que draine de racisme potentiel la vieille invocation de la glèbe aux semelles...

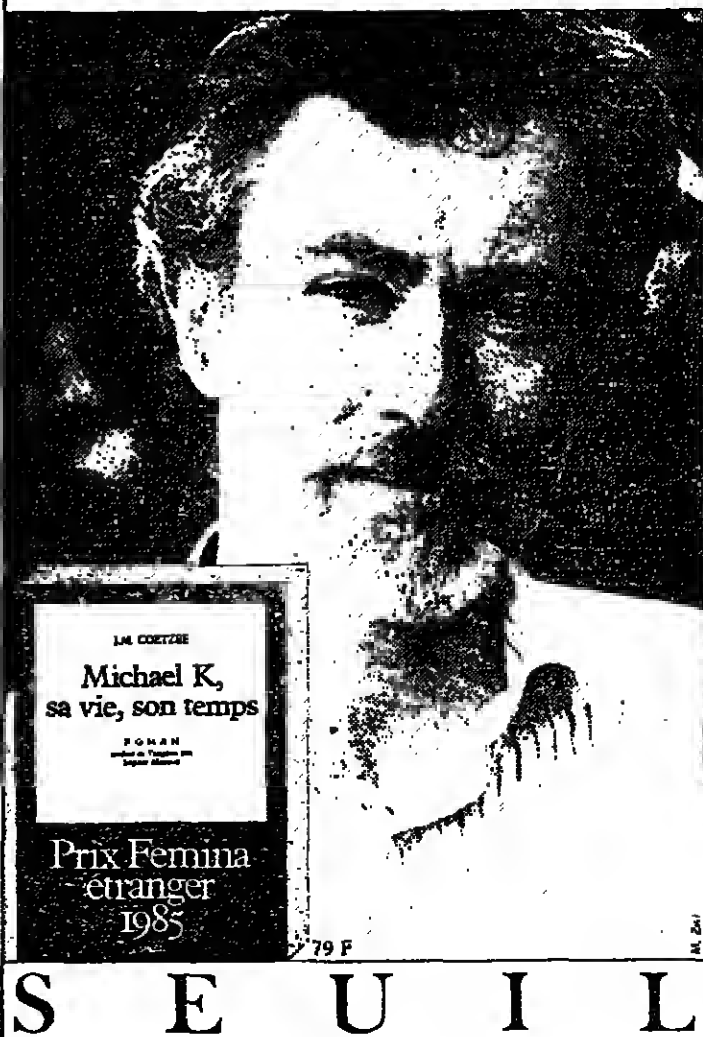
L'IDÉAL de retour à la terre, Vichy ne tardera pas à l'accompagner, en effet, d'un acquiescement parfois zélé aux persécutions nazies. Avec la chanteuse Mireille, qu'il a épousée en 1937, celui que ses intimes surnommaient « Théodore » se cache en Corrèze et résiste. Il laisse l'ami Drieu s'enfermer dans la conviction folle que le Reich va battre le Russe en 1941 et l'Amérique en 1942... Mais, sans l'avoir revu, il excusera l'aveuglé de la collaboration et le suicide de 1945 ; par sans signe de l'amitié, par horreur des vengeances.

Dans une après-guerre où l'opinion radicalise sa division en deux camps retranchés comme pour faire oublier son attentisme mollesse des années noires, l'éclectisme amnistie vous expose à la mise en quarantaine. Berl la subit de bon gré. La discrétion à contre-courant lui convient. On ne peut pas valoir être à la fois célèbre et incompris.

Seuls Camus et Nimier, vers 1950, écoutent cette voix rare, et supplient, en vain, de l'entendre. *Sylvia*, en 1952, échappe aux multitudes. Le *Journal de la Table ronde* (1954-1961) sert de bulletin de liaison aux *happy few*. Jusqu'au bout, Berl traitera la gloire en accident importun. Le destin l'exaucera en le faisant mourir, en novembre 1976, entre deux stars : quelques semaines après Moreau, et deux mois avant Malraux.

(Lire la suite page 24.)

PRIX FEMINA ETRANGER J. M. Coetzee



S E U I L

A LA VITRINE

JULIEN RIES Les chemins du sacré dans l'histoire

"Le point sur un riche dossier, qui a depuis un siècle mobilisé nombre d'historiens, d'ethnologues, de sociologues, de philosophes et de théologiens." LA CROIX

ENEL Le mystère de la vie et de la mort
d'après l'enseignement des temples de l'ancienne Egypte
Collection « La Bibliothèque initiatique » 130 F
MAISONNEUVE ET LAROSE

GRAND PRIX DE L'HISTOIRE
Moët-Hennessy
Elisabeth Labrousse
LA REVOCATION DE L'EDIT DE NANTES
Un vol. 95 F
PAYOT

"Claude Schopp réussit, à travers les lettres, les anecdotes, les femmes qu'il nous peint, à communiquer son enthousiasme pour l'homme débordant de bonne enfance, pétillant d'esprit que saluaient les frères Goncourt." Geneviève Brisac, *Le Monde*

Alexandre
DUMAS
par Claude Schopp
560 pages
140 F
MAZARINE

ROMANS

Une histoire de famille

Ils sont cinq, les Barani. La père, Stéphane, psychologue que le boisson et le manque d'amour conduiront à la déchéance sociale; la mère, Sophie, une Allemande jamais débarrassée de l'empreinte paternelle, et, dans l'ordre chronologique, Flora, Joseph, Petit-Pierre. De leur histoire, du Niger où Stéphane, en 1962, est en mission pour l'étude des danses de possession des Zarmas du Sahel, à un bal immobile de la Rive gauche où, un soir de 1985, Joseph raconte l'Afrique à sa jeune nièce, Béatrice Shalit, a construit un roman auquel conviennent plusieurs définitions.

Exotisme pour la place qu'y tient l'Afrique, mais sans stéréotypes. D'amour, par la description des sentiments qui rassemblent et déchirent le couple, et par le très fort symbole incarné par « le plus jeune frère » dont la mutisme a l'éloquence des désespérés qui attendent sans mourir. Psychologique enfin, et moins parce que le père en fait profession que pour la manière discrète et efficace avec laquelle Béatrice Shalit nous conduit dans le secret de ces cinq âmes qui forment ce qu'on appelle une famille.

Et jamais les personnages qui gravitent plus ou moins intimement autour d'elles - ce sont des révélateurs - ne rompent le rythme d'un récit qui nous emporte vers le double dénouement, l'un atroce, l'autre portant témoignage que la vie continue. Implacablement, nous sommes pris dans les mailles que tissent les rapports croisés du père et de sa fille, du frère aîné et de la sœur, du petit dernier et des autres, de l'épouse qui lance : « Où est la dignité d'adulte ? » à l'époux qui répond : « Dignité et adulte, deux termes que je ne connais pas. »

C'est émouvant sans sensiblerie. C'est cruel comme la vie. Et cela sonne juste comme il arrive quand l'auteur domine également ses personnages et les mots pour les dire.
- P.-R. L.

★ **LE PLUS JEUNE FRÈRE**, de Béatrice Shalit, Ed. Bernard Bataillon, 243 p., 78 F.

Pérégrinations

amoureuses

Les femmes algériennes racontent : c'est dans la lignée de ces récits, longtemps étouffés, que s'inscrit ce premier ouvrage de Badia Hadj Nasser. Confessions d'une petite fille, puis d'une jeune femme, il se place à la croisée de différents mondes, dont il souligne l'incommunicabilité : confrontation, en Algérie, entre deux civilisations, impénétrables l'une à l'autre ; coexistence, aussi, d'un univers masculin et d'un univers féminin, irréductibles dans leur différence.

EN POCHES

● Le roman préhistorique est resté un domaine littéraire que peu d'écrivains ont exploré. J.-H. Rosny aîné, entre la fin du siècle dernier et le début des années 30, écrit plusieurs romans et nouvelles relevant de ce genre délaissé, dont la *Guerre du feu*, adaptée récemment au cinéma. La collection « Bouquins » (Robert Laffont) réédite l'ensemble de ces textes.

● Trois livres d'histoire paraissent dans la même collection : l'édition définitive de l'ouvrage de Hugh Thomas *La Guerre d'Espagne*, paru pour la première fois en 1961 (traduit par J. Brousse, L. Hess et C. Bounay), et les deux derniers tomes du *Monde et son histoire*, dirigé par Maurice Mauleau : *les Révolutions européennes et le partage du monde, dix-huitième - dix-neuvième siècle* et *le Monde contemporain 1914-1918*, par Louis Bergeron et Marcel Roncayolo (tome 3) ; *le Monde contemporain de la seconde guerre mondiale à nos jours*, par M. Roncayolo (tome 4).

● Dans le même domaine historique, trois reprises aux Editions Complexe : préfacé par Pierre Vidal-Naquet, le livre de Michel R. Mermier *Les Juifs de France à l'époque de l'Affaire Dreyfus* (n° 26) étudie les attitudes des membres de cette communauté face à l'Affaire et tente d'élucider la délicate question de l'assimilation ; après son livre sur *Richelieu* (Feyard, 1983), Michel Carmona décrit, dans *la France de Richelieu* (n° 29), la naissance au temps de la guerre des Deux Roses (n° 30). Paul Murray Kendall a broché une fresque de l'Angleterre dans la seconde moitié du quinzième siècle, en s'attachant à l'étude des attitudes et des mentalités.

● Selon Epicure, « la terre entière vit dans la peine ; c'est pour la peine qu'elle a le plus de capacité ». Dans son essai *Epicure et ses dieux*, paru en 1984 et aujourd'hui réédité dans la collection « Quadrige », aux PUF, André-Jean Festugière analyse la doctrine épicurienne et tente de démontrer que le sentiment pessimiste peut s'accorder avec une morale de la lutte et de l'effort.

● L'étude de Max Weber, *l'Ethique protestante et l'esprit du capitalisme* a été publiée en 1920. La collection Agora (n° 6), chez Plon, reprend ce texte important dans le domaine de la sociologie religieuse en y joignant les *Sectes protestantes* et *l'Esprit du capitalisme*, datant de 1906.

● La collection « Champs », chez Flammarion, publiée, sous le titre *Ethnopsychanalyse complémentariste* (n° 139), un choix d'études de Georges Devereux, disparu en mai 1985, et l'ouvrage de Denis Richet, *la France moderne : l'esprit des institutions*, étude sur la genèse du système institutionnel de l'Ancien Régime.

● Dans la collection « Biblio », le Livre de poche publie deux romans de Mikhaïl Boulgakov : *la Garde blanche* (n° 3063), sur la guerre civile en Ukraine, et *le Maître et Marguerite* (n° 3062), célèbre récit fantastique découvert en 1966, vingt-six ans après la mort de Boulgakov (traduit du russe par C. Ligny).

● Six nouvelles de science-fiction d'Emmanuel Jouanne et Jean-Pierre Vernay sont publiées sous le titre *Dites-le avec des mots*, dans la collection « Présence du futur », chez Denoël (n° 410). Les problèmes de la communication, déjà difficile dans notre bas monde, prennent des dimensions surprenantes lorsque l'univers est livré à l'imagination des auteurs de science-fiction...

Thématique du gynécée, donc, évocation conventionnelle d'une sensualité aux « raffinements » typiquement féminins : « Affaires de femmes : odeur de coquilles, de sang fêlé, de sueur et d'urine chaude ».

Mais, avec le déracinement géographique, l'émancipation sexuelle et amoureuse, l'ouvrage bascule dans la narration éblouissante des amours de l'héroïne : portée par une écriture limitée à la perception, ce récit décrit inlassablement, et avec un enthousiasme remarquable, l'émotion amoureuse. Traité à l'échelle internationale (Philippe, Gianfranco, Rachid et les autres...), ce thème n'ajoute rien à une éventuelle problématique du rapport inter-ethnique, et ne parvient pas même à conférer au *Voile* mis à nu le piquet de l'exotisme. - F. L.

★ **LE VOILE MIS A NU**, de Badia Hadj Nasser, Ed. Arcantère, 256 p., 79 F, 38, rue Bezout, 75014 Paris.

SOCIOLOGIE

Le jazz

et la marijuana

Outsiders, de Howard S. Becker, est depuis plus de vingt ans un des classiques de la sociologie américaine. Avec celle de Goffman (publiée en français aux Editions de Minuit), l'œuvre de Becker, non encore traduite, est représentative du courant « interactionniste », né dans les années 30 à l'université de Chicago, qui a inspiré notamment de nombreuses recherches sur la « déviance » (1).

Ce qui intéresse Becker, ce sont moins les caractéristiques sociales du « déviant », susceptibles d'expliquer son comportement, que la manière dont ce comportement s'inscrit dans un ensemble d'activités : celle du « déviant », qui en

général transgresse une norme, celle des « déviants » qui font son apprentissage, celle des « entrepreneurs de morale » qui créent les normes, celle des agents qui les font - ou non - appliquer.

La déviance est en quelque sorte la résultante de ces diverses initiatives. « La déviance, écrit Becker, est une propriété, non du comportement lui-même, mais de l'interaction entre la personne qui commet l'acte et celles qui réagissent à cet acte. »

Cette approche permet de rendre compte d'une manière beaucoup plus riche de la réalité sociale de la déviance, comme le montrent les deux cas étudiés par Becker, celui des fumeurs de marijuana et celui des musiciens de jazz.

Elle suppose une patiente enquête sur le terrain, à la façon d'un journaliste : lorsque l'observation est aiguë et le style limpide, comme chez Becker, la monographie se lit agréablement.

Ajoutons qu'« *Outsiders* se clôt par un chapitre plus théorique, qui présente une vue synthétique de la méthode et qui surtout pose d'importantes questions, dans un langage toujours clair, sur le rôle du sociologue, sa morale, ses engagements politiques. - Th. F.

★ **OUTSIDERS**, de Howard S. Becker, traduit par J.-P. Briand et J.-M. Cbapoulie, Ed. A.-M. Métailié, 248 p., 95 F.

(1) Sur l'interactionnisme, on lira avec profit les *Sociologues américains et le siècle*, de Nicolas Herpin (PUF, 1973), et deux études de Jean-Michel Chapoulie, publiées l'une dans la *Revue française de sociologie* (octobre-décembre 1984) et l'autre en préface à la présente édition d'*Outsiders*.

POÉSIE

José Maria

de Heredia,

hérald des prouesses

légendaires

De ses origines cubaines, ce fils d'un père espagnol et d'une mère normande a tiré l'éclat de son nom : José Maria de Heredia. Une promesse d'exotisme. Promesse tenue avec les sonorités cuirassées qu'il lança en 1893 dans le recueil des *Trophées*, du jour au lendemain, fit de lui un poète célèbre et l'une des figures de proue du mouvement parnassien (la première édition fut épuisée en vingt-quatre heures). Deux ans plus tard, préféré à Zola et à Verlaine, il entra à l'Académie française.

Des générations d'écoliers ont recité devant le tableau noir des poèmes des *Trophées*, richesses, prouesses et légendes antiques corsetées par les cadences rigoureuses du sonnet. Heredia a fait rêver à de troublantes voluptés :

Et sur elle courbé, l'ardent
[Imperator
de points d'or
Toute une mer immense
[ou fuyant des galères.

comme il e su, de même, exalter les imaginations par les flamboyances guerrières :

Et là-bas, sous le pont,
[adossé contre une arche,
Hannibal écoutait, pensif
[et triomphant,
Le piétinement sourd des légions
[en marche.

L'édition complète, soigneusement annotée et commentée, que nous donne aujourd'hui M^{me} Simone Delaty, permettra-t-elle de renouer avec l'art d'un poète trop oublié ? On connaît les limites de ce monstre d'ombres : son goût des archaïsmes, des rimes travaillées, des images précieuses qui aboutissent parfois à un mythologisme esrathésant, artificiel. Il reste, cependant, que cette « légendaire des siècles » garde, par bien des vers, un pouvoir enchanteur.

José Maria de Heredia, qui ne se reconnaissait « que du talent », guidé jusqu'à l'académisme par son « amour de la poésie pure et du pur langage français », coloriste et versificateur, archéologue des civilisations mortes, a laissé, dans l'amorce d'un recueil de ses « trophées », de quoi réveiller en chacun de nous des mystérieuses rêveries. - P. K.

★ **ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES**, de José Maria de Heredia, édition critique par Simone Delaty, Les Belles-Lettres, deux volumes de 358 p. et 392 p., 360 F et 350 F.

Un lieu d'air

L'AU-DELA est une fleuve d'eau. On y voit le ciel s'enfoncer dans la terre et les oiseaux voler profondément. Le monde passe à l'envers devant lui-même, visible et intouchable, enfermé dans son reflet. Cette image revient et revient dans le roman de Didier Pomerle, *A trois jours de moi*. Mais non, ce n'est pas une image : le livre lui-même est cette lame d'eau sur laquelle penché...

Le regard est clair : il voit les choses, les visages, les gestes, tout est normal sauf qu'en les voyant il les sent au milieu de la vue, à une distance qui, même si elle est minuscule, resta infranchissable. La main peut toucher la surface de l'eau, elle pourrait aussi bien toucher le pavé des yeux : ici et là, l'infini se retire aussitôt, puis il remonte dès que la main rentre chez soi. Alors, celui qui a risqué le mouvement éprouve un trou d'absence dans la proximité, comme si le regard n'était pas une relation, mais une coupure - comme si le regard découpait des blocs de transparence où l'autre serait pris.

Tout arrive donc derrière une glace. Il me semble qu'aucun livre ne crée pareil état de solitude. Rien de sinistre, au contraire, car cette solitude vous

y êtes comme poisson dans l'eau. Elle a même une saveur et de l'humour : la première donne un goût très particulier à l'air : elle en fait un élément qui toujours circule de syllabe en syllabe, un drôle de sang mi d'espace et mi de temps, qui envahit le lecteur, et le voilà tout bouleversé. C'est que nous sommes dans l'après - l'après quoi ? Il y a bien eu quelque catastrophe originale : Paris s'est effondré, mais la survie est devenue la vie. Cette situation établit tout dans l'envers. Ou l'au-delà.

Quant à l'humour, lui aussi tient à une circuleon, et pose simplement aux trouvaillés du dire. Tenté il jaillit du ralenti et des brusques reprises, qui donnent aux propositions de la phrase des postures surprenantes, une espèce de déhanchement qui séduit et qui se moque de séduire : tenté il est lié à la vitesse même du récit, qui rebondit sur des incongruités et n'en est pas moins entraînant. Ainsi de la bizarre histoire de l'Indien Ollicalli, fameuse supercherie ou extraordinaire mise en abîme de l'autre.

Le romanesque, lui, est un élan, un rythme, nullement l'habile dosage d'ingrédients que ce mot d'ordinaire étiquette. Dès

lors qu'il lit, le lecteur est emporté, et il en va du livre comme du présent, qui sans cesse est là, devant nous, se faisant et dans le même temps passant. Bien sûr, c'est ce mouvement qui compte et le vent qu'il fait au visage, mais dans un livre ce vent est plein de mots dont on ne sait jamais s'ils passent ou repassent, s'ils viennent ou s'en vont. Didier Pomerle s'est établi dans la plume de cette embigüité : le lecteur le suit et ne s'y retrouve pas. Mais l'égaré est un effet de ce lieu d'air où les mains ne rencontrent jamais ce que touchent les yeux.

A la fin, quand on se retourne sur le parcours, ce n'est pas l'envie de le raconter qui vous empoigne, mais le désir de faire partager une étrange beauté toute d'attention minutieuse et tendre aussi bien que de désolation, d'absence et de coups d'œil par-dessus l'épaule. Cette beauté est étrange parce qu'elle possède d'eux-mêmes ceux qui la regardent. Mais comment posséderait-on le passante qui ne s'arrête et ne fait face qu'en faisant de nous son passage ?

BERNARD NOEL.

★ **A TROIS JOURS DE MOI**, de Didier Pomerle, Robert Laffont, 176 p., 65 F.

DU LIBRAIRE

LETTRES ÉTRANGÈRES

Comment traduire
les vers chinois
de Li Bai

Dans *Vacances du pouvoir* (Gallimard, 1983), Paul Jacob avait présenté au public français des poèmes de la dynastie des Tang (618-907), âge d'or de la poésie chinoise classique. Il consacra aujourd'hui un nouveau recueil à Li Bai (701-762), le plus célèbre des poètes de cette époque, et aussi un des plus géniaux et des plus fantasques. Li Bai était attiré par la pensée et l'alchimie taoïstes, et fasciné par la pillule d'immortalité obtenue à partir de cinabre. Il cherchait aussi souvent l'inspiration dans le vin, et la légende raconte qu'il périt noyé après avoir tenté, une nuit d'ivresse, d'embrasser la lune qui se reflétait dans les eaux du fleuve Bleu.

Paul Jacob a traduit ici plus de cent poèmes de Li Bai. Il a pris la peine, pour garder les structures métriques de la langue source, de transposer les vers chinois en décasyllabes ou alexandrins rimés. La résultante est souvent étonnante et, parfois, maladroite, mais ces contraintes empêchent parfois le traducteur de rendre la totalité du sens chinois. Le poème qui suit, *Au pavillon de la Grue jaune*, adieu à *Meng Haoran*, dont le mot à mot est la suivante : *Voilà - ami - ouest - quitter - Jeune - Grue - pavillon Bugé - fleurs - troisième - mois - descendre - Yang - préfecture - solitaire - voile - lointaine - silhouette - émeraude - espace. Seulement - voir - Long - Fleuve - ciel - bout - couler*.

A été ainsi rendu :
Au pavillon de l'Ouest, mon ami
m'a quitté ;
Dans un brouillard de fleurs, il
descend à la ville.

La dessin de la voile à l'azur s'est
mêlé ;
Seul se voit le Long Fleuve au
bout du ciel qui file.

Et voici la traduction qu'en
avaient donnée Y. Hervouet et
Tchang F.-J. dans *l'Anthologie de la
poésie chinoise classique*, de P. De-
méville (Gallimard, 1962) :

Vieil ami, me laissant à l'Ouest,
au pavillon de la Grue jaune,
Dans les fleurs vaporeuses
d'avril, vous descendez à Yang-
Tcheou.

La voile solitaire, lointaine sil-
houette, se perd dans l'espace
azuré ;
Je ne vois que le Grand Fleuve
qui coule à la rencontre du
Ciel. » A.P.

★ **FLORILÈGE de Li Bai.** Traduit
des chinois par Paul Jacob. Gallimard, coll. « Connaissance de
l'Orient », 272 p., 95 F.

ESSAI

L'Arménie

entre négativisme
et activisme

Arménien au Liban, qu'il a quitté
un peu avant une guerre qu'il sen-
tait venir, Kévork Baghjian, doc-
teur en sociologie juridique et spé-
cialiste des civilisations arméniennes
et arabes, est, dans sa nouvelle pa-
trie d'adoption, le président du de
la Fédération des groupes ethniques.
Tout en plaidant — mais avec
dégout — pour la reconnaissance
par la République turque actuelle
des massacres d'Arménie perpétrés
au début du siècle par l'Empire ot-
toman, l'auteur trace un parallèle,
qui ne sera peut-être pas du goût de
tous les nationalistes arméniens,
entre l'« activisme » de ces der-
niers et le « négativisme » d'An-
kara.

Mais ce plaidoyer pour des
concessions mutuelles est aussi un
livre dense, boursé de chiffres et de
citations, véritable recueil de
maux contemporains du peuple
arménien. Le tout est appuyé sur un
précieux aide-mémoire chronologi-
que et une abondante bibliographie.
Une pierre nouvelle, et de qualité,
sur un sujet qui ne promet pas de
quitter l'actualité de sitôt.

J.-P. P.-H.

★ **LE PROBLÈME ARMÉ-
NIEN : DU NÉGATIVISME
TURC À L'ACTIVISME ARMÉ-
NIEN. OU EST LA SOLUTION ?**
de Kévork Baghjian. Payette et
Simms, Québec, diff. Samuella,
Paris, 299 p., 70 F.

DESSINS

La griffe

d'Hippolyte Romain

Hippolyte Romain dessine moins
qu'il ne croque. Comme la ferait un
photographe saisissant son sujet en
instantané, Hippolyte Romain happe
ses modèles au plein de leur mouve-
ment, sans l'interrompre. Les bou-
ches vont parler, les yeux clos s'en-
treviennent et les masques du carnaval
de Venise vibrent.

Publié aux Éditions Régine De-
forges (ressuscitées grâce au pacte
de la *Bicyclette bleue*), l'ou-
vrage d'Hippolyte Romain s'intitule,
et à juste titre, *Reportages*. Ou rui-
neux Lucien-Carson aux Foces anobi-
fées, d'un défilé de mode au Festi-
val de Cannes 1985 qu'il suivit pour
le *Matin de Paris*, Hippolyte Romain
restitue ce qu'il a vu sans le rendre
immuable ni plat. Il transmet intact
le geste et le relief.

Son crayon est pire que féroce, il
est juste. Ce croquerie pourtant ri-
che de style ne s'approprie pas ce
qu'il faut bien appeler ses victimes.
Ce style, cette griffe, protège le
vrai. Y compris lorsque, quittant
des mondes dits légers, il s'en va
glaner des choses vues du côté de
Berlin-Est.

Hippolyte Romain s'était déjà fait
un nom grâce à sa collaboration à
l'hebdomadaire *Gai Pied*. Chaque
semaine, sous la titre « Les ché-
ries », il met en scène les ridicules
et parfois les drames de l'univers
homosexuel. On le savait donc déjà
plus que doué le crayon à la main.

Mais on le découvre aussi
homme de plume dans *Reportages*,
puisqu'il y accompagne ses dessins
— rabaissés d'aquarelle — de
textes qui ne sont pas moins dignes
d'éloge. Soit qu'il se moque de la
clientèle parvenue d'un restaurant
de grand luxe, soit qu'il fasse la

connaissance, au Festival de
Cannes, des facilités de la note de
frais.

Soit encore, mais sur un autre
ton, qu'il observe, à propos de
Berlin-Est : « Il n'y a vraiment rien.
Et avec ce rien les gens vivent



quand même. » La vieille mariege de
la plume et du crayon, qu'on croyait
disparu avec les progrès de la tech-
nique, revient en force, et cette res-
tauration est un bonheur.

Ph. B.

★ **REPORTAGES, d'Hippolyte
Romain** (un volume grand format).
Éditions Régine Deforges, 94 p.,
125 F.

HUMOUR

Pour éconduire
un créancier

Jacques Sternberg n'a pas gardé
un très bon souvenir de son pas-
sage, dans les années 50, au ser-
vice du courrier commercial d'un
club de livres spécialisé dans la
vente par correspondance. Il y ap-
prit néanmoins les mille et une ma-
nières de répondre à un client qui ré-
clame avec insistance un volume
commandé et payé. Jacques Stern-
berg sait être féroce, hautain, vi-
gile. L'important étant, dans
toutes les correspondances, d'en-
voyer une mauvaise foi évidente dans
des arguments si alambiqués que le
destinataire ne peut que s'indigner.

Jacques Sternberg fait œuvre de
santé publique en nous apprenant
comment éconduire un créancier.
Vous savez, ces personnes qui,
non contentes de vous avoir vendu
un objet, le plus souvent inutile, ont
l'outrecuidance de vouloir être
payées.

Quel délice, par exemple, que
cette réponse à un agacé :

« Cher Monsieur,
» Encore vous ?

» Encore une facture que nous
avons négligé de payer ? Et après ?

» Tout cela pour la somme ridi-
cule de 24 000 F. Que dites-vous
si nous vous devions 30 000 F ?

» Vous avez de fortes échéances
à la fin du mois, nous dites-vous. Et
à notre échéance à la fin de ce
mois, y avez-vous pensé ?... »

P. Dra.

★ **LES VARIATIONS DE
STERNBERG (POUR CLAVIER
DE MACHINE À ÉCRIRE SUR
DEUX THÈMES DE LETTRES
COMMERCIALES)**, de Jacques
Sternberg. Le Pré-aux-Clercs,
205 p., 95 F.

DERNIÈRES LIVRAISONS

HISTOIRE

● Guy Richard : *Histoire de l'amour en
France*. — Un rapide survol de l'histoire amoureuse
de notre pays, du Moyen Âge à la Belle Époque.
L'idée que la France est la patrie du libertinage et
de la paillardise, des alcôves et des maisons
closes, en sont notamment renforcées. (Éditions
J.-C. Lattès, 341 p., 120 F.)

● Pietro Redondi : *Galilée hérétique*. — La ré-
habilitation récente de Galilée par Jean-Paul II a
remis la célèbre affaire à l'ordre du jour. Le livre de
Pietro Redondi, jeune chercheur au CNRS, est une
minutieuse enquête sur les implications scientifi-
ques et théologiques du procès intenté par le
Saint-Office au savant florentin. (Traduit de l'italien
par M. Aymard, Éditions Gallimard, 447 p.,
150 F.)

● Jacques Le Goff : *l'Imaginaire médiéval*. —
Dans cette suite d'essais, Jacques Le Goff étudie
« le domaine privilégié de l'imaginaire » dans un
Moyen Âge dont il révoque les limites chronologi-
ques traditionnellement admises. Les thèmes
abordés sont les suivants : le merveilleux, l'espace
et le temps, le corps, la littérature, les rêves et
l'anthropologie politique. (Éditions Gallimard,
352 p., 120 F.)

● Alexandre Skirde : *les Conséquences de la li-
berté. Nestor Makhno, le cosaque de l'anarchie, et
la guerre civile russe 1917-1921*. — Le destin de
Nestor Ivanovitch Makhno (1889-1934), paysan
anarchiste ukrainien, et sa lutte pour créer des
« soviets libres ». (Lattès, 480 p., 115 F.)

SOUVENIRS

● Bernard Delvaille : *Bordeaux*. — Dans la
belle collection « Villes », aux Éditions du Champ-
vallon, Bernard Delvaille avait publié un *Livre de
Bordeaux* aujourd'hui révisé et complété. Il
évoque aujourd'hui Bordeaux et son passé, ses
écrivains et ses poètes. « Les tours et les détours
de la mémoire font du passé une glace de Venise
brisée, dont il faut rassembler les éclats. » Signa-
lons également, dans la même collection, le livre
d'Yves Viquand sur Bénarès. (Éditions du Champ-
vallon, 109 p., 72 F.)

URBANISME

● Robert Joly : *la Ville et la Civilisation ur-
baine*. — Dans cet essai, Robert Joly, architecte,
analyse l'évolution du phénomène urbain et les
étapes qui ont marqué l'histoire des villes.
(Masson-Éditions sociales, 274 p., 80 F.)

LITTÉRATURE

● Gérard de Nerval : *Aurélien*. — Il n'est pas
besoin de présenter ce texte magnifique. La pre-
mière partie d'*Aurélien* fut publiée moins d'un mois
avant la mort de Gérard, en janvier 1855. La pré-
sente édition reproduit le texte paru dans la *Revue
de Paris*, sans les retouches effectuées après la

mort de Nerval. (Éditions Lachenaël et Ritter,
196 p., 85 F.)

THÉÂTRE

● Luigi Pirandello : *Théâtre complet, tome II*.
— Le deuxième volume de « La Piétade » consacré
au théâtre de Pirandello contient les vingt der-
nières pièces des *Masques nus*. Le maître d'œuvre
de cette édition, Paul Frenucci, est mort avant la
parution de ce volume. (Éditions Gallimard,
« Piétade », 1 650 p., 320 F jusqu'au 31 janvier
1986, ensuite 360 F.)

ANTHOLOGIE

● Claude Duneton : *la Puce à l'oreille*. — Ré-
édition, revue augmentée et reliée, d'un ouvrage
paru en 1978 et qui a connu un grand succès. Les
expressions populaires sont répertoriées par
thèmes, et accompagnées de leurs origines. (Édi-
tions Belfond, 341 p., 120 F.)

NOUVELLES

● Jean-Pierre Chabrol : *Contes à mi-voix*. —
On court rumeurs, des portraits esquissés, la voix de
l'écrivain et l'écriture du conteur. (Éditions Gras-
set-France-Inter, 263 p., 75 F.)

GASTRONOMIE

● Christine Armengaud : *le Suède à dos de
cuillère*. — Le petit livre de Christine Armengaud
est une « lettre de voyage gourmande » au pays de
la reine Christine. Les recettes, présentées et com-
mentées par l'auteur, qui fit un long séjour en
Suède, invitent le lecteur à goûter, d'abord par
l'esprit, une cuisine souvent insolite. (Éditions
Actes Sud-Alain Barthélemy, 132 p., 69 F.)

LETTRES ÉTRANGÈRES

● Lucio Cardoso : *Chronique de la maison as-
sassinée*. — Passions, meurtres, scandale, incestes...
Une femme passe dans une vieille famille du
Mines-Gerais qui vit dans l'orgueil de sa grandeur
passée et précipite une chute inéluctable... (Traduit
du portugais (Brésil) par Mario Carrelli, Mazarine,
420 p., 120 F.)

● Martin Buber : *Une terre et deux peuples.
La question juédo-arabe*. — Un ensemble d'écrits
pour la plupart inédits — discours, essais, lettres
— rédigés entre 1916 et 1965, sur les problèmes
juédo-arabes. (Textes réunis par Paul Mendès-
Flohr, traduits de l'allemand par Dominique Mier-
mont et Brigitte Vergès. Lieu commun, 410 p.,
160 F.)

● Dante : *la Divine Comédie. L'Enfer*. — Un
voyage initiatique vers l'horreur inimaginable dans
une édition bilingue et une traduction nouvelle de
l'auteur de *Dante écrit*. (Traduction, introduction
et notes de Jacqueline Risset. Ouvrage publié
avec le concours du Centre national des lettres.
Flammarion, 352 p., 98 F.)

Keith THOMAS

Dans le jardin
de la nature

La mutation
des sensibilités en Angleterre
à l'époque moderne.

« Un beau livre donc, séduisant, savant,
drôle, construit sur des lectures
immenses. »

Roger Charrier, *Liberation*

Bibliothèque des Histoires

GALLIMARD *nrf*

RÉCEMMENT PARU :

J.-P. COUGNON et P.-V. BERTHER : *Lexique des « faux
amis »* (Hatier, coll. « Profil formation », dir. G. Décote).

Ouvrages publiés précédemment :

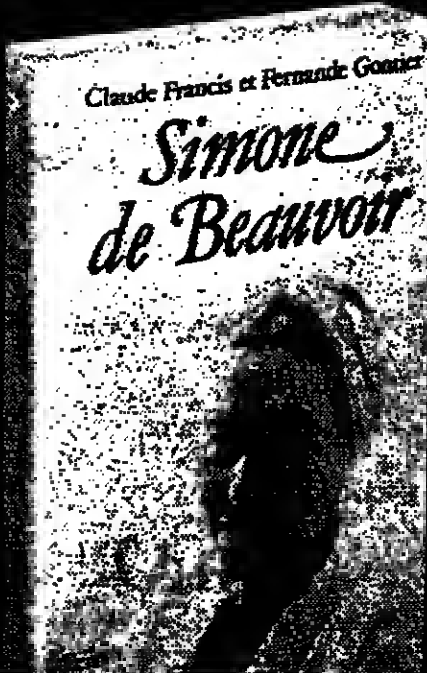
J.-P. COUGNON : *la Ponctuation, art et finesse* (chez l'auteur,
25, avenue Ferdinand-Buisson, 75016 PARIS ; 30 FF + frais d'envoi for-
faitaires ; 8 FF en « lettre », 6 FF en « pli non urgent ») ; *Guide pratique
des jeux d'écriture* (Ducolot) ; *Testez vos connaissances en vocabu-
laire* (Hatier, coll. « Profil formation ») ; *Savoir écrire, savoir télépho-
ner* (Ducolot) ; *la Correspondance privée* (Solar).

P.-V. BERTHER : *la Grammaire* ; aux Éditions Ducolot, *Pièces du
langage I. l'écriture* ; *la Pratique du style, simplicité, précision, harmonie*, aux Éditions Solar ; *le Français pratique et le
Dictionnaire du français pratique* (ces deux ouvrages se complètent :
le premier est une grammaire ; le second, un gros dictionnaire traitant
des difficultés orthographiques, grammaticales et typographiques).

La première biographie
de l'auteur du
Deuxième Sexe

« Il est rare de posséder un
monument vivant. Plus rare que ce
monument soit une femme qui écrive
électivement sur les femmes... Claude
Francis et Fernande Gentier nous
offrent enfin son histoire entière,
dévoilant des pans restés dans l'ombre,
utilisant des correspondances inédites
et donnant enfin toute son humanité à
ce personnage un peu mythique et figé
qu'était Beauvoir, pourtant l'écrivaine
la plus lue dans le monde. »

BENOÎTE GROULT
« LE GRAND LIVRE DU MOIS »



LA VIE LITTÉRAIRE

« Masques » :
le pari
du mensuel

Les animateurs de la revue *Masques* se lancent dans une aventure qu'ils savent périlleuse : ce jeudi 28 novembre sort le premier numéro de *Masques* mensuel. « Une revue mensuelle doit être le miroir de la vie culturelle mais aussi la projection de nos envies et de nos désirs », explique son directeur, Jean-Pierre Jocker. *Masques* ne se veut pas un magazine d'actualité culturelle, mais une revue qui allie information, réflexion et esthétique (avec de très belles photos en noir et blanc) à partir des divers types de création culturelle.

Pour ce nouveau journal, l'équipe a renoncé au sous-titre « revue des homosexualités » qui figurait sur le *Masques* trimestriel. « Nous sommes passés à un stade où il n'est plus besoin d'expliquer les choses », précise Jean-Pierre Jocker, nous voulons faire un journal très ouvert.

D'autre part, l'équipe réunie autour de Jean-Pierre Jocker continuera à assurer la publication des *Cahiers Masques*, un trimestriel, revue de réflexion à partir de l'homosexualité. Le premier numéro paraîtra en janvier (50 F). La publication des albums *Masques* (80 F) continue également. Le prochain sera consacré à André Téchiné.

Quant au n° 1 du mensuel *Masques*, il sera en vente à deux mois, conclut Jean-Pierre Jocker, pour bénéficier de l'accueil des lecteurs, de celui des annonceurs aussi. — J. S.

★ *MASQUES*, mensuel, format 24 x 34, 35 F.

Un colloque

Robert Desnos

à Paris

Il a fallu attendre quarante ans après la mort du poète pour qu'un colloque soit consacré à Robert Desnos. Est-ce oublié ? Indifférence ? Desnos est sans doute resté dans l'ombre, lui qui habitait toujours le « sens de la proximité de la mort », et qui disait : « Les œuvres du passé se corrompent en même temps que les cadavres. »

Cependant il est peut-être un autre motif à ce silence. Comment parler de ce personnage contradictoire, à la fois surréaliste des années 20, journaliste à l'affût des reportages, homme de radio inventeur de slogans publicitaires, poète passionné de « métier » des années 40, résistant qui meurt à Terezin le 8 juin 1945 ? Cette diversité a de quoi laisser perplexes. Raymond Queneau en a dit quelque chose : « Quoi qu'il fit, il était là tout entier : il ne faisait pas le journaliste, ou l'agent de publicité (...). Il était

Desnos journaliste, agent de publicité (...). Il collait au quotidien... »

L'un des mérites du colloque, organisé par l'Association des amis de Robert Desnos, est d'avoir interrogé cette diversité. Côté surréalisme, on a exploré les jeux de *Prose Sélavy*, de l'Aumonyme, de *Langage Cuit*, pour en montrer le portée « référentielle » autant que « poétique » : les proses lyriques, où humour et rêve se croisent, furent définies comme récits « ironiques ». Côté « activités diverses », la passion du poète pour le cinéma, la peinture, la musique, la radio — pour tout ce qui diversifie et intensifie la communication — est apparue à l'évidence. Enfin, dans les années 40, une poétique du poème se définit contre un acte de foi en la poésie : alors Gongora et Nerval, les « coplas » et les « sons » cubains apparaissent comme des modèles de justesse et de liberté.



Robert Desnos

A la question : l'œuvre de Desnos a-t-elle encore une résonance actuelle ? les auteurs qui participaient au débat ont répondu, chacun à sa manière, par l'affirmative.

Pendant ces trois jours, les discussions allèrent bon train entre universitaires français et étrangers. L'esprit pétillant du film de Roland Tual, *Bonsoir mesdames, bonsoir messieurs* (sur un scénario et des dialogues partiellement dus à Desnos, 1944), fut apprécié, ainsi que la caméra sensible de Jean Baril dans un hommage à Desnos : *La belle saison est proche*. — M.-C. D.

Islam

et littératures

africaines

L'islam est fortement présent dans la littérature de la plus grande partie du continent noir. Sur ce thème, « Islam et littératures africaines », l'Association pour l'étude des littératures africaines (APELA) — que préside Claude Wauthier — a organisé un colloque à Paris.

Le visage de l'islam tel qu'il est perçu dans ces littératures varie bien évidemment selon les époques,

les aires culturelles et les auteurs. Le plus ancien des poèmes swahilis, qui date de 1652, est un hymne traduit de l'arabe à la gloire du Prophète, alors que les écrivains swahilis contemporains délaissent la poésie religieuse de leurs aînés pour le roman ou le théâtre. Dans ces œuvres récentes, l'islam n'occupe plus, à souligné Elie Bertoncini, de l'université de Naples, la place prépondérante qui était autrefois la sienne.

Chez les auteurs d'Afrique occidentale, l'attitude envers l'islam est parfois critique, comme dans *Bouts de bois de Dieu* de l'écrivain et cinéaste Sembène Ousmane. Dans ce roman sur la grève des cheminots du Sénégal de 1947, la hérésie musulmane, qui soutient l'administration coloniale contre les grévistes, n'est pas épargnée, comme l'a relevé Adrien Huannou, de l'université du Bénin. Chez les deux romanciers sénégalais Aminata Sow Fall et Mariama Ba, toutes deux musulmanes, l'islam n'est pourtant jamais mis en cause en tant que tel, mais les maris polygames et jalousiers y sont dépeints comme de mauvais musulmans.

L'attitude des écrivains maghrébins est toute en nuances : ainsi l'étude de *La Mer du printemps*, de Driss Chraïbi, à laquelle s'est livré François Desplanches, de l'université de Nice, révèle une certaine survie du vieil antagonisme entre Berbères et Arabes depuis la conquête du Maghreb par Oqba Ibn Nafi.

Le colloque de l'APELA s'est clos par une recension approfondie, documentée à l'appui, de l'œuvre du grand écrivain et écrivain musulman du Mali, Hampaté Ba, présentée par Hélène Eckman. — C.W.

Jacques Lacan

à Genève

Le 4 octobre 1975, au Centre Raymond-de-Saussure, à Genève, Jacques Lacan fit une conférence sur le symptôme devant les membres de la Société suisse de psychanalyse. On en trouvera la transcription dans la revue *Le Bloc-Notes de la Psychanalyse* (n° 5. Distribution en France par Distique, 17, rue Hocher, 92240 Malakoff). A la question d'un participant : les femmes sont-elles meilleures analystes que les hommes ? Lacan répondit : « Il est clair qu'elles sont beaucoup plus actives. Il n'y a pas beaucoup d'analystes qui aient témoigné qu'ils comprennent quelque chose. Les femmes s'avancent. Vous n'avez qu'à voir Hélène Klein. Les femmes y vont, et elles y vont avec un sentiment tout à fait direct de ce que c'est la bête dans l'homme. Pour les hommes, il faut un rude brisement. »

Dans ce même numéro figure un entretien avec Freud, paru le 20 juillet 1932 dans le journal *Vu*. Il s'achève par ces mots de Freud : « La psychanalyse fait autant de bien que l'enseignement de certaines lois économiques : elle rend capables les hommes en détresse d'une plus grande résistance en leur révélant les raisons objectives de leur situation, en supprimant ainsi la hantise d'une fatalité, d'une « malchance » personnelle. » — R. J.

Michaux en poche

Henri Michaux aimait aussi peu les photographes que les livres de poche. Il a refusé, sa vie durant, de voir ses œuvres bariolées sur mauvais papier, diffusées en grande quantité, au détriment d'une qualité contrôlée.

Cette attitude a pu sembler hautaine, aristocratique... elle était cohérente : un livre, s'il a assez de force d'existence, s'impose par lui-même, appelle le lecteur à fournir l'effort — peut-être financier, mais d'abord spirituel — pour venir jusqu'à lui.

Il faut constater que ce refus n'avait pas eu pour conséquence de réduire la renommée de Michaux ou de cantonner son œuvre dans un cercle restreint et confidentiel. Les éditions Gallimard viennent de faire une entorse posthume à sa volonté en publiant, dans la collection « Poésie », *Plume précède le Lointain intérieur*. Pour se faire pardonner, la collection a repris, pour ces admirables pages, un papier presque aussi beau qu'à ses débuts.

D'autre part, le numéro d'octobre de la NRF contient deux belles proses de Michaux : *Le Problème de l'herbier* et *Après*, courts textes où vacillent et se débattent, au-dessus comme au-dessous, les plus sûres assises du réel. — P. Ke.

LIBRE OPINION

La peur d'être dupe ?

par DANIELLE SALLENAVE (*)

SURPRENANT, et même choquant, l'accueil fait en France au prix Nobel de Claude Simon. De l'indifférence, de l'inertie, voire du dédain ; des réserves presque outragées. De bons mots douteux : ce prix Nobel ne serait-il pas, après Greenpeace, le second camouflage infligé à l'image de la France ? On laisse entendre que d'autres noms auraient pu être plus légitimement retenus. (Et alors ? cela prouve que nous avons, en France, plus d'un écrivain notable, non que le jury de Stockholm se serait « une fois encore » fourvoyé.) Mais Claude Simon n'a pas besoin de nous pour défendre son œuvre. Aussi bien ne s'agit-il que de comprendre les raisons de cet étonnement déni.

J'en retiendrais trois. La première relève de ce qu'on pourrait appeler l'autodépréciation nationale, dont la forme supérieure sévit dans les cocktels et les dîners en ville : « Entre nous, il n'y a plus de littérature en France, plus de grands écrivains... Ni de peintres, ni de musiciens... Version moderne de la peur d'être dupe ?

La deuxième, je la verrais dans la perte de prestige et d'autorité que connaît aujourd'hui, en France, la litté-

ture. L'image publique de l'écrivain maître à penser, directeur de conscience, née au dix-huitième siècle, s'est profondément éteinte à la mort de Sartre. Faut-il vraiment la regretter ? Mais la figure solitaire de l'auteur, travailleur obscur de l'imaginaire et de la langue, n'a pas davantage de séduction ni de rayonnement. Peut-être parce qu'elle n'offre que peu de prise aux médias. Peut-être aussi parce que la langue n'est plus un lieu privilégié de reconnaissance et d'identification.

Reste enfin le reproche le plus constamment fait à l'œuvre de Claude Simon : celui d'être « ennuyeuse » et « artificielle ». Artificielle ? Une œuvre entièrement animée par un souffle épique, écrite sous la pression de l'histoire, qui s'y dépose en cercles toujours plus serrés ? Mais on aura reconnu, à ces mots, la prose régulièrement menée, au nom du « réalisme », contre la formalisme : terme qui désigne, pour ses adversaires, toute littérature qui est à la fois œuvre et réflexion sur l'œuvre ; tous les livres « difficiles », aussi, ou réputés tels, les livres qui ont une langue et une écriture. En est-on là ? Faut-il voir revenir, encore, cet appel monotone et haineux au bon sens, à la clarté,

à la vraisemblance, à la lisibilité ? La roue aurait-elle complètement tourné ? D'autres signes tendraient à le montrer, notamment un retour « hargneux » sur les années 80 — maintenant que ne sont plus là, pour défendre l'immense travail accompli dans la pensée, dans la théorie, la plupart de ceux qui en avaient été les artisans.

Peut-être les avant-gardes littéraires sont-elles éteintes ; peut-être avaient-elles au tort de croire que la littérature, l'écriture, peuvent se prescrire, obéir à des mots d'ordre. Mais l'occasion de se rappeler est-elle bien choisie, lorsqu'on devrait au contraire célébrer une œuvre toujours exactement partagée entre l'obéissance aux lois du langage et l'obéissance aux lois du monde ?

Illicite, Claude Simon ? Mais est-ce que par hasard on trouve-rait faciles ces romans médiocres qu'inspire aujourd'hui un prétendu « retour au récit » : textes sans écriture, récits sans loi ? Ces piles désespérantes qui s'entassent au comptoir des libraires et où il y a, pour parodie une formule devenue célèbre, si peu d'aventure et encore moins de récit.

(*) Ecrivain, prix Renaudot 1980 pour *Les Portes de Gubbio* (Hachette/POL).

BREF

● L'Académie des sciences, lettres et arts de Marseille organise, le 5 décembre, au Palais des beaux-arts, un colloque consacré à l'écrivain ANDRÉ SUARÈS (1868-1948). Le 2 décembre, M. Gaston Defferre présidera au dévoilement d'une plaque commémorative apposée sur l'immeuble qu'habitait André Suarès, 91, rue Saint-Jacques, 13006 Marseille.

● Le Centre culturel suisse organise, le 30 novembre, une rencontre de critiques français et suisses, proposée par Robert Kopp, sur AMIEL (Centre culturel suisse, 34, rue des Francs-Bourgeois, 75003 Paris.)

● Le prix Erckmann-Chatrian a été attribué, à Metz, à MICHEL CAFFIER pour son livre *L'Airbe*, aux éditions (Éditions Serpente et Presses universitaires de Nancy), qui raconte la vie romanesque du dessinateur et graveur Jacques Callot.

● Le prix Lebrun 1985 a été décerné au Camerounais ACHILLE MBEMBE pour son livre *Les Jumeaux et l'ordre politique en Afrique*, paru aux Éditions de l'Harmattan.

● Une ASSOCIATION INTERNATIONALE D'HISTOIRE DE LA PSYCHOLOGIE, indépendante des groupements psychanalytiques existants, vient de se constituer. Toute personne intéressée ou disposant de documents iconographiques, d'archives, de correspondances, d'édits, etc., concernant l'histoire du mouvement psychanalytique en France et dans le monde depuis le début du siècle peut se mettre en rapport avec l'IAHP, c/o Dr A. de Mijolla, 46, rue de Grenelle, 75007 Paris.

● ETERNITÉ est le titre d'une nouvelle revue publiée par les Éditions de la différence, dans la collection « Philosophie perennia », dirigée par Michel Waldberg. Se

voulant « faustiques plutôt que faustiques », le titre de la revue est emprunté à Jarry, — les animateurs d'*Eternité*, indolites aux pentes multiples des conformismes, publient notamment un texte d'un mystique soufi de la fin du douzième siècle, Ibn al Fârid, une nouvelle traduction de poèmes de Giordano Bruno et un texte ésotérique de Malcom de Chazal, la Bible du mal.

● Les *Cahiers pour la littérature populaire* consacrent leur cinquième numéro (automne-été 1985) à CLAUDE TILLIER, l'auteur de *Mon oncle Benjamin*. Revue du Centre d'études sur la littérature populaire : Robert Bonaccorsi, 107, chemin des Eaux, quartier Tortel, 83500 La Seyne-sur-Mer.

● CONNAISSANCE DE L'ORIENT, la prestigieuse collection créée et dirigée par le professeur Etienne chez Gallimard, reprenait désormais sa collection de poche, sous les auspices de l'UNESCO. Les six premiers titres donnent un aperçu des collections chinoise, japonaise, indienne : *Culture complète*, de Tchouang-Tseu, la *Complainte du sentier*, de Bibbidi Bhoosan Banerji, la *Tradition secrète du Nô*, de Zeami. Contes du rhapsode, traduits du sanscrit, *Notes de chevet*, de Sei Shônagon, *Hymnes spéculatifs du Vêda*. (Gallimard UNESCO, 35 à 45 F.)

● LE POÈTE AUTRICHIEN REINHARD PRIESSNITZ vient de mourir quelques jours avant son quarantième anniversaire. Né à Vienne en 1945, il collaborait à de nombreuses revues poétiques et était lecteur dans une maison d'édition de Linz. Six de ses poèmes avaient paru en 1981 dans le *Nouvel Commerce* (n° 50-51) dans une traduction de Gabrielle Noss et Marcelle Foulfride.

Spécialiste mondial du beau livre

VILLO

Le catalogue Villo vous propose un choix de plus de 1.300 livres :

Peinture, sculpture, architecture, livres de collection, automobiles, tapis, porcelaine, faïence, histoire, religion, voyages...

Chez votre libraire.

Offrez une signature

VILLO

2 rue Camille - 75015 Paris - Tél. 4677-0015

— LA VIE DU LIVRE —

librairie / bibliothèque / expositions / signatures / conférences / soirées / spectacles / catalogues / brochures / avis d'éditeurs

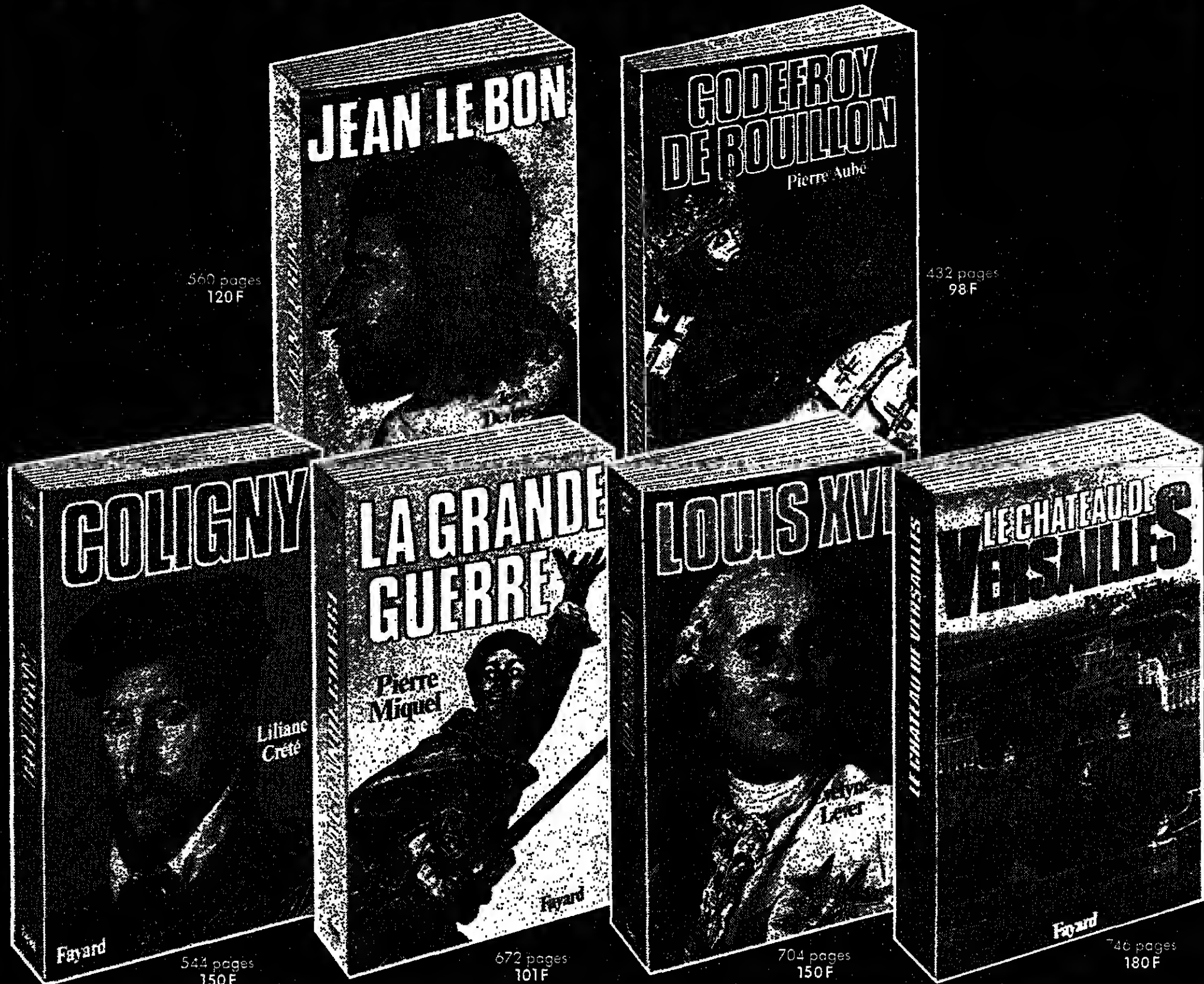
Stages / offres et demandes d'emploi

LA LIBRAIRIE LA TERRASSE DE COUTURE LES ÉDITIONS ACHER ET MICHEL ANCHER vous invitent à rencontrer **Serge TISSERON** et son livre **TINTIN CHEZ LE PSYCHANALYSTE** le jeudi 5 décembre 1985 à 18 h 30 4, rue Emile-Castelar, 75012 PARIS Tél. 43-07-42-15

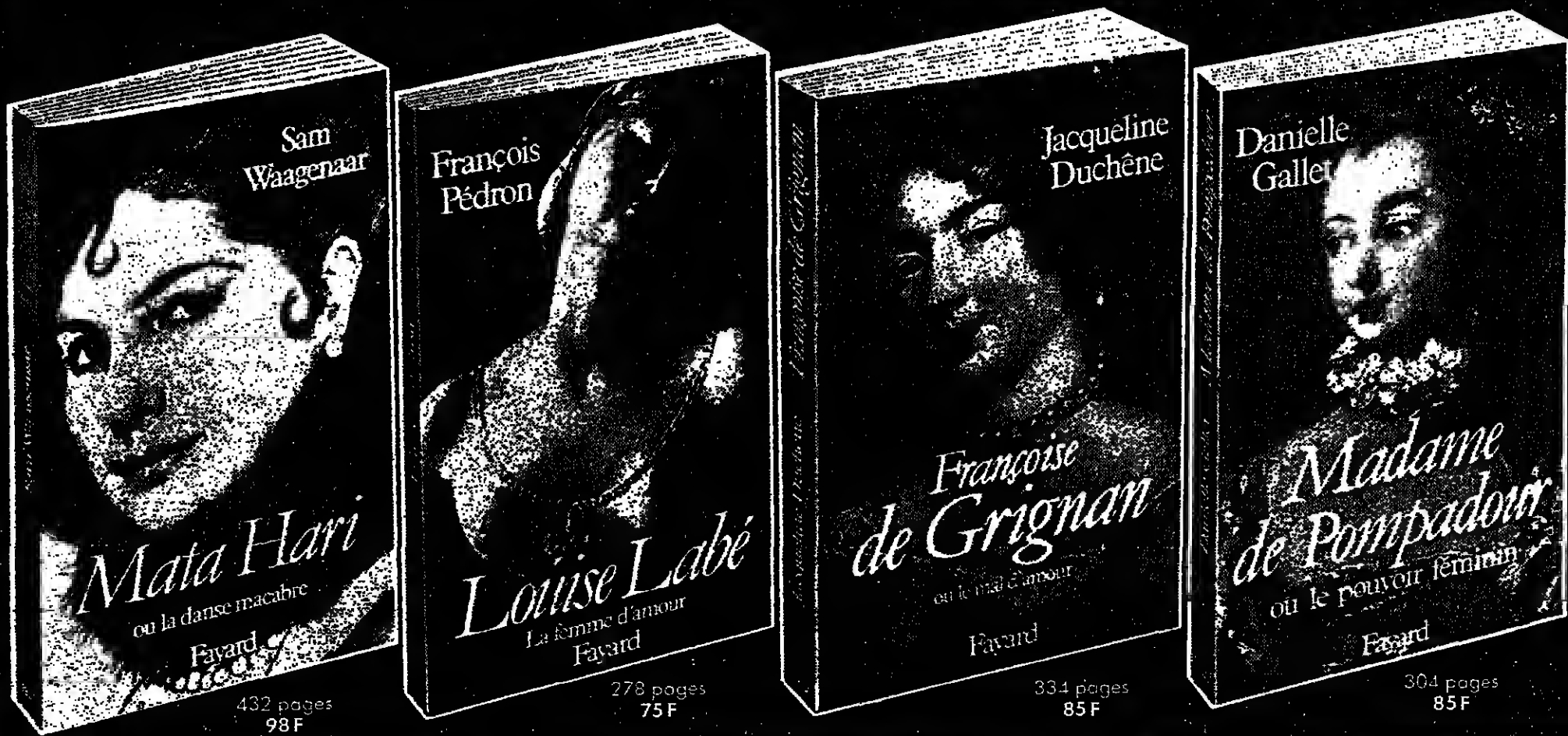
LIBRAIRIE JEAN-JACQUES LECHOC MERFY, 51220 HERMUNVILLE Tél. 36-49-00-71

LIVRES ANCIENS ET MODERNES (catalogue gratuit sur simple demande) Littérature, histoire, économie, droit, histoire politique et sociale, Théorie politique, régionalisme, voyages

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD



DES LIVRES A LIRE ET A OFFRIR



● LETTRES ÉTRANGÈRES

Les aventures
d'un « petit gars » de Coca-Cola

La percée d'une nouvelle génération d'écrivains australiens

NOUS ne sommes pas les seuls à découvrir le roman australien. Les Australiens eux-mêmes commencent à s'y intéresser. La preuve ? L'an dernier, pour la première fois, la part du livre étranger (américain et anglais essentiellement) sur le marché intérieur de ce pays est passée en dessous de la barre des 50 %. Outre l'intérêt croissant que portent les Australiens à leur propre culture, ce petit événement traduit aussi la percée d'une nouvelle génération d'écrivains. Ce ne sont pas des intellectuels mais plutôt des raconteurs d'histoires qui sondent le proche passé ou le présent d'un continent en quête de son identité.

Parmi les nouvelles voix, on peut citer Rodney Hall (l'un de ses romans a été publié ici aux Presses de la Renaissance sous le titre *In memoriam*). Peter Carey (son dernier roman, un pavé de six cents pages intitulé *Illywhacker*, vient d'être édité en Angleterre chez Faber and Faber) ou bien encore Frank Moorhouse.

Moorhouse est le produit-type de la jeune école australienne. Cet ancien journaliste, âgé de quarante-sept ans, a autant écrit pour le cinéma que la télévision (il) que pour la littérature. Au fil des six ouvrages de fiction dont il est l'auteur, il a mis au point ce qu'il appelle lui-même la

technique dite du « roman discontinu ».

Le qualificatif peut sembler déconcertant, le résultat l'est beaucoup moins. En témoigne *Coca-Cola Kid*, le premier récit de Moorhouse à être traduit en français. L'auteur en a tiré un scénario qu'a mis en scène Dusan Makavejev. Présenté au dernier Festival de Cannes, ce film devrait être prochainement distribué en France.

Un exotisme sans kangourous

Coca-Cola Kid, c'est l'histoire d'un cadre de la célèbre société américaine qui vient à Sidney pour essayer de faire comprendre aux autochtones qu'il n'est point de salut pour eux hors de la boisson gazeuse qu'il représente. Malheureusement, le friquet jeune homme va se heurter à un personnage du cru qui fabrique, lui aussi, un breuvage pétillant. La guerre éclate. À gauche, le progrès, l'aveoir, l'Amérique ; à droite, la tradition, l'artisanat, l'Australie.

Qui l'emportera ? Là n'est pas vraiment la question. Moorhouse est un petit malin. Entre deux séquences de la guerre des bulles, il relate les déboires conjugaux de

quelques jeunes couples qui discutent de la contraception, de la maternité ou de leurs préoccupations existentielles. Progressivement, le tableau se dessine d'une société australienne bantée par une seule et unique interrogation : qu'est-ce qui est bon pour nous ? Coca-Cola ? le sexe ? le puritanisme ? le syndicalisme ? le culte de la nature ou celui du passé ?

La discontinuité du roman prend ici toute sa valeur, qui permet à Moorhouse de jouer aussi bien sur le registre de l'humour, du cynisme, de la violence ou du désespoir le plus absolu. Moorhouse s'efface complètement derrière ses personnages : il les laisse, à l'image du « petit gars » de Coca-Cola, se faire engoutir par un continent qui a besoin d'eux pour construire son histoire. Une histoire d'où auraient été gommées les images d'Épinal, tels les kangourous, les boomerangs, le surf.

L'exotisme australien ne passe plus par là. Moorhouse nous fait découvrir une terre « au bord du monde », selon ses propres mots. Le voyage au cœur de ce pays vaut le détour. Car Moorhouse a de la patte et de l'énergie à revendre. On a d'ailleurs du mal à le lire : on le dévore !

BERNARD GÉNIES.

* COCA-COLA KID, de Frank Moorhouse ; traduit de l'anglais par Jean-Paul Delamotte, Presses de la Renaissance, 276 p., 92 F.

(1) Moorhouse a signé huit scénarios de courts et longs métrages, dont l'un a pour titre : *La fille qui rencontre Simone de Beauvoir à Paris*.

La madone
du « messie »

Colleen McCullough est devenue la madone du roman à succès. En France, son titre vedette, *Les oiseaux se cachent pour mourir*, s'est vendu, toutes éditions confondues, à plus de deux millions d'exemplaires. Depuis peu, la diffusion d'une série télévisée tirée de ce roman éblouit. Les oiseaux sont de retour sur la liste des best-sellers !

Entre-temps, un nouveau récit de l'Australienne vient d'être publié, qui s'intitule *La Passion du docteur Christian*. Quant aux voix du réalisme amoureux, l'auteur nous conte cette fois les aventures d'un médecin-messie. L'action a pour cadre l'Amérique des années 2030. Les temps sont durs, des catastrophes économiques et écologiques menacent la planète. Les gouvernements décident alors de jeter en pâture à leurs administrés un « messie ». Par malheur, l'affaire ne tournera pas comme ils l'entendent car le « messie » fera des sennes...

Bien entendu, McCullough utilise toujours les mêmes ingrédients : la médecine, la religion et l'amour. Elle s'autorise aussi, et c'est nouveau, quelques commentaires politiques plutôt acerbes. Son public traditionnel s'y retrouvera-t-il ? Possible. Après tout, *La Passion du docteur Christian* soutient la comparaison avec les romans français perus cette rentrée qui traitent de thèmes bibliques. Il est même mieux écrit.

A. G.

* LA PASSION DU DOCTEUR CHRISTIAN, de Colleen McCullough ; traduit de l'anglais par Françoise Cartano, Ed. Belfond, 360 p., 89 F.

Une évocation
dense et lumineuse

NOS ANDALOUSIES

Texte
Michel del Castillo

Photos : Michel Druaud

23,90 cm - 212 pages - 23 F

Éditions Bergues-Lacroix

● ROMANS

Les pénalités
de Franck Venaille

Quand la passion du football console du malheur d'être né

FRANCK VENAILLE écrit comme ces joueurs de football qu'il admire, et qui tirent un penalty avec force et finesse à la fois. Son dernier roman, *La Tentation de la sainteté*, donne envie de mieux connaître cet homme, qui nous communique, si bien les mondes contradictoires qui l'habitent.

Dans les jardins du Luxembourg, Franck Venaille semble apaisé, détaché même de ce livre si proche du blues, que l'on croit, parfois, entendre, en écho, la voix de Billie Holiday.

« Ce livre, précise-t-il, m'a tenu pendant quatre ans. Les deux dernières années, j'y travaillais de 10 heures du matin jusqu'à 6 heures du soir. Je tape directement à la machine et, après, je torture mon texte jusqu'à l'épuisement. Mon roman a avancé ainsi, de manière chaotique. Il m'arrivait, à bout de forces, de m'allonger. L'histoire venait alors à moi et m'investissait. Je ne puis écrire que dans un lieu extrêmement rangé. La rigueur monacale est la base de mon travail. »

Prenez donc le métro
à Londres !

Un homme en fuite. Voilà comment nous apparaît d'emblée le narrateur de *La Tentation de la sainteté*, qui ne se console pas de s'être résigné à vivre : « Né dans un ventre d'angoisse. Je ne voulais pas en sortir. J'attendais de mourir avant de naître. » Il erre d'un stade de football à un autre afin de mieux égarer ses souvenirs. Et les messages qu'il expédie à son père agissant sont les ultimes tentatives d'un fils qui croit, peut-être, que la mort ne peut emporter un être cher lorsque celui-ci a entre les mains une lettre qu'il lui a adressée.

« Ma seule malédiction, dit Franck Venaille, c'est ma mémoire. Je vais toujours au plus profond. L'écrivain accomplit un travail de terrassier. Mais, en définitive, seule la noirceur remonte

à la surface... J'ai relu, pour ce roman, les mystiques anglais, italiens et flamands. Le football est une mystique, aussi. Les pelouses des stades ont un caractère sacré. »

Même si l'on ne partage pas la passion de Franck Venaille pour

les photos des joueurs, c'est leur bibliothèque. Dans un lieu — le stade — où se reflète la lutte des classes, les désertés peuvent enfin s'exprimer. Ils sont chez eux. Est-ce un hasard si les stades londoniens sont plantés au milieu des usines ? Quant à la violence,



Dessin de BERENICE CLEEVE.

Benoît LAFONT.

le ballon rond, on ne peut demeurer insensible à ce que perçoit ce romancier sur un stade.

« Les stades, affirme-t-il, sont des lieux magiques, qui ramènent à l'enfance. La foule, si odieuse par ailleurs, permet de redevenir un enfant. Dès qu'un match est achevé, le narrateur de mon livre pense au suivant. Il s'inquiète de la pelouse, de l'arbitre, de la santé des joueurs. Il s'oublie. On a écrit beaucoup de bêtises, récemment, sur le football, particulièrement sur celui d'Angleterre que je connais bien. Le football est la culture imposée par la bourgeoisie à la classe ouvrière.

si l'on excepte celle pratiquée par des petites bandes organisées, elle n'est qu'apparente. Pourquoi ne parle-t-on pas de celle qui subit, quotidiennement, la classe ouvrière anglaise ? Prenez donc le métro à Londres et regardez ces visages blancs et défaits par la misère. »

« J'écris selon ma respiration. Et je respire mal », nous a dit encore Venaille avant de s'éloigner vers un stade...

PIERRE DRACHLINE.

* LA TENTATION DE LA SAINTÉTÉ, de Franck Venaille, Flammarion, collection « Textes », 166 p., 65 F.

Les « âmes nues »
de Serge Lentz

A travers la vie de Vladimir Roubatchev, géant ukrainien, l'auteur raconte une Russie « immobile » et éternelle

NÉ en Provence il y a un peu moins de cinquante ans, de parents ukrainiens, Serge Lentz a été « élevé en russe, en français et en anglais ». Cette différence, il la cultive et la revendique. Il se réclame d'une certaine aristocratie, plus spirituelle que sociale, celle de l'âme slave, éprise de merveilleux, « avec ce besoin de croire non seulement à Dieu et à ses saints, mais aussi aux sorciers, aux nymphes, aux charmes ».

Après des études à Cambridge, à Trinity Hall, et un doctorat de sciences économiques, Serge Lentz devient journaliste et grand reporter, principalement aux États-Unis : « L'anglais est pour moi la langue journalistique. » Au cours de sa carrière, il a eu plusieurs portes, refuse certaines commissions. Sur un coup de cœur, il persuade l'éditeur Robert Laffont de publier Jim Harrison, un écrivain américain qu'il a découvert à New-York et qu'il se charge de traduire et de préfacier.

« J'ai commencé à écrire à quarante-trois ans », dit-il, ajoutant : « Il me manque vingt ans. » Mais Serge Lentz n'est pas l'homme du retour sur soi. Ces deux décennies passées à d'autres activités, plus ou moins éloignées de la littérature, il ne les regrette pas. En 1981, il publie, toujours chez Robert Laffont, son premier roman, *Les Années-Sandwiches*, qui conte l'amitié et les destins croisés de deux jeunes gens, un aristocrate et le fils d'un couple modeste d'origine polonaise. L'année suivante, il obtient pour ce livre le Prix des Libraires.

« J'ai raconté des histoires, avoue Serge Lentz : je veux recréer une tradition orale évanouie, disparue avec mes ancêtres. »

De cette volonté est né son deuxième roman. Frénétique, plein de cris et de fureurs, d'érosisme et de passion, *Vladimir Roubatchev* est le récit d'une éducation de la liberté dans la Russie du dix-neuvième siècle. L'auteur dit sa fascination pour cette « époque charnière où le pire et le meilleur de l'homme se sont rencontrés ». Siècle pivot, « encore plus étonnant en Russie, où le Moyen Âge bascule sans transitions dans l'époque moderne », où posséder une terre, ce n'est pas seulement être propriétaire de ses lacs, rivières et bois, mais aussi de ses villages et de ses hommes. Selon Roubatchev, « dans ce pays trap grand pour une seule nation, tout se transforme mais rien ne change jamais : (...) la Russie est et demeurera toujours la nation la plus immobile de cette planète ».

L'auteur
est un serrurier

Les Roubatchev sont une famille de hobereaux ukrainiens : Vladimir en est le dernier rejeton, un géant au regard clair, généreux et naïf, qui parcourt, à pied et en esprit, les « provinces de l'irréel » pour obéir à l'injonction de Baïla, la compagne juive de son père : « Sais libre ! ». Lyrique jusque dans l'invective, avide du plaisir de vivre mais craignant Dieu, il gravit l'échelle de son âge dans un siècle en fusion.

Les personnages de Serge Lentz sont des « âmes nues » qui existent davantage par leur présence physique, leur histoire, leur généalogie, que par leur psychologie. Ils croient au destin, à son irréversibilité.

« La vie d'un homme ne prend son meilleur intérêt lorsqu'on la décrit avec brièveté, débarrassée de ses détails, réduite à sa plus grande simplicité, nettoyée jusqu'à l'os », écrit Serge Lentz. Malgré l'épaisseur du volume, *Vladimir Roubatchev* a cette « brièveté ». Sans temps morts, à l'écart des psychologies besogneuses, il relève le défi romanesque de restituer dans son ampleur, sa richesse, la vie pleine et multiple d'un homme et d'esquisser les portraits d'une foule de personnages.

PATRICK KÉCHICHIAN.

* VLADIMIR ROUBATCHEV OU LES PROVINCES DE L'IRRÉEL, de Serge Lentz, Robert Laffont, 457 p., 98 F.

Une leçon de maintien

Doris Lessing sauve la face des dernières amours

POUR démontrer à quel point il est difficile de percer en littérature sans nom ni réputation, Doris Lessing se dissimula, en 1984, sous le pseudonyme de Jane Somers et expédia un gros roman en deux tomes à divers éditeurs. Comme elle s'y attendait, elle eut peine à le faire accepter ; ensuite la critique la bouda. Mais il lui suffit de révéler son identité, dans une interview au *Sunday Times*, pour regagner aussitôt ses habitués et confortables tirages. Moralité ? Les gens de métier nous la baillent belle avec leur flair infallible. Car, dès la première ligne, chacun reconnaît (après coup) la grille de la grande romancière britannique, ou plus exactement sa poigne.

Elle saisis son sujet à bras-le-corps, se colle avec lui, jusqu'à ce qu'elle lui ait arraché son dernier souffle. L'année dernière, le *Journal d'une voisine* plongeait dans l'enfer du troisième âge. On croyait en avoir fait le tour. Erreur. Beaucoup d'eau, beaucoup de larmes doivent passer sous le pont avant le naufrage final. Si vieillillesse pouvait régler leur compte aux tentations, aux illusions, aux faux répités que la vie nous accorde. Encore un petit instant de prière, encore une minute d'amour, implore les quinquas-sexagénaires. Parfois, le destin les exauce. Qu'ils se s'en réjouissent sans trop vite, cette ultime douceur laisse dans la bouche un goût de cendres.

Une riposte aux abus
de la société permissive

Consciente du danger, Jane Somers garde ses distances. Sans un talon cassé, jamais elle n'aurait atterri dans les bras d'un galant gentleman. Il la relève, s'éloigne, elle oublierait l'incident si le hasard n'organisait une seconde rencontre. Cette fois, le courant passe, presque le coup de foudre. Attablés dans un pub, ils se regardent, « submergés par une joie mauvaise, sauvage, exubérante », assortie au mois d'avril qui tourne la tête de Londres. Pourtant, Jane demeure lucide. Sur le visage souriant, en face d'elle, elle discerne « la vie elle-même, la manière dont elle écrase, rabaisse, étouffe, use les gens », et, à l'arrière-plan, affleurant parfois entre les rides, le fanôme rayonnant de la jeunesse. Jane sait qu'elle offre, elle aussi, une double image, invisible dans son miroir mais qui se lit sur les photos. Et puis après ? Qu'importe qu'ils aient l'un et l'autre chané, chacun de son côté.

puisqu'ils s'apprennent à repartir ensemble ? Ob ! juste pour une brève escapade — en marge des ornements quotidiens ! Afin de « voyager léger », ils décident d'éviter les confidences. Ni les obligations du présent ni les acquis du passé ne doivent se glisser dans cette bulle de bonheur qui voltige à l'aveuglette.

Pauvres innocents ! La réalité leur fait des cornes dans le dos. Chacun garde un fil à la patte, qui le rappelle à l'ordre en cas de tentative d'évasion. Pas question, pour Jane, de quitter ou de négliger le grand magazine féminin qu'elle mène à la baguette, qui fut toujours sa raison d'être, même au temps où elle avait un mari. D'ailleurs, à quoi servirait pareil reniement ? Jamais elle n'obtiendrait, en contrepartie, que son partenaire abandonne sa femme, ses enfants, et renonce à sa carrière de médecin en Amérique. Inutile, donc, voire dangereux, de rêver d'absolu, mais ne pourraient-ils, au moins, grappiller un peu de plaisir ? Ils y aspirent, s'y préparent, et, à l'instant fatidique, se déborent, effrayés par cette promesse soudaine gonflée de menaces. Force leur est d'admettre qu'ils n'ont plus le corps de l'emploi. Que leur reste-t-il ? Les rues et les parcs de Londres, des virées dans la campagne anglaise où les roses succèdent aux jonquilles. Durant quelques mois, ils s'aiment sans même céder au besoin de se l'avouer. Puis l'homme s'en ira, la femme tirera le rideau. Place à la solitude.

Reprochera-t-on à Doris Lessing d'avoir tenu ses personnages à l'œil, comme une nanny britannique qui ne tolère aucun écart de langage, aucun geste, aucun émoi déplacés ? C'est sa riposte aux abus de la société permissive, dont elle se plaît à peindre les épaves. Voyez la nièce de Jane, cet immense bébé de dix-neuf ans qui dérive, son casque-radio sur la tête, au fil de la drogue et des songes creux. Comment vieillir-elle ? Il lui manque cette colonne vertébrale qui dresse sa tante face aux épreuves, face au temps. La nuit nous guette tous. Il convient d'y entrer debout.

GABRIELLE HOLIN.

* LES CARNETS DE JANE SOMERS: SI VEILLEUSE POURVAIT, de Doris Lessing ; magistralement traduite par Nathalie Zimmermann, Albin Michel, 289 p., 85 F.

« Vient de paraître, en Livre de poche, l'Écho lointain de l'orage, deux volumes publiés chez Albin Michel en 1979, qui font suite aux *Enfants de la violence* ».

LE PRÉ AUX CLERCS



Arthur Conte Les Présidents de la V^e République

"Pas de phrase inutile. Chaque mot porte. Le trait est sûr. Le coup de crayon peut faire mal. Non qu'Arthur Conte verse dans la caricature. Il est parfois dur; jamais blessant."

Alain Peyrefitte
(Le Figaro)

"Avec son dernier livre, il crée un nouveau genre: celui de l'historien qui raconte... Il laisse aller sa verve souvent caustique pour décrire la vie en dents de scie de la gauche et le comportement en ligne brisée de son président."

André Passeron
(Le Monde)

"S'il y a un homme qui connaît la République dans les coins, c'est bien Arthur Conte... Le talent robuste d'un peintre d'humeur."

Jean David
(VSD)

Arthur Conte Les Présidents de la V^e République



Le Pré aux clercs

Jean-Michel Royer Le Roy François

"De la Cour à la Ville, vous voilà le plus délié, le plus plaisant, le plus profond, le plus actuel, le plus neuf, le plus durable! Quel merveilleux archer pour expédier les flèches avec un si sympathique sourire!"

Michel Jobert

"Quel heureux alliage de culture, de jugement politique et d'esprit!"

Raymond Barre

"Votre plume alerte est au service d'un regard aigu; votre sens de la psychologie sait épingle avec humour les faiblesses des uns comme des autres. Être étrillé par vous va devenir, j'en suis sûr, un titre de gloire."

Michel Rocard

"APOSTROPHES"

Jean Michel Royer sera l'invité
de Bernard Pivot le 29 novembre.

JEAN-MICHEL ROYER

Le Roy François

CHRONIQUES DE LA COUR
ET DE LA VILLE



le pré aux clercs

ROMANS

La métamorphose
de StéphanieLe récit minutieux et cruel d'une déperson-
nalisation, d'une mort psychologique

COMMENT, lorsqu'on est Stéphanie Delambre, une jeune femme parisienne, indépendante, peintre - sans succès, - devient-on Marthe Hennequin, la quarantaine un peu grasse, la « fermière d'Heulecourt » dont les tableaux naïfs feront fureur dans une galerie chic de la rue du Bac ? La réponse paraît évidente : en changeant d'identité et de style. C'est ce que fait Stéphanie. Sa transformation, la dérive progressive de sa personnalité, commence par une décision aux allures de suicide.

Après avoir refusé d'épouser un garçon « parfait » pour ses parents, dans le genre jeune cadre plein d'avenir, Stéphanie a vécu avec Lucien Wirtz, un animateur de radio qui l'a peu à peu abandonnée avec leur fille, Francette. A seize ans, Francette souhaite revoir son père et va habiter chez lui. Restée seule, Stéphanie se sent sombrer, et décide de « faire une fin ». A défaut de savoir opter pour une solution radicale - « j'avais toujours affecté de mépriser ceux qui manquaient leur suicide », dit-elle. Mon aphnien était que celui qui veut hantement la mort n'a aucune raison de ne pas la rencontrer », elle confie son destin à Avenir-Rencontres, une agence matrimoniale.

Elle fait ainsi la connaissance d'Edmond Hennequin, un agriculteur picard, qui vit seul avec sa sœur célibataire, Mireille. Elle l'épouse et s'installe à la ferme, entre la sœur et la BMW qu'Edmond polit avec amour. L'histoire pourrait s'arrêter là et n'être qu'une belle oeuverelle, cruelle à souhait, mais James Gressier, dont le passionnant roman *Le Suicide de Stéphanie* est passé trop inaperçu dans la marée de la rentrée, ne s'en tient pas à ce geste spectaculaire.

Avec simplicité, avec une précision et une platitude volontaire qui intriguent, puis inquiètent jusqu'au malaise, Stéphanie raconte sa métamorphose, fascinante et répugnante à la fois. James Gressier dissèque sa dépersonnalisation, sa mort psychologique à petit feu. Arrivée en pantalon, cheveux au vent et « trop maigre » - sa belle-sœur ne tolère que sa propre sécheresse de corps, celle des « vieilles filles », - Stéphanie peu à peu s'en remet à Mireille et se laisse aller - ou se trouve ? - en devenant M^{me} Hennequin.

Sa silhouette s'arrondit, puis s'épaissit. Elle s'habille dans le catalogue de vente par correspon-

dance de La Barbacane, où Mireille lui commande, pour les jours de fête, un tailleur blanc. Son mari lui offre des chaussures et un sac en cuir rouge. Ainsi vêtue, elle viendra à Paris pour le mariage de sa fille, où elle s'entendra dire : « Maman, qu'est-ce qui t'arrive ? Ce n'est pas possible, tu as l'air d'un passage à niveau ».

L'étape définitive est franchie le jour où Stéphanie accepte d'aller chez le coiffeur de Mireille et en ressort avec « l'Indéfrisable ». Alors peut enfin naître Marthe Hennequin. Mireille ne goûtant guère le prénom Stéphanie. Ce parcours, qui devait n'être qu'un singulier naufrage, se mue, pour Stéphanie, en une étrange histoire d'amour que James Gressier décrit avec minutie et sans ellipses, mettant au jour une curieuse alliance entre la volonté de mort - ou de mortification - et le goût d'une nouvelle vie.

La condescendance de Stéphanie pour Edmond, entrant en politique au nom de l'ordre pour ériger en idéologie son « bon sens » étroit, son ultra-conservatisme terre à terre, fait place à de l'indulgence, puis à de l'estime. A sa répulsion physique pour la sexualité de ce gros homme sans imagination succèdent non seulement la résignation aux devoirs du mariage, mais bientôt le plaisir, voire le désir. Enfin, Stéphanie se remet à peindre, « pour se distraire ». D'après des photos, elle « recopie » sa belle-sœur, des voisines, des « amies ». Et, ironie ou rétribution quasi religieuse, le succès arrive...

Avec ce livre, James Gressier fournit aux femmes tous les détails de ce qu'elles n'osent imaginer lorsque, lassées de se battre pour une vie libre, et égale à celle des hommes, elles songent à se résigner, à se « ranger » auprès d'une caricature de mari traditionnel. Gressier sait ce qu'il faut dire pour troubler. Il le fait avec talent - rien ne manque, surtout pas la réussite finale, - au point que sa démonstration ambiguë peut aussi se lire comme une invitation : tuez en vous la femme indépendante et, dans la soumission, la renaissance viendra peut-être. Mais lire et admirer son roman suffisent. Point n'est besoin de le prendre pour un guide pratique.

JOSYANE SAVIGNEAU.

★ LE SUICIDE DE STÉPHANIE, de James Gressier, Flammarion, 174 p., 70 F.

RELIGION

Vatican II
ou la rencontre de la foi et de l'histoire

Vingt ans après, un ouvrage collectif sur la « réception » du concile

LES théologiens qui se disputent sur l'héritage du concile Vatican II ont bien des excuses à faire valoir. L'absence de recul d'abord : vingt ans, c'est trop court pour juger des fruits d'un concile. La Contro-Réforme de Trente (1545-1563) a mis plus d'un siècle à passer dans les faits. Ensuite, la difficulté inhérente à toute interprétation d'un événement où la dynamique engagée est aussi importante que les documents - constitutions et décrets - adoptés. Enfin, ce concile Vatican II échappe à l'hérémétique traditionnelle : il n'était pas destiné, comme les précédents, à combattre des erreurs dogmatiques, mais à engager une mise à jour.

Malgré ce handicap, le bilan de la « réception » de Vatican II a été tenté dans un ouvrage, le plus nuancé et le plus complet de tous ceux qui sont parus à l'occasion du vingtième anniversaire du concile, et qui réunit des signatures prestigieuses.

Giuseppe Alberigo, qui, avec Jean-Pierre Jossua, a mis en œuvre ce travail, convient que l'Eglise n'est pas encore sortie de la première phase de son après-concile et demeure dans une large mesure brûlée par le feu des tensions qui l'ont parcouru. Et qui n'ont pas disparu. Le théologien italien ne nie pas l'offensive

mentée, « sous couvert de fidélité au concile, contre son noyau central et spécifique », mais il la rapproche d'une ligne de clivage qui traverse toute l'histoire de l'Eglise : « Considérer comme

sions qui l'ont suivi - est bien l'acceptation, par l'Eglise, non seulement de sa propre histoire, mais de l'histoire d'un monde contre laquelle elle avait édifié ses citadelles autoritaires et sa théolo-

l'Eglise des « défis » de la conscience historique.

Comme le montre l'analyse, chapitre par chapitre, de la « réception » de Vatican II, tout découle de cette confrontation de la foi avec l'histoire : la perception de l'éclatement culturel du monde, l'engagement dans le combat pour le développement, la justice ou la paix, la reconnaissance des autres, même définis négativement, non-catholiques, non-chrétiens, non-croyants.

L'histoire, les sciences sociales, l'hérémétique, sont allées jusqu'à investir le domaine réservé de la théologie. Le rôle de l'autorité est redéfini dans ses trois secteurs traditionnels (la tradition, l'écriture, le dogme) et dans ses méthodes (la collégialité des évêques et la primauté du pape).

Le sommet de cette évolution est le choix, par les pères du concile, de la situation historique du monde au début des années 60 comme point de départ d'un document solennel, la constitution dogmatique sur « l'Eglise dans le monde de ce temps », « *Gaudium et Spes* ». Immanence ou transcendence : le débat n'a jamais été aussi ouvert dans l'histoire de l'Eglise que depuis vingt ans.

HENRI TINCO.

★ LA RÉCEPTION DE VATICAN II. Ouvrage collectif, sous la direction de Giuseppe Alberigo et Jean-Pierre Jossua. Collection « *Cogitatio Fidei* », dirigée par Claude Geffré. Cerf, 457 p., 225 F.



CAGNAT.

diaboliques l'histoire et le temps a toujours été dans la tradition chrétienne le produit de la peur ».

La clé de voûte de ce concile - et l'origine de la plupart des ten-

gie oéo-scolastique du dix-neuvième siècle. L'invitation à déchiffrer « les signes du temps », lancée à Vatican II par Jean XXIII, constitue un retournement radical par rapport à un mode de gouvernement ignorant l'histoire et le temps, confondus avec les erreurs de la « modernité ». Le dernier concile a traduit cette prise en compte nouvelle par

FRANÇOIS LEFORT
La vie passionnément
Dans les bidonvilles de Nanterre, en Algérie, sur les routes du monde, François Lefort, prêtre et médecin, a l'audace des missions impossibles. Une aventure de courage et d'amitié racontée avec humour et passion.
Coll. « Le temps d'une vie » 274 p. - 84 F
DESCLEE DE BROUWER

ZOHAR
Le Livre de la Splendeur
L'introuvable SEPHER HA ZOHAR ou Livre de la Splendeur (doctrine ésotérique des israhélites) est à nouveau disponible dans la seule traduction française intégrale et complète. Monumentale, commentaire kabbalistique du Pentateuque, le ZOHAR est, avec la Bible et le Talmud, l'un des trois piliers de la pensée hébraïque. Tous ceux qui, de près ou de loin, s'intéressent aux secrets de la Bible et de la Kabbale s'y réfèrent. Cette nouvelle édition en six gros volumes à la portée de toutes les bourses a été réalisée par les Editions spécialisées :
MAISONNEUVE ET LAROSE
15, rue Victor-Cousin, 75005 PARIS
Nom, prénom et adresse :
Veuillez m'envoyer, sans engagement, votre documentation sur le Zohar.

ÉDITIONS DU MUSÉE RODIN
INVENTAIRE DES DESSINS
Premier volume hors IV, n° 04500 - inv. 059991, 210 x 270, relié pleine toile, sous jaquette théodolite, 320 pages, 1600 illustrations, dont 16 en couleurs. Prix : 590 F.
En vente au MUSÉE RODIN, 77, rue de Varenne (7^e) 705-01-34

Daniilo KIS
Encyclopédie des morts nouvelles
Dans ces récits où se mêlent époques et temps différents, une même rage d'aimer inspire l'auteur.
Edgar Reichmann / Le Monde
GALLIMARD nrf

Chez DESCLÉE DE BROUWER
LA BIBLE DE JÉRUSALEM
existe en deux formats
Indispensable en format de poche
Pratique en format 10 x 16 cm
De 155 à 320 F
De 170 à 480 F
Toile, vinyl, cuir.

Un livre-événement pour tous les catholiques !
La véritable pensée du Cardinal Ratzinger
L'enseignement du Cardinal Ratzinger sur le monde d'aujourd'hui est d'une actualité brûlante. C'est pourquoi, la Desclée de Brouwer a édité ce livre. Une œuvre de courage et de sagesse, une œuvre de discernement. Un cri d'espérance.
Joseph Ratzinger, le Pape
Ratzinger offre à chaque catholique, il fait entendre les confessions, il renouvelle l'intelligence de la foi par sa réflexion sur les vérités fondamentales.
Joseph Ratzinger, le Pape
Ce livre de courage nous invite à nous interroger sur la foi qui ne supporte pas les a priori.
Robert Moisan, Henri Gougeon, Louis Baudry
La Bible catholique, qui tient en un volume complet des traditions, des révisions, des mises à jour.
Des discussions catholiques sur les rôles des évêques, des prêtres, des laïcs, de la liturgie, de la discipline et de la foi.
Le Pape Ratzinger
Un ouvrage au point, une œuvre d'actualité, une œuvre de réflexion, une œuvre de sagesse, une œuvre de courage, une œuvre de discernement. Les catholiques ont besoin de ce livre. Les catholiques ont besoin de la Bible de Jérusalem.
L'œuvre « grand réquisitoire » de l'Eglise d'aujourd'hui est d'actualité.
Une véritable œuvre de réflexion sur la foi, la pensée et l'homme.
Les Bénédictins, France Catholique
250 pages 75 F
FAYARD

LES ENJEUX DU SYNODE

Trois témoins, trois scénarios

Georges Hourdin, Henri Denis, le cardinal de Lubac : comment chacun voit l'Eglise à sa porte.

GEORGES HOURDIN, Henri Denis, Henri de Lubac : trois témoins, parmi tant d'autres encore, de l'événement conciliaire. Le premier l'a vécu comme « l'acte de base » et journaliste, le deuxième comme secrétaire du cardinal Gerlier, mort entre deux sessions, le troisième comme théologien, l'un des plus grands de ce temps, créé cardinal en 1983 par Jean-Paul II. Trois personnalités, trois scénarios de l'Eglise post-conciliaire.

Son amour de l'Eglise est trempé dans l'acier. Georges Hourdin, né en 1899, a gardé de son siècle une âme de soldat défenseur d'une Eglise assaillie. Mais, cette fois, le mensonge vient de l'intérieur. Le simple nom de Ratzinger, celui du cardinal gardien de la doctrine dans l'Eglise catholique, réveille chez Hourdin tout un passé de centralisme romain, de censure théologique, d'intransigence doctrinale, qu'il a trop bien connu et beaucoup combattu.

Le fondateur de la *Vie catholique* défend cet « esprit » du concile dans lequel le cardinal Ratzinger voit le diable. Il croit à une ouverture plus franche de l'Eglise au monde, à l'unité des

chrétiens, à une autonomie des évêques par rapport au pape, à l'ordination des hommes mariés, au sacerdoce des femmes... Vatican II n'est pas allé assez loin, mais dans sa *Lettre au pape et aux évêques du synode*, Georges Hourdin, à quatre-vingt-six ans, montre qu'il ne désespère pas de l'Eglise. Un vieil incorrigible.

Le défi de l'athéisme

Tout prêtre qu'il est, Henri Denis est moins inconditionnel. Son récit des quatre sessions du concile (1962-1965) est un chef-d'œuvre de vivacité, de concision et d'humour. Mais à la différence de Hourdin, toujours prompt à pousser le régime du moteur pour effacer les ratés, le prêtre lyonnais pèse davantage le pour et le contre, critique les insuffisances du concile. « Une belle théologie », dit-il, mais des lacunes dans l'application institutionnelle.

Les conflits intégristes - progressistes qui ont secoué l'Eglise post-conciliaire ont évolué vers plus de réalisme : d'un côté vers un courant de retour aux valeurs sûres, de l'autre vers la recherche d'une attitude, dans le

monde, plus « évangélique » que politique. Tout en regrettant la liberté de débat interne qui régnait au moment du concile, Henri Denis fait partie de ceux pour qui l'Eglise doit faire l'économie de ses divergences internes et s'arc-bouter pour affronter les « défis » modernes de l'individualisme exacerbé et de l'athéisme.

S'en prenant aux éternels contestataires et aux esprits chagrins, volant au secours du cardinal Ratzinger et jugeant « diffamatoire » la campagne lancée contre lui, le Père de Lubac se place à un autre niveau pour faire le bilan de santé de l'Eglise. Il s'explique notamment sur la portée de ce concile dont il a été l'un des artisans, et rappelle ce qu'il a signifié d'exigence et de fidélité vraie.

H. T.
* **AU Pape JEAN-PAUL II ET AUX EVÊQUES DU SYNODE**, de Georges Hourdin. Desclee de Brouwer, 170 p., 72 F.

* **EGLISE, QU'AS-TU FAIT DE TON CONCILE?**, de Henri Denis. Le Centurion, 246 p., 92 F.

* **ENTRETIEN ATOUR DE VATICAN II**, du cardinal Henri de Lubac. France-Catholique-Le Cerf, 141 p., 50 F.

Pour la catéchèse fondamentale

Les discussions qui, en 1985, ont accompagné le bilan de Vatican II et la préparation du synode extraordinaire de Rome ont renforcé le besoin d'ouvrages fondamentaux.

A cet égard, la meilleure référence est la *Foi des catholiques*, un ouvrage volumineux (736 pages) mais facile d'accès.

Chuz Hachette, cinq volumes, remarquablement illustrés, viennent de paraître, destinés, là encore, à présenter sous tous ses aspects - historiques, bibliques, sacramentels - le contenu de la foi chrétienne.

Dans un tout autre genre, mais avec le même souci de la référence fondamentale, Mgr Pierre Eyt, recteur de l'Institut catholique de Paris et membre de la Commission théologique internationale, vient de publier une série de commentaires et de méditations sur le Credo.

H. T.
* **La Foi des catholiques**, catéchèse fondamentale. Sous la direction de Bruno Chenu et de François Coudreau. Le Centurion, 736 p., 158 F.

* **Le Livre des chrétiens**, cinq volumes. - Le livre de Paris - Hachette. Département histoire chrétienne. 1 820 F l'ensemble.

* **Je crois en Dieu**, par Pierre Eyt. Desclee de Brouwer, 163 p., 78 F.

Autres ouvrages

Le Cours de la mission : professeur à l'Institut catholique de Toulouse, Jean Rigal traite la question des ministères - laïcs, religieux, diacres, prêtres - dans l'Eglise post-conciliaire. Le Cerf, 192 p., 99 F.

Le Concile, vu par un responsable communautaire, partisan du dialogue avec les chrétiens, Antoine Casanova. Un livre qui se présente comme un essai d'approche marxiste de l'Eglise conciliaire. Editions sociales, 263 p., 120 F.

Des Evêques contre le pape, par François-Georges Dreyfus, luthérien, professeur d'histoire à Strasbourg. Une très vive charge contre la « vision sécularisée » de l'Eglise qui dominerait les catholiques de France. Grasset, 237 p., 85 p.

Les Laïcs : leur mission dans l'Eglise et dans le monde. Les dossiers de la Documentation catholique. Une préface de Jean Gélamur. Le Centurion, 382 p., 140 p.

Amour et Responsabilité : un recueil des textes de Karol Wojtyła, cardinal puis pape, sur toutes les questions de l'éthique sexuelle et conjugale. Préface d'André Frossard. Stock, 270 p., 82 F.

Pour une Eglise pluraliste, par Philippe Warnier. Mame, « Chemins d'Evangelia », 225 p., 98 F.

Live toi et marche : une réponse au cardinal Ratzinger par François Biot et Bernard Stéphan. Ed. du Témoignage chrétien, 170 p., 80 F.



La chronique d'un aumônier de prison. Un récit quotidien de l'andresse et de la passion sur la vie des exclus et des pauvres. Une liberté qui traverse tous les enfermements.

Cont. Le temps d'une vie 240 p. 77 F.
DESCLEE DE BROUWER

Jean Guittou au chevet de Marthe

Le philosophe se fait l'avocat d'une paysanne grabataire persuadée que ses souffrances vont effacer les péchés de l'humanité.

JEAN GUITTON a la religion dans le sang. A lire ce livre étrange en forme de testament, on pourrait presque dire qu'il a la religion du sang. Voici un professeur catholique de la Sorbonne. Un philosophe qui s'exprime - au sens le plus élevé du mot - d'une paysanne inculte de la Drôme, Marthe Robin (1902-1981), grabataire pendant trente ans, et dont la vie intérieure tourne autour de trois pôles aberrants mais que rien n'autorise à suspecter : l'innéité absolue (eau comprise) (1) ; des stigmates plus ou moins sanglants explicitement reliés à la Passion du Christ ; l'absorption exclusive de l'hostie, une à deux fois par semaine.

Un psychiatre, professeur à la faculté de médecine de Lyon, et un chirurgien ont examiné la malade et détaillé son état. Mais ce n'est pas aux médecins de se transformer en théologiens. Revendons à Jean Guittou, qui, pendant une quarantaine d'heures au total, a écouté à sa manière Marthe Robin et nous avec elle un dialogue déconcertant. Les foules ont évidemment accouru au chevet de Marthe. Du fond de sa couche, elle prodiguait d'une voix douce des avis de bon sens parfois assez banals. Paisible malgré ses maux extrêmes, elle s'intéressait aux autres : cette femme immolée, apparemment aux portes de la mort, ne parlait que de foi et de sa joie d'avoir été choisie pour éponger par sa souffrance une part des péchés de l'humanité.

Le culte de la maladie

Toute supercherie est à exclure. Mais les faits sont extravagants.

Les hypothèses de Jean Guittou n'emportent pas toujours l'adhésion. Il n'est certes pas besoin d'avoir une santé robuste pour accéder à la perfection, mais la morbidité est-elle une valeur et sa récupération mystique va-t-elle de soi ? Si Marthe avait trait ses vaches, comme il aurait été bon qu'elle pût le faire - car on ne peut souhaiter à personne d'être cloué sur un lit de douleur - quelle aurait été sa destinée ? Vivre quelque mille cinq cents fois les douleurs de la Passion soulève des problèmes du seul point de vue spirituel. Marthe a tiré un extraordinaire parti de sa débilité

physique, et cela force l'admiration. Toutefois, on ne peut s'empêcher d'être gêné par le côté en quelque sorte normatif de ce calvaire réitéré, et par la jonction tâtée établie entre la douleur assumée et, pour ainsi dire, la sainteté. Le catéchisme parle bien de rachat et de communion des saints, mais il ne dit pas où se situe l'équilibre et comment il s'établit. Faut-il forcer son talent ?

Les malades sont des êtres mystérieux, ils ont besoin d'être crus et aimés, mais ils ont aussi besoin d'être soignés ; les milieux catholiques les plus ardents et traditionnels ne sont pas forcément les plus aptes à mettre en œuvre les meilleurs

moyens pour les soulager et les relever. Il y a, semble-t-il, dans le cas posé par Marthe une sorte de culte, plus ou moins inconscient, de la maladie.

La valeur littéraire de cet ouvrage fervent est grande. Avec une minutie d'insecte, une foi et une culture que tout le monde lui connaît, Jean Guittou dissèque, synthétise et transpose ; Marthe ne pouvait trouver un meilleur avocat.

HENRI FESQUET.

* **PORTAIT DE MARTHE ROBIN**, de Jean Guittou, Grasset, 250 p., 75 F.

(1) Innéité : absence de toute nourriture (expression d'origine latine).

LE CONCILE 1965-1985

La grande édition des textes conciliaires en un volume

Concile œcuménique Vatican II

Constitutions - Décrets - Déclarations - Messages

Tous les textes du Concile en latin et en français, 300 pages de tables exhaustives.

1.016 pages sur papier simili, bible, signé, encart-garde amovible, relié pleine toile.

NOUVEAUTÉS

HENRI DENIS

Eglise, qu'as-tu fait de ton Concile ?

• Une chronique savoureuse de Vatican II • Un bilan lucide et serein • Des perspectives pour aujourd'hui et pour demain

248 pages

Commission théologique internationale

L'unique Eglise du Christ

Rapport rédigé pour le Synode par Mgr P. Eyt

80 pages

LE LIVRE

La foi des catholiques

Catéchèse fondamentale

Sous la direction de B. Chenu, F. Coudreau, P. Dornier, Ch. Ehlinger, J. Grillo, F. Nielly, D. Ferrat, A. Rouet.

La foi vécue des catholiques : • Une foi vivante • La révélation chrétienne • Une humanité selon l'Evangile • L'Eglise en chemin

736 pages

le Centurion

Le meilleur produit de la littérature danoise actuelle. Gérard Guégan, *Sud-Ouest*

Récit de la lutte continuelle que se livrent l'intelligence et la nature, le besoin de comprendre et la force d'exister, roman d'aventures, Lago Santa est aussi l'histoire d'une crise métaphysique dont l'exploration brésilienne n'est que le signe et l'occasion.

Pierre Lepape, *Le Monde*

Des paysages, des atmosphères, une très ironique érudition ; une singulière maîtrise.

J.-M. Montremy, *La Croix*



● BIOGRAPHIES

Les séductions de Voltaire

Les premiers froids

(Suite de la page 15.)

Le livre de Laurence Jyl m'a tenu pendant des heures parce que, s'il croquait Marie-Louise à la sanguine et Voltaire au fusain, il déployait aussi, sur une toile de fond, la seconde moitié du dix-huitième siècle. Une rupture brutale traversait une entente qui avait été assez délectable pour les deux partenaires. Laurence Jyl la raconte brillamment.

Au moment où je me levais pour mettre en action un deuxième radiateur parce que le froid s'accroissait, je pris le neuvième volume de la *Correspondance* de Voltaire, qui vient lui aussi de paraître (2), et j'abandonnai l'épître-midi avec les lettres qu'il écrivait justement pendant cette crise sentimentale et féroce.

Désespéré d'avoir été obéi...

Les écrivains se trompent facilement quand ils osent juger leur œuvre. Ainsi Diderot, parce qu'il admirait trop l'art dramatique, méprisait le roman sans se douter que nous lirions et relirions *Jacques le fataliste* en oubliant globalement son théâtre. Parce que l'air du temps l'y incitait, Voltaire, lui aussi, plaçait au sommet de son œuvre des tragédies que depuis longtemps nous n'avons plus le courage d'applaudir, alors que sa *Correspondance* ne cesse pas de triompher. Certes, il écrivait beaucoup de lettres à l'usage de la postérité, mais beaucoup plus encore sous le dicté d'ambitions et d'émotions passagères. Elles sont parfois d'un naturel qui leur donne l'allure d'épîtres d'un brouillon auquel est bien étrange la rigueur voltairienne qu'on nous a enseignée.

Pendant le « crise » de 1768, sa *Correspondance* est particulièrement fiévreuse et désordonnée. Il hait La Harpe, coupable de lui avoir dérobé un manuscrit. C'est parce que Marie-Louise Denie a défendu La Harpe qu'il la chasse avec presque toute la tribu. Désespéré d'avoir été obéi, il tente de renouer des liens qui lui sont si doux et même en même temps une enquête pour prouver la malice de La Harpe. Il envoie et l'on croit lire du Léautaud : « La Harpe entrant dans ce cabinet tous les jours et furetant tous mes papiers. Je le laissais faire ; je comptais sur sa discrétion et sur ce qu'il doit aux services que je lui ai rendus. » Peut-être Marie-Louise reviendra-t-elle ? En attendant, il passe des soirées désolées, et Laurence Jyl nous le montre jouant au trictrac avec son abbé, le Père Adam.

Nous voici loin de l'émotion factice que Voltaire avait rendue dans *Candide*, lors d'une de ces parties de pharaon qui suivaient les soupers de la marquise de Parabrigue.

Le badinage, l'algèbre et la névrose

Le soir tombe brutalement. Parce que je me suis levé pour allumer l'électricité, je me laisse aller à des associations d'idées comme au cours d'une conversation. Le trictrac et le pharaon m'entraînent vers deux livres récents consacrés au jeu. Olivier Gruss, à travers sa *Vie quotidienne des joueurs sous l'Ancien Régime* (3), a réussi, grâce à l'entraide avec lequel il exploite une belle érudition, à nous présenter le passé sous le seul angle du jeu. Celui-ci provoque les anecdotes, se déploie parfois comme un roman, révèle autant les mœurs que les lois, s'associe aussi bien à l'histoire qu'à la philosophie, au badinage, à l'élégie et à la névrose. Voici un livre complet. J'y ai appris que le trictrac était « un jeu de commerce ». Entendons par là qu'il mettait à contribution plus l'esprit que le hasard. Du coup, le poète le tolérât parce que la morale y trouvait son compte. Alain, lui, aurait protesté, puisqu'il écrivait qu'on préfère croire en sa chance qu'en son mérite.

Dans l'*Encyclopédie des jeux de cartes*, de Christian Garraud (4), qui est une somme, elle aussi allègre et entraînante, et égayée par une illustration qui enchante, j'ai appris que le pharaon était, contrairement au trictrac, un jeu de hasard, une diablerie vouée à l'or et à la ruine. Garraud me ramène à Voltaire en citant ce passage, dont le ton est assez balzacien : « Paris a toujours été à peu près ce qu'il est, le centre du luxe et de la misère ; c'est un grand jeu de pharaon, où tous ceux qui taillent embourbent l'argent des pontes. » Je sais que j'ouvrirai souvent cette *Encyclopédie*, le long de laquelle, entre deux belles images, on peut suivre le mouvement des règles ludiques que l'homme inventa pour jouer avec le destin et avec soi. Mais le moment est venu de passer un moment pour s'en aller retrouver son siècle dans la rue.

JACQUES LAURENT.

(2) *Correspondance*, de Voltaire. Tome IX (1767-1769). Edition Besserman. « La Pléiade ». Gallimard. 1 601 p., 290 F.

(3) *La Vie quotidienne des joueurs sous l'Ancien Régime*, de Olivier Gruss. Hachette « Littérature ». 254 p., 84 F.

(4) *Encyclopédie des jeux de cartes*, de Christian Garraud, M.A. éditions. 454 p., 380 F.

Michel SCHNEIDER

Voleurs de mots

Essai sur le plagiat

« Avec un charme et une érudition qui se rencontrent rarement en si parfait alliage, ce psychanalyste a voulu imaginer le roman des influences que chacun porte en soi. »

Jean-Paul Enthoven, *Le Nouvel Observateur*

Connaissance de l'Inconscient.

GALLIMARD *rif*

(Suite de la page 15.)

Au-delà des mesquineries et des hargnes du polémiste, de son égoïsme brutal, des ambitions mondaines du poète, des aveuglements du dramaturge, René Pomeau met parfaitement en valeur l'axe premier de ces années de formation au cours desquelles Aronnet devint Voltaire : l'éclosion d'une pensée humaniste qui saisit la nécessité de mettre au point une stratégie de victoire de la tolérance, la naissance d'un intellectuel « engagé ».

Le prince et le philosophe

La thèse que publie Christiane Mervaud : *Voltaire et Frédéric II*, s'inscrit dans le droit fil de la méthodologie et de la rigueur scientifique de René Pomeau, et elle apporte des éléments tout à fait inédits à la compréhension de cette fameuse stratégie. On s'est beaucoup moqué de Voltaire, de son engouement pour le roi de Prusse, de ses flatteries, puis de ses désillusions larmoyantes, de ses tristes mésaventures berlinoises. On y a vu l'attrance éternelle et toujours déçue qu'éprouvent les philosophes pour le pouvoir. Christiane Mervaud montre tout ce que ce lieu commun a de simpliste lorsqu'il s'agit des relations de Voltaire, déjà sacré prince des philosophes, avec ce prince allemand soucieux de se donner, lui aussi, une image de marque de roi-philosophe. Une alliance presque parfaite lorsqu'il s'agit pour l'un et pour l'autre, et par lettres interposées, de tracer les contours de l'Etat idéal, mais qui, plus qu'à l'épreuve des faits, n'a pas résisté aux préjugés sociaux de l'époque : quand la distance de la correspondance n'existe plus, un prince est tout et un philosophe roturier n'est plus rien.

Les éloges que méritent ces deux derniers livres, beaux produits de l'université française, s'accompagnent d'un soupçon d'amertume : pourquoi fallait-il qu'ils soient publiés en Grande-Bretagne, fort loin de l'Allemagne, mais à un prix élevé. Pour fêter Voltaire, l'édition française ne méritoit-elle pas mieux que Roger Peyrefitte ?

PIERRE LÉPAGE.

★ **VOLTAIRE, SA JEUNESSE ET SON TEMPS**, de Roger Peyrefitte. Albin Michel. 2 volumes. 490 p. et 390 p., 125 F. chacun.

★ **DAROUET, A VOLTAIRE**, de René Pomeau. Voltaire Foundation, Oxford. Distribué en France par Jean Touzet (38, rue Saint-Sulpice, 75278 Paris Cedex 06). 372 p., 200 F.

★ **VOLTAIRE ET FRÉDÉRIC II**, de Christiane Mervaud. Voltaire Foundation, Oxford. Distribué par Jean Touzet. 620 p., 840 F. La Fondation Voltaire d'Oxford, qui a entrepris l'édition complète des œuvres de Voltaire en quatre-vingt-quatre volumes, vient de faire paraître le soixante-quatrième, la *Défense de son oncle*, édition critique de José-Michel Moureaux. 500 p., 840 F.

● ESSAIS

L'homme n'est pas mort

Deux philosophes iconoclastes partent en guerre contre Foucault, Derrida, Bourdieu et Lacan.

A « philosophie des années 68 », telle qu'elle s'exprime à travers « une constellation d'œuvres chronologiquement proches de mai », se caractérise, selon Luc Ferry et Alain Renaut, par un parti pris d'« anti-humanisme », qui se fonde sur l'idée que « l'autonomie du sujet » est « une illusion » et que la volonté humaine est régie

« humanisme non métaphysique » qui regarde plutôt du côté de Kant que de Heidegger. Avant d'en arriver là, ils se livrent à une critique serrée, souvent vive dans le ton, toujours claire dans la forme et nourrie, sur le fond, d'arguments apparemment solides, des quatre auteurs pris pour cibles, qu'ils présentent comme les héritiers fidèles, quoi-

testablement l'accent sur des difficultés, des obscurités, voire des contradictions que recèlent les travaux considérés, mais leurs observations n'en appellent pas moins de sérieuses réserves. Les deux auteurs commencent en effet, selon une procédure classique, par élaborer le « type idéal » de la « pensée 68 » avant d'y comparer chacune des œuvres étudiées ; mais au lieu de mesurer les différences qui séparent éventuellement le « type idéal » des productions effectives, ils ont tendance, à l'inverse, à donner de celles-ci une image réductrice, et parfois franchement caricaturale.

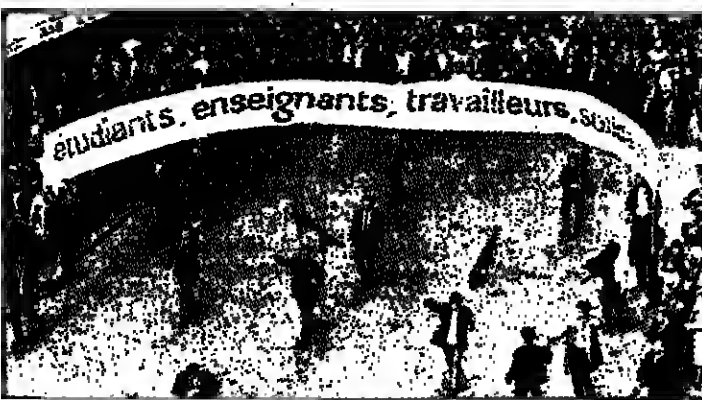
Plutôt que de vouloir prouver à toute force que les quatre auteurs retenus font disparaître le sujet, on aimerait que Luc Ferry et Alain Renaut tiennent compte de leurs efforts pour en définir, au contraire, le nouveau statut, dans le prolongement de l'épistémologie d'un Bachelard, étrangement absent, avec quelques autres, de ce livre (peut-être parce qu'il deviendrait impossible alors d'établir un lien avec mai 68).

En dépit du plaisir que donne toujours une polémique habilement menée, on est tenté finalement de se dire, avec Gilles Deleuze (1) : « *Aucun livre contre quoi que ce soit n'a jamais d'importance ; seuls comptent les livres pour quelque chose de nouveau, et qui savent le produire.* »

THOMAS FERENCZI.

★ **LA PENSÉE 68**, essai sur l'anti-humanisme contemporain, de Luc Ferry et Alain Renaut, Gallimard, 293 p., 96 F.

(1) Au chapitre « Structuralisme » de *l'Histoire de la philosophie* dirigée sous la direction de François Châtelet (Hachette).



Maï 68, point de départ de la dissolution du Maï ?

de l'extérieur, « que cet extérieur soit pensé comme infrastructure, comme libido, comme instinct physiologique ou comme Être ».

Ce « procès du sujet », dont ils repèrent l'origine dans la déconstruction heideggerienne de la métaphysique, Luc Ferry et Alain Renaut le voient à l'œuvre dans le travail de quatre penseurs tenus pour emblématiques : Foucault, Derrida, Bourdieu, Lacan, et dans l'idéologie de mai 68, point de départ de la dissolution du Maï qu'ils accomplissent paradoxalement l'individualisme contemporain.

A pareille vision de la « mort de l'homme », Luc Ferry et Alain Renaut opposent le projet d'un

parfois abusifs, des philosophes allemands (Heidegger, mais aussi Nietzsche, Marx, Freud) et comme les porte-parole privilégiés des grands thèmes de l'époque : la fin de la philosophie, le paradigme de la généalogie, la dissolution de l'idée de vérité, l'historicisation des catégories.

Pour Luc Ferry et Alain Renaut, la faiblesse de cette pensée est double. Sur le plan de la théorie, elle laisse sans réponse la question de la place du sujet ; et sur celui de la politique, elle interdit de fonder le combat pour les droits de l'homme dont elle se réclame pourtant.

L'analyse conduite par Luc Ferry et Alain Renaut met incon-

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Chasse aux dilemmes

(Suite de la page 15.)

L'ÉCRITURE postule l'avarice. Berl pousse la générosité jusqu'à distraire une partie de son temps et de son œuvre en articles de circonstance, en plaisirs de la conversation. Dans leurs souvenirs respectifs, Miraille et Clara Melraux nous ont raconté les nuits entières d'élucubrations entre leurs brillantissimes époux. On croit les entendre ; sauf que les propos mêmes se sont envolés, faute de magnétophones pour les retenir aux ailes...

Par chance, certains entretiens de ce causeur de charme ont été enregistrés : avec Jean d'Ormesson, sur France Culture, en mars 1968, et, en 1976, avec Patrick Modiano, qui les a publiés chez Gallimard sous le titre : *Interrogatoires*, et les a fait suivre d'un texte délectable de Berl : *Il fait beau, allons au cimetière*. Restait à recueillir quelques-uns des centaines d'articles, afin de surprendre, à l'épreuve des événements, un des esprits les plus libres du siècle. C'est à quoi se sont employés Bernard de Fallois et Bernard Morino, pour Julliard.

Regroupés par thèmes, ces textes issus de revues confidentielles ou de journaux disparus font défiler l'actualité, des années 30 et la montée des totalitarismes à la V^e République, sans oublier les réactions des amis écrivains dans le tourment. Mais Berl ne se laisse pas envahir par le présent, si porté qu'il soit à l'analyser et si dévoué pour y voir clair, presque aussi clair, bien que plus intuitivement, que Raymond Aron. Le recueil fait alterner, comme dans la conversation de l'auteur, les réflexions politiques et les méditations plus intemporelles sur la violence, la justice, la civilisation, l'Europe, Michélet, Tocqueville, Martin du Gard, Proust ou Camus.

On retient de ces promenades une horreur physique de la violence, où ses contemporains activistes ont voulu voir une accoucheuse de l'histoire. Berl croit que l'innocence demeure à portée de l'humanité. La culture a déjà arraché à la nature le langage, les jardins, une certaine justice : pourquoi s'arrêterait-elle en si doux chemin ? Ces conquêtes sacrées doivent être préservées avec des soins de jardinier. Le pacifisme vient de là.

En préface, Bernard de Fallois passe en revue les raisons pour lesquelles Berl est resté dans l'ombre et mériterait d'en sortir. Pourquoi le Larousse l'ignore-t-il, et, pis, la Lagarde et Michard, ainsi que nombre de dictionnaires complaisants aux amis ? Justement parce que Berl vénérait trop l'amitié pour ne pas dédaigner et décourager les copinages. Dès sa génération, il fallait, pour atteindre le grand public, sculpter soi-même sa statue et

crier à son propre génie, clownerie indigne de lui. Sans doute lui a-t-on tenu rigueur de son pacifisme munichois et de certaines fréquentations — celle de Drieu, notamment — qu'il n'était pas homme à renier. On lui a aussi fait payer d'être un généraliste, à l'heure où le spécialiste prime sur le marché, et incassable, au regard des idées et des genres. Comme à Aron, il lui manquait les réussites d'artiste dont Malraux, Sartre et Camus ont agrémenté leurs essais. Malraux lui reprochait de ne pas avoir le « sens de l'ennemi », de ne pas « vouloir devenir ministre », de « ne pas conclure ».

Autant de défauts qui devraient être tenus pour des qualités, quand on a l'ambition de devenir, selon le joli mot de Berl enfant, un « grand esprit » ! « Théodore » ne fait pas passer la vérité avant les amis — marque, à l'en croire, de la droite — ni l'inverse. Cela dépend : non de son humeur, mais de la vérité. L'intelligence, d'après lui, doit servir à déjouer le mensonge et le bêtise, non à combattre hors de la borne fol.

P LUS pendable que tout, pour son époque : Berl était incurablement clair. A propos de Lacan, il dit : « Je pourrais devenir plus obscur, sans être pour autant plus profond. » La limpidité de son esprit critique et sa constante visée moraliste ont déterminé l'élégance de sa prose, justement rapprochée de celle de Voltaire ; un Voltaire plus tremblant, plus émotif, plus seul de son avis.

A voir fonctionner cette somptueuse machine sur près de huit cents pages, on perçoit un de ses secrets, qui explique sa mise à l'écart, de son vivant, et devrait lui valoir un regain d'intérêt posthume si les intellectuels voulaient bien se montrer moins partisans et plus nuancés que les hommes politiques : le refus viscéral de tout dilemme. Au nom de quoi somnoler soi-même et les autres de choisir entre deux propositions contradictoires ? Ou Dreyfus est coupable, ou l'état-major est infâme ! Ou tu désapprouves Munich, ou tu es pour l'Europe hitlérienne !...

Dans le *Fameux Rouleau compresseur*, Berl dit de Drieu : « *Quand il est fatigué, il fait du dilemme comme d'autres font de l'albume !* » Pour Berl, le dilemme est un raisonnement souvent faux, et toujours odieux parce que d'essence totalitaire. C'est la pensée de qui renâcle à penser et voudrait entraîner l'autre dans sa défaite. Une fausse rigueur doublée d'une lâche mise en demeure.

Suggestion : armé de Berl, partir à la chasse aux faiseurs de dilemmes qui nous entourent ; comme ça, pour l'hygiène, pour le plaisir.

★ **ESSAIS**, d'Emmanuel Berl, Julliard, 776 pages, 120 F.

LIVRES

POLONAIS

et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél : 326-51-09

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Téléphones d'abord ou venez à la

LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75118 PARIS

45-20-87-12

- Si le titre que vous cherchez

figure dans notre stock

(100 000 livres dans tous les domaines) : vous l'aurez en

24 heures.

- Si n'y figure pas : nous diffu-

sons gratuitement votre demande

auprès d'un réseau de correspondants ;

vous recevrez une proposition écrite et

chiffrée dès que nous trouvons un livre.

AUCUNE OBLIGATION D'ACHAT

SOCIÉTÉ

LE CARNET DU Monde

INAUGURANT DE NOUVEAUX ÉQUIPEMENTS

M. Chirac met en garde contre l'insécurité dans le quartier des Halles

M. Jacques Chirac et les maires des quatre arrondissements du centre de Paris ont visité longuement mercredi 27 novembre l'un des grands chantiers de la capitale : les souterrains de Saint-Eustache, qui prolongent vers l'est le Forum des Halles (Le Monde daté 21-22 juillet 1985). M. Paul Chemetov, l'architecte de cet ensemble, y a présenté l'auditorium de six cents places, le gymnase, le conservatoire, la piscine et les divers équipements de loisirs qui sont déjà en fonction à 10 mètres sous terre. Le maire de Paris a célébré ce qu'il a appelé « l'acte final de la plus considérable opération d'urbanisme menée à Paris depuis des décennies ».

En réalité divers équipements publics restent à livrer, comme la vidéothèque de Paris, la Maison des associations, la discothèque, qui ne seront accessibles au public qu'en 1986 ou 1987. Sont également en construction ou en projet dans ce sous-sol une quarantaine de boutiques, sept cinémas et le Centre océanographique de la Fondation Cousteau. Le tout sera couvert par une dalle de béton sur laquelle doit être aménagé un jardin de près de 2 hectares.

Les travaux ne seront pas achevés avant la fin de 1987, et leur coût total dépassera 600 millions de francs.

M. Chirac s'est félicité de cette réalisation qui complètera l'équipement de ce secteur de Paris dont on avait prédit la mort lors du déménagement des Halles. Loin d'avoir dépeché, le quartier, aujourd'hui piétonnier sur 17 hectares, accueille, chaque jour, deux cent mille visiteurs et est devenu un foyer commercial, et demain peut-être culturel, de la capitale. « Mais, a remarqué le maire, la réussite de cette réhabilitation urbaine peut être compromise par l'insécurité qui y règne : trafic de drogue, nuisances de la prostitution, tapage nocturne, altérations, dégradation des équipements publics, provoquent les protestations des habitants. Malgré l'installation de deux commissariats et la présence permanente sur le terrain de vingt à trente policiers, la situation reste difficile. S'il n'y est pas porté remède, a indiqué M. Chirac, le quartier risque d'entrer dans une longue et inéluctable décomposition. »

M. A.-R.

SPORTS

FOOTBALL

LA VICTOIRE DE NANTES SUR LE SPARTAK MOSCOU Beaucoup de constance et un peu de chance

Le Football-Club de Nantes a battu le Spartak Moscou par 1 à 0, mercredi 27 novembre à Tbilissi (URSS), en match aller des huitièmes de finale de la Coupe de l'UEFA. Cette victoire, obtenue sur penalty par Pierre Morice à la soixante-dix-septième minute, constitue un précieux avantage pour les Nantais, en vue du match retour le 11 décembre au stade de la Beaujoire à Nantes.

Le pied gauche de Pierre Morice n'a pas tremblé, les files de René Dassaev, qui l'inverse aurait pu se produire dans ce face-à-face de quelques secondes entre le petit remplaçant nantais, entré en jeu douze minutes auparavant à la place de José Touré, et le meilleur gardien du monde. Surtout que le seul défaut de Pierre Morice est, selon Robert Budzinski, directeur technique du FCN, « le manque de confiance en soi ».

Deux pas d'élan, une frappe sèche à ras de terre hors de portée des bras tentaculaires et des mains ventouses de Dassaev « l'arrangée ». A la soixante-dix-septième minute de jeu, un Breton de vingt-trois ans devenait le héros du match. Grâce à lui, l'exploit nantais avait un visage. Car, jusqu'à et même après ce penalty, la performance des footballeurs français était à mesure au crédit d'une collectivité, de l'obstination anonyme de chacun et d'une grande discipline d'ensemble.

Après la défaite de l'équipe de France contre la RDA à Leipzig et l'élimination des clubs français dans les différentes coupes d'Europe, des théoriciens du football, réunis en colloque à Toulouse le 5 octobre, s'interrogeaient sur le « mal français » à l'extérieur. Parmi eux, Gérard Banide, membre de la direction technique nationale, expliquait : « Les tâches défensives sont aussi nobles que les autres puisqu'elles font partie du jeu et de la recherche de la victoire. Certes, nous ne sommes pas encore fait mentalement pour subir le match et la domination permanente de l'adversaire à effectuer le mouvement ou le geste défensif nécessaire. » Selon toute vraisemblance, Jean-Claude Suaudeau, l'entraîneur de Nantes, fait la même analyse et ses élèves apprennent vite.

Sur la pelouse bosselée de Tbilissi, les Canaris ont pourtant été moins à l'aise qu'à Belgrade pour contenir les assauts de l'adversaire. En première mi-temps surtout, William Ayache, Christophe Frankowski et la charnière centrale Le Roux-Der Zakarian ont effectué quelques renvois hasardeux, tandis que Touré perdait de nombreux ballons au milieu du terrain.

Souvent privés de la balle par des Soviétiques pratiquant un football

« TENNIS : International d'Australie. - Le Français Yannick Benhabib a été éliminé, jeudi 28 novembre, au premier tour des Internationaux d'Australie à Melbourne par l'Américain Darren Cahill en quatre sets (6-4, 6-4, 4-6, 6-2). Le modeste Néerlandais Michiel Schepers créait la surprise en battant l'Allemand Boris Becker en 5 sets (3-6, 6-4, 7-6, 4-6, 6-3). Chez les dames, il ne reste plus de Françaises en lice après l'élimination de Catherine Suire par l'Australienne Elizabeth Smylie (6-2, 4-6, 6-3).

très « primesautier », les Nantais ont compensé par une générosité physique de tous les instants. Avec beaucoup de constance et un zeste de chance, ils ont repoussé toutes les tentatives de la meilleure attaque (avec 72 buts marqués) du champion soviétique. En multipliant les centres en retrait et les remises de main-deux, les hommes de Konstantin Beskov, entraîneur du Spartak, ont montré d'autres arguments que les Yougoslaves de Partizan de Belgrade. L'exploit de cette défense nantaise, totalement remaniée à l'inter-saison, n'en est que plus révélateur. Il confirme les progrès de Michel Der Zakarian au centre d'un dispositif qui n'a encaissé que 12 buts en championnat de France.

Il confirme aussi une tradition selon laquelle le Football Club de Nantes réussit mieux à l'extérieur que tous les autres clubs français. En vingt-quatre rencontres européennes disputées hors de France, les « jaunes » ont obtenu six victoires et cinq nuls. Déjà en 1980, sur le terrain de Tbilissi, les footballeurs nantais avaient battu le Dynamo de Moscou par 2 à 0 en quart de finale de la Coupe des coupes. Mais c'était au temps où le football soviétique, stérilisé et vieillissant, n'impressionnait plus l'Europe. Celui de 1985-1986 est plein de promesses. Le Spartak de Moscou, avec ses six internationaux, a montré des brèves de j'en vif et inspiré, avant de faiblir physiquement. A-t-il tout montré ?

JEAN-JACQUES BOZONNET.

LES AUTRES RÉSULTATS

Flakka Split (Youg.) b. Dniepr (URSS) 1-0
Hammarby (Sue.) b. Cologne (RFA) ... 2-1
Watzen (Belg.) b. Milan AC (It.) ... 1-1
Monchengladbach (RFA) b. Real Madrid (Esp.) ... 3-1
Dundee United (Ecl.) b. Neuchâtel (Sui.) ... 2-1
Inter Milan (It.) b. Legia Varsovie (Pdl.) ... 0-0
Bilbao (Esp.) b. Sporting Lisbonne (Port.) ... 2-1

Scandale romain

Le sénateur Dino Viola, président de l'AS Roma, est accusé par le bureau d'enquête de la Fédération italienne de football d'avoir versé 100 millions de lire (environ 500 000 francs) afin de corrompre M. Michel Vautrot, l'arbitre français de la rencontre AS Rome-Dundee United en demi-finale de la Coupe d'Europe des clubs champions en 1984. Le somme a été versée à deux intermédiaires qui n'ont jamais pris contact avec M. Vautrot, mis hors de cause par les enquêteurs italiens. Rome avait gagné facilement (3 à 0), et l'arbitrage de M. Michel Vautrot avait fait l'unanimité. Repoussant « avec indignation » les accusations de la Fédération italienne, M. Viola laisse entendre qu'« un personnage important du football » était impliqué dans l'affaire. « Il était de mon devoir de ne pas refuser ses avances afin de le démasquer », dit-il.

Mariages

- M. et M^{me} Jacques BROSOLLET, M^{me} Henry MENAGER, M. et M^{me} Michel DEGU, M. et M^{me} Henry-Georges MENAGER,

sont heureux de faire part du mariage de leurs petits-enfants et enfants,

Sylvie et Armand,

qui a eu lieu dans l'intimité familiale.

Paris, novembre 1985.

- On nous prie d'annoncer le mariage de

M^{me} Laurence le CLECH,

filles de M. Maurice le Clech et de M^{me} née Mireille Roger,

avec

M. Bernard ROTH,

filles de M. Pierre Roth, décédé, et de M^{me} née Mireille Roger,

qui a eu lieu dans l'intimité, le samedi 23 novembre 1985, en l'église Saint-Hippolyte, à Paris.

Décès

- M^{me} Camille Bodès, son épouse, M^{me} Hélène Bodès, M. et M^{me} Patrick Vayn, M^{me} Dominique Bodès, ses enfants, Nadia, Capucine, Ségolène, Alexandra, ses petits-enfants, Les familles Brient, Tardy, Josée Le Gall, Renée Larmoul,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Camille BODÈS,

survenu le 26 novembre 1985.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 2 décembre, à 13 h 45, en l'église Saint-Honoré-d'Eylau, 66, avenue Raymond-Poincaré, à Paris-16^e, sa paroisse, où l'on se réunira.

123, rue de La Tour, 75116 Paris.

- Les associés et collaborateurs de la Fiduciaire de la Tour

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Camille BODÈS,

expert-comptable, commissaire aux comptes, ancien membre du Conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables et comptables agréés, président d'honneur du conseil régional de l'ordre de Paris, président d'honneur du CFCEG.

Les obsèques seront célébrées le lundi 2 décembre 1985, à 13 h 45, en l'église Saint-Honoré-d'Eylau, 66, avenue Raymond-Poincaré, à Paris-16^e.

- M^{me} Jean Bregout et sa famille.

Le directeur et le personnel de l'Institut d'élevage et de médecine vétérinaire des pays tropicaux (département Elevage) et médecine vétérinaire du CIRAD),

ont la douleur de faire part du décès de

docteur Daniel BREGAUT,

vétérinaire à la mission IEMVT de Nouméa (Nouvelle-Calédonie),

survenu accidentellement le 18 novembre 1985.

L'inhumation aura lieu au cimetière de St-Sève (92310), le vendredi 29 novembre, à 16 heures.

- M^{me} veuve Esther Guodj, M^{me} Marcelle Guodj et ses enfants.

La famille Guodj,

ont la douleur de faire part du décès de

M. René GUEDJ,

directeur d'agence à Nice, ancien transitaire à Tunis.

Les obsèques auront lieu le vendredi 29 novembre, à 8 heures, au cimetière de Pantin.

- Jean William Hanoteau, Claude Hanoteau,

font part du décès de leur père,

Gaillaume HANOTEAU,

écrivain-journaliste,

survenu, à Paris, le 27 novembre 1985.

(Lire page 36.)

(Publicité) CERCLE BERNARD LAZARE

JEUDI 28 NOVEMBRE, à 20 h 30

« Le Parti socialiste face à la réalité politique française »

avec GEORGES BARRE, secrétaire national aux relations extérieures du PS

10, rue Saint-Clément, 75002 Paris, tél. : 42-71-58-19

Pompes Funèbres Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

Messés anniversaires

- A l'occasion du vingt et unième anniversaire du décès de

M. Ernest DUFFO,

une messe sera célébrée à son intention, ainsi qu'à la mémoire de

M. Michel ROBINET,

et à celle des collaborateurs de La Garantie médicale et chirurgicale et des membres de leurs familles, en l'église de la Sainte-Trinité, 3, rue de la Trinité, à Paris-9^e, le mardi 3 décembre 1985, à 12 h 10.

Une messe sera dite en l'église Saint-Paul, 7, passage Saint-Paul, à Paris-4^e (métro Saint-Paul), le samedi 30 novembre, à 10 heures.

- On nous prie d'annoncer le décès de

Maurice PAZ,

avocat honoraire, historien,

survenu, à Paris, le 24 novembre 1985.

De la part de

Marguerite, son épouse,

Olivier, Amick, Maxime, ses enfants,

Francis et Dominique, ses petits-enfants, Et de tous ses amis.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, en l'église Saint-François-Xavier, le 27 novembre 1985.

8, rue César-Franck, 75015 Paris.

- M. Ivan Pinchinat, son fils,

M^{me} Ivane Lamarre, sa fille,

M. Roger Pinchinat, son frère,

M^{me} Suzanne Lamarre, M^{me} Marie-José Navière, Ses amis et ses collègues du journal Le Monde,

ont la douleur de faire part du décès de

Max PINCHINAT.

L'inhumation aura lieu le mardi 3 décembre 1985, à 10 h 45, au columbarium du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Suzanne Lamarre, 9, rue Aristide-Maillo, 75015 Paris.

M^{me} Marie-José Navière, 10, rue du Laminé, 75014 Paris.

(Max Pinchinat était né à Port-au-Prince (Haïti) le 24 juin 1925. Après avoir suivi des études supérieures à l'Académie militaire d'Etat, il étudia la médecine au Centre d'art de Port-au-Prince, de 1946 à 1950. En 1950, il fonda le Tover des arts plastiques (FOAP), dont il est le premier président. L'année suivante, il déménagea de l'année et du FOAP pour aller à la recherche du gouvernement français, et rejoindra à Paris depuis lors.

A plusieurs reprises, il exposa ses œuvres à Port-au-Prince et à Paris, tout en publiant plusieurs essais et recueils de poèmes, ainsi qu'une monographie sur le peintre haïtien. En France, il exerça la profession de correcteur, d'abord à l'imprimerie Georges-Lang, puis de 1963 à 1983, au journal Le Monde. Son départ à la retraite lui avait permis de se consacrer entièrement à la poésie et à la peinture.

- M. et M^{me} Jean-Pierre Progent et leurs enfants,

M^{me} Geneviève et Elisabeth Progent, Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} André PROGENT,

née Lucie Boule, intendante universitaire, CASU honoraire,

survenue à Paris, le 26 novembre 1985, dans sa soixante-seizième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 3 décembre, à 13 h 45, au temple de l'Amorcion, 19, rue Cornibert, à Paris-16^e.

Anniversaires

- Pour le troisième anniversaire du décès de

Michel RUBIN,

une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

Avis de messes

- Une messe sera célébrée en l'église Saint-Pierre de Montreuil d'Alsia, 32, avenue du Général-Leclerc, à Paris-14^e, le vendredi 6 décembre 1985, à 11 heures, à la mémoire de

M. Jean-Henri BILLAUT,

directeur-adjoint de la FEHAUF, décédé le 3 novembre 1985.

Ses parents, ses amis, les adhérents de la Fédération des établissements hospitaliers et d'assistance privés, sont invités à participer à cette cérémonie du souvenir.

STERN

GRAVEUR

(après INAI)

Pour votre Société papiers à lettres et imprimés de haute qualité

Le prestige d'une gravure traditionnelle

Ateliers et Bureaux : 47, Passage des Panoramas, 75002 PARIS

Tél. : 42-36-34-65 - 45-08-86-45

Messés anniversaires

- A l'occasion du vingt et unième anniversaire du décès de

M. Ernest DUFFO,

une messe sera célébrée à son intention, ainsi qu'à la mémoire de

M. Michel ROBINET,

et à celle des collaborateurs de La Garantie médicale et chirurgicale et des membres de leurs familles, en l'église de la Sainte-Trinité, 3, rue de la Trinité, à Paris-9^e, le mardi 3 décembre 1985, à 12 h 10.

Une messe sera dite en l'église Saint-Paul, 7, passage Saint-Paul, à Paris-4^e (métro Saint-Paul), le samedi 30 novembre, à 10 heures.

- On nous prie d'annoncer le décès de

Maurice PAZ,

avocat honoraire, historien,

survenu, à Paris, le 24 novembre 1985.

De la part de

Marguerite, son épouse,

Olivier, Amick, Maxime, ses enfants,

Francis et Dominique, ses petits-enfants, Et de tous ses amis.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, en l'église Saint-François-Xavier, le 27 novembre 1985.

8, rue César-Franck, 75015 Paris.

- M. Ivan Pinchinat, son fils,

M^{me} Ivane Lamarre, sa fille,

M. Roger Pinchinat, son frère,

M^{me} Suzanne Lamarre, M^{me} Marie-José Navière, Ses amis et ses collègues du journal Le Monde,

ont la douleur de faire part du décès de

Max PINCHINAT.

L'inhumation aura lieu le mardi 3 décembre 1985, à 10 h 45, au columbarium du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Suzanne Lamarre, 9, rue Aristide-Maillo, 75015 Paris.

M^{me} Marie-José Navière, 10, rue du Laminé, 75014 Paris.

(Max Pinchinat était né à Port-au-Prince (Haïti) le 24 juin 1925. Après avoir suivi des études supérieures à l'Académie militaire d'Etat, il étudia la médecine au Centre d'art de Port-au-Prince, de 1946 à 1950. En 1950, il fonda le Tover des arts plastiques (FOAP), dont il est le premier président. L'année suivante, il déménagea de l'année et du FOAP pour aller à la recherche du gouvernement français, et rejoindra à Paris depuis lors.

A plusieurs reprises, il exposa ses œuvres à Port-au-Prince et à Paris, tout en publiant plusieurs essais et recueils de poèmes, ainsi qu'une monographie sur le peintre haïtien. En France, il exerça la profession de correcteur, d'abord à l'imprimerie Georges-Lang, puis de 1963 à 1983, au journal Le Monde. Son départ à la retraite lui avait permis de se consacrer entièrement à la poésie et à la peinture.

- M. et M^{me} Jean-Pierre Progent et leurs enfants,

M^{me} Geneviève et Elisabeth Progent, Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} André PROGENT,

née Lucie Boule, intendante universitaire, CASU honoraire,

survenue à Paris, le 26 novembre 1985, dans sa soixante-seizième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 3 décembre, à 13 h 45, au temple de l'Amorcion, 19, rue Cornibert, à Paris-16^e.

Anniversaires

- Pour le troisième anniversaire du décès de

Michel RUBIN,

une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

Avis de messes

- Une messe sera célébrée en l'église Saint-Pierre de Montreuil d'Alsia, 32, avenue du Général-Leclerc, à Paris-14^e, le vendredi 6 décembre 1985, à 11 heures, à la mémoire de

M. Jean-Henri BILLAUT,

directeur-adjoint de la FEHAUF, décédé le 3 novembre 1985.

Ses parents, ses amis, les adhérents de la Fédération des établissements hospitaliers et d'assistance privés, sont invités à participer à cette cérémonie du souvenir.

STERN

GRAVEUR

(après INAI)

Pour votre Société papiers à lettres et imprimés de haute qualité

Le prestige d'une gravure traditionnelle

Ateliers et Bureaux : 47, Passage des Panoramas, 75002 PARIS

Tél. : 42-36-34-65 - 45-08-86-45

DOCTORATS D'ÉTAT

- Université Bordeaux-III, vendredi 29 novembre, à 14 h 30, salle de réunion de la Maison des pays ibériques.

M. Yves Aguilu : « Monopoles d'Etat et changements sociaux dans le Mexique des Bourbons (1763-1810). »

- Université Paris-IV, vendredi 29 novembre, à 17 h

Le Monde

GRANDES ÉCOLES

DES ÉTABLISSEMENTS POUR LES GESTIONNAIRES DE DEMAIN

La fièvre des « prépas »

ILS ont leur diplôme du baccalauréat en poche, généralement assorti d'une mention, un bon livret scolaire derrière eux, et pourtant, deux mois après la rentrée, ils sont saisis par l'angoisse. Les quelque 3 000 élèves actuellement scolarisés dans les classes préparatoires de haut enseignement commercial (HEC) des différentes sections des établissements privés ou publics vivent déjà dans l'inquiétude des concours. A peine franchies les dernières barrières de l'enseignement secondaire, il leur faut, sans trop avoir repris leur souffle, s'apprêter à sauter encore plus haut pour intégrer une grande école de commerce ou de gestion.

La sélection sévère exercée par les enseignants des lycées ou les responsables des établissements privés (le plus souvent liés aux établissements de commerce et d'industrie) a permis à 4 000 jeunes gens et presque autant de jeunes filles d'accéder aux prépas HEC. A côté de l'option générale, d'une durée d'un an, ouverte aux titulaires d'un baccalauréat C et éventuellement D, existe l'option économique créée en 1980, qui accueille, avec un programme spécifique d'un an, les bacheliers B (voire quelques A), et, enfin, l'option technologique réservée aux bacheliers H et G, et qui dure deux ans. Pour tous, une trentaine d'heures de cours hebdomadaires, où les mathématiques voisinent avec l'histoire et la géographie économique, les langues vivantes avec la philosophie et la culture générale.

« La prépa: un super bac, qui démarre à un train d'enfer », comme l'explique un élève du lycée Carnot de Paris. Les collégiens qui viennent agrémenter les mercredis après-midi ou les samedis de ces potaches « haut de

gamme » sont censés les préparer aux concours qui les attendent au troisième trimestre. Car le rythme est rapide dans les prépas HEC. Les vingt-cinq semaines de cours passent très vite, et il est néces-

visibles, l'administration pas apte à répondre à mes questions, tout cela m'a éloigné de l'université », explique Florence. Les filles, souvent bonnes élèves en C, sont rarement tentées



saire, dès le mois de décembre, de penser aux écoles auxquelles les futurs gestionnaires postuleront.

Refus de l'Université

A côté de Véronique, ancienne élève du lycée Masséna de Nice, se joindront étudiant au CERAM de Sophia-Antipolis, qui dès le début de sa prépa avait choisi son école, beaucoup d'autres jeunes ont des ambitions moins précises. Certains ont refusé, plus simplement, de s'orienter vers l'Université après leur baccalauréat, car ce monde « incertain et trop vaste » leur faisait peur. « Les amphithéâtres, où s'entassent des centaines d'étudiants, les enseignants trop peu

par les préparations aux écoles d'ingénieurs. « J'aime bien les maths et la physique, reconnaît Catherine, mais je n'envisagerais pas en terminale de faire une carrière d'ingénieur dans une entreprise. » Alors, refusant la prépa maths-sup où elle était admise, elle a préféré, au dernier moment, frapper à la porte de l'antichambre du commerce.

Il existe des élèves qui s'imaginent déjà dans leur bureau de gestionnaires ou de commerciaux. « Mes parents possèdent une bijouterie et souvent je les aide dans leur travail », raconte une jeune dijonnaise. Elle a choisi ce type de formation pour, espère-t-elle, « apporter un plus à la société familiale ». Des jeunes

gens, plus fréquemment, évoquent leur attrait pour l'économie, le monde des affaires. « En terminale, dit Laurent, le professeur d'histoire nous obligeait à lire « le Monde de l'économie ». Les bonds du dollar et les péripéties de la crise pétrolière m'ont, au fil des semaines, passionné. Je voulais en savoir plus dans ce domaine, comprendre la réussite d'entreprises américaines ou japonaises, découvrir les aléas d'un monde en transformation. » L'économie, même si elle est encore peu enseignée dans les lycées, attire des jeunes qui découvrent là une discipline nouvelle en prise sur les réalités de la vie. M. Tapie a su séduire. Et, si les jeunes lycéens parlent de Renault, ils sont aussi capables de faire référence aux plans de M. Besse ou aux contrats d'Airbus Industrie.

Franck et Catherine, deux jeunes Parisiens, ne s'imaginent pas encore directeurs du marketing ou responsables du service export d'une entreprise. Leurs ambitions sont plus modestes, plus « terre à terre » comme ils l'avouent en riant. Ils souhaitent réussir le concours prestigieux qui leur permettra d'entrer dans l'une des grandes écoles de la capitale. « Il faut viser haut », explique Franck. Actuellement, même si ses résultats scolaires ne sont pas les plus élevés de sa section, il garde le moral. Il continue de travailler, de résoudre des exercices de mathématiques et de lire quelques magazines de langue anglaise, quand il a un peu de temps libre. « Nous préparons un concours », dit Catherine en élevant un peu la voix : « alors, ce qui compte le plus, c'est la copie que nous remplissons ce jour-là. »

Elle est légèrement excédée par le discours de ses enseignants, qui depuis la rentrée, tentent, selon elle, de « décourager un maximum d'élèves, pour n'en garder que quelques-uns, les meilleurs d'après eux à présenter aux concours ». Elle ne se laissera pas influencer. Elle s'accroche et elle espère bien réussir dans la voie qu'elle s'est tracée. HEC, pour s'initier au commerce international.

S. B.

L'entreprise au centre de la formation

IMPORTÉ des Etats-Unis après la seconde guerre mondiale, l'enseignement de la gestion s'est rapidement développé en France. Actuellement, près de cent cinquante établissements assurent dispenser cette formation.

Les futurs élèves, comme souvent les responsables du recrutement des entreprises, ont du mal à se faire une idée précise de l'enseignement qui se cache derrière des sigles ou des initiales très proches. Les écoles vantent si bien leur qualité et la possibilité qu'elles offrent à des étudiants d'accéder à des postes de responsabilité que le choix est difficile.

Certes, les plus anciennes et bien souvent les plus prestigieuses sont connues. Plus que centenaire, l'Ecole supérieure de commerce de Paris (ESCP) a eu le temps de former des promotions de commerciaux. Autre établissement dépendant de la même chambre de commerce, HEC a acquis depuis une trentaine d'années ses lettres de noblesse. Ces écoles, comme l'ESSEC à Cergy, l'EDHEC de Lille, l'ESC de Lyon, l'EAP de Paris, ont fait leurs preuves, et leurs réseaux puissants d'anciens élèves leur assurent un prestige supplémentaire.

Les écoles supérieures de commerce et d'administration des entreprises (ESCAE, parfois appelée Sup de Co), gérées par les organismes consulaires de grandes métropoles de province, ont su aussi depuis les années 60 adapter leur enseignement à la demande des entreprises.

En 1985, à Rouen ou à Bordeaux, on ne forme plus les quelques enfants des commerçants de ces villes, mais des jeunes venus de toute la France à la recherche d'un diplôme fort prisé par les sociétés dynamiques.

Les dix-huit ESCAE recrutent à partir d'un concours commun à l'écrit. Les candidats peuvent s'inscrire à cinq écoles au maximum au moment où ils déposent

leur dossier. Pour les admissibles, la partie orale de l'examen, qui comporte un entretien individuel face à un jury d'environ trois personnes et une épreuve de langue vivante, a lieu dans chaque école suivant des modalités qui peuvent varier.

L'université n'est pas totalement absente de l'enseignement commercial. Les instituts d'administration des entreprises (IAE) se sont développés dans quelques établissements et assurent avec les maîtres de gestion la formation de cadres. De même, Sciences-Po Paris et les six instituts d'études politiques de province offrent aux étudiants la possibilité de suivre à partir de la seconde année une filière « économie et finance » qui peut leur permettre d'accéder à des postes de responsabilité dans les entreprises.

Des jeunes prêts à aller sur le terrain

Des élèves appréciés par les « recruteurs » qui entrent en chasse dès la fin du printemps de chaque année. « Mais, comme l'explique le responsable d'un cabinet parisien, ces jeunes gens intellectuellement parfaits et inébranlables sur les mécanismes des crises ont eu peu de contacts avec le monde des affaires tel qu'il est. »

Si on ne dédaigne pas les enfants de la rue Saint-Guillaume dans les grandes entreprises, on préfère souvent dans celles de moyenne importance « des jeunes qui n'hésitent pas à aller sur le terrain et à retrouver leurs manches, même pour vendre des savonnets... » Cette boutade d'un jeune PDG de Loire-Atlantique confirme les réflexions de responsables du recrutement qui avouent avoir des difficultés à « découvrir » des vendeurs.

SERGE BOLLOCH.

(Lire la suite page 30.)

L'ENTREPRISE FAIT ÉCOLE.

LE FOSSÉ ENTRE L'ENSEIGNEMENT ET L'INDUSTRIE NE PEUT ÊTRE COMBLÉ QUE SI L'ÉCOLE S'ADAPTE À L'ENTREPRISE COMME LA TOUJOURS MONTRÉ L'ISC. YVON GATTAZ PRÉSIDENT DU CNPF.

ISC: UN DIPLOME VISÉ PAR LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE.
 ISC: UNE DES PREMIÈRES « JUNIORS ENTREPRISE » DE FRANCE.
 ISC: LES MÊME CRITÈRES DE SÉLECTION QU'EN ENTREPRISE: CONNAISSANCES, PERSONNALITÉ DU CANDIDAT.
 ISC: DES ACCORDS SPÉCIFIQUES CONCLUS AVEC L'UNIVERSITÉ DE CAROLINE DU SUD (MBA) ET EN RFA AVEC L'UNIVERSITÉ DE MAYENCE.

INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE
 22 BOULEVARD DU FORT DE VAUX 75017 PARIS TEL. 270 34 80.

*Extrait du livre: "50 Grands Patron face aux élèves de l'Institut Supérieur du Commerce."

SUP de CO TOURS

1, rue Léo Delibes - 37200 TOURS
Tél. 47.27.42.43

TOUT (ou presque) sur les LANGUES ÉTRANGÈRES

FILIÈRES SCOLAIRES ET UNIVERSITAIRES - QUELLES LANGUES CHOISIR - DIPLOMES ET ORIENTATIONS - FORMATION DES ADULTES - MÉTHODES - SÉJOURS À L'ÉTRANGER, etc.

UNE MINE D'INFORMATIONS POUR TOUS + de 1 000 adresses et conseils utiles

352 pages indispensables: 56,00 F

S'adresser au CICEP, Inf. 350
147, rue Jean-Goussier, 92220 Levallois
Téléphone: 47-57-50-52

(Par correspondance: 69,50 F franco)

En librairie spécialisée (M. BSC-OMNIVOX).

INSTITUT NATIONAL DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ÉCOLE DE GESTION

FORMATION DE CADRES SUPÉRIEURS

Spécialistes des systèmes d'information

DÉBOUCHÉS: Responsables de l'organisation et de la gestion des réseaux et des systèmes informatiques, télématiques, bureautiques, dans les entreprises publiques ou privées.

ACCÈS: Sur concours pour les titulaires des diplômes suivants:

- DEUG Sciences Eco, Sciences,
- DUT Gestion, Informatique,
- Prépas(Maths Spé, HEC),
- MIAGE, maîtrise sciences ou gestion pour accès en 2^e année.

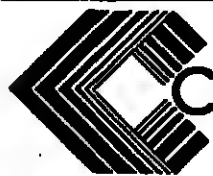
DURÉE DES ÉTUDES: 3 ans ou 2 ans pour accès directs en 2^e année.

RENSEIGNEMENTS: I.N.T., pièce C109 - 9, rue Charles-Fourier Les Epinettes, 91011 EVRY CEDEX
Tél.: (1) 60-77-94-11, postes: 4697-4698

CONCOURS: JUIN 1986

Dossiers à retirer avant le 30 avril 1986.

LES CONFÉRENCES DE SUP DE CO TOURS
LUNDI 2 DÉCEMBRE 1985 - 19 H
HOTEL HILTON SUFFREN - PARIS
**"PERSPECTIVES DE LA POLITIQUE
AGRICOLE COMMUNE"**
PAR CLAUDE HENRI ROSENFELD
DE LA FÉDÉRATION NATIONALE
DU CRÉDIT AGRICOLE
SUP DE CO TOURS. Tél. 47.27.42.43



CERAM
Centre de management
associé au Centre
HEC-ISA
**UNE GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE
AU SEIN DE LA PREMIÈRE
TECHNOPOLE FRANÇAISE
SOPHIA ANTIPOLIS**

Admission à l'ESC :
• concours ESCAE
• sur titres

Je désire recevoir des informations

M

A retourner aux Relations Extérieures - CERAM
B.P. 20 Sophia Antipolis - 06561 VALBONNE Cedex
Tél. 93.33.95.95

IFAM

INSTITUT FRANCO-AMÉRICAIN DE MANAGEMENT
HARTFORD UNIVERSITY
NORTHEASTERN UNIVERSITY

une grande école internationale

- Créé et développé en association avec des universités américaines réputées Hartford U. (Conn.), Northeastern U., Boston (Mass.).
- 3 ans de formation supérieure à la gestion (2 ans à Paris, 1 an aux États-Unis).
- 2 diplômes : diplôme IFAM, Bachelor of Science in Business Administration.
- 4^e année : obtention du diplôme MBA, Master in Business Administration.

admission : Baccalauréat exigé + épreuves orales
admission parallèle en 2^e année (DEUG, DUT...)

Renseignements : IFAM, 19, rue Copré - 75009 Paris - Tél. : 47-34-38-23

Prénom : _____
Nom : _____
Bac : _____ 1^{re} langue : _____
Adresse : _____



Faites une partie de vos études
à l'étranger

Rejoignez l'EPSCI
et le groupe ESSEC



**L'ÉCOLE DES PRATICIENS
DU COMMERCE INTERNATIONAL**

- Trois années d'études supérieures
- Une formation internationale opérationnelle
- Deux stages en entreprise
- Des débouchés nombreux

Admission sur concours
• En 1^{re} année : bacheliers ou équivalents ayant obtenu des études supérieures.
2 années : DUT, DEUG, BTS en Économie, Commerce ou Gestion.
• En 2^e année : étudiants de DUT, DEUG, BTS en Économie, Commerce ou Gestion.
1 année : approbation :
• titulaire de BTS, DUT, diplôme d'École d'Ingénieurs, concours après
préparation et travail de rattrapage.

EPSCI B.P. 105
95021 CERGY-PONTOISE CEDEX - Tél. 038.38.00

M

Adresse : _____

Souhaite recevoir une documentation sur l'EPSCI

La business school de l'université de Nancy

Avec, pour la rentrée 1985, un record de 2 601 candidats pour 100 places, l'Institut commercial de Nancy (ICN) se place dans le peloton de tête des écoles de province. « Des candidats motivés, puisque les démissions sont faibles et que le dernier intégré de la promotion 1985 avait rang de cent cinquante et unième au concours », ajoute, non sans satisfaction, M. Jean-Claude Grass, directeur des études.

Ainsi, si l'une des originalités de l'ICN est la gratuité des études, le moins que l'on puisse dire, c'est que les places y sont de plus en plus chères...

L'ICN doit, entre autres, sa scolarité gratuite à son statut particulier, acquis en 1905 après accord entre l'université de Nancy et la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle, qui priment, chacune pour moitié, les frais de fonctionnement à leur compte.

« Nous restons en cela un cas unique en France, dans le domaine de la gestion et du marketing, puisque l'ICN est la seule école de commerce recrutant au niveau des classes préparatoires et appartenant à l'université », résume Jean Lacombe, le directeur de l'école.

An cours de ses huit décennies d'existence, l'ICN n'a en ce cas de progresser, passant d'école à recrutement régional en 1945 à école à recrutement national en 1968. Pour l'année en cours, l'Etat prend en charge 37 % du budget de fonctionnement de l'ICN, la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle 24 %, et les entreprises, par le biais des taxes d'apprentissage et de la formation continue, 21 %.

Echange
avec les États-Unis

« Paradoxalement, malgré notre ancienneté, nous ressemblons au modèle américain des business schools fonctionnant au sein d'une université », précise le directeur. Un atout majeur pour les programmes d'échanges internationaux avec les USA. Chaque année, en effet, une vingtaine d'étudiants américains en fin de cycle vont ainsi chercher des masters of business administration aux États-Unis. Dans le même temps, des étudiants américains viennent en stage à l'ICN et peuvent repartir avec un diplôme

sanctionnant leurs études en Europe. Ce qui n'est pas le cas d'autres écoles de commerce françaises. Ce diplôme, baptisé « diplôme international de management de l'ICN », est, là encore, d'un statut mixte de l'ICN, puisque c'est un diplôme validé par l'université Nancy-II.

La filière affaires internationales de l'ICN draine 40 % des élèves, 30 % s'orientant vers le « commerce marketing » et 20 % vers la « finance comptabilité ». Dans ce dernier cas, le statut ICN apporte à nouveau un « plus », puisque les étudiants obtiennent simultanément le diplôme de l'école et la maîtrise de sciences et techniques comptables et financières de l'université Nancy-II.

Ce diplôme est la voie universitaire royale vers l'expertise comptable, puisque cette MST donne 14 des 16 unités de valeur du diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) exercice comptable. Quoi de plus logique, alors, que l'école lorraine s'estime, depuis quelques années, à l'étroit dans ses murs ? En fait, l'ICN s'apprête à déménager pour devenir le fleuron du futur pôle de gestion de Nancy. Le coût prévisionnel du déménagement est de 30 millions. Dans le cadre du programme préférentiel, un contrat de plan Etat-région devrait se solder par une subvention de 8 millions de la part de l'Etat. Les collectivités locales et régionales assurent le reste.

Le « déménagement-extension » de l'ICN dans le pôle de gestion de Nancy devrait alors catalyser, sinon assurer, une synergie avec les deux nouvelles habilitations de diplômes délivrés par l'université de la ville, la maîtrise d'informatique appliquée à la gestion des entreprises et la maîtrise des sciences de gestion.

Un environnement qui va laisser rêver plus d'un futur candidat, mais qui est loin de figer les dirigeants de l'école dans une quiétude béate. D'où le nouveau concept de formation lancé par l'Institut commercial de Nancy, qui se traduit, cette année, par d'étonnantes classes de neige pour étudiants managers.

Avec magnétoscopes et ordinateurs dans leurs bagages, les étudiants de première année vont ainsi se rendre une semaine dans les Vosges, tandis que ceux de deuxième année iront une semaine dans les Alpes. « Notre

but est, certes, de favoriser la cohésion des promotions. Mais il s'agit surtout de faire ressentir à chaque élève en particulier ses points forts et ses points faibles, explique M. Jean-Claude Grass. Nous nous sommes inspirés de techniques américaines qui permettront à chacun d'évoluer au mieux de ses potentialités ».

Ces stages non résidentiels sont les seuls moments du cursus où une participation va être demandée aux élèves (environ 1800 F).

si l'on excepte les droits d'inscription au concours d'entrée.

An total, ces participations constituent les 24 % complémentaires du budget de fonctionnement de la business school de l'université de Nancy. Pour le reste, chaque élève doit payer plutôt de sa personne, comme il est de coutume dans toutes les écoles supérieures de commerce et de gestion.

JEAN-LOUIS BEMER.

Un guide pour les bacheliers qui rêvent d'être managers

P our s'orienter dans la maquis des intitulés des écoles de commerce et de gestion, l'étudiant vient de publier dans la collection des guides pratiques un petit ouvrage très utile. Les deux auteurs, Valérie Julliard et Johannes Sidibe, évoquent

Devant la multitude des établissements qui affichent des objectifs de formation assez proches, les auteurs reconnaissent que les palmiers sont « quasiment impossibles ». Selon eux, « à part deux ou trois grandes écoles du dessus du panier, disons clairement que les pré-



aussi bien le bachotage en classes préparatoires que le profil des écoles. Elles examinent tous les établissements, essayant d'éclaircir des notions assez confuses comme celles de la reconnaissance par l'Etat ou du financement des études.

Avec la précision qui a fait la réputation de l'Étudiant, elles définissent un certain nombre de questions-typiques pour permettre de choisir l'école qui correspond le mieux aux centres d'intérêt, aux motivations, aux disciplines fortes des futurs étudiants. Car les auteurs refusent, bien que les lecteurs en soient friands, de se livrer à un classement des quelque cent quatre-vingts établissements de commerce et de gestion dénombrés.

tendus classements changent et qu'aucune hiérarchie claire ne peut conduire le futur étudiant à effectuer son choix. En revanche, chaque école a sa personnalité et s'adresse à un public particulier. Il est donc primordial d'intégrer une école où l'on se sent bien ».

En deux cents pages, Valérie Julliard et Johannes Sidibe passent en revue la pédagogie des écoles, la sélection à l'entrée ou le rôle des stages. De petits « reportages » et surtout les dessins de Gérard Mathieu évaluent à l'ouvrage d'être trop austère. — S.B.

« Bien choisir son école de commerce », par Valérie Julliard et Johannes Sidibe. Collection « l'Étudiant pratique », 200 pages, 60 F.

Une ouverture internationale

Les écoles de gestion ont toujours pratiqué des échanges importants avec les universités étrangères. Les enseignants sont souvent diplômés d'établissements américains, et les élèves effectuent des stages de dernière année dans différents pays. M. Jacques Perrin, directeur de l'ESCP, explique que les écoles, comme l'économie française, doivent s'ouvrir sur le monde. « Les accords que nous avons passés avec vingt-cinq universités du monde entier permettent l'intégration d'étudiants et de professeurs étrangers, et se poursuivent sous une forme originale par des

rencontres avec des cadres japonais venus, pendant un an à l'ESCP, se familiariser avec notre langue et la vie des affaires », précise-t-il.

Dans cette école parisienne, les élèves peuvent à l'issue de leur deuxième année affecter six à neuf mois de leur scolarité hors de France et obtenir, grâce à cette formule, un double diplôme : le MBA délivré par l'université étrangère et le diplôme ESCP. Une trentaine d'élèves vont ainsi suivre les enseignements des universités d'Osaka, d'Atlanta, d'Helsinki, d'Oslo, de Birmingham, de Kobe et d'Osaka.

LINCOLN INTERNATIONAL BUSINESS SCHOOL
Établissement d'Enseignement Supérieur Privé Agréé par l'Éducation Nationale
LA NOUVELLE GRANDE ÉCOLE DU MANAGEMENT
Reconnue par décret du 15/05/84 (Ministère de l'Éducation Nationale)
LBS-600 - 18, rue de Valenciennes, 75007 Paris - Tél. (1) 42.05.98.98

PREPAS HEC

ESC PAU

VOUS ACCUEILLE

Une liaison permanente Enseignement - Entreprise :
5 stages en alternance : 8 mois d'expérience - terrain.

Un large tronc commun d'enseignements,
complété par des options approfondies en 3^{ème} année :
(Marketing - Gestion - Informatique - Commerce International)

Une pédagogie par objectifs et
des simulations d'entreprises sur ordinateur.

Une 3^{ème} année possible à l'étranger (USA - Madrid - Munich)
avec obtention simultanée des deux diplômes.

**4 BONNES RAISONS DE
PRÉSENTER SUP. DE CO. PAU**

POUR VOUS DONNER
UNE CONNAISSANCE PRATIQUE
DES AFFAIRES.

POUR FAIRE DE VOUS DES
GENERALISTES POSSEDANT UN
DOMAINE DE SPÉCIALISATION.

POUR VOUS FORMER A LA
SYNTHÈSE, A LA COMMUNICATION
ET AU LEADERSHIP.

POUR VOUS DONNER
L'INDISPENSABLE OUVERTURE
INTERNATIONALE.



Inscriptions :
74, allées de Morlaix
64000 PAU
Tél. 59.02.88.51

L'entreprise au centre de la formation

(Suite de la page 27.)

Dans une enquête publiée dans le dernier numéro du *Monde de l'éducation* (1), Marie-Claude Bédouard explique que cette fonction, qui réclame beaucoup de compétence ainsi que de grandes qualités personnelles, ne séduit plus guère les jeunes. M. Bruno Legrix de la Salle, directeur des relations universitaires et du recrutement chez IBM — un poste où il voit passer quelque quatre mille jeunes par an — déclare au *Monde de l'éducation* : « Les diplômés recherchent un confort d'existence peu compatible avec les exigences de la vente. Impossible, par exemple, d'y être libre régulièrement à 17 heures ! »

Lorsqu'on interroge les élèves d'une école, la réponse est évidemment différente. Ils se déclarent prêts à exercer les fonctions qui leur seront proposées à la fin de la troisième année, même si certains affichent déjà des préférences. Ainsi Bruno, élève du Centre d'enseignement et de recherche appliqués au manage-

ment (CERAM) de Sophia-Antipolis, souhaiterait se spécialiser dans le sponsoring d'entreprise. Il s'imagine déjà gérant un important budget et le distribuant en fonction de prévisions choisies par l'état-major de l'entreprise. Rêve différent pour son ami Jean-Marc, qui, lui, attend avec impatience la fin de ses études pour aller travailler dans de petites entreprises aux États-Unis avant de « revenir ensuite en France pour créer sa propre société de services ».

Parc scientifique pour managers du futur

Les projets existent dans la tête des jeunes étudiants. Il est vrai que, situé à quelques kilomètres de Nice, le parc international d'activités de Valbonne-Sophia-Antipolis est un lieu propice au rêve. Au milieu de la végétation méditerranéenne, le parc scientifique accueille des sociétés et des centres de recherche qui ont nom : Digital Equipment, Searle, Air France, Dow Chemical... et des écoles comme l'antenne des

Mines de Paris ou le CERAM. « Une belle école de gestion », assure Jacques, élève de deuxième année, toujours en admiration devant l'architecture de l'établissement, dont les larges baies vitrées s'ouvrent sur un espace vallonné où dominent les pins.

Installé depuis 1978 dans le parc, le CERAM, qui a succédé à l'école de commerce de Nice, cherche à être une école de gestion en prise directe avec les sociétés ou les laboratoires tournés vers la haute technologie qui l'entourent. Directeur depuis quelques mois de l'établissement, M. Jacques Lebraty ambitionne de faire se rencontrer, que ce soit par l'intermédiaire de la bibliothèque ou des cafétérias, le personnel des entreprises et les étudiants.

Gérard, élève de première année, avoue que le parc technologique a joué un grand rôle lorsque, Parisien reçu à plusieurs concours, il a dû choisir sa future école. « Peut-être n'aurons-nous pas forcément des emplois dans

les entreprises qui se trouvent autour de l'école, précise-t-il, mais c'est passionnant d'avoir des relations avec des chercheurs ou des ingénieurs, ils nous parlent de la vie des entreprises d'une façon différente de nos enseignants. »

Un équipement sophistiqué

Pour encadrer les deux cent quarante étudiants, répartis en trois années, le CERAM, qui dépend de la chambre de commerce de Nice, dispose de quinze enseignants permanents et de nombreux vacataires. Ces derniers sont des responsables d'entreprises de la région qui viennent exposer aux élèves des cas concrets, ou des spécialistes d'une discipline comme la comptabilité ou les langues vivantes. Bénéficiant d'un équipement en ordinateurs performants, le CERAM s'oriente de plus en plus vers l'utilisation de l'informatique « à titre d'outil, d'aide à la pédagogie » dans toutes les disciplines. Le nouveau directeur espère que rapidement tous les enseignants maîtriseront suffisamment le matériel informatique pour en faire largement usage.

Un amphithéâtre de trois cent soixante places, parfaitement équipé, des salles de cours modernes, des laboratoires de langues, des salles vidéo, les étudiants du CERAM disposent d'un équipement assez sophistiqué. Ils le reconnaissent d'ailleurs, allant jusqu'à ajouter à l'inventaire les deux cours de tennis qui, grâce à la situation géographique de l'école, permettent d'exercer ce sport pendant de longs mois.

Jean-Daniel et Corinne apprécient le confort des installations. Pour ces élèves de seconde année, le site et les équipements ont « aidé à faire passer les premiers mois à l'école ». Car pour les heureux prépas qui arrivent en octobre, fiées de leurs admissions, le choc avec les nouvelles disciplines enseignées est toujours rude. La découverte de la comptabilité générale ou du droit des affaires ne provoque pas forcément l'enthousiasme des étudiants.

Au CERAM, la première année est consacrée à la présen-

tion de l'entreprise, de son environnement et de ses outils techniques. Il s'agit selon les enseignants d'une introduction à la fois théorique et pratique aux disciplines du management. Un stage en entreprise dans un poste d'exécution apporte aux élèves une plus grande connaissance concrète de ce milieu. En deuxième année, les enseignants s'efforcent d'approfondir et de consolider les connaissances de base dans des domaines comme les techniques du contrôle budgétaire ou du marketing. Un stage d'application de trois mois en entreprise offre la possibilité aux élèves de mettre en pratique leurs connaissances et de réaliser une étude ou de suivre un projet. La dernière année fait alterner des enseignements de tronc commun obligatoires et des orientations personnelles à choisir par les étudiants parmi les trois proposées : finances, marketing, affaires internationales.

M. Lebraty insiste sur le choix que doivent effectuer les étudiants lors de la troisième année. C'est un peu en fonction de ces filières que les jeunes s'orientent à la sortie de l'école vers des emplois ou des entreprises différents. Ainsi Gérard, séduit par son stage dans une agence de publicité en seconde année, a décidé d'opter pour l'orientation marketing. « Ce qui m'intéresse, c'est la communication d'entreprise », explique-t-il en évoquant déjà les actions qui peuvent être menées dans ce domaine.

Des associations d'élèves très diverses

En attendant, plus modestement, Gérard vante les mérites des associations d'élèves de son établissement. Car, comme dans toutes les grandes écoles, les associations sont nombreuses au CERAM. Association sportive, Junior-entreprise — qui ici s'appelle CADRES (Centre azaréen de recherches et études statistiques), — bureau des élèves, Anciens, Promo-CERAM... La liste est longue et témoigne du dynamisme d'une école qui a consacré sa jeunesse.

A côté des concerts publics et des soirées de gala, il existe à Sophia-Antipolis une animation originale. Il s'agit du Festival de théâtre des grandes écoles qui réunit l'ensemble des troupes amateurs des élèves ingénieurs ou gestionnaires. « Créé en 1982 à l'initiative de trois élèves du CERAM, ce festival, raconte Jean, est devenu une manifestation importante qui a lieu durant quatre jours. Les troupes des écoles invitées jouent une pièce d'une durée d'une heure, ce qui permet de présenter trois à quatre spectacles différents par soirée. » L'an dernier, pour sa troisième édition, le festival a fait voisiner Sartre et Brecht, Ionesco et Malraux, Tchekhov et Dario Fo, le tout servi par des acteurs amateurs, ordinairement étudiants à l'Ecole centrale, à HEC, à l'INSA de Lyon ou encore dans des Sup de Co d'autres villes de province ; résultat, plus d'un millier de spectateurs et, comme s'il fallait le dire, les futurs managers, « une bonne reprise dans les médias ».

Pour cette année, les objectifs sont aussi ambitieux, et les animateurs de ce festival comptent sur l'aide des jeunes de première année. Ils sont soixante-dix-huit élèves à avoir intégré l'école à cette rentrée, exactement autant de filles que de garçons. Des élèves issus d'un peu toutes les classes préparatoires de France, même si celles de Provence-Côte-d'Azur se taillent une bonne place (32 %).

Une nouvelle génération de futurs diplômés du CERAM qui viendront rapidement grossir l'association des anciens. Comme l'explique un Parisien, encore impressionné par l'environnement, « on s'attache très vite à l'école, à son site, et je pense qu'il doit être difficile de quitter Sophia-Antipolis ». Le développement prévu du parc et l'arrivée de nouvelles entreprises permettront peut-être à un nombre plus grand d'élèves de retrouver le chemin de leur école.

SERGE BOLLOCH.

(1) *Le Monde de l'éducation*, décembre 1985, n° 122, 11,50 F.

Des établissements en constant renouvellement

PROCHES des entreprises, les écoles de gestion le sont aussi par leur mode de fonctionnement, leur vie propre. Elles cherchent continuellement à remettre en cause leur enseignement, à introduire de nouveaux modules de formation pour être toujours au meilleur niveau. Certes, la concurrence qui existe entre les établissements est l'une des raisons de leur dynamisme. Mais l'évolution des métiers en aval, comme la transformation de la demande des lycéens de l'autre côté, favorise aussi un perpétuel renouvellement des structures et parfois des hommes.

Entre les établissements, les professeurs circulent. Certains quittent la province pour créer de nouveaux enseignements à Paris comme M. Hervé Mathé, ancien de l'ESC de Tours, maintenant responsable à l'ESSEC du programme management et ingénierie logistique. Des directeurs partent, d'autres arrivent. C'est le cas à l'ESC de Rouen et au CERAM de Nice où deux universitaires, l'un de Dauphine,

l'autre de l'IAE de Nice, viennent de prendre leurs fonctions.

Dans les écoles elles-mêmes, de nouveaux diplômés apparaissent. C'est ainsi que HEC peut maintenant préparer quelques étudiants à un doctorat : « Un bon moyen pour développer la recherche dans nos laboratoires », explique le directeur d'HEC, M. Jean-Paul Larçon. Une solution aussi à la pénurie d'enseignants en France dans le domaine du management.

A l'école de Joly-en-Josas, une nouvelle option a été ouverte cette année dans le domaine du droit et de la fiscalité internationale, une réponse à la demande des responsables de grands groupes. « Pour nous rien n'est jamais acquis, précise M. Larçon, nous devons toujours être prêts à développer de nouvelles formations, à prendre en compte les remarques exprimées par les milieux professionnels. » La plus grande des écoles de gestion — par le nombre d'élèves par promotion — se prépare aussi à accueillir bientôt un peu plus de candidats. La

croissance peut paraître modeste — elle passe de 310 à 350 élèves en dernière année, — elle sera quand même jugée significative par des milliers de prépas. Cette année, il y avait 3 264 candidats alors que seulement 181 garçons et 104 filles ont été admis.

« La représentation des élèves originaires des préparations option économique est en augmentation, note M. Larçon, puisque cette année ils sont au nombre de dix. » Un encouragement pour cette option encore jeune qui tente de renforcer la présence des bacheliers issus des 8 dans les classes préparatoires. A l'ESC de Lyon aussi, « l'option économique marche bien », selon les responsables puisque le pourcentage des bacheliers C est légèrement entamé (85 % des admis en 1983, 80 % en 1984 et 79 % en 1985). « Les élèves de l'option économique vont des bacs B et A ont un excellent taux de réussite », expliquent des enseignants lyonnais.

S. B.

IFAG L'ECOLE NATIONALE DE GESTION QUI BOUGE AVEC VOTRE PROJET.



Droit au but en 4X4!

- 4 domaines : gestion, marketing, informatique, relations humaines.
- 4 secteurs : industrie, services, commerce, création d'entreprise.
- 4 atouts : formation intensive, stages, emploi, spécialisation.

Conditions d'admission : 18-25 ans - Baccalauréat minimum, études supérieures et expérience souhaitées. Concours d'entrée : juin/septembre.

IFAG « alternance école-entreprise » : 18 mois de formation intensive. Statut étudiant 14 mois en situation opérationnelle. Statut salarié.

ETABLISSEMENT PRIVE D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE SUPERIEUR. PARIS 37 quai de Grenelle 75738 Paris Cedex 15. Tél. 45.78.61.52. LYON 181 av. Jean Jaures 69007 Lyon. Tél. 72.73.21.25. TOULOUSE Pechabou 31320 Castanet. Tolosan. Tél. 61.27.74.74.

IFAG pour réussir sur tout terrain.

ENTREE LIBRE

Jacques Perrin, Directeur du Groupe Ecole Supérieure de Commerces de Paris, Philippe Vasseur, Rédacteur en Chef Economique du Figaro, vous invitent à la 2e réunion du

Club de la Presse Economie et Société

sur le thème : **AVANT LES ELECTIONS LEGISLATIVES : LES PROGRAMMES ECONOMIQUES DES GRANDS PARTIS POLITIQUES FRANÇAIS.**

avec : **Edmond ALPHANDERY** Député U.D.F.

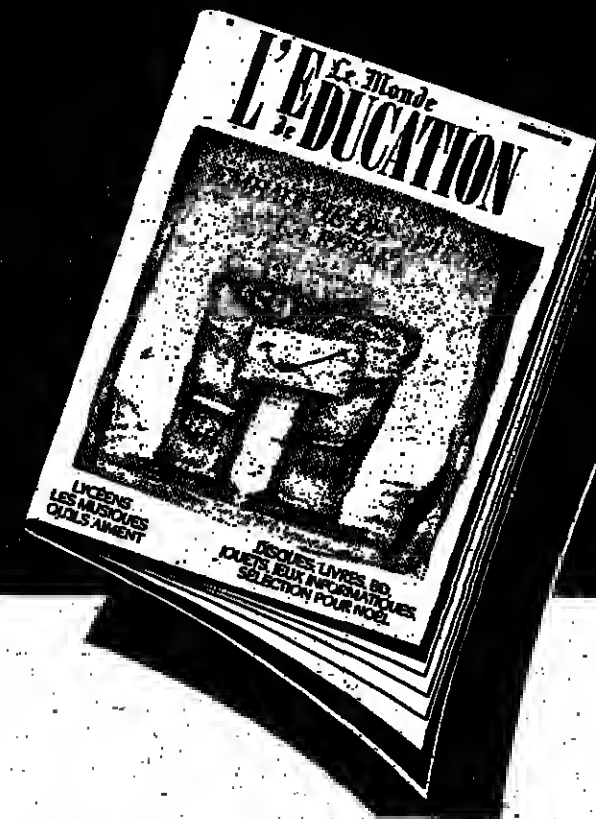
Philippe HERZOG membre du Bureau politique du P.C.F.

MERCREDI 11 DECEMBRE A 18 HEURES dans le grand amphithéâtre de l'ESCP - 79, avenue de la République - 75011 PARIS

groupe escp CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Renseignements : (1) 43 55 39 06 poste 1114

EMBAUCHE DES JEUNES : ÇA REPART



Les statistiques ne l'indiquent pas encore.

Mais *le Monde de l'éducation* peut aujourd'hui le révéler : quelque chose bouge dans le domaine de l'emploi.

Les entreprises réalisent désormais que les qualités des jeunes leur sont bien utiles pour entrer dans le XXI^e siècle.

Et elles en tirent les conséquences.

De leur côté, face au travail, les jeunes ont changé.

Le Monde de l'éducation a rencontré des patrons qui embauchent des jeunes et expliquent ce qu'ils gagnent.

Il témoigne du moral retrouvé des étudiants et des apprentis.

EGALEMENT AU SOMMAIRE :

• Le lycée de Jean-Pierre Chevènement.

Ce qui va changer. Ce qu'il faut penser de la réforme.

• La sélection des jouets.

Jeux, livres, disques, BD, informatique.

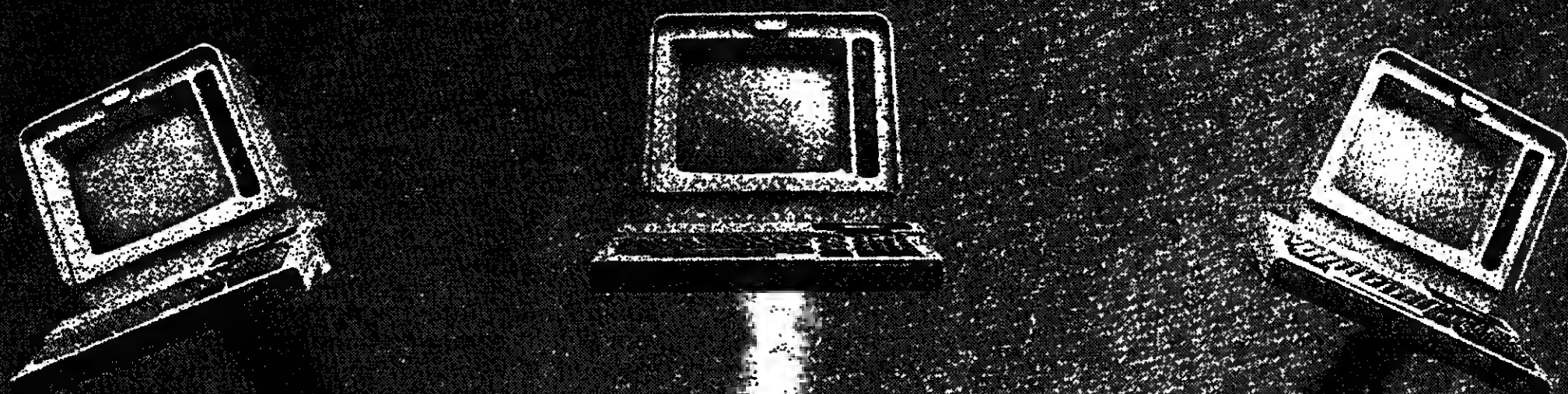
Le Noël des enfants et des adolescents.

Numéro de décembre en vente chez votre marchand de journaux.

Le Monde de l'éducation

مكتبة الأمل

... LE MONDE - Vendredi 29 novembre 1985 - Page 31



LES AS DE LA GESTION

Les pour la bureautique et l'informatique

exploitent simplement, en France, les meilleurs records de performance et de sécurité.

Ce sont les ordinateurs multi-tâches, multi-utilisateurs IN 250, IN 500, IN 5000 de IN INFORMATIQUE IN2, société filiale du Groupe INTERTECHNIQUE, créée à partir de sa division informatique et instrumentation.

Les ont hérité des techniques des avions militaires et spatiaux d'INTERTECHNIQUE. Les qualités de ces avions ont participé à leur succès et à l'essor d'IN2.

IN2, un taux de croissance supérieur de 45% à celui du marché, plus de 30% du chiffre d'affaires consacré à la recherche, des implantations nouvelles, des services nouveaux.

IN2 est cotée en Bourse, sur le second marché à Paris, le 15 décembre 1985.

IN2

GROUPE INTERTECHNIQUE

LA RÉPONSE À TOUTES LES GESTIONS

Membre du Club de l'INFORMATIQUE

78373 PLAISIR CEDEX - Tél: (1) 30.55.81.81

économie

REPÈRES

Dollar : toujours à la baisse : 7,7250 F

Jeu 28 novembre, le dollar a poursuivi son fléchissement vis-à-vis des monnaies européennes, déjà sensible les jours précédents. A Paris, son cours est revenu de 7,77 F à 7,7250 F, et, à Francfort, de 2,55 DM à 2,54 DM environ. A Tokyo, en revanche, il est demeuré stable à 201,20 yens, et ceci depuis le début de la semaine, à l'initiative, semble-t-il, des autorités monétaires japonaises, qui jugent sa baisse suffisante.

Prix de détail : + 0,3 % en France en octobre

Les prix de détail en France ont augmenté de 0,3 % en octobre, l'indice calculé par l'INSEE s'étant établi à 159,8, contre 159,3 en septembre sur la base 100 en 1980. En un an (octobre à octobre), la hausse est de 4,9 %. En rythme annuel calculé sur les trois derniers mois connus, l'inflation n'est plus que de 2,4 %. En octobre, les prix des produits alimentaires ont augmenté de 0,1 % par rapport à septembre et de 4,3 % par rapport à octobre 1984. Les prix des produits manufacturés ont augmenté de 0,3 % en un mois et de 4,9 % en un an (pour l'habillement-textile, la hausse est de 1 % par rapport à septembre et de 7,9 % en un an). Quant aux services, leur hausse est de 0,5 % en un mois et de 5,8 % en un an. On notera qu'en octobre les prix des produits pétroliers ont diminué de 0,3 % et n'ont augmenté que de 1,9 % en un an.

Paiements courants : quasi-équilibrés en France

La balance des paiements courants de la France a été excédentaire de 209 millions de francs au troisième trimestre en données brutes, après avoir été excédentaire de 1,07 milliard en deuxième trimestre. Sur l'ensemble des neuf premiers mois, le déficit est de 9,1 milliards de francs. Après correction des variations saisonnières, les paiements courants sont très légèrement déficitaires (de 352 millions de francs) sur l'ensemble des trois premiers trimestres. Au cours du troisième trimestre, la France a plus remboursé qu'elle n'a emprunté, ce qui s'est traduit par une sortie de capitaux à long terme de 9 milliards de francs. Ceci s'explique notamment par les remboursements anticipés du Trésor public sur l'emprunt communautaire de juin 1983.

Banques : M. Enrico Cuccia reste au conseil d'administration de la Mediobanca en Italie

L'assemblée générale de la Mediobanca, première banque d'affaires italienne, a mis un terme à une polémique qui empoisonnait les rapports entre actionnaires publics et privés en permettant à M. Enrico Cuccia de rester au conseil d'administration pour trois années supplémentaires comme représentant de la banque française Lazard Frères, en remplacement de M. Jean Guyot, démissionnaire. La décision des pouvoirs publics d'appliquer à M. Cuccia - soixante-dix-huit ans - les statuts de l'IRI imposant le départ de ses dirigeants à soixante-dix ans était à l'origine de cette polémique. En offrant au vieux maître de la Mediobanca la possibilité de rentrer dans le jeu coté privé grâce à Lazard Frères, alors qu'il représentait le public comme conseiller de la Banca Commerciale Italiana, l'assemblée générale conforte M. Cuccia ou moment du secteur public annonce sa décision de réduire sa participation de 58,9 % à 50,1 % dans Mediobanca.

Logement : progression des ventes d'appartements à Paris

Au premier semestre 1985, un e vendu, dans Paris, 17 850 appartements vides (non compris les appartements neufs), soit 19 % de plus qu'au premier semestre 1984. C'est ce qui ressort de la dernière étude de conjoncture faite par la Chambre interdépartementale des notaires de Paris sur le marché immobilier parisien. On observe cependant une baisse du volume des transactions dans les arrondissements « chers » de la capitale (16^e, 15^e, 7^e, 8^e, 9^e), les acquéreurs se répartissant vers des arrondissements tels que le 11^e et le 13^e. Ce sont toujours les studios et les deux pièces qui changent le plus souvent de propriétaire : ils représentent les deux tiers des transactions. Quant à l'indice du prix moyen au mètre carré, établi avec l'aide de l'INSEE, il a progressé en un an de 9,9 %. En francs courants, le prix moyen du mètre carré s'établit à 9 911 F, ce qui cache d'importantes disparités d'un arrondissement à l'autre (6 534 F dans le 18^e, 9 000 F dans le 17^e et 13 034 F dans le 15^e), mais usuel d'un quartier à l'autre du même arrondissement.

MARCHÉ COMMUN

La Grande-Bretagne refuse l'accord CEE-Etats-Unis sur l'acier

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). - Une nouvelle pièce est sur le point d'être versée au dossier du contentieux commercial entre la CEE et les Etats-Unis. Washington vient d'informer la Commission européenne que la dernière catégorie de produits sidérurgiques - les semi-fins - échappant à l'accord de limitation des ventes européennes sur le marché américain pourrait, à son tour, faire l'objet d'un contingent à partir de l'année prochaine. Ces intentions, manifestées par les autorités fédérales, ont entraîné le refus de la Grande-Bretagne de ratifier l'arrangement intervenu le 1^{er} novembre dernier entre Bruxelles et Washington.

Depuis cette date, Londres tente d'obtenir des garanties pour les four-

AFFAIRES

Les ingénieurs des télécommunications proposent d'abandonner le statut d'administration

Séparer les télécommunications de la poste, créer une société nationale, redéfinir le champ d'action du monopole ? A l'occasion du vote de dérogation des télécommunications à l'association des Pays-Bas, l'Allemagne après les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et le Japon, le débat s'engage en France.

L'Association des ingénieurs des télécommunications (AIT), qui représente les quelque huit cent cinquante polytechniciens, ingénieurs « du corps » des télécoms en activité, a pris position le 27 novembre en faveur de l'abandon du statut d'administration au profit d'une société nationale « forte », « autonome », soumise à la TVA, conservant le monopole du transport des messages électroniques et dont le capital doit rester à 100 % aux mains de l'Etat. La privatisation de certains hommes politiques de l'opposition recommandant est rejetée par l'AIT.

Le changement est jugé nécessaire, aux yeux des ingénieurs, pour trouver une réponse à la déréglementation mondiale qui bouscule les trafics et les tarifs téléphoniques que pour des raisons internes franco-françaises. D'abord, le rôle des PTT, à la fois exploitant des réseaux et tutelle des industries de la fibre électronique, doit être clarifié. L'AIT propose que la société nationale soit soumise à une tutelle juridique (une Haute Autorité des télécommunications) fixant les limites du monopole et gérant la répartition des fréquences. Ce rôle pourrait être joué par le ministre

LA MODERNISATION DU TÉLÉPHONE ITALIEN

Fusion d'Italtel et de FIAT-Telettra

L'Italie vient de se donner un « champion » national semi-public dans l'industrie téléphonique. Les deux sociétés Italtel, dépendante du holding public IRI à travers de sa filiale STET, et Telettra, filiale de FIAT, vont fusionner. La société commune sera détenue à 48 % par FIAT, à 48 % par STET et à 4 % par une banque, sans doute la Mediobanca, qui est dans l'orbite de l'IRI.

« L'effet taille » a été à l'origine de cette opération, comme en France lors de la fusion Thomson-Alcatel, en 1983. Ni Telettra, avec un chiffre d'affaires de 1,8 milliard de francs, ni Italtel, avec 5,1 milliards de francs n'ont une puissance suffisante à l'échelle mondiale.

Le défilé de Rome de privatiser son vaste et coûteux secteur public, d'une part, et le souhait de FIAT de se diversifier vers des secteurs de technologie de pointe se sont ajoutés pour faire apparaître indispensable cette opération de fusion qui n'est, néanmoins, plus d'un an de négociations.

Les télécommunications italiennes marquées depuis quinze ans par une confusion générale, de lourdes pertes et un réseau obsolète, vont s'en trouver en partie simplifiées. Un vaste programme de modernisation soutenu par le gouvernement - et 15,6 milliards d'ubonnes - attend de pouvoir se mettre en place. Pour rattraper son retard, la péninsule devra le pro-

aux Etats-Unis. L'entreprise britannique doit assurer d'ici à 1989 la livraison de 600 000 tonnes annuelles de produits semi-fins (250 000 tonnes en 1986). Aujourd'hui, cette catégorie d'acier entre sans limitation sur le territoire américain et c'est sous cette forme qu'il est vendu. Les ventes de Dix atteignent plus de 700 000 tonnes cette année. Or, Washington a annoncé que la Communauté se verrait accorder un quota de 540 000 tonnes pour le Royaume-Uni.

Les autres Etats membres, qui considéraient l'accord d'autolimitation comme un moindre mal, subiraient malgré tout que la CEE le ratifie. Sir Geoffrey Howe, le secrétaire d'Etat au Foreign Office, a demandé, lors de la réunion des ministres des affaires étrangères des Dix du 26 novembre, un délai de réflexion de quelques jours. Dans l'entourage de M. de Clercq, le commissaire chargé des relations extérieures, on estime que le gouvernement britannique devrait finalement se rallier à la position de ses partenaires européens.

Bruxelles, qui veut donner une image de fermeté, indique en outre que, si les Etats-Unis devaient imposer un contingentement des produits semi-fins, il sera proposé aux pays membres de prendre des mesures de rétorsion.

MARCEL SCOTTO.

ÉTRANGER

Budget d'austérité en Grèce

Correspondance

Athènes. - Un sérieux coup de frein vient d'être donné par le gouvernement socialiste aux tendances inflationnistes qui persistent dans l'économie grecque. Le projet de budget pour 1986, publié le mercredi 27 novembre à Athènes, prévoit certes une augmentation des dépenses publiques à peu près égale au taux d'inflation attendu pour l'année prochaine : 2 212 milliards de drachmes, soit 20,3 % de plus qu'en 1985 (19,5 drachmes = 1 F.).

Mais les recettes prévues atteignent, elles, 1 642 milliards, soit 31,8 % de plus qu'en 1985. C'est ainsi que le déficit du budget (budget ordinaire et budget d'équipement) atteint 569,5 milliards, soit une diminution de 4 % sur l'année passée. Par rapport au PIB du pays, il passe de 13,1 % à 10,6 %.

C'est un budget de « stabilisation de développement », écrit le ministre des finances dans son rapport au Parlement. En fait, les seuls crédits qui augmentent plus vite que la moyenne sont ceux destinés à l'éducation, à la santé et à la prévoyance. Encore ces augmentations risquent-elles d'être inférieures à la hausse des prix si celle-ci s'accroît, du moins pendant les premiers mois d'application des mesures d'austérité décidées à la mi-octobre. Seul le service de la dette publique augmentera sans doute plus vite : plus de 44,4 % pour 1986, soit 370 milliards ou encore 17 % des dépenses totales. Les autres crédits (défense ou agriculture notamment) sont en nette diminution en termes réels.

Qui fera les frais de la stabilisation ? D'abord, les salariés du secteur public, dont les rémunérations globales augmenteront de 16,8 % - soit plusieurs points de moins que l'inflation. Et cela à la suite de la diminution des effets du système de l'indexation des salaires, décidé il y a deux mois.

Les pouvoirs locaux seront aussi touchés ; leurs ressources provenant du budget central n'augmentant que de 13 %. Le budget de l'équipement aussi, d'autant que l'Etat épongera

pour 30 milliards les dettes d'entreprises surendettées.

Deux autres points retiennent l'attention. Les ressources nettes en provenance de la Communauté européenne seront, pour la première fois, en régression : 103,2 milliards de drachmes, soit une réduction de 2,7 % sur l'année passée. Cela est sans doute dû à l'augmentation de la contribution grecque au budget communautaire (calculée, pour cette année, sur une estimation des recettes de la TVA qui n'est pas encore appliquée en Grèce). Mais on ne saurait sous-estimer les difficultés qu'éprouve l'administration grecque à exploiter les ressources et les possibilités offertes par les règlements et les fonds européens. Le deuxième point concerne les entreprises et organismes publics dénommés collectivement DEKO. Les DEKO ont, cette année, un déficit total d'environ 134 milliards, soit 3 % du PIB, qui s'ajoute évidemment au déficit du budget général de l'Etat. Ce déficit devra être ramené à 101 milliards, soit 1,9 % du PIB. Il s'agit d'un pari téméraire. Le gouvernement déclare que la plus grande partie de ce déficit est due aux organismes de sécurité sociale. Ce qui veut dire que tous les autres DEKO (dans des secteurs aussi divers que l'énergie, l'industrie, les transports et communications, le commerce, etc.) devraient, en principe, être globalement en équilibre.

Cela voudrait dire, par exemple, que « l'Electricité de Grèce » (PIBEI) devrait trouver 13 milliards de plus, les chemins de fer 22,5 milliards, l'Olympic Airways 9 milliards, etc. Le gouvernement soutient qu'avec des économies de gestion, des limitations de l'embauche et l'augmentation de la productivité, ces objectifs sont réalistes. Mais d'autres mesures plus expéditives seront nécessaires. Notamment l'arrêt des investissements et surtout la hausse des tarifs. (Interim.)

LE GOUVERNEMENT DE BONNÉ CARTE TOUTE POLITIQUE DE RELANCE

Les derniers éléments publiés par l'Office fédéral des statistiques sont venus renforcer le discours inamovible du ministre ouest-allemand des finances, M. Gerhard Stoltenberg. Les prix à la consommation ont augmenté de 0,2 % en novembre et, sur douze mois, de 1,8 %. L'évolution des prix à l'importation, qui ont accusé une baisse mensuelle de 2,8 %, soit 4,7 % sur un an, ne peut qu'accroître cette tendance.

Cette stabilisation des prix ainsi qu'une reprise qui, selon M. Stoltenberg, s'accroît et à une baisse des déficits publics constituent autant d'éléments plaçant contre toute attente la politique de relance. Au dernier jour du débat parlementaire sur un projet de budget 1986 limitant à 1 % du produit national brut les besoins d'emprunt du secteur public, le mercredi 27 novembre, le ministre l'a fermement rappelé. Il écartait ainsi, une fois de plus, l'hypothèse d'une accélération de la mise en place du programme d'allègements fiscaux - 11 milliards de deutschemarks en 1986, 9 milliards en 1988, - soutenus par l'opposition et certains milieux d'affaires.

Le déficit commercial américain retombe à 11,5 milliards de dollars. - L'automobile tient décidément la vedette dans l'évolution de la conjoncture américaine. A l'origine de l'accélération de courte durée de l'expansion est, d'abord, aussi de la forte recrudescence de la consommation à l'automne, elle explique largement la sensible réduction du déficit commercial en octobre. Durant ce mois, le solde négatif du commerce extérieur est revenu à 11,5 milliards de dollars contre 15,5 milliards en septembre. Ce redressement mensuel tient à une baisse de 13,4 % à 28,9 milliards de dollars des importations due essentiellement à une diminution des achats d'automobiles étrangères.

TRANSPORTS

MODIFICATIONS TECHNIQUES SUR LES BOEING-747

Le constructeur américain Boeing vient de donner des instructions aux compagnies aériennes et aux autorités de l'aviation civile pour qu'elles procèdent à des modifications techniques sur les Boeing-747. Les modifications portent sur le renforcement de la partie arrière de l'appareil et visent à prévenir de nouvelles catastrophes aériennes comme celle du Boeing-747 de Japans Airlines (JAL), qui avait fait 524 morts le 12 août.

Les pièces seront livrées aux compagnies d'ici au 31 décembre, indique Air France, qui vient d'établir un programme de révision de ses appareils. La compagnie nationale exploite trente et un Boeing-747.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SEPT MOIS
	+ base + base	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-IL	7,7390 7,7420	+ 35 + 50	+ 75 + 105	+ 230 + 330
DM	5,6140 5,6191	- 32 - 13	- 130 - 9	- 138 - 38
Yen (100)	3,0474 3,0790	+ 21 + 27	+ 39 + 43	+ 261 + 323
DM	3,0457 3,0480	+ 102 + 114	+ 280 + 228	+ 591 + 645
DM	2,7083 2,7183	+ 65 + 75	+ 132 + 147	+ 371 + 416
F.S. (100)	15,0586 15,0623	+ 10 + 61	+ 36 + 146	+ 184 + 495
F.S. (100)	3,7011 3,7043	+ 138 + 161	+ 380 + 324	+ 838 + 906
L (1 000)	4,5947 4,5990	- 224 - 280	- 430 - 375	- 1119 - 1027
£	11,3918 11,4048	- 297 - 340	- 470 - 473	- 1377 - 1193

TAUX DES EUROMONNAIES

	SE-IL	DM	Yen	F.S.	L (1 000)	£
1 mois	8 1/4	4 5/8	5 3/4	8 3/8	17 1/2	11 3/4
3 mois	8 1/4	4 5/8	5 3/4	8 3/8	17 1/2	11 3/4
6 mois	8 1/4	4 5/8	5 3/4	8 3/8	17 1/2	11 3/4
1 an	8 1/4	4 5/8	5 3/4	8 3/8	17 1/2	11 3/4
2 ans	8 1/4	4 5/8	5 3/4	8 3/8	17 1/2	11 3/4
3 ans	8 1/4	4 5/8	5 3/4	8 3/8	17 1/2	11 3/4
4 ans	8 1/4	4 5/8	5 3/4	8 3/8	17 1/2	11 3/4
5 ans	8 1/4	4 5/8	5 3/4	8 3/8	17 1/2	11 3/4

La technologie est une ressource mondiale

Notre objectif: la prospérité.



Notre engagement en Europe se traduit par le partage de nos résultats. Car nous savons que l'avenir à long terme d'une société repose sur la prospérité des collectivités où ses produits sont fabriqués et vendus.

Ensemble, une croissance depuis plus de vingt ans

Dès le départ, Canon a élaboré ses objectifs à long terme sur le principe d'une relation avec ses partenaires étrangers, relation qui ne se limiterait pas au réseau de ventes. Il fallait donc encourager nos partenaires à croître grâce à une augmentation de l'emploi et à l'échange du savoir faire technique. Cela sous-entendait que nos unités de production, de recherche et développement et de commercialisation soient le plus près possible du consommateur.

Nous nous sommes efforcés systématiquement de tenir cet engagement. Depuis 1963, date à laquelle Canon a inauguré son siège européen, notre personnel a augmenté régulièrement et dépasse aujourd'hui 5.000 personnes. Notre réseau de ventes et de service entretien sillonne le continent et compte dix-sept bureaux de ventes implantés localement. La production européenne d'équipement de bureau de Canon est montée en flèche et de nos jours, la plupart des copieurs que nous vendons en Europe sont fabriqués en Europe. Les industries locales partagent notre prospérité puisque de plus en



plus de pièces détachées, de fournitures et matériels de production automatisée proviennent de la Communauté. Et nos actionnaires européens en profitent également avec 25 pour cent de nos actions.

Une production locale qui répond à la demande des marchés européens

Un pas de plus vers la réalisation de cet objectif de prospérité mutuelle fut l'implantation en 1972 de notre première usine de copieurs en Europe à Giessen, en R.F.A. L'expansion de l'usine, à laquelle se sont ajoutés du matériel de pointe et la formation du personnel, fait de cette unité un centre de fabrication très rentable. En 1983, sur l'invitation du gouvernement français, nous avons installé une usine de fabrication en Bretagne. Notre usine de Liffré fabrique maintenant des copieurs individuels et des machines à écrire électroniques pour répondre à la demande sans cesse croissante en Europe.

Chez Canon, l'important, ce sont les individus

Ces produits illustrent la façon dont Canon a adapté la technologie de pointe pour répondre aux besoins des individus où qu'ils soient. Nous avons été les premiers à mettre la photographie à la portée de tous en équipant nos appareils photo SLR de leur propre cerveau électronique. Et nous avons rendu les copieurs «personnels» grâce à une cartouche unique remplaçable qui contient les éléments clés du processus de copie. Aujourd'hui, ce système de cartouche remplaçable, qui supprime pratiquement les risques de panne, s'applique à d'autres équipements, du matériel micrographique aux imprimantes à laser.

Mais les produits de grande consommation ne nous ont pas fait négliger les secteurs plus spécialisés. Nos appareils photo rétinien contribuent à faciliter l'établissement du diagnostic médical et notre Canon Communicator donne le don de la parole aux handicapés moteurs. Ainsi, d'une manière ou d'une autre, Canon et sa technologie enrichissent l'existence de chacun.

Canon

SOCIAL

LA TRÉSORERIE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Le versement de 1 milliard de francs aux hôpitaux reporté sur 1986

Le ministère des affaires sociales vient de mettre au point l'opération de trésorerie prévue à propos du versement des acomptes mensuels aux hôpitaux publics (le Monde du 28 août). Ces « douzièmes provisoires » de la dotation globale accordée aux hôpitaux publics sont en principe versés en deux fois par les caisses de Sécurité sociale : 60 % le 21 du mois ou le premier jour ouvrable suivant, le reste dans les derniers jours du mois (entre le 27 et le 29). Un projet d'arrêté reportant ce versement au premier jour ouvrable du mois suivant à partir de l'année 1986. A titre transitoire, ce décembre prochain, le second versement sera lui-même fragmenté en deux : la moitié (soit 20 % du total) sera payée le 27 décembre, l'autre moitié le 2 janvier 1986. L'opération permet de reporter sur l'exercice 1986 un cinquième de la dotation men-

suelle versée aux hôpitaux publics - une somme que l'on peut évaluer à 1,3 milliard de francs.

En revanche, le ministère des affaires sociales a renoncé à empêcher certaines entreprises, pratiquant le « décalage de la paie », de reporter la date officielle de paiement après le 10 du mois, en échange d'avances substantielles à leurs salariés, de façon à ne verser les cotisations à la Sécurité sociale que le 5 du mois suivant et à « récupérer » ainsi de la trésorerie. En effet, le bénéfice retiré par le régime général de Sécurité sociale aurait été minime et l'on risquait de mettre en difficulté des entreprises - il s'agit généralement du bâtiment, dont la situation est déjà quelque peu branlante.

G. H.

LE QUARANTE-DEUXIÈME CONGRÈS DE LA CGT

M. Krasucki appelle au respect des différences

Dans sa réponse aux intervenants sur le rapport d'activité du 42^e congrès de la CGT, M. Henri Krasucki a, le 28 novembre, tenu pendant soixante-dix minutes un discours équilibré : ferme sur la responsabilité du gouvernement, ouvert sur les différences d'opinion au sein de la CGT. Le secrétaire général a estimé que la clarté avait été faite sur la « responsabilité du pouvoir et de ceux qui le détiennent depuis le début ». Il a également souligné « l'accélération des indécisions » de la politique gouvernementale, notamment en 1985.

Sans nier les « problèmes politiques » qui en résultent pour la CGT, M. Krasucki a appelé au respect des différences au sein de la centrale, soulignant, en faisant allusion aux critiques des responsables socialistes :

« Nous ne sommes pas une organisation unitaire. Ce n'est pas obligatoire d'être du même avis. On respecte le fait que tout le monde ne partage pas l'opinion majoritaire ».

Les mille délégués réunis à Montreuil avant rompu, le mercredi 27 novembre, avec l'ordonnancement rituel des congrès cégétistes (1), à la demande de leur secrétaire général M. Henri Krasucki a saisi le « débat imprévu » pour « approfondir les problèmes de la CGT ». « Un bon coup de gant de crin, ça fait circuler le sang », a-t-il lancé, espérant à la fois ne pas faire passer sous la table le débat sur l'adaptation du syndicalisme et donner un coup d'arrêt à la recherche des « responsabilités » de l'austérité, laquelle tournait de plus en plus à la surenchère antigouvernementale.

Le débat qui a suivi a répondu que partiellement à l'objectif de M. Krasucki, certaines prises de position apparaissant trop minutieusement préparées pour rester spontanées. La pratique d'un « syndicalisme de somme » de déléguations de pouvoir, les habitudes bureaucratiques, l'insuffisance des démarches en direction des jeunes, voire le manque de tolérance ou de démocratie, on les « interventions partielles », ont été à plusieurs reprises critiqués.

Un délégué de la construction de Loire-Atlantique, daat l'unan à perdre la moitié de ses adhérents en cinq ans, n'a pas hésité à lancer : « Plus de paroles, plus de résultats, plus d'actions ». « L'écologie, allons vers les travailleurs et acceptons tous nos camarades, quelle que soit leur appartenance politique ». Un souhait repris par M. François Lagain (marins de commerce), qui s'est interrogé sur les causes de la baisse de la syndicalisation.

Le trésorier sortant, M. Ernest Desautels, a présenté au premier rapport financier en faisant état pour 1983 de 1 623 197 adhérents (dont 260 235 retraités), avec, pour 1984, une poursuite de la baisse et « une aggravation des retards dans les règlements ».

Un passage, M. Deiss a qualifié les estimations sur les chiffres réels d'adhérents (le Monde du 19 novembre) d'« aberrantes » (2). « Les faussaires ne sont pas à chercher chez nous (...). Ces données que nous publions sont suffisamment préoccupantes à elles seules - 700 000 adhérents de moins en sept ans - pour que le congrès soit fortement interpellé quant à leur signification et quant à l'urgence d'y apporter des solutions ». Mais la campagne « Un grand CGT » a rapporté 23 millions de francs.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Une délégation de la CFDT, conduite par M. Jean-François Trévillat, secrétaire national, était présente ; elle a été saluée par des applaudissements et des sifflements.

(2) Un militant du secteur des travaux publics a répliqué que les données sur la crédibilité des chiffres officiels.

L'octroi de subventions américaines à FO et à l'UNI est confirmé à Washington

Depuis la publication par Libération du mercredi 27 novembre d'informations sur le financement de plusieurs organisations, notamment la confédération Force ouvrière et l'Union nationale inter-universitaire (UNI), par des fonds américains, le débat s'est déplacé (le Monde du 28 novembre). Il porte maintenant sur le montant des subventions réellement versées et sur le financement des syndicats.

En effet, à Washington, M. Carl Gershman, président de la National Endowment for Democracy, a confirmé mercredi à l'AFP que son organisation avait bien prévu le versement en deux ans (1984-1985) de 830 000 dollars (autour de 8 millions de francs) à FO et de

575 000 dollars (4,6 millions de francs) à l'UNI. Selon lui, FO a déjà reçu la moitié de la somme, et la quasi-totalité de la somme allouée à l'UNI a été versée. Selon M. Murray Seeger, porte-parole de l'AFI-CIO, celle-ci ne devait verser que 300 000 dollars à Force ouvrière et 275 000 dollars à l'UNI.

M. Gershman a précisé les conditions du versement de ces subventions : le Free Trade-Union Institute, organisme privé à but non lucratif fondé en 1977 et affilié à l'AFI-CIO, a proposé le versement de ces sommes dans le cadre d'une aide apportée aux syndicats étrangers non communistes, et la proposition a été approuvée par l'ensemble des

dix-sept membres du bureau de la NED. Celui-ci comprend entre autres M. Lane Kirkland, président de l'AFI-CIO, l'ancien secrétaire d'Etat Henry Kissinger et l'ancien candidat démocrate à la présidence des Etats-Unis Walter Mondale.

La NED a reçu de l'Etat fédéral 18,5 millions de dollars. Les sommes versées à FO et à l'UNI ne représentent, selon M. Gershman, que 4 % des fonds dont elle dispose. Elle a versé aussi de l'argent à des syndicats en Asie, en Afrique et en Amérique latine. A Solidarité en Pologne, ou, aux Etats-Unis, à différentes associations américaines.

D'autre part, M. Gershman a annoncé que tout versement à l'UNI serait suspendu en attendant la conclusion d'une enquête destinée à établir si cette organisation (qui a réémietté lancé une offensive contre le Comité de salut public contre la fin et pour le développement, NDLR) a effectivement des liens avec le Service d'action civique, ce qu'il ne croit pas.

A l'exception de la CGT, dont le trésorier voit dans l'affaire « une volonté de déstabiliser le syndicalisme qui lutte », les autres syndicats ont pas réagi. En fait, toutes les confédérations diverses essentiellement les dotations officielles destinées à la formation professionnelle et à la formation syndicale. Le ministère du travail a distribué 80 millions de francs en 1985 aux six centrales représentatives, les deux tiers de la somme allant à la CGT, à la CFDT et à FO.

Mais les syndicats bénéficient du « détachement », officiel ou non, d'un certain nombre de leurs permanents par des administrations ou des entreprises, qui continuent à verser leurs salaires et de facilités (locaux) accordées par des municipalités.

La désyndicalisation des fonctionnaires

Nous avons reçu de M^{me} Hirsberg, secrétaire générale de l'Union générale des fédérations de fonctionnaires CGT, après la publication de l'article de Jacques Kerguel, consacré au recul des effectifs de la CGT (le Monde du 19 novembre), les précisions suivantes :

Le seul critère fiable permettant de déterminer le nombre d'adhérents CGT dans la zone de syndicalisation de l'UGFF est le nombre de cartes UGFF acquiescées à la CGT pour la période retenue dans votre article.

Il s'agit, pour les seuls actifs, des nombres suivants : 1981 : 122 078 ; 1982 : 103 625 ; 1983 : 103 282. Les rapports entre ces chiffres font apparaître que l'UGFF se situe bel et bien dans la moyenne confédérale de l'évolution des adhérents de la CGT.

Naturellement d'avril 1985 a poussé sa réflexion sur ces phénomènes. Au-delà des raisons générales ayant des incidences sur la syndicalisation, il a appréhendé ce qui relevait du syndicalisme CGT des fonctionnaires lui-même.

Il a souligné, à partir d'une analyse fine de la période couvrant le pont 1986 - jusqu'à aujourd'hui, que ce n'est pas dans le renforcement net depuis ces années-là des positions de classe - comme nous disions - de l'UGFF que réside la racine de l'évolution des effectifs syndiqués ; bien des exemples internes démontrent d'ailleurs précisément l'inverse.

Mais ce sont dans les retards accumulés sur nos mutations internes dans la fonction publique et chez les fonctionnaires dans la prémissière de conception d'organisation, de structures, de fonctionnement du syndicalisme des fonctionnaires et dans les progrès à accomplir pour une démarche syndicale CGT au plus près des personnels que se situent les grandes adaptations à conduire pour stopper la perte des adhérents et le renforcement de la CGT chez les fonctionnaires.

[Nous écrivions dans notre article en prenant l'exemple de l'UGFF que « la baisse des effectifs de la CGT n'est pas réservée au secteur industriel ». M^{me} Hirsberg nous précise que la baisse des effectifs de l'UGFF se situe « dans le moyen confédéral ». Les deux appréciations concordent. - A. E.]

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

VOLVO

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 1985, les ventes du groupe s'élevaient à 62 639 millions de sek (contre 62 708). Hormis le courtage pétrolier et l'activité du groupe Volvo BM (qui n'est plus considérée), les

ventes ont progressé de 15 %. Les ventes hors de Suède s'élevaient à 52 494 millions de sek (contre 53 831), soit 84 % du total (contre 86 %). Les exportations hors de Suède représentent 21 732 millions de sek (contre 22 262).

VOLVO EN FRANCE

Le chiffre d'affaires de Volvo France s'établit à 2 004 millions de francs pour les neuf premiers mois 1985, soit une augmentation de 9,1 %. Les résultats préliminaires avant

impôts des neuf premiers mois sont de 2 % du chiffre d'affaires, ce qui représente le meilleur résultat que l'organisation française n'ait jamais réalisé pour cette période.

L'EXPORTATION DE LA FRANCE

Les achats de composants et d'organes faits par le groupe Volvo à la France ont suivi une évolution favorable. En 1984, ils ont représenté 2 260 millions de francs.

Le groupe Volvo a vendu pour 2 012 millions de francs à la France, qui donne un solde positif à la France dans ses échanges commerciaux avec Volvo.

(Publicité)

Aménagement de la RN 137 Liaison NANTES-BORDEAUX

Ouverture d'une section de voie express sur le territoire des communes de SORINIÈRES, LE BIGNON, MONTEBERT, AIGREUILLE-SUR-MAINE, REMOUILLE et VIEILLEVOIE en LOIRE-ATLANTIQUE ; BOUFFÈRE et SAINT-GEORGES-DE-MONTAIGU en VENDEE.

Avis d'ouverture d'enquête publique relative au projet d'aménagement de la RN 137 - ouverture d'une section comprise entre les lieux-dits « La Cour Neuve » (Commune des SORINIÈRES en LOIRE-ATLANTIQUE) et « La Rangrière » (commune de SAINT-GEORGES-DE-MONTAIGU en VENDEE).

Une enquête portant à la fois sur l'utilité publique de cette opération, l'attribution du caractère de route express à cette section nouvelle, la modification des plans d'occupation des sols des communes de MONTEBERT en LOIRE-ATLANTIQUE et BOUFFÈRE et SAINT-GEORGES-DE-MONTAIGU en VENDEE se déroulera pendant 57 jours consécutifs du 16 décembre 1985 au 10 février 1986 inclus.

La commission d'enquête sera constituée par :
- M. Louis PEINSEC, receveur hors-classe des PTT en retraite, demeurant à Saint-Sébastien-sur-Loire en Loire-Atlantique - 151, rue de la Libération, Président de la commission.
- M. Albert COUTANT, Clerc de notaire en retraite, demeurant à Saint-Hermine en Vendée - 6, rue Georges-Clemenceau, commissaire-enquêteur.
- M. René LECUREUIL, technicien supérieur du génie rural en retraite, demeurant à Rez en Loire-Atlantique - 25, rue Julien-Douillard, commissaire-enquêteur.
- M. Maurice MOUSSY, attaché principal de préfecture en retraite, demeurant à Nantes - 14 ter, rue Coquerbert-de-Neuville, commissaire-enquêteur suppléant.
- M^{me} Joëlle FORTIN, attachée de préfecture en retraite, demeurant à La Roche-sur-Yon en Vendée - 33, rue d'Esquembourg, commissaire-enquêteur suppléant.

Le siège principal de l'enquête sera situé à la Préfecture de Loire-Atlantique à Nantes.

Le dossier d'enquête y sera mis à la disposition du public du lundi au vendredi de 9 h à 16 h 15.

- En LOIRE-ATLANTIQUE :
• A la Mairie des Sorinières : du lundi au vendredi de 8 h 15 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30, ainsi que le samedi matin de 8 h 15 à 12 h.
• A la Mairie du Bignon : du lundi au vendredi de 9 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h ainsi que le lundi après-midi de 13 h 30 à 17 h et le samedi matin de 9 h à 12 h 30.
• A la Mairie de Montebert : du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h ainsi que le samedi matin de 9 h à 12 h.
• A la Mairie d'Aigrefeuille-sur-Maine : du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, ainsi que le vendredi matin et le samedi matin de 9 h à 12 h.
• A la Mairie de Remouille : du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, ainsi que le samedi matin de 9 h à 12 h et le lundi après-midi de 14 h à 17 h.
• A la Mairie de La Planchette : du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 15 h 30 à 17 h 15, ainsi que le samedi matin de 9 h à 12 h.
• A la Mairie de Vieillevoie : du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 15 h à 17 h 45, ainsi que le samedi matin de 10 h à 12 h.

- En VENDEE :
• A la Mairie de Montaigu : du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 13 h à 17 h, ainsi que le samedi de 9 h à 12 h.
• A la Mairie de Saint-Georges-de-Montaigu : du lundi au vendredi de 8 h à 12 h et de 14 h à 17 h 30, ainsi que le samedi de 9 h à 12 h.
• A la Mairie de Bouffère : du lundi au vendredi de 8 h 15 à 12 h 15, ainsi que le samedi de 9 h à 12 h.
• A la Mairie de l'Hébergement : du mardi au vendredi de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 h 30, ainsi que le lundi de 14 h 30 à 18 h 30 et le samedi de 9 h à 12 h.
• A la Mairie de Brouzils : du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 15 h à 17 h, ainsi que le samedi de 8 h 30 à 12 h.

Tous les lieux d'enquête précités seront fermés les 25 décembre 1985 et 1^{er} janvier 1986.

Les personnes désireuses de faire connaître leurs observations pourront soit les consigner sur les registres d'enquête déposés dans les lieux susmentionnés, soit les adresser par écrit au président de la Commission d'enquête, à son domicile précédemment indiqué.

Au besoin, ces personnes pourront être reçues par un des membres de la Commission d'enquête aux jours et heures suivants :

• A la Préfecture de Nantes : les 7 et 8 janvier de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h ; les 3 et 4 février de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h.
• A la Mairie des Sorinières : Mercredi 22, jeudi 23 et vendredi 24 janvier de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Samedi 25 janvier de 10 h à 12 h.
• A la Mairie d'Aigrefeuille : Mercredi 29, jeudi 30 et vendredi 31 janvier de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Samedi 1^{er} février de 9 h à 12 h.
• A la Mairie de Montaigu : Mercredi 5, jeudi 6 et vendredi 7 février de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Samedi 8 février de 9 h à 12 h.

A l'issue de l'enquête, la Commission établira un rapport relatant son déroulement et rédigera ses conclusions.

Une copie de ce rapport et des conclusions sera déposée à la mairie de chaque commune où s'est déroulée l'enquête, ainsi que dans la préfecture de Loire-Atlantique et de Vendée, et à la sous-préfecture de l'arrondissement de Nantes.

Toute personne concernée pourra demander communication de ces conclusions, ainsi que des réponses du maître d'ouvrage aux observations formulées lors de l'enquête.

L'information du public sera également assurée par l'affichage du présent avis dans les mairies concernées et en des lieux voisins des travaux projetés et visibles de la voie publique.

AVIS AU PUBLIC

Ligne à 2 circuits 400 kV Gâtineau - Tabarderie : tronçon Tabarderie - Commune de Quers-sur-Bezonne et modification de la ligne existante à 400 kV Marnage-Tabarderie aux abords du poste de Tabarderie

Il est porté à la connaissance du public qu'une instruction administrative est ouverte sur la demande présentée par ELECTRICITE DE FRANCE, en vue d'obtenir la déclaration d'utilité publique des travaux de construction et de modification des lignes d'énergie ci-dessus.

Conformément au décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977, le dossier présenté par ELECTRICITE DE FRANCE comporte une étude d'impact.

Pendant deux mois, de lundi 16 décembre 1985 au vendredi 28 février 1986 inclus, les personnes intéressées pourront en prendre connaissance aux lieux, jours et heures ci-après, exceptés les jours fériés :

- A la préfecture d'ORLÉANS, bureau des opérations immobilières et de l'urbanisme :
- du lundi au jeudi, de 8 h 30 à 16 h 30 ;
- le vendredi de 8 h 30 à 15 h 30.
- A la sous-préfecture d'ORLÉANS :
- du lundi au jeudi, de 8 h 45 à 16 h 30 ;
- le vendredi de 8 h 45 à 15 h 30.
- A la sous-préfecture de MONTARGIS :
- du lundi au jeudi, de 8 h 15 à 16 h 45 ;
- le vendredi de 8 h 15 à 15 h 45 ;
- le samedi de 8 h 15 à 11 h 30.
- A la mairie d'OUZOUER-SUR-LOIRE :
- du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h ;
- le mardi de 16 h à 18 h, le mercredi de 14 h à 18 h, le vendredi de 16 h à 17 h 30, sauf les après-midi des mardis 24 et 31 décembre 1985.
- A la mairie de CHATEAUNEUF-SUR-LOIRE :
- du lundi au vendredi de 8 h 15 à 12 h et de 13 h à 17 h 30 ;
- les mardis 24 et 31 décembre 1985, de 8 h 15 à 12 h et de 13 h à 16 h 30.
- A la mairie de SULLY-SUR-LOIRE :
- du lundi au jeudi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h ;
- le vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h.
- A la mairie de BELLEAUDE :
- le lundi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h à 17 h 30 ;
- le mardi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h à 16 h ;
- le samedi de 9 h à 12 h.
- A la mairie de LORRIS :
- du lundi au vendredi de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h.
- A la mairie d'AUILLIERS-EN-GATINAIS :
- le mardi et le vendredi de 18 h à 20 h, sauf le mardi 24 décembre 1985.
- A la mairie de BONNÉE :
- les lundis, jeudis, vendredis de 17 h 30 à 19 h ;
- le mercredi de 10 h à 11 h 30.
- A la mairie de BOUZY-LA-FORÊT :
- le lundi de 8 h 30 à 11 h ;
- les mardis, mercredis, jeudis, vendredis de 9 h à 12 h, sauf le mardi 24 décembre 1985, le jeudi 2 et le vendredi 3 janvier 1986.
- A la mairie de BRAY-EN-VAL :
- les mardis et vendredis de 16 h à 19 h ;
- les mercredis, jeudis et samedis de 10 h à 12, sauf les jours compris entre le lundi 20 et le vendredi 24 janvier 1986 inclus.
- A la mairie de CHATENOY :
- le mardi de 9 h à 12 h ;
- le jeudi de 14 h à 16 h et de 18 h à 19 h ;
- le dimanche de 9 h 30 à 11 h.
- A la mairie de DAMPIERRE-EN-BURLY :
- le lundi et le vendredi de 14 h à 17 h, sauf les mardis 24 et 31 décembre 1985.
- A la mairie de LES BORDES :
- du lundi au samedi de 8 h 30 à 12 h.
- A la mairie de QUIERS-SUR-REZONDE :
- les mardis et jeudis de 16 h 30 à 19 h 30 ;
- le samedi de 12 h 15 à 14 h.
- A la mairie de SURY-ES-BOIS :
- les mardis et vendredis de 17 h à 19 h, sauf les mardis 24 et 31 décembre 1985.
- A la mairie de VIEILLES-MAISONS-SUR-JOUDRY :
- les mardis et vendredis de 17 h à 19 h.
- A la mairie SAINT-AIGNAN-LE-JAILLARD :
- les lundis, mardis, mercredis, vendredis de 16 h à 19 h, sauf entre le 21 janvier et le 3 février 1986.
- A la mairie de SAINT-PÈRE-SUR-LOIRE :
- le lundi de 16 h à 18 h ;
- le mercredi de 15 h à 18 h ;
- le jeudi de 10 h à 12 h ;
- le vendredi de 10 h à 12 h et de 15 h à 18 h.
- A la DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE ET DE LA RECHERCHE, REGION CENTRE
16, rue Adolphe-Lesclapart - Division Energie (4^e étage)
45655 - SAINT-JEAN-LE-BLANC - CEDEX
- du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h.

Un registre sera également déposé avec chaque dossier afin que les personnes intéressées puissent y consigner leurs observations.

LE PRÉFET,
commissaire de la République.

allô C.V.S ?
J'ai mal à mon CV

Vous avez eu une vie professionnelle agitée, Vous cherchez un nouveau job, Vous ne savez plus par quel bout prendre votre CV...

branchez vous sur **CURRICULUM VITAE SERVICES**

Avec de CV différents, que de jobs possibles pour vous, (livre présentation unique) (travaillant de tout et tout...) En option, votre photo en photocopie couleur.

Et pourquoi le CVJES ? (types de CV, symboles, etc.)

Nous voulons TOUT TOUT TOUT savoir sur vous ! Donnez l'adresse de la dernière 190 FRC pour 10 CV colorés (1 est free) !

11 bis, rue Ste Anne, 45000 ORLÉANS

Pour en savoir plus : 38 53 66 66

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 28 novembre

La hausse reprend : + 1 %

Infatigable, la Bourse de Paris a repris son ascension jeudi après une halte, toute relative, de quarante-huit heures. Le mouvement n'a pas été brutal, mais régulier et le nombre de trous creusés dans la cote ces derniers jours par les ventes bénéficiaires a sérieusement diminué. Les hausses n'ont pas été vertigineuses, mais confortables, concernant des valeurs d'excellente qualité comme Peugeot, CSE, L'Oréal, Laroux-Sommer, Mob, Bie, Schneider, Printemps. La vedette a été tenue par Crouzet (+ 10 %), dont la cotation fut initialement réservée.

Bref, à la clôture, l'indice instantané enregistré une avance légèrement supérieure à 1 %. Mais ce n'est pas de la hausse à proprement parler, car elle intervient scrupuleusement à 14 h 30, les transactions se poursuivent bien après sur nombre de valeurs, qui, compte tenu de la longueur des précédentes négociations, attendent encore de recevoir un premier cours.

Les achats étrangers se sont poursuivis et l'impact de Wall Street (voir ci-contre) n'a pas été négligeable. Le marché a d'autre part été sensible à l'annonce d'une hausse des prix de détail limitée à 0,3 % pour octobre et au réajustement progressif de la balance des paiements.

Le lancement d'un nouvel emprunt d'Etat en deux tranches, chacune de 5 milliards de francs minimum (20 milliards en tout maximum), n'a provoqué aucune réaction à la Corbeille. En revanche, au premier étage, côté obligataire, la nouvelle a suscité des dégagements pour le marché de l'occasion dans le secteur des fonds d'Etat.

La devise-titre a continué de baisser pour s'établir entre 7,73 F et 7,745 F (contre 7,77 F-7,82 F).

Malgré la baisse du dollar, l'or n'a pas été mieux loti à Londres : 326,75 dollars l'once contre 330,45 dollars au premier fixing.

Sur le marché parisien, le lingot a perdu 150 F, à 81,750 F, la naphtène cédant 3 F de son côté, à 511 F.

NEW-YORK

Un nouveau bond en avant

Wall Street ne manque pas de ressort. Personne n'en doute, mais le bond mercredi par le marché new-yorkais a laissé la communauté financière stupéfaite. Amorcé dès l'ouverture, le mouvement de reprise a été poursuivi durant presque toute la séance et, même si l'indice des industries ne s'est pas inscrit en clôture à son plus haut niveau de la journée, il a établi un nouveau record historique à 1 475,68, avec un gain substantiel de 18,92 points.

Le bilan général a été à la hauteur de ce résultat. Sur 2 006 valeurs traitées, 1 022 ont monté, 545 ont baissé et 439 n'ont pas varié.

Les investisseurs institutionnels ont été les premiers à passer des ordres d'achat. Mais les vendeurs à découvert se sont précipités pour se couvrir à la veille du chômage du 28 novembre (célébration du Thanksgiving Day, pour ne pas être pris à contre-pied par un rallongement inattendu des cours. C'est ce qu'on appelle avoir du nez. Enfin, les particuliers ont participé à la fête.

Autour du « Big Board », les professionnels sont convaincus que la Réserve fédérale va se décider enfin à faire un geste pour assouplir sa politique de crédit, dès lors que se multiplieront les signes d'essoufflement de l'expansion, le dernier en date concernant la baisse des commandes de biens durables en octobre (- 2,3 %).

L'activité s'est accrue et 143,65 millions de titres ont changé de mains, contre 123 millions la veille.

La devise-titre a continué de baisser pour s'établir entre 7,73 F et 7,745 F (contre 7,77 F-7,82 F).

Malgré la baisse du dollar, l'or n'a pas été mieux loti à Londres : 326,75 dollars l'once contre 330,45 dollars au premier fixing.

Sur le marché parisien, le lingot a perdu 150 F, à 81,750 F, la naphtène cédant 3 F de son côté, à 511 F.

BOURSE DE PARIS Comptant 28 NOVEMBRE

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3 %	4 045		Forges de France	387	371 30	Ulfar S.M.D.	438	440	186	189	
5 %	4 123		Forstner	1051	1040	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	
5 %	4 096		Forstner	89	89	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	
5 %	4 096		Forstner	89	89	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	
5 %	4 096		Forstner	89	89	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3 %	4 045		Forges de France	387	371 30	Ulfar S.M.D.	438	440	186	189	
5 %	4 123		Forstner	1051	1040	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	
5 %	4 096		Forstner	89	89	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	
5 %	4 096		Forstner	89	89	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	
5 %	4 096		Forstner	89	89	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3 %	4 045		Forges de France	387	371 30	Ulfar S.M.D.	438	440	186	189	
5 %	4 123		Forstner	1051	1040	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	
5 %	4 096		Forstner	89	89	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	
5 %	4 096		Forstner	89	89	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	
5 %	4 096		Forstner	89	89	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3 %	4 045		Forges de France	387	371 30	Ulfar S.M.D.	438	440	186	189	
5 %	4 123		Forstner	1051	1040	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	
5 %	4 096		Forstner	89	89	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	
5 %	4 096		Forstner	89	89	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	
5 %	4 096		Forstner	89	89	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3 %	4 045		Forges de France	387	371 30	Ulfar S.M.D.	438	440	186	189	
5 %	4 123		Forstner	1051	1040	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	
5 %	4 096		Forstner	89	89	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	
5 %	4 096		Forstner	89	89	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	
5 %	4 096		Forstner	89	89	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3 %	4 045		Forges de France	387	371 30	Ulfar S.M.D.	438	440	186	189	
5 %	4 123		Forstner	1051	1040	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	
5 %	4 096		Forstner	89	89	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	
5 %	4 096		Forstner	89	89	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	
5 %	4 096		Forstner	89	89	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3 %	4 045		Forges de France	387	371 30	Ulfar S.M.D.	438	440	186	189	
5 %	4 123		Forstner	1051	1040	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	
5 %	4 096		Forstner	89	89	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	
5 %	4 096		Forstner	89	89	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	
5 %	4 096		Forstner	89	89	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3 %	4 045		Forges de France	387	371 30	Ulfar S.M.D.	438	440	186	189	
5 %	4 123		Forstner	1051	1040	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	
5 %	4 096		Forstner	89	89	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	
5 %	4 096		Forstner	89	89	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	
5 %	4 096		Forstner	89	89	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3 %	4 045		Forges de France	387	371 30	Ulfar S.M.D.	438	440	186	189	
5 %	4 123		Forstner	1051	1040	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	
5 %	4 096		Forstner	89	89	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	
5 %	4 096		Forstner	89	89	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	
5 %	4 096		Forstner	89	89	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3 %	4 045		Forges de France	387	371 30	Ulfar S.M.D.	438	440	186	189	
5 %	4 123		Forstner	1051	1040	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	
5 %	4 096		Forstner	89	89	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	
5 %	4 096		Forstner	89	89	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	
5 %	4 096		Forstner	89	89	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3 %	4 045		Forges de France	387	371 30	Ulfar S.M.D.	438	440	186	189	
5 %	4 123		Forstner	1051	1040	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	
5 %	4 096		Forstner	89	89	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	
5 %	4 096		Forstner	89	89	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	
5 %	4 096		Forstner	89	89	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3 %	4 045		Forges de France	387	371 30	Ulfar S.M.D.	438	440	186	189	
5 %	4 123		Forstner	1051	1040	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	
5 %	4 096		Forstner	89	89	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	
5 %	4 096		Forstner	89	89	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	
5 %	4 096		Forstner	89	89	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3 %	4 045		Forges de France	387	371 30	Ulfar S.M.D.	438	440	186	189	
5 %	4 123		Forstner	1051	1040	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	
5 %	4 096		Forstner	89	89	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	
5 %	4 096		Forstner	89	89	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	
5 %	4 096		Forstner	89	89	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3 %	4 045		Forges de France	387	371 30	Ulfar S.M.D.	438	440	186	189	
5 %	4 123		Forstner	1051	1040	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	
5 %	4 096		Forstner	89	89	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	
5 %	4 096		Forstner	89	89	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	
5 %	4 096		Forstner	89	89	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3 %	4 045		Forges de France	387	371 30	Ulfar S.M.D.	438	440	186	189	
5 %	4 123		Forstner	1051	1040	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	
5 %	4 096		Forstner	89	89	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	
5 %	4 096		Forstner	89	89	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	
5 %	4 096		Forstner	89	89	Ulfar S.M.D.	341	341	186	189	

AUTOUR DE LA CORBEILLE

YMI INTRODUITE AU SECOND MARCHÉ DE NANTERRE. Les nouvelles actions (prix de 15 % du capital) de sociétés Vendée Mécanique Industrielle, leader français dans la fabrication de pièces, ont été introduites le 27 novembre 1985 au second marché de la Bourse de Nantes. L'opération, conduite par le Crédit industriel de l'Ouest et la charge d'agents de change locale Delamare de Champeville, s'est effectuée sous la forme d'une offre publique de vente (OPV) au prix d'introduction de 180 F, soit 14,40 dollars. Les demandes ont finalement porté sur 3,58 millions d'actions. La société, dont le siège est à Montaigu (Vendée), est présidée par M. Gilles Chagnon, employé une cinquantaine de personnes. YMI, qui décline environ 60 % du marché français du pétrole, réalise à l'exportation environ 30 % de son chiffre d'affaires, lequel a atteint 50 millions de francs pour l'exercice 1984-1985.

NSM: EMPREINT CONVERTIBLE EN ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ MÈRE. La banque Nonfliz-Schlumberger-Mallet (NSM), filiale de la banque hollandaise Allgemene Nederland (ABN) va émettre un emprunt de 300 millions de francs à sept ans au taux de 7,75 %, remboursable fin 1991. Cet emprunt est assorti d'un bon de souscription pour une action ABN, à exercer pendant six ans (1986-1991) au prix de 600 francs, le cours actuel d'ABN sur le marché d'Amsterdam étant de 550 francs environ. Cette forme originale de souscription d'actions est déjà été utilisée par Philips, Ciba-Geigy et Perini.

TITRES PARTICIPATIFS DU CEA. - CEA Industrie, filiale du Commissariat à l'énergie atomique, regroupant toutes ses activités industrielles, procède, à 2 décimales, à une émission de titres participatifs pour un montant de 499 millions de francs. Ces titres sont convertibles à terme (en 1988 et en 1989) en certificats d'investissement privilégiés. Au total, 454 000 titres d'un prix nominal de 1 100 F sont en vente. Le rendement de ces titres sera partiellement basé sur le 50 % du taux moyen du marché obligataire, et pour partie variable, indexée sur l'évolution de la capacité d'autofinancement du groupe. Cette répartition se situera dans une fourchette allant de 80 % à 120 % du taux moyen du marché obligataire.

INDICES QUOTIDIENS (NDCE, base 100 : 28 oct. 1984)

Valeurs françaises	132,5	27 nov.
Valeurs étrangères	77,7	27 nov.
C* DES AGENTS DE CHANGE (base 100 : 31 oct. 1981)	247,9	27 nov.
Indice général	247,9	27 nov.

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Edits prêts de 28 novembre	8,3/4 %
COURS DU DOLLAR À TOKYO	201,40
1 dollar (en yen)	201,40

INDICES QUOTIDI

Le Monde

DÉCÈS DE L'HISTORIEN FERNAND BRAUDEL

On vient d'apprendre la mort de l'historien Fernand Braudel. Il était âgé de quatre-vingt-trois ans. Spécialiste du monde méditerranéen et de l'histoire économique de l'Europe, Fernand Braudel était l'un des fondateurs de la « nouvelle histoire ». Il était membre de l'Académie française depuis 1984 et professeur honoraire au Collège de France.

GUILLAUME HANOTEAU EST MORT

L'écrivain et journaliste Guillaume Hanoteau est mort mercredi 27 novembre, à Paris. Il était âgé de soixante-dix-sept ans. Personnalité comme des milliers de la presse et du théâtre, il avait été le mari de la comédienne Alice Sapritch.

Avec sa haute silhouette, son étroit visage et son air d'être « ailleurs », Guillaume Hanoteau avait, dans la Saint-Germain-des-Près de l'après-guerre, prolongé la tradition des boulevardiers de la Belle Époque, dont il avait les provisions d'anecdotes, le bagou flamboyant et les mots d'autorité. A sa manière, il fut, avec Michel de Ré, un pionnier du café-théâtre.

Fils de l'historien Jean Hanoteau, Guillaume est né à Paris le 29 avril 1908. Après les lycées Montaigne, Louis-le-Grand et le collège Sainte-Barbe, des études de droit le mènent à la carrière d'avocat. Collaborateur de Maurice Garçon, il a notamment défendu Gabriel Péri (fusillé par les Allemands en 1941) et Jean Genet.

A partir de 1949, Guillaume Hanoteau s'oriente vers le journalisme et l'écriture dramatique. Il collabore à Radio-Luxembourg, 7été, 7 Jours, Marie-Chérie et, surtout, Paris-Match, où il est chroniqueur de 1952 à 1976. Il est l'auteur de nombreux reportages, en particulier sur l'Afrique, Tahiti et Saint-Hélène. Dans son livre *La Fabuleuse Aventure de Paris-Match* (Flam, 1976), il raconte l'existence mouvementée de la première équipe de reporters de ce journal.

Guillaume Hanoteau est également l'auteur de nombreuses pièces de théâtre, souvent diffusées par la télévision : *Le Voyage à Madère*, *La Tour Eiffel qui tue*, pastiche des romans populaires du siècle dernier monté par Michel de Ré dans les années 50, *L'improvisation de Saint-Germain-des-Près*, *Fantômes*... Pour la télévision, il écrit des drames comme *Le Jeu des chagrins*, *Qui a tué le roi ?*, *Les Dossiers de Commandant X*, *Les Dossiers de Jérôme Randax et Femmes*, *Femmes* (en 1981).

Guillaume Hanoteau est enfin l'auteur de plusieurs livres de souvenirs : *Ces nuits qui ont fait Paris* (Fayard, 1971), où un narrateur raconte à des interlocuteurs fictifs les « premières » de théâtre, du début du siècle à la fin de l'Occupation, *Paris, anecdotes et portraits* (Fayard, 1974), *Les Dossiers de Commandant X* (La Table ronde, 1974) et *Toute la lumière* (Pauvert, 1978).

Le numéro du « Monde » daté 28 novembre 1985 a été tiré à 471 466 exemplaires.

A B C D E F G

Les meilleures marques
TRECA
EPEDA
SIMMONS
PIRELLI
Les meilleurs prix
CAPÉLOU
37, Avenue de la République
75011 PARIS Tél. 4.357.46.35
Métro : PARMENTIER

JACQUES TOUR
"un vrai joaillier
de toute confiance..."
9, RD DES CAPUCINES
OPERA - PARIS

Hamm a sélectionné
les pianos :
W. HOFFMANN
L'alliance harmonieuse de la tradition
artisanale et de la technique moderne.
hamm
La passion de la musique.
135-139, rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Parking à proximité

COMPROMIS AU GATT

Les négociations commerciales internationales seront lancées en septembre

De notre envoyé spécial

Genève. — Le nouveau cycle des négociations commerciales multilatérales (NCGM), réclamé avec insistance par les États-Unis depuis le printemps dernier, sera officiellement lancé en septembre 1986. Un comité préparatoire va être immédiatement créé afin d'en définir les thèmes et les modalités. Dans quelle mesure et selon quelles méthodes la future négociation portera-t-elle, comme le voudraient les Américains, sur les échanges de services ? La question demeure ouverte.

Tel est le compromis auquel les « parties contractantes » du GATT (Accord général sur les tarifs et le commerce), réunies depuis le début de la semaine à Genève, sont parvenues ce jeudi 28 novembre à évaluer l'accord mis en point par les principaux intéressés. L'affrontement Nord-Sud qu'on pouvait redouter est ainsi évité. Les États-Unis, d'un côté, le Brésil et l'Inde, qui conduisent les pays en voie de développement (PVD), de l'autre, ont jeté du lest.

La description qui devrait en résulter donnera des armes à ceux qui, à Washington, s'efforcent de contourner les tentatives protectionnistes du Congrès. Elle permettra pour le moins d'empêcher la réaction brutale que les États-Unis avaient annoncée en cas de nouvel échec. Le compromis a été négocié en marge de la session des parties contractantes au sein d'un groupe de six composé de la CEE, des États-Unis, du Brésil, de l'Inde, de la Suisse et de la Corée. De l'avis général, les efforts de médiation déployés par M. Tran Van Thinh, le représentant de la Commission européenne à Genève, ont été déterminants.

Pendant un peu de vue les problèmes de fond — quelles concessions faudrait-il exactement demander aux partenaires du GATT ? — les États-Unis s'étaient crispés, depuis le sommet économique occidental de Bonn en mai dernier, sur les décisions de procédure.

La CEE, le Japon, les pays en voie de développement de la zone Pacifique, considérant cette sorte de fixation et le risque de réaction négative susceptible d'être engendrée par une trop forte opposition, étaient prêts depuis l'été à se rallier à l'idée de nouvelles négociations. En revanche, quelques PVD, conduits par l'Inde et le Brésil, refusaient. Soucieux de défendre leurs industries de services, ils estimaient qu'il serait dangereux d'étendre à ce secteur des règles de libre échange par nature favorables aux entreprises multinationales américaines. Ils ajoutaient qu'ils n'avaient aucune envie de faire des cadeaux aux pays industrialisés, et singulièrement aux États-Unis, tant que ceux-ci n'ouvrirent pas davantage leur propre marché à leurs exportations.

Dans cet esprit, le PVD demandait deux choses : la promesse des États-Unis de ne pas adopter de nouvelles mesures protectionnistes dès lors qu'on lançait un nouveau cycle de négociations ; l'engagement de supprimer dans un délai raisonnable des dispositions protectionnistes prises contre les règles du GATT, comme le contingentement par les Européens et les Américains de leurs importations de produits textiles.

Les Brésiliens et les Indiens ont finalement accepté de créer le comité préparatoire. Si les autres pays, tenus à l'écart de ces tractations à six et de ce fait quelque peu amers, approuvent le compromis, les États-Unis obtiendront l'assurance à peu près certaine que le nouveau cycle aura lieu. Le comité préparatoire précisera le projet de texte, mettra au point des recommandations sur le contenu et la méthode des

L'ÉTAT LANCE UN EMPRUNT DE 20 MILLIARDS DE FRANCS

Profitant de la conjoncture favorable régnant sur le marché des obligations, l'État lance son quatrième emprunt de 20 milliards de francs, avec deux tranches à taux fixe — dont l'une avec option d'échange — le chef de file étant la Banque Paribas. Cette émission portera à 95 milliards de francs le montant des capitaux à long terme levés par l'État depuis le 1^{er} janvier 1985. La prévision initiale a été réduite de 20 à 25 milliards de francs en raison du gonflement du déficit budgétaire pour 1985 (le Monde du 28 novembre 1985).

UNE NOUVELLE AFFAIRE DE FAUSSES FACTURES À LYON ET À VIENNE

Au terme d'une enquête ouverte au début de l'année, une trentaine de personnes ont été inculpées à Lyon et à Vienne (Isère) depuis le début du mois d'octobre. Elles sont vingtaine d'être elles seules, après la découverte d'un trafic de fausses factures portant au moins sur 15 millions de francs et mettant en cause le milieu des ferrailleurs. Une dizaine de directeurs ou gérants d'entreprises sont impliqués.

A NOS ABONNÉS

Le changement de notre système de gestion des abonnements entraîne actuellement certaines perturbations. Nous prions nos abonnés qui pourraient en souffrir de bien vouloir nous en excuser. Nous mettons tout en œuvre pour rétablir nos relations normales dans les plus brefs délais.

20^e la copie/ Minicopieur Chez Duriez

JUSQU'ICI POUR copier à 100 F. maintenant à 20 F. seulement.
• Chez Duriez ce nouveau copieur tous papiers s'alimente automatiquement • Copies à répétition jusqu'à 20 ex. • Mini-marge (3 mm) • Cœur interchangeable. • Prix Duriez : 7.500 F. TTC.

• Aussi chez Duriez • Tous copieurs personnels. C'est une de 7 spécialités Duriez • 112, Bd. St. Germain • M^o Odéon, St. Michel.

CHARLES LEROUX

aime les grandes femmes
et les chausse avec élégance
du 41 au 45
7, rue St-Roch, 75001 Paris. Tél. 42.40.67-70

Sur le vif

Vive la détente !

Vous avez lu la presse française, ce matin ? Scan-da-leux ! Pas un mot, pas un seul, sur le centenaire d'une invention fabuleuse, l'arme qui a exterminé à elle seule plus d'êtres humains que toutes les autres réunies, y compris la bombe atomique, oui, la bonne vieille mitrailleuse. En lui consacrant une pleine page, le *Herald Tribune* rend un juste hommage à la plus grande faucheuse des temps modernes.

Une vraie merveille. On la doit à un Américain. Mémor, il s'appelle. Rival malheureux d'Edison, de Bell et des frères Wright, il s'agit de l'électricité, bricole dans l'aviation, imagine un tas de gadgets dont une souricière super perfectionnée. Et puis au cours d'un voyage en Autriche il rencontre un compatriote qui lui conseille d'abandonner ces broutilles, ces nébuleuses, pour s'occuper enfin de choses sérieuses : vous voulez gagner des sous ? Des montagnes de sous ? Alors trouvez un truc qui permette à ces Européens de s'entre-tuer.

En novembre 1885, c'est fait. Et cinq ans plus tard en Rhodésie, beau début, quatre de ses fusils suppriment trois mille Zoulous en quatre-vingt-dix minutes. Ça fait un tel pétard que ça

réveille les Allemands. Quand éclate la première guerre mondiale ils répondent allègrement aux maxims des Alliés à coups de spandau. Arme largement aussi performante. Elle a nettoyé le 1^{er} juillet 1916 vingt et un mille British en quelques heures.

Evidemment on a fait beaucoup mieux depuis. Et surtout beaucoup plus. Impossible d'évaluer le nombre de ces machines à tuer en usage de par le monde. Il paraît que c'est dingue : plus de cent millions ! Avec un net avantage côté soviétique pour ne pas changer.

Il est chouette quand même Gorbatchev. Un pacifiste dans l'âme. Une grande conscience. Savez-vous ce qu'il est prêt à faire ? A discuter de la limitation des fusils-mitrailleurs avec les faucons de la Maison Blanche. Les connaissant, je doute qu'ils mesurent l'immense générosité et le formidable impact de ce geste. Accepter de réduire la fabrication des kalachnikov, à l'époque de la guerre des étoiles, on peut difficilement aller plus loin sur le chemin des concessions.

CLAUDE SARRAUTE

En Belgique

Un sixième gouvernement Martens qui ressemble comme un frère au précédent

De notre correspondant

Bruxelles. — Avec les mêmes hommes et le même programme, Martens VI ressemble comme un frère à Martens V. Cette similitude était prévisible depuis le 13 octobre lorsque les élections générales ont élu Martens, qui les Belges s'attendaient à voir la même équipe au pouvoir. Mais c'était mal connaître ce pays que d'imaginer la formation rapide d'un nouveau gouvernement.

Il aura fallu attendre près de six semaines pour que les vainqueurs des élections — socialistes et libéraux — parviennent à s'entendre sur leur futur programme et la composition de l'exécutif. Des excédutifs plutôt, car pour la première fois depuis la « fédéralisation » de la Belgique, la même coalition s'est imposée aussi dans les régions.

Ainsi, sociaux-chrétiens et libéraux se trouvent maintenant seuls maîtres à bord pour diriger le gouvernement central, la région flamande, la région wallonne et la Communauté française (cette entité permet de rassembler les Wallons et les Bruxellois de langue française, qui représentent plus de 80 % de la population de la capitale). « Nous avons maintenant une majorité et une opposition, une droite et une gauche comme la plupart des autres pays », commentent les hommes politiques, les uns pour s'en réjouir en nom de l'efficacité, les autres pour s'en inquiéter au nom de la démocratie.

Une nouvelle ère s'ouvre-t-elle pour la Belgique ? Ce pays, longtemps célèbre pour la fréquence et la complexité de ses crises politiques, va-t-il maintenant devenir un modèle de stabilité ? Ce serait aller

un peu vite en besogne que de penser à un agrippement qui ferait fi de l'histoire, de la géographie, des mauvaises habitudes et des bonnes traditions.

Qui aurait pu penser, en 1979, lorsque Wilfried Martens s'installa pour la première fois, à quarante-trois ans, au 16, rue de la Loi, que cet avocat gantois, président des sociaux-chrétiens flamands, serait encore six ans plus tard premier ministre. Choisi à l'époque comme le plus petit commun dénominateur, le voilà maintenant, apparemment toujours aussi timide et modeste, capable d'en imposer à toute la classe politique du royaume. Derrière lui, vient immédiatement Jean Gol, vice-premier ministre et ministre de la justice, comme dans le précédent gouvernement. Ce libéral francophone reste « l'homme qui aura voulu démissionner... » (et sauver l'honneur) après le drame du Heysel. Son souhait aurait été d'obtenir le portefeuille des relations extérieures. Chargé de la sécurité depuis 1981 et alors que la Belgique doit faire face à une vague de violence, il s'est décidé à rester à son poste.

Juste après lui, on trouve le deuxième vice-premier ministre, Charles-Ferdinand Nothomb, social-chrétien francophone, qui resta ministre de l'Intérieur. Revolla Gol et Nothomb, les deux frères ennemis de la politique belge, de nouveau vice-premiers ministres et de nouveau chargés sensiblement des mêmes dossiers puisque les ministres de l'Intérieur et de la justice ont tous les deux en charge la sécurité. « Impossible de toucher au statut de l'un ou de l'autre sous peine de crise grave », ironisait un proche du premier.

Quant à Guy Verhofstadt, le tout jeune (trente-deux ans) président du Parti libéral flamand, il obtient le portefeuille du budget. Ce libéral par et par, après lequel les *Chicago Boys* disent les mauvaises langues, font figure de nourrissons, devrait donner du fil à retordre à Wilfried Martens. M. Leo Tindemans reste aux relations extérieures. Mark Eyskens passe des affaires économiques aux finances.

JOSÉ-ALAIN FRALON

• Dix officiers soviétiques auraient été tués en Angola. — Dix officiers soviétiques, qui voyageaient à bord d'un Antonov-12, ont été tués quand l'avion a été abattu, le 24 novembre, dans le sud de l'Angola par l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), a affirmé, mercredi 27 novembre, à Lisbonne, un communiqué du mouvement dirigé par M. Jonas Savimbi. Selon le communiqué, onze « hauts fonctionnaires » de l'armée régulière angolaise (FAPLA) ont également péri. — (AFP.)

• Le procès de Klaus Barbie pourrait s'ouvrir le 3 février. — Le ministre de la justice et le parquet général de Lyon ont pris maintenant toutes les dispositions pour que le procès de Klaus Barbie puisse s'ouvrir le 3 février 1986 devant la cour d'assises du Rhône. Cela suppose toutefois que la chambre criminelle de la Cour de cassation rejette les pourvois qui ont été formés par un certain nombre de parties civiles contre l'arrêt de renvoi de la chambre d'accusation de Lyon, qu'elle doit examiner en audience publique le 19 décembre prochain.

Pour le prix d'une fourrure
sans nom, je me suis
offert une fourrure
Revillon.

Revillon
40 rue La Boétie, Paris 8.
44 rue du Dragon, Paris 6.
45 La Croisette, Cannes.

3-4 en retard imprimé
facon panthère 38 000 F